

FACULTÉ DE DROIT. — UNIVERSITÉ DE PARIS

ANNÉE 1925

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences politiques et économiques)

PAR

Albert LEBAIL

Diplômé de l'École des Sciences politiques

L'Agriculture dans un Département Français

LE

FINISTÈRE AGRICOLE

(Étude d'économie rurale)

Président : M. HITIER

Professeurs : MM. DESCHAMPS ; MESTRE

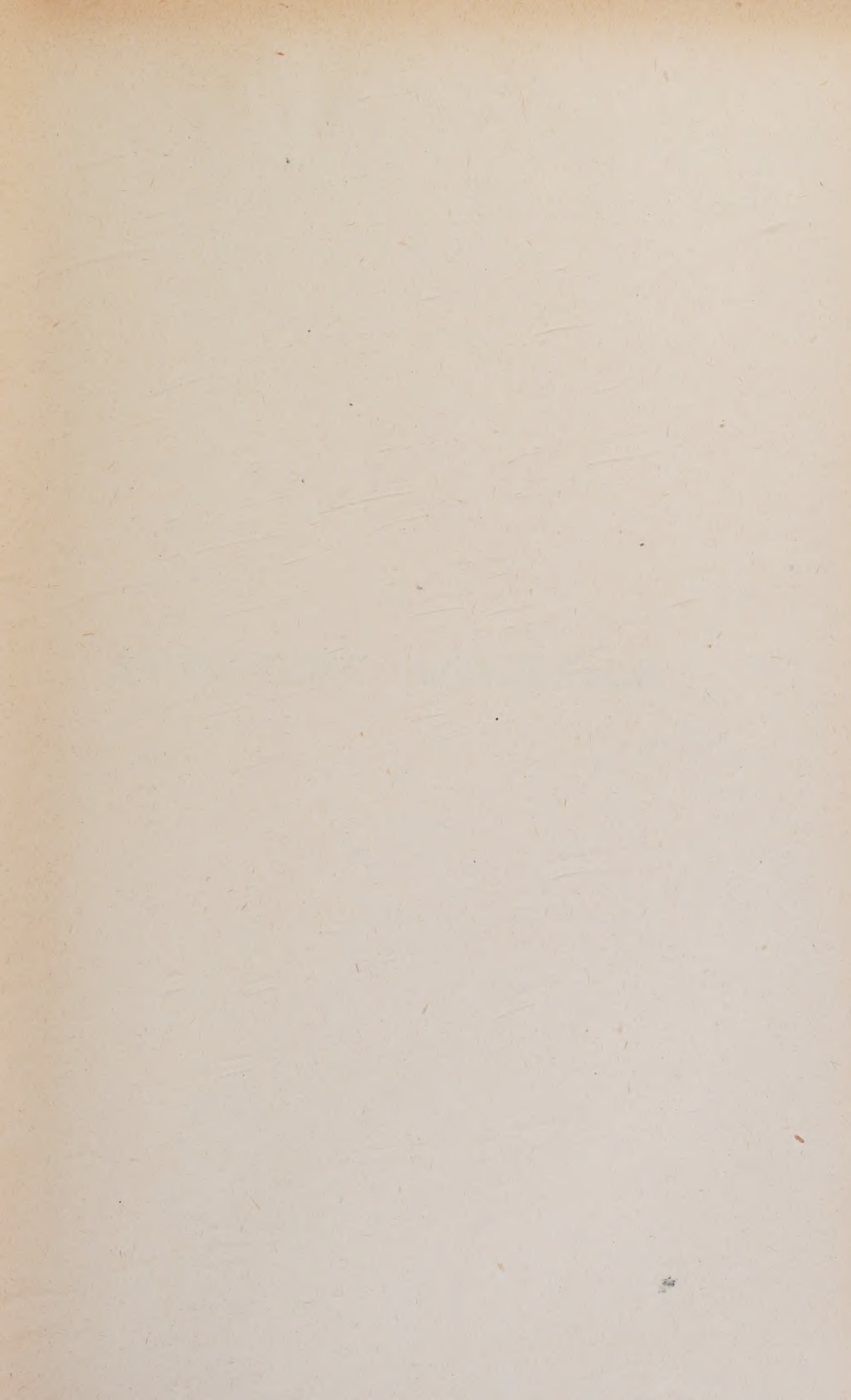
Soutenue le Samedi 13 Juin 1925, à 16 h. 30

ANGERS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE D'ANGERS

4, RUE GARNIER, 4.

1925



LE
FINISTÈRE AGRICOLE

ANNÉE 1925

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences politiques et économiques)

PAR

Albert LEBAIL

Diplômé de l'École des Sciences politiques

L'Agriculture dans un Département Français

LE

FINISTÈRE AGRICOLE

(Étude d'économie rurale)

Président : M. HITIER

Professeurs : MM. DESCHAMPS ; MESTRE

Soutenue le Samedi 13 Juin 1925, à 16 h. 30

ANGERS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE D'ANGERS

4, RUE GARNIER, 4.

1925

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSES DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



*A la mémoire glorieuse et douloureuse des cultivateurs
du Finistère, morts pour la défense du sol natal, ce
livre est respectueusement dédié par leur ancien camarade
de combat.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551613_0014

PRÉFACE

Six années se sont écoulées depuis la fin de la guerre. Elle domine cependant encore de ses conséquences formidables la vie morale et la vie matérielle du pays.

Les difficultés économiques et financières dans lesquelles nous nous débattons ont donné aux questions agricoles une importance plus grande que jamais.

Aujourd'hui, comme il y a plusieurs siècles, « labou-rage et pâturage sont les deux mamelles de la France, les vraies mines et trésors du Pérou ».

Le Gouvernement l'a compris et ses efforts se sont portés vers « l'intensification de la production agricole ».

Il nous a semblé intéressant d'étudier, dans le passé et dans le présent, la vie agricole d'un département français essentiellement rural, d'après la méthode monographique.

Le Finistère devait nécessairement nous attirer, d'abord parce que c'est notre pays natal et celui auquel tant de liens affectifs nous enchaînent, parce que cette terre est celle qui a été fécondée par le travail incessant de ceux dont nous descendons.

De plus, l'étude du Finistère présente, dans la période actuelle, le plus grand intérêt. Plus qu'aucun autre département français, il s'est modifié depuis une vingtaine d'années au point de vue agricole. La guerre, amenant un afflux d'idées neuves, a encore accéléré le mouvement.

On avait coutume de dire, jadis, que la Basse-Bretagne était toujours de plusieurs siècles en retard sur le reste de la France. Aujourd'hui, en tout cas, c'est à pas de géant qu'elle rattrape le temps perdu et il pouvait paraître intéressant de l'étudier en pleine évolution, alors que les méthodes et les idées les plus primitives voisinent avec les plus neuves sur son sol.

La tâche était ardue : le Finistère est un département très grand et très peuplé, où les conditions de culture varient souvent d'un canton à l'autre, où les résultats cherchés et les produits obtenus sont extraordinairement divers.

Devant une pareille tâche, notre inexpérience hésitait. Nous avons heureusement trouvé d'amicaux concours, auxquels nous voulons exprimer toute notre reconnaissance, car si ce livre peut présenter quelque intérêt, c'est à eux surtout qu'il le doit.

Nous avons d'abord adressé un questionnaire étendu à un certain nombre de personnalités agricoles : agriculteurs propriétaires et fermiers, membres du Conseil général et maires ruraux, présidents de Syndicats agricoles ou d'élevage, notaires, juges de paix, instituteurs, experts ruraux, négociants en produits agricoles.

Trente-cinq questions, portant sur les sujets les plus divers, furent ainsi posées.

Les réponses présentaient parfois beaucoup de difficultés, étant donné surtout qu'un certain nombre de nos correspondants étaient plus habitués au manie-ment des outils agricoles qu'à celui de la plume.

Cependant, sur cent cinquante-cinq questionnaires envoyés, cent neuf réponses me sont parvenues. Beaucoup d'entre elles ont demandé un travail de recherches important et sont la monographie complète d'un canton ou d'une commune.

Que tous ceux qui m'ont donné l'appui de leur compétence agricole veuillent bien trouver ici l'expression de ma profonde reconnaissance.

Nous avons également trouvé l'accueil le plus obligeant auprès de M. Desmars, préfet du Finistère, de MM. Castel et Rivière et du personnel de la Préfecture ; de M. Soulière, directeur des Services agricoles ; de notre ami, M. Cabillic, professeur d'agriculture ; de M. Wacquet, archiviste du département et de M. Feunteun, auprès du Dr Lagriffe pour les renseignements relatifs à l'hygiène, auprès de M. Baudouin, contrôleur des Contributions directes, auprès

du personnel des Contributions indirectes et de la Conservation des hypothèques.

Grâce à leur amabilité, d'intéressantes statistiques nous ont été communiquées et des renseignements précieux nous ont été donnés.

* * *

Nous ne nous étendrons pas sur la façon dont a été conçu le plan de cet ouvrage. Nous avons voulu passer en revue les grandes questions d'économie rurale, puis l'agriculture et l'élevage proprement dits. Une introduction a été consacrée à l'étude du département au point de vue physique et économique.

Nous avons tenu à faire un court historique de chaque question étudiée, malgré les difficultés que nous rencontrions. Les documents anciens sont rares. Quant aux statistiques, établies souvent à un point de vue différent, elles n'ont pas de commune mesure. Nous en avons cité cependant un assez grand nombre qui, bien entendu, ne doivent être acceptées que d'une façon assez relative : Disraëli n'a-t-il pas dit jadis : « Il y a trois sortes de mensonges : le mensonge, le parjure et... la statistique. »

* * *

J'aurais voulu dédier ce modeste ouvrage, où j'ai mis cependant beaucoup de moi-même, à la mémoire de mon grand-père Lucien Le Bail, notaire de campagne, qui fut un grand défricheur — à la mémoire de mon frère aîné, Georges Le Bail, député du Finistère, passionné pour toutes les choses de la terre — à mon père, qui, au Conseil général comme à la Chambre des Députés, ne cesse de s'intéresser aux questions agricoles — à ma mère et à ma femme.

J'aurais voulu le dédier également à M. le professeur Souchon, qui avait bien voulu, avec sa bienveillance ordinaire, guider mes premiers pas dans la voie

de l'économie rurale — à M. le professeur Hitier, qui m'a fait le grand honneur d'accepter d'être mon président de thèse.

Mais j'ai d'abord voulu penser à ces 30 à 35.000 cultivateurs finistériens qui sont tombés pendant la Grande Guerre là-bas, dans l'Est ou dans le Nord, pour que l'épi, qui naît aujourd'hui dans la terre de chez nous, puisse croître et mûrir dans un sol français.

C'est à eux, c'est à leur souvenir que j'ai voulu dédier ce livre.

INTRODUCTION

Le Finistère physique et économique

(Généralités)

Le Finistère physique.

Relief, géologie, climat, régime des pluies.

Hydrographie maritime et fluviale.

Les divisions du Pays.

Le Finistère économique.

Pêche, Industrie, Agriculture, Voies de communication.

Le département du *Finistère* doit son nom à la situation qu'il occupe à l'extrémité de la péninsule bretonne. Il est limité de trois côtés par la mer, la Manche au Nord, l'Océan Atlantique à l'Ouest et au Sud, et par deux départements à l'Est, le *Morbihan* et les *Côtes-du-Nord*.

Sa superficie est de 672.720 hectares. Sa longueur et sa largeur maxima sont l'une et l'autre de 124 kilomètres. Quant à ses côtes, elles se développent sur 485 kilomètres. Au point de vue politique, le Finistère est divisé en cinq arrondissements : Quimper, Quimperlé, Brest, Châteaulin et Morlaix, comprenant 43 cantons et 296 communes.

Le Finistère est un département extrêmement accidenté. Deux chaînes de montagnes le traversent de l'Est à l'Ouest : les Montagnes d'Arrez et les Montagnes Noires. A vrai dire, elles sont de peu d'élévation, puisque le point culminant est, pour les premières, au Mont Saint-Michel de *Brasparts*, à 400 mètres et pour les secondes, au *Ménez-Hom*, à 330 mètres. Cependant, la coupure très nette qu'elles marquent entre les diverses régions, leur influence sur le climat et l'agriculture, et surtout la rapidité de leur pente et leur aspect leur donnent droit, dès le premier abord, au titre, un peu prétentieux, de montagnes.

Entre ces deux chaînes de hauteurs se creuse le bassin de l'Aulne, la rivière de *Châteaulin*.

Le reste du pays, au Nord et au Sud de cette région, ne présente aucune élévation remarquable, mais de nombreux petits cours d'eau, dans lesquels remonte la marée, y ont creusé des vallées profondes, généralement encaissées, qui donnent au pays un aspect très accidenté.

Au point de vue géologique, le Finistère est, selon l'expression de M. Camille VALLAUX (1), un livre d'échantillons : les roches dures : granits, quartz, gneiss, grès armoricains et schistes cristallins y dominent, entremêlées de schistes feuilletés.

Les pénéplaines Nord et Sud sont sensiblement de même composition géologique. On y trouve du granit, du gneiss et du mica-schiste, entremêlés d'étroites bandes de schistes et de grès. La côte Nord, sur une profondeur de 15 à 20 kilomètres à l'intérieur, est occupée par une couche d'alluvions quaternaires, formée par les dépôts des diverses rivières qui y aboutissent.

La Zone Centrale comprend les deux chaînes de hauteurs dont nous avons parlé, et qui, de formation devonienne, sont composées de quartz et de grès armoricains. Leur sol dur et imperméable, à pentes accentuées, n'a été que faiblement entamé par l'érosion. Entre les Montagnes Noires et les Montagnes d'Arrée, s'étend une bande centrale de Silurien. Le sol est composé de roches schisteuses feuilletées et fissurées. C'est un pays de bocage assez riche, et les ardoisières y sont nombreuses.

Quant au climat, il est doux et humide dans l'ensemble. On doit cependant distinguer entre la zone maritime et la zone montagnieuse, cette dernière de caractère plus continental.

Voyons d'abord quel est le climat de la zone maritime. « Ce climat, écrit M. Camille VALLAUX (1), se définit par l'égalité de la température, par une pluviosité à peu près également répartie entre toutes les saisons et donnant une hauteur d'eau assez modérée, par les brumes d'été sur les eaux côtières, par la rareté des orages d'été et la fréquence relative des orages d'hiver, enfin, par la rareté des gelées et la non persistance de la neige sur le sol. »

« Dans cette région, le mimosa et les camélias fleurissent au

(1) C. VALLAUX : *La Basse Bretagne*, p. 10.

(2) C. VALLAUX, *op. cit.*, p. 14.

cœur de l'hiver, les jardins voient fructifier le figuier, qui peut atteindre, comme celui de Roscoff, si célèbre, des proportions considérables. » Cet air tempéré est dû d'abord au voisinage de la mer, qui, suivant très lentement les variations de l'atmosphère, constitue un vaste réservoir de chaleur en hiver et de fraîcheur en été. De larges baies la font pénétrer profondément à l'intérieur des terres et lui permettent d'exercer presque partout son action bienfaisante.

On a beaucoup parlé aussi de l'influence du « Gulf-Stream », courant chaud venant des Antilles, et dont un bras contourne le littoral. Mais, il semble que son importance ait été quelque peu exagérée, car sa température n'est pas très au-dessus de celle des eaux qui l'entourent.

Par contre, les courants aériens, qui viennent des régions chaudes d'Amérique, contribuent très certainement à donner au climat cette douceur particulière. C'est dans la rencontre de ces courants qu'il faut chercher la cause des bourrasques et cyclones, assez communs dans le Finistère, et c'est leur contact avec les couches d'air plus froides, traversées en arrivant sur le littoral, qui produit les pluies fréquentes dans ces régions.

Les vents du Sud-Ouest dominant, et ce sont eux qui apportent la pluie. Ceux du Nord-Ouest, beaucoup plus froids, sont très mauvais pour les arbres fruitiers et les primeurs. Les chutes de pluie durent souvent de longs jours. Alors le « crachin » pénétrant et fin étend son suaire gris sur la campagne.

Les faibles hauteurs des Monts d'Arrez et des Montagnes Noires suffisent à transformer de façon assez sensible le climat de ces régions.

Ici, les pluies sont plus courtes et drues, plus inégalement réparties. Les orages d'été sévissent davantage et la neige persiste parfois plusieurs jours sur le sol. Nous trouverons, quand nous examinerons l'influence du climat sur l'agriculture, d'appréciables différences de culture entre les deux zones.

Souvent, à quelques kilomètres de distance, ces différences se font sentir tant au point de vue température qu'au point de vue moyenne hygrométrique.

On peut dire, au surplus, que, tout calculé, il ne tombe pas beaucoup plus d'eau dans ces régions (824 mm.) que dans le reste de la France (770 mm.) ; mais cette quantité est répartie sur un plus grand nombre de jours. La moyenne de la France est de

112 jours, tandis que celle du Finistère est de 147, et *Brest*, la ville pluvieuse par excellence, atteint souvent 200 jours.

Si nous considérons l'ensemble du département, la température moyenne y est de 11°3 avec comme minima 5°2 en janvier et 16°6 en juillet, et la moyenne des jours de gelée n'est que de 27 par an.

Les côtes du Finistère se développent sur 774 kilomètres. Elles sont extraordinairement découpées, par suite de la différence de résistance apportée aux flots par les couches variables qui composent leur sol. De nombreux cours d'eau, peu considérables, du reste, y forment de vastes estuaires, creusés par l'action de la marée et sans aucun rapport avec leur débit ordinaire.

Les principaux sont, sur la Manche, le *Jarlot* et le *Queffleut*, dont la réunion forme le port de *Morlaix*, la *Penzé*, et les rivières sœurs de l'*Aber-Wrac'h* et l'*Aber-Benoit*. Dans l'Océan se jettent l'*Elorn*, navigable de *Landerneau* à la mer, l'*Aulne*, grossi de l'*Hyères* à *Châteaulin*, et qui, navigable à partir de cet endroit, aboutit, comme l'*Elorn*, à la rade de *Brest*, le *Goyen* qui forme à son embouchure le port d'Audierne, l'*Odet* qui, grossi à *Quimper* du *Steïr*, devient navigable jusqu'à la mer, l'*Aven* et enfin l'*Ellé* et l'*Isole*, dont la jonction à Quimperlé forme la *Laïta*.

Toutes ces rivières ne présentent qu'un intérêt restreint pour la navigation. A la marée seulement quelques navires de faible tonnage remontent les estuaires, pour alimenter les petites villes qui s'y trouvent.

Au point de vue force motrice, elles alimentent des moulins nombreux et quelques industries.

Nous étudierons plus loin, d'une façon un peu plus approfondie, les côtes et les rivières du Finistère, au point de vue de leur aspect et de leur différenciation.

* * *

Voyons maintenant quelles divisions il est possible d'appliquer au Finistère, puisque nous en connaissons sommairement la structure.

Au point de vue historique, la Basse-Bretagne se divisait en quatre évêchés : Cornouailles, Léon, Tréguier, Vannes. Les deux premiers et une partie des deux autres ont formé le Finistère. Nous emploierons fréquemment ces termes qui correspondent à

une profonde différenciation de mœurs, de langue et de caractère.

Une seconde division, celle de la région entre *Armor*, ou pays de la mer, et *Argoat*, ou pays des bois, est un peu simpliste. Depuis un long temps, l'immense forêt qui occupait le centre de la Bretagne a disparu. Néanmoins, cette division aujourd'hui un peu factice peut encore montrer la différence profonde qui existe entre le littoral et l'intérieur des terres, différence que nous avons déjà trouvée au point de vue climat et que nous rencontrerons à chaque pas dans notre étude agricole.

Mais la division la plus pratique et qui correspond le mieux à la nature des questions que nous voulons étudier est celle qui consiste à partager le département entre trois zones.

1^o Une zone centrale comprenant le bassin schisteux de *Châteaulin* et les deux montagnes gréseuses qui l'encadrent ;

2^o La zone Nord, englobant le Léon et la partie finistérienne du Trégorrois ;

3^o La zone Sud ou Basse Cornouailles, qui va de la mer aux Montagnes Noires.

Cette division économique est calquée à peu près entièrement sur la carte géologique du Finistère. Nous verrons qu'elle correspond parfaitement aux zones agricoles.

Du reste, dans cet ouvrage, nous superposerons en quelque sorte, ces divers modes de partage du pays dont chacun correspond à quelque chose de réel, au point de vue physique, économique et humain.

* * *

Nous allons examiner à présent, rapidement, l'orientation de l'activité humaine dans le département.

En ce pays où les côtes sont si étendues, la pêche a une importance considérable. Elle occupe 50.000 individus, inscrits maritimes, dont beaucoup du reste sont en même temps des cultivateurs.

Le Finistère renferme environ un tiers de la population maritime de la France. Sur les 5.715 bateaux armés qu'on y compte, 5.203 se livrent à la pêche.

La côte Nord du Département est un pays de petite pêche, C'est vers le Sud, vers *Camaret*, *Douarnenez*, *Audierne*, *Penmarch*,

Guilvinec, Concarneau, qu'on la trouve dans son plus grand développement et nettement orientée déjà vers la capture des richesses du large et les campagnes lointaines.

Voici le rendement des diverses pêches en 1921 (1) :

Sardine.....	14.089.484 fr.
Maquereau	8.436.388 fr.
Thon	2.160.541 fr.
Crustacés	13.296.883 fr.
Poissons divers.....	12.914.561 fr.

La pêche de la sardine, qui a subi de 1902 à 1907 de terribles crises, est en diminution assez notable. En 1914, on comptait 1.080 bateaux sardiniers. Il n'y en avait plus que 876 en 1922. Par contre, depuis 1914, le nombre des bateaux thonniers armés, surtout à *Douarnenez* et *Concarneau*, a doublé.

Les crustacés pêchés sur les côtes finistériennes sont la langoustine le crabe, la crevette, le homard et la langouste.

La pêche de la sardine se pratique surtout sur les côtes allant de *Camaret* à *Concarneau*. Celle des crustacés, sur la côte Ouest et Nord.

On pêche, en outre, le merlan, le turbot, le bar, la sole, la raie, la plie, le congre, le mullet, l'anchois et le sprat. Les quartiers du Nord-Finistère se livrent à peu près uniquement à cette pêche.

Signalons les tentatives de pêches lointaines, qui semblent devoir se développer : sardines, sur les côtes du Maroc, commencées en 1921 ; maquereaux, sur les côtes anglaises, datant de 1923, et enfin langoustes en Mauritanie, pour laquelle 25 bateaux ont été armés en 1922. On parle même de campagnes aux Antilles.

L'ostréiculture compte 192 parcs en exploitation. Malheureusement, une crise de mortalité terrible, atteignant de 80 à 100 % des huîtres, ravage des parcs depuis 1920. La coquille Saint-Jacques se drague surtout dans la rade de *Brest*.

La mer fournit beaucoup d'autres produits, notamment le goémon, pêché à pied ou en bateau, précieux comme engrais pour l'agriculture, et livré également à des usines d'iodes et de produits chimiques.

Les sables coquilliers, *maërles* et *traëz*, sont également recherchés comme engrais.

(1) Les statistiques concernant la pêche ont été tirées d'un intéressant article de M. BRONKHORST, directeur de l'Inscription Maritime du Finistère (*Exportateur Français*, 5 juillet 1923).

Toutes les barques utilisées pour la pêche sont de faible tonnage et généralement sans moteur. Elles s'abritent dans une infinité de ports et de havres disséminés le long de la côte. La plupart de ces ports répondent à un besoin réel. Ils sont malheureusement très mal outillés et laissés à l'abandon, faute de crédits. Pourtant il serait indispensable que les pouvoirs publics remédient le plus tôt possible à cette lamentable situation qui risque de plonger dans la misère une intéressante population côtière déjà si éprouvée par ailleurs.

Si les armements pour la pêche atteignent une grosse importance, il n'en est pas de même pour le commerce.

Si nous laissons de côté les petits ports ou havres servant uniquement à abriter les barques de pêche, on ne peut guère compter au nombre des ports de commerce que *Morlaix*, *Landerneau*, *Quimper*, *Pont-L'Abbé* et *Pont-Aven*, tous situés sur l'estuaire d'une rivière, à l'endroit où s'arrête sa navigabilité, et praticables seulement à marée haute. Ils ne sont alimentés, faute d'arrière-pays, que par un commerce purement local et sans importance.

Brest mérite une mention spéciale. Sa situation, son admirable rade le destinent à devenir un grand port transatlantique. Il a été pendant la guerre, la grande base américaine, et, seuls actuellement des intérêts privés, qui n'ont rien de commun avec ceux de l'ensemble du pays, en détournent nos grandes lignes transatlantiques.

En 1922, 6 bâtiments seulement ont été armés au long cours dans le Finistère et 57 au cabotage, presque tous, du reste, d'un tonnage médiocre : très peu d'entre eux sont à vapeur.

Un mot de la pêche en rivière.

Jadis, le saumon pullulait, à tel point que les domestiques, dans leurs conditions d'entrée en service, demandaient qu'on ne leur servît pas ce poisson plus de deux ou trois fois par semaine. Aujourd'hui, il a fortement diminué et l'on s'occupe de repeupler les cours d'eau, où, par contre, la truite est encore abondante.

* * *

C'est de la pêche que découle l'industrie la plus considérable du pays, celle de la conserve de poisson. 103 usines existent, surtout dans les centres de *Concarneau*, *Douarnenez*, *Audierne*. Des ateliers de salaison fonctionnent également, à *Douarnenez* principalement et, par ailleurs, le commerce de marée prend chaque

année une extension plus grande, ralentie seulement par les mauvaises conditions de transport.

Citons encore comme industries de la mer, des usines d'iode et de produits chimiques créées à *Pont-L'Abbé*, *Penmarch*, *Audierne*, *Pont-Croix*. *Le Conquet*, *L'Aber-Wrach*, *Plouescat*. Dans ces établissements, tantôt le goémon est directement industrialisé, tantôt on y traite la soude, qui provient de l'incinération du goémon dans les fours primitifs, creusés et aménagés pour cet usage par les habitants du littoral.

Quelques usines, dont l'une à *Concarneau*, transforment les déchets de poisson en engrais destiné à l'agriculture.

Les chantiers de construction de bateaux sont au nombre de 46. Ils sont renommés sur toute la côte française pour les barques de pêche qu'ils produisent.

Les autres industries n'ont pas l'importance de celles qui utilisent les produits de la mer, si on laisse de côté celles créées de toutes pièces par l'État, comme les arsenaux de *Brest*, les poudreries du *Pont-de-Buis* et du *Moulin-Blanc*, ou la manufacture de tabacs de *Morlaix*. Elles sont disséminées un peu partout, car, le Finistère n'ayant pas de houillères en exploitation, elles utilisent souvent la force hydraulique.

Celle-ci n'est, du reste, pas abondante, à cause du faible débit des cours d'eau. Ajoutons à cela l'éloignement des mines de charbon et les difficultés de trajet, et nous verrons que tout concourt à empêcher l'activité industrielle du département de se développer d'une façon sensible.

La situation changerait si l'utilisation de la force des marées pouvait être réalisée d'une façon pratique, ainsi qu'on y travaille actuellement. L'électricité, largement distribuée, ouvrirait le champ des plus vastes possibilités, dans ce pays où la main-d'œuvre est abondante.

Parmi les industries, nous signalerons les faïenceries de *Locmaria*, des papeteries, quelques établissements de mécanique agricole, de produits chimiques, de robinetterie, etc...

L'artisanat est en décadence. Il meurt en même temps que la civilisation particulière de la Bretagne, étouffé par l'invasion sur le marché des produits fabriqués en série, moins artistiques, mais plus pratiques et beaucoup moins coûteux. Il s'exerce encore cependant d'une façon assez active dans le domaine de la dentelle, de la broderie et du meuble.

Quant aux industries extractives, elles ne comprennent aucune exploitation de mines, malgré des essais tentés à *Quimper* et *Clédén-Cap-Sizun* pour la houille, à *Poullaouen* pour le plomb argentifère ; par contre, le bassin central de l'Aulne renferme de nombreuses ardoisières en exploitation.

Dans ce pays où la pierre est abondante, les carrières sont disséminées et de peu d'importance. Certaines, cependant, sont exploitées d'une façon particulièrement soignée, par suite de la qualité de leurs produits : par exemple, celles de granit rose de l'*Aber-Ildut* et celles qui fournissent la fameuse pierre de Kersanton.

La tourbe est l'objet d'une exploitation méthodique dans les grandes tourbières de Botmeur.

Nous avons réservé pour la fin de cette énumération les industries qui nous intéressent le plus, celles dérivées de l'Agriculture. Le cadre de cet ouvrage ne nous permettant pas de les étudier d'une façon détaillée, nous nous contenterons d'en dire quelques mots. Ces industries sont surtout des tanneries, des minoteries et des usines de conserves alimentaires.

Ces dernières, généralement, ne sont pas destinées uniquement à la transformation des produits de l'agriculture, car, pendant la saison de pêche, elles utilisent le poisson et, pendant leurs périodes de chômage, les légumes et les fruits.

C'est ainsi que dans la région de *Plougastel-Daoulas*, les fraises, après une préparation sommaire, sont mises dans de grandes boîtes qu'on ouvre l'hiver pour les transformer alors seulement en confiture.

Les conserves de petits pois et haricots verts se sont multipliées. Quelques usines font des conserves de viande, principalement de porc en pâté.

Dans les conditions actuelles où l'industrie bretonne se trouve placée, c'est, nous semble-t-il, du côté de la double utilisation des produits de la terre et de la mer, qu'elle doit tourner son activité ; les conserves de poissons sont pratiquées depuis longtemps dans le pays ; l'outillage et un personnel exercé sont à pied d'œuvre. Les produits sont peu volumineux et facilement transportables au loin. Ils ont conquis une réputation mondiale par la qualité du poisson, le choix des huiles et le soin extrême apporté à la fabrication.

Signalons encore quelques cidreries industrielles (22 en 1923),

quelques brasseries et des spécialités de gâteaux et « crêpes à dentelles », à *Quimper*, *Pont-l'Abbé*, *Douarnenez*, *Concarneau* et *Pont-Croix*.

L'industrie proprement dite n'est donc représentée dans le Finistère que par des entreprises peu nombreuses et d'importance généralement médiocre.

L'industrie hôtelière, par contre, est extrêmement florissante. Il y a déjà bien des années, des artistes, séduits par le charme de certains paysages d'intérieur ou par la grandeur des côtes de l'Océan, ont essaimé un peu partout, à *Concarneau* et à *Pont-Aven*, botamment.

Les baigneurs et les touristes ont suivi.

Les jolies plages abondent en Bretagne et sont presque toutes des centres d'excursions variées. De juillet à septembre, les hôtels regorgent, surtout depuis que de nombreux étrangers, attirés par la différence des changes, viennent passer leur saison de vacances en Bretagne.

Ce mouvement semble s'amplifier d'année en année. Seul, le manque de place et l'éloignement du Finistère le restreint. Il est la source d'importants profits pour le pays.

Le commerce exporte surtout des animaux et des denrées alimentaires.

Cependant le département du Finistère est avant tout agricole. Tant que les conditions actuelles de vie et de production de force motrice ne seront pas modifiées, c'est surtout de son côté qu'un accroissement de richesse, profitable aux habitants et à l'ensemble du pays, pourra être réalisé.

Nous n'insisterons pas davantage sur ce point particulier de l'étude du Finistère, car c'est le corps même du sujet que nous désirons traiter dans cet ouvrage.

* * *

Examinons maintenant, sommairement, les voies de communications du Finistère.

Trois lignes principales de chemins de fer traversent le département.

Au nord du département, celle de l'Etat, de Paris à Brest, qui dessert *Morlaix*, *Landivisiau*, *Landerneau*.

Au Sud, appartenant à la Compagnie d'Orléans, celle de Paris à Quimper, passant par *Quimperlé* et *Rosporden*.

Ces deux lignes sont réunies par la transversale de *Quimper* à *Landerneau*, avec les gares principales de *Quéménéven* et *Châteaulin*.

Des embranchements partent de ces lignes de *Morlaix* vers *Roscoff*, de *Quimper* à *Douarnenez* et à *Pont-l'Abbé*, de *Rosporden* à *Concarneau*.

Des voies étroites vont de *Morlaix* à *Carhaix*, de *Carhaix* à *Châteaulin* et à *Rosporden*, etc.

Onze lignes de chemins de fer départementaux unissent les principaux centres de la région.

Ces chemins de fer sont notoirement insuffisants. Les transbordements de la voie étroite à la voie normale retardent les marchandises et augmentent le prix du transport. Il serait très désirable que les grandes compagnies de chemins de fer puissent pousser les lignes jusqu'à certains centres de commerce importants, très mal desservis actuellement.

Des services automobiles, subventionnés par le Département ou organisés par les Postes, transportent les voyageurs entre certaines localités.

Leur trafic est surtout important pendant la belle saison, où de nombreux touristes les utilisent. Des services privés fonctionnent également les jours de foires ou de pardons.

Le Canal de *Nantes à Brest* traverse le département sur une longueur de 81 kilomètres, mais, insuffisant comme profondeur, coupé de nombreuses écluses de dimensions trop restreintes, il ne rend que peu de services.

Pour les routes, nous les étudierons, au cours de cet ouvrage, d'une façon plus approfondie que ne nous le permet le cadre de ce chapitre préliminaire, où nous avons simplement voulu donner quelques aperçus du milieu dans lequel se trouve située et évolue l'*Agriculture finistérienne*.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'Économie humaine

LA POPULATION.

Importance de l'élément rural dans le Finistère.

MOUVEMENT DE LA POPULATION.

La Natalité. — Les familles nombreuses.

LES ENNEMIS DE LA RACE.

La mortalité infantile,

La tuberculose,

L'alcoolisme.

L'INSTRUCTION.

Avant d'étudier l'Agriculture proprement dite, il est essentiel d'examiner la race qui peuple le Finistère, tant au point de vue physique qu'intellectuel.

L'agriculture est, en effet, fonction de l'homme, de sa force, d'abord ! — Une race vigoureuse et prolifique est nécessaire plus que partout ailleurs dans un département où la petite exploitation domine et où le machinisme agricole est peu développé — de son instruction ensuite, car c'est elle seulement qui permettra au cultivateur de rompre avec la routine ancestrale et d'améliorer ses méthodes de culture.

Nous examinerons le département au point de vue de la vigueur de ses habitants, de sa natalité, des fléaux qui s'attaquent à la race : la mortalité infantile, l'alcoolisme, la tuberculose. Nous verrons ensuite les progrès faits par l'instruction.

* * *

Le Finistère est surtout peuplé d'agriculteurs. Une seule grosse agglomération existe, celle de *Brest*, qui réunit une centaine de milliers d'habitants avec ses faubourgs. Trois autres villes seule-

ment dépassent 10.000 habitants : *Quimper* avec 18.444, *Morlaix* avec 13.931, *Douarnenez* avec 12.259.

Les autres centres sont peu importants, petites villes de fonctionnaires ou bourgades plutôt rurales qu'urbaines, en tout cas dépendant absolument de la campagne, tant au point de vue commerce qu'industrie.

Quant aux inscrits maritimes, ils sont à peu près 50.000, ce qui, avec leur famille, toujours nombreuse, donne un chiffre important. Mais il faut remarquer que les deux tiers des marins s'adonnent à la culture.

Le véritable marin, ayant la pêche comme seul moyen d'existence, n'étant pas propriétaire ou locataire de terres, ne se trouve guère que dans un petit nombre de villes ou bourgades côtières : *Douarnenez*, *Concarneau*, *Le Guilvinec*, *Audierne*, etc.

L'élément rural domine donc nettement dans le Finistère. Il représentait 76 % de la population totale du département en 1896, en diminution légère sur 1846, où la proportion était de 79,5 % ; les chiffres de la période actuelle ne doivent guère être inférieurs, les villes peu industrielles du département ne constituant pas, sauf *Brest*, un centre d'attraction pour les ruraux, ainsi que le prouve leur population stationnaire.

Il résulte de ceci que les statistiques données au cours de ce chapitre, pour s'appliquer forcément à l'ensemble des habitants du département, intéressent les cultivateurs dans une proportion à peu près égale aux trois quarts.

Le Finistère est extrêmement peuplé, tant au point de vue du nombre total des habitants qu'au point de vue de leur densité.

Le nombre moyen d'habitants au kilomètre carré était de 118,3 en 1906, contre 91,8 en 1852, et 108,1 en 1892. La guerre a fait tomber ce chiffre à 113, ce qui est encore remarquable, si l'on considère que l'ensemble de la France n'a qu'une moyenne de 71 habitants au kilomètre carré.

Pendant tout le XIX^e siècle et jusqu'à la guerre de 1914, la population du Finistère, malgré une émigration considérable, n'a cessé de croître avec une extraordinaire rapidité.

À l'époque de la *Révolution*, 400.000 habitants environ, d'après des estimations de l'époque, peuplaient le département. Ce chiffre passait à 612.151 en 1846.

Cette augmentation aurait été due, s'il faut en croire MOREAU

DE JONES (1), l'économiste breton, « à la production naturelle indigène, développée par deux éventualités puissantes, qui s'excluent presque toujours l'une, l'autre : une immense étendue de terres vacantes et une masse de capitaux disponibles ».

En 1896, le Finistère comptait 744.600 habitants et le recensement de 1911 en dénombrait 809.771.

La grande saignée de la guerre a fait tomber ce chiffre à 762.000, diminution temporaire et que quelques années de paix suffiront sans doute à combler.

L'accroissement constaté par ces statistiques ne donne du reste qu'une imparfaite idée du mouvement de la population, par suite de l'émigration. C'est seulement dans l'examen du nombre des naissances et des décès que nous trouverons des renseignements exacts.

Pendant tout le XIX^e siècle, les naissances ont constamment dépassé les décès dans des proportions sans cesse croissantes. Une statistique établie en 1835 donnait un dépassement moyen annuel de 1.034 naissances de 1803 à 1812, de 2.482 de 1813 à 1822, de 2.728 de 1823 à 1832 (2). Ces chiffres n'ont cessé de croître jusqu'à la fin du XIX^e siècle, époque à laquelle une régression assez inquiétante a semblé se manifester.

Pourtant la situation est encore fort satisfaisante ainsi que le montre le tableau suivant : (Voir page 16).

Ces chiffres sont beaux. Cependant, on peut remarquer que le nombre des naissances diminue avec une dangereuse régularité. Si l'excédant est encore important, c'est seulement à la diminution considérable de la mortalité qu'on le doit. Or, la courbe des naissances pouvant descendre beaucoup plus bas que celle des décès, il est à craindre qu'un jour proche l'équilibre vienne à se rompre.

Quoi qu'il en soit, la situation actuelle du département, comparée à celle du reste du pays, est fort brillante. Au recensement de 1911, le Finistère avait 73 décès pour 100 naissances et était à ce point de vue le deuxième département français. Le Finistère avait 33 naissances pour 1.000 habitants, contre 19 pour toute la France.

(1) MOREAU DE JONES : *Etude statistique et agricole du département du Finistère* (Septembre 1844).

(2) Recherches statistiques sur le département du Finistère, 1835.

Années	Naissances	Décès	Excédent des naissances
1901	24.422	15.566	8.856
1902	24.238	15.140	9.098
1903	23.975	15.345	8.630
1904	23.691	16.578	7.113
1905	24.010	16.099	7.911
1906	23.865	16.032	7.833
1907	22.798	15.710	7.088
1908	22.663	15.790	6.873
1909	22.683	15.524	7.159
1910	22.641	14.156	8.485
1911	21.777	15.837	5.940
1912	21.943	13.761	8.182
1913	20.957	14.201	6.756
1914	21.234	15.030	6.204
1915	14.369	15.736	»
1916	10.790	13.396	»
1917	11.512	13.066	»
1918	13.854	18.363	»
1919	13.865	12.965	900
1920	22.005	11.384	10.621
1921	19.496	12.323	7.173
1922	18.576	12.291	6.305
1923 (1)	17.970	11.532	6.438

(1) Pour le premier semestre 1924, 8.716 naissances en face de 6.549 décès.

Enfin, en 1920, l'honneur lui échet d'arriver en tête de la statistique de l'excédent des naissances sur les décès avec la proportion de 139 pour 10.000 habitants.

Certaines communes finistériennes méritent d'être portées à l'ordre du jour de la natalité, et parmi elles, je citerai avec beaucoup de joie ma chère commune de *Plozévet*, qui met, en 1922, 156 naissances en regard de 65 décès, *Penmarch*, qui, en 1922, enregistre 197 naissances contre 85 décès, et 187 naissances et 70 décès en 1923.

A *Plouhinec*, mêmes excédents impressionnants : 204 naissances et 75 décès en 1922, 184 naissances et 84 décès en 1923. En 1922, *Plouguerneau* a 181 naissances et 88 décès. Ces chiffres sont respectivement à *Plonévez-du-Faou* de 162 et 77, à *Cléder* de

162 et 73, à *Bannalec* de 182 et 81, pour ne parler que des communes les plus importantes.

Alors que la grande majorité des départements français se dépeuple, le Finistère continue à être un réservoir de forces qui se répandent sur tout le territoire, diminuant un peu la consommation dont il souffre.

M. LEROY-BEAULIEU écrivait jadis (1) : « Si toute la France s'était comportée sous le rapport des naissances et des décès comme le Finistère depuis 1870, nous aurions 52 à 53 millions d'habitants, c'est-à-dire à peu près l'équivalent de l'Allemagne. Il a une natalité telle que, si toute la France était de même, les naissances pour toute la surface du pays dépasseraient de 400.000 les décès. »

La Question de la Natalité domine actuellement toutes les autres. En 1914, l'Allemagne ne s'est jetée sur nous, que parce qu'elle a eu l'impression d'avoir devant elle un pays usé et fini, incapable de se renouveler en hommes. Fort heureusement, les qualités natives de la race subsistaient et ont permis la victoire finale, mais hélas, la plupart des balles ou des éclats qui portaient n'ont pas seulement supprimé un être humain, mais une famille, et les statistiques générales de nouveau décroissantes semblent nous montrer clairement qu'un sang nouveau ne remplacera pas celui qui a coulé pour la grande Cause de la Défense du Pays. Après un sursaut de deux ou trois ans, toujours consécutif à la fin d'une guerre, la courbe de la natalité redeviendra décroissante, marche lente et sûre vers la mort d'un pays dont STUART MILL disait que « s'il venait à manquer au monde, le monde retomberait dans les ténèbres ».

Et il semble, une fois de plus, que les peuples arrivés au plus haut degré de la civilisation que certains appellent décadence, au plus grand raffinement du cœur et de l'esprit, n'aient plus qu'à mourir, tels jadis *Babylone* et *Ker-Ys*, *Athènes* et *Byzance*, comme si quelque dieu était jaloux de la perfection humaine.

Le Finistère du moins fait son devoir, mais est-ce à dire qu'il ne donne pas lui-même d'inquiétudes pour l'avenir? Observons la statistique donnée plus haut. La décroissance que nous signalions est peu marquée, mais régulière.

(1) Paul LEROY-BEAULIEU : *La Question de la Population*.

La simplicité de pensée et de mœurs est indispensable à la force d'un peuple, et c'est un angoissant dilemme qui se pose pour la race, car le progrès, qui la transformera et lui donnera une existence meilleure, amènera peut-être aussi son déclin, puis sa mort.

Quoi qu'il en soit, le péril n'est pas encore immédiat. Les pratiques néo-malthusiennes ne sont guère signalées que dans quelques villes, *Brest*, notamment, et n'atteignent pas encore les campagnes.

Le Gouvernement s'est depuis longtemps préoccupé de remédier à cet état de choses. Son action forcément bornée ne peut lutter contre un ensemble de conditions matérielles et psychologiques.

Les familles nombreuses sont en quantité exceptionnelle dans le Finistère. Les chiffres de 7 et 8 enfants ne sont pas rares dans la population paysanne et maritime. Aussi, les médailles de la famille française ont-elles été accordées en grand nombre dans ces dernières années : 8.139 médailles ont été attribuées du 14 juillet 1920 au 14 juillet 1924, dont

1.353	médailles en or,
2.205	— en argent,
4.581	en bronze.

Les lois du 14 juillet 1913 et du 22 juillet 1923 sont venues apporter des secours aux familles nombreuses nécessiteuses et des primes à la natalité. Les lois produiront-elles des résultats au point de vue relèvement de la natalité : c'est ce qu'il est difficile de prévoir. En tout cas, elles permettront, par le mieux-être apporté dans des familles vraiment intéressantes, de combattre un autre fléau contre lequel doivent se dresser toutes les énergies : la mortalité infantile.

*
* *

Elle est considérable dans le Finistère.

Voici les chiffres tristement éloquentes des décès d'enfants âgés de moins d'un an.

Année	Nombre des naissances	Nombre de décès de moins d'un an
1908	22.663	3.025
1909	22.683	2.783
1910	22.641	2.316
1911	21.777	3.215
1912	21.943	2.161
1913	20.957	2.355
1914	21.234	1.589
	(1)	
1919	13.865	1.433
1920	22.005	1.745
1921	19.496	1.219 (2)
1922	18.576	1.364
1923	17.969	1.359

(1) Nous n'indiquons pas les chiffres des années de guerre, où le nombre restreint des naissances ne permet d'établir aucun rapport intéressant.
(2) Pour le deuxième trimestre seulement.

Avant la guerre 19,5 % du nombre des décès dans le Finistère portaient sur des enfants de moins d'un an, alors que la moyenne de la France était de 13,73 %. La mortalité infantile n'a cessé de décroître depuis cette époque.

Si nous prenons la moyenne des années 1908, 1909 et 1910, nous trouvons 13,37 morts de moins d'un an pour 100 naissances. De 1911 à 1914 le chiffre n'est plus que de 10,84 %.

Après la guerre, il tombe pour les années 1919 et 1920 à 8,85 %. Il a été de 7,34 % en 1922 et 7,56 % en 1923, chiffre qui semble se stabiliser, le premier semestre de 1924 donnant à peu près les mêmes résultats.

La diminution a donc été sensible. Le nombre des enfants mourant à moins d'un an est cependant encore beaucoup trop élevé. C'est ainsi qu'il atteignait encore en 1920 le septième environ du nombre total des morts et qu'en 1911, cette proportion atteignait un cinquième !

Les causes de cette pénible situation sont multiples et proviennent de la situation des classes laborieuses du pays.

* * *

Il faut incriminer d'abord la misère. Elle est moins grande, depuis quelques années, mais, dans certaines catégories de la

population, elle sévit encore durement. Les familles bas-bretonnes ont souvent sept ou huit enfants, nourris uniquement, quand il s'agit de journaliers, par le salaire des parents, qui doivent tous deux travailler. Il est vraiment impossible de reprocher à une mère de famille, occupée toute la journée au dehors, de ne pas veiller constamment sur ses enfants.

Une enquête préfectorale remontant à 1912, concluait à l'existence de 8.225 familles notoirement nécessiteuses, groupant 37.157 enfants de moins de treize ans.

On citait des cas navrants. Celui d'une famille de onze enfants, parmi lesquels neuf de moins de treize ans, dont le père gagnait 0 fr. 95 par jour ; celui d'une veuve, mère de treize enfants, dont l'aîné avait dix-sept ans, gagnant 1 franc par jour ; celui d'une femme abandonnée, nourrissant, avec 0 fr. 50 de gain, huit enfants de moins de quinze ans.

L'hygiène est inexistante. Les tétines des biberons traînent sur les tables sales à portée des mouches et ne sont jamais stérilisées.

Pour calmer les cris des enfants, on leur donne à sucer des hochets de bois ou des poupées de chiffon dans lesquels on met du sucre.

De plus, l'alimentation de l'enfant n'est nullement rationnelle. Souvent, il est sevré trop tôt et il mange des choses indigestes que son estomac ne peut supporter. Parfois, on ne craint pas d'offrir à de tout petits enfants des boissons fermentées et même de l'alcool !

* * *

Quels sont maintenant les remèdes ?

« Dans le Finistère, écrivait avant la guerre un parlementaire du département (1), il importe de remédier à la misère de la famille, au surmenage de la mère, à l'insuffisance ou à la mauvaise qualité de la nutrition de l'enfant, à l'angoisse morale que produit chez la mère l'insécurité du lendemain, en accordant des secours réguliers et efficaces aux familles nombreuses et nécessiteuses pour leurs enfants au-dessous de treize ans, au delà d'un certain nombre d'enfants.

(1) G. LE BAIL : *Rapport à la Commission de l'Intérieur du Conseil Général, sur les secours aux familles nombreuses et nécessiteuses*. Quimper, 1912.

« L'aide qui en résultera dans les familles et l'amélioration pour les enfants des conditions matérielles de la vie, leur apportera un supplément de nutrition et d'hygiène qui les rendra plus robustes et plus aptes à résister ensuite aux maladies et aux chocs hostiles de la vie ».

La loi du 14 juillet 1913 est venue à l'aide des familles nombreuses.

Le nombre des familles assistées était :

au 31 décembre 1920, de	13.585	comprenant	23.792	enfants secourus
au — 1921, de	12.899	—	22.065	—
au — 1922, de	11.773	—	20.056	—
au — 1923, de	10.146	—	17.173	—

La diminution du nombre des assistés est due, d'une part, à un abaissement de la natalité et, d'autre part, à l'action du contrôle sur pièces et sur place.

Les dépenses se sont élevées à :

4.518.427 francs en 1921.

4.168.041 francs en 1922.

3.746.063 francs en 1923.

Dans ce dernier chiffre la part de l'État entre pour 3.462.752 fr., celle des communes, pour 213.476 francs, et, celle du département, pour 68.715 francs.

D'autre part, l'application de la loi du 22 juillet 1923 répartira en 1924 environ 600.000 francs entre les familles nombreuses et probablement 1.200.000 francs les années suivantes.

Il faut attribuer, en partie, la diminution de la mortalité infantile à ces mesures, ainsi qu'à l'aide des femmes en couches, organisée par la loi.

D'autre part, les salaires plus élevés et les rendements plus forts des produits de la terre ont amené la diminution du nombre des malheureux. L'hygiène des campagnes s'est améliorée, les consultations gratuites de nourrissons sont très suivies et des Maternités, créées par des personnes charitables, aident la jeune mère, tant par des layettes que par des secours.

La présence multipliée de sages-femmes et de médecins permet des accouchements meilleurs et un traitement plus efficace des jeunes malades.

On peut, grâce à ces facteurs de progrès, espérer une diminution toujours plus grande de cette calamité qui moissonne en herbe le bon grain de demain.

*
* *

La race saine et vigoureuse qui peuple le Finistère est menacée par d'autres fléaux qui s'attaquent aussi bien à l'enfant qu'à l'adulte : c'est l'alcoolisme et la tuberculose.

Le Bas-Breton est solide : un air frais et sain emplit les poumons et vivifie les corps.

Rien ne saurait, du reste, mieux montrer cette vigueur que les statistiques établies par les conseils de révision qui sont appelés, chaque année, à examiner tous les hommes d'une classe, sans exception.

Statistiques des Conseils de Révision.

Années	Classes appelées	Nombres d'hommes	Bon pour service	Total des ajournés et exemptés
			engagés suivant mentions	
1906.	1905	8.010	6.169	1.841
1907	1906	7.788	6.005	1.783
1908	1907	7.918	6.515	1.403
1909	1908	7.713	6.624	1.089
1910	1909	8.087	7.113	974
1911	1910	7.675	6.765	910
1912.	1911	8.182	6.876	1.036
1913	1912 et 1913	16.222	13.438	2.784
1914)	1914 et 1915	12.317	8.875	3.442
1915/	1916 et 1917	15.839	10.833	5.006
1916 (1)	»	»	»	»
1917)	1918	8.483	6.178	2.305
1918)	1919-1920	17.404	13.181	4.223
1919	»	»	»	»
1920	»	»	»	»
1921	1921	8.972	7.156	1.816
1922	1922	8.844	6.703	2.141
1923	1923-1924	17.276	13.062	4.022

(1) C'est à titre simplement documentaire que nous donnons les chiffres des années de guerre, l'âge des conscrits appelés à cette époque faussant complètement le sens de la statistique.

Ces chiffres sont satisfaisants, si l'on considère que le déchet provient surtout du nombre des ajournés — 1.709 contre 432 exemptés en 1922, 3.394 contre 628 exemptés en 1923 — et

que l'abaissement de l'âge du service militaire devait forcément en accroître le nombre dans de grandes proportions.

Cependant l'alcoolisme, et surtout la tuberculose exercent leurs ravages et menacent chaque jour davantage cette belle race.

* * *

Au moyen âge, la Bretagne fut, avec l'Aquitaine, la province de France où la lèpre (1) sévit avec le plus de violence. Aujourd'hui cette maladie, très atténuée, il est vrai, subsiste encore dans certaines régions du Finistère. La tuberculose, qui n'est pas sans avoir, paraît-il, quelques rapports avec cette maladie, ne s'est répandue qu'à une époque beaucoup plus récente.

En 1840, dans le classement basé sur le degré d'immunité des conscrits à la tuberculose, le Finistère arrivait au troisième rang ; en 1880, il était descendu au quarante-troisième rang et, à une époque plus récente, il a eu le triste honneur de présenter la plus forte proportion de conscrits tuberculeux pour toute la France.

La guerre, avec ses fatigues et ses misères, n'a, comme bien on pense, nullement amélioré cette situation. On a pris, trop souvent, des hommes tout à fait inaptes dont la fin a été ainsi avancée, ou dont la maladie aggravée grève lourdement aujourd'hui le budget par des réformes à 100 %.

La situation est actuellement plus grave qu'elle ne fut jamais.

Voici le nombre des décès constatés causés par cette maladie.

Statistique des décès causés par la tuberculose.

Années	Nombre total des décès	Décès causés par la tuberc.
1910	14.156	2.187
1911	15.837	2.509
1912	13.761	2.362
1913	14.201	2.345
1914	15.030	1.297
1915	15.736	2.626
1916	15.396	2.552
1917	13.066	2.195
1918	18.363	2.191
1919	12.965	2.138
1920	11.384	2.063
1921	12.323	2.271
1922	12.291	2.302

(1) *La condition des lépreux et de leurs descendants, notamment en Bretagne.*
Louis-J. PLATEAU, Rennes, 1909.

Ces chiffres sont importants. Ils représentent environ un sixième du nombre total des décès. Cette proportion est même de 18,42 % en 1921, et 18,72 % en 1921. Il faut de plus considérer qu'il ne s'agit ici — la déclaration de la tuberculose n'étant pas obligatoire, — que des cas constatés d'une façon certaine. On peut en réalité considérer que plus d'un tiers des décès sont imputables, dans le Finistère, à la tuberculose (1).

Or, dans l'ensemble de la France, la tuberculose ne cause que 12,8 décès sur 100 (2).

Le département de la Seine, avec ses taudis infects, ses impasses sans air et sans soleil, dépasse à peine le beau pays aux grands horizons, au vent vivifiant qui vient du large. En 1911, on comptait dans la Seine 33,1 tuberculeux sur 10.000 habitants, dans le Finistère, 30,9. Actuellement 40 % des décès dans la Seine et environ 34 % dans le Finistère sont causés par cette maladie.

La grosse agglomération de *Brest* est évidemment pour quelque chose dans cette situation, mais la campagne est aussi terriblement atteinte.

C'est que dans le Finistère existent encore de nombreuses maisons construites sans aucun souci d'hygiène. Dans un espace sans air s'entassent des familles entières. Il suffira qu'un des habitants de la maison soit contaminé, pour que tous les membres de la famille soient atteints les uns après les autres du redoutable mal. Combien de fois voit-on dans nos campagnes une désinfection sérieuse après la mort d'un tuberculeux ? Jamais, pour ainsi dire. Sa chambre, son lit, sont occupés dès après sa disparition, et les germes peuvent ainsi se transmettre avec la plus grande facilité.

Un nombre considérable de cas sont dus également à l'alcoolisme et à son hérédité.

Avant la guerre, aucune lutte sérieuse n'avait été entreprise contre la tuberculose. Aujourd'hui, au contraire, le Finistère a entrepris un gros effort, que l'intéressante thèse de Doctorat du D^r ANTOINE nous décrit.

Profitant de ce que la loi de 1916, instituant la lutte antituberculeuse, avait laissé une large initiative aux départements, le

(1) D^r ANTOINE : *Une organisation départementale antituberculeuse. Le Finistère-Quimper*, 1924.

(2) H. ROGER : *Nouveau Traité de médecine*, t. III, 1922.

Finistère a mis sur pied une organisation complète, qui est peut-être la plus remarquable de toute la France.

Vingt et un *dispensaires* locaux et d'arrondissement ont été créés, et vingt consultations volantes y sont rattachées. Quatre médecins spécialisés et trente-huit infirmières visiteuses sont affectés à ce service.

En 1923, 27.452 consultations ont été données en 2.191 séances ; 10.502 examens radiologiques ont eu lieu et 39.763 visites par infirmières. En tout 13.451 malades ont été examinés et suivis.

Des *aériums* ont été créés pour les enfants débiles.

La filiale départementale GRANCHER qui s'occupe du placement d'enfants à éloigner d'un foyer de contamination a étendu son action à 577 pupilles de un jour à treize ans.

Deux *préventoriums* existent pour enfants ayant besoin d'être suivis de très près, celui de Pontplaincoët en *Plougasnou* avec 36 lits et le préventorium privé de Porsmeur de 40 lits, dirigé par M^{me} POST, cette généreuse Américaine à qui la cause antituberculeuse doit tant.

Deux *sanatoriums* existent. Le sanatorium départemental de Plougouven, établissement de premier ordre, qui n'a pas son pareil en France, avec actuellement 230 lits et bientôt 400 ; le sanatorium marin privé de *Roscoff* pour tuberculose osseuse et ganglionnaire, avec 400 lits et bientôt 450.

Les *hôpitaux sanatoriums* pour l'isolement des incurables n'existent malheureusement pas. On ne peut disposer pour cette catégorie de malades, hélas ! si nombreuse, que de 120 lits répartis en six hôpitaux.

Le Comité départemental d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse dirige cette action.

Dans les six dernières années, un travail considérable a été fait. Il reste actuellement à développer ces créations nouvelles et à poursuivre la réalisation du programme.

Il faut notamment créer de nouveaux *préventoriums* et des *hôpitaux-sanatoriums*, qui manquent.

Toutes ces mesures arriveront à la longue à diminuer la mortalité par la tuberculose. Il est prudent de ne pas compter sur un résultat immédiat, car bien des résistances individuelles seront encore à vaincre, bien des habitudes et des préjugés à combattre.

*
* *

L'alcoolisme n'est pas moins redoutable. Il sévit malheureusement dans toutes les classes de la société, aussi bien dans les campagnes que dans les villes.

Le touriste qui passe un jour de fête ou de pardon dans une de nos communes rurales et surtout maritimes est parfois étonné de rencontrer un grand nombre de gens ivres. Il en tire des conclusions fâcheuses et souvent fort exagérées. A vrai dire, le cultivateur breton est généralement fort sobre en semaine. Il boit à l'ordinaire de l'eau et du lait, parfois du cidre. L'alcool n'est pas pour lui un objet de consommation courante. C'est un luxe, et il est porté à en abuser quand se présente une occasion, telle que baptême, mariage ou fête quelconque. Du reste, l'ivresse arrive vite, car le défaut d'habitude fait qu'il en supporte mal les effets.

Cependant l'alcool était largement consommé avant la guerre dans le Finistère. Ce département arrivait, en 1913, au seizième rang en France avec une consommation de 6 l. 15 d'alcool pur par habitant, loin derrière le Calvados avec seize litres, et la Seine-Inférieure avec treize litres, mais bien avant la moyenne du pays, qui n'était que de 3 l. 9.

Le Finistère arrivait en tête des procès d'ivresse avec 866 jugements de condamnation, alors que la France entière n'en avait que 2.562 (1).

La statistique de la page 27 montre quelle a été la consommation (2) du cidre, du vin et de l'alcool jusqu'à nos jours (3).

La guerre a nettement transformé la situation.

Le cultivateur ou le marin a pris à la guerre l'habitude du vin ; rentré chez lui, il le préférera à l'alcool, et nous avons bien souvent remarqué dans les campagnes, surtout dans les pays sans cidre, qu'une démarcation très nette s'établit entre les gens de plus ou de moins de cinquante ans, les premiers fideles à « la goutte », les autres préférant le vin blanc, mais, hélas ! souvent quel vin blanc !

(1) Compte général de l'Administration de la Justice criminelle (1902).

(2) Il convient d'ajouter les quantités d'alcool et de cidre fabriquées et consommées par leurs propriétaires.

(3) Les chiffres se rapportant à la consommation depuis 1910 sont des extraits des statistiques de l'Administration des Contributions Indirectes,

Les droits élevés mis sur l'alcool et le prix élevé de « l'eau-de-vie » ont aussi contribué à ces restrictions.

En tous cas, le vin, boisson hygiénique remplace, de plus en plus l'alcool dans les campagnes, et il en est de même dans les ports.

Hectolitres consommés dans le Finistère.

Années	Cidre	Vin	Alcool à 90°
1825	»	»	13.032
1858	»	»	44.673
1869	»	102.724	31.280
1879	»	123.327	34.980
1891	»	»	41.600
1901	»	»	41.988
1906	»	»	43.412
1910	188.385	245.932	43.411
1911	215.308	194.753	46.417
1912	215.308	215.532	43.057
1913	238.633	215.506	43.928
1914	277.532	210.571	39.853
1915	225.914	284.819	36.911
1916	282.245	196.758	33.288
1917	240.900	227.446	19.194
1918	173.193	142.910	14.072
1919	174.549	340.978	16.453
1920	278.163	327.255	15.112
1921	253.828	432.063	12.427
1922	277.668	397.050	14.330
1923	276.768	448.256	15.169

La situation semblerait donc s'améliorer. Malheureusement un danger nouveau, plus grave peut-être, est apparu, et c'est la distillation. Les anciens combattants ont droit à dix litres d'alcool pur en franchise. Tous ont utilisé leur droit, et souvent, en plus, celui d'un voisin complaisant, qui n'avait pas de récolte. D'abord, on s'est servi du marc de pomme simplement, puis on a distillé le cidre. La production, et partant la consommation, ont augmenté. Le poison est là, à portée de la main, dans l'armoire de la maison. Il n'est même plus besoin, comme jadis d'aller à l'auberge parfois lointaine, et d'acquérir, de ses deniers, un tout petit dé à coudre d'alcool. On peut s'en verser de fortes rasades. Ça ne coûte rien, et le lit ne sera pas loin si la tête tourne un peu.

Le nombre des bouilleurs de cru n'a cessé de croître depuis la fin de la guerre. De 3.821 en 1919, il a passé à 12.520 en 1920,

pour se maintenir dans les environs de ce chiffre les deux années suivantes. En 1923, il a bondi à 16.508 et l'accroissement se poursuivra.

Le terrible exemple de la dépopulation des départements producteurs d'eau-de-vie est là. On peut remarquer, même dans le Finistère, que dans les régions à grosse production cidricole, où l'on brûle depuis longtemps, se rencontrent beaucoup plus d'alcooliques qu'ailleurs.

Il faut supprimer le privilège des bouilleurs de cru. Aucune considération électorale ne tiendra contre ce fait que la race bas-bretonne va décliner et mourir lentement comme la race normande, si l'on n'y apporte pas un remède immédiat.

Dans certaines parties du département on boit de l'hydromel, fait avec des résidus, qui est un poison violent donnant une ivresse de brute.

Une autre constatation, qui n'est pas rassurante, c'est que le nombre des débits de boisson, qui avait diminué à un certain moment, a recommencé à s'élever.

De tout temps, il a été très grand. En 1491, Morlaix avait déjà 165 cabarets et Pont-l'Abbé 50 en 1786. Il n'existait pourtant en 1824, dans tout le département, que 2.294 débits. Leur nombre montait à 5.611 en 1880 et à 7.930 en 1892. Il était en 1901 de 9.185, en 1910 de 10.491 et en 1913 de 10.648. Il était descendu pendant la guerre à 8.835, en 1918. Mais ce chiffre est remonté à 9.744 en 1923. Il semble en réalité qu'il soit beaucoup plus élevé. Dans les ports de pêche, les auberges se touchent. Dans les bourgs, chaque commerçant vend petits et grands verres à son comptoir. Ce mouvement, chose nouvelle, a même atteint les hameaux situés en pleine campagne, où de nombreuses maisons décorent maintenant le fronton de leur porte de branches de pin, insigne traditionnel des endroits où l'on vend à boire.

D'après la loi, ces nouveaux débitants ne devraient vendre que des boissons hygiéniques et, le reste seulement en bouteilles à emporter. En réalité, il y a mille moyens de tourner la loi et celle-ci reste lettre morte.

Le nombre élevé de débits soumet à plus de tentations le cultivateur et augmente l'alcoolisme.

Malgré l'amélioration constatée depuis la guerre, l'avenir paraît donc encore bien incertain. Le sinistre « gwin ardent », commet

pourtant bien des ravages dans le Finistère. Que de crimes, que de morts accidentelles dus à l'alcool !

Dans les trois quarts des cas de folie, dans plus de la moitié des affections tuberculeuses, on le trouve à l'origine du mal. En lui, les habitants du Finistère ont leur plus cruel ennemi.

* * *

L'instruction maintenant est très largement répandue. L'existence d'une langue différente retarde évidemment ses progrès, et comme toute culture bretonne a disparu dans les milieux ruraux et que la culture française n'y a pas encore pénétré bien largement, on se trouve souvent devant une carence complète.

Seule une instruction poussée dans les deux langues, le français et le breton, pourrait remédier à cette fâcheuse situation. Il est nécessaire que les Bretons non seulement parlent, mais écrivent leur langue d'une façon habituelle. Il est nécessaire aussi qu'ils soient instruits de la langue et de la littérature de leur grande Patrie.

Si l'on méconnaît la première de ces deux nécessités, comme le français ne sera certainement pas avant longtemps la langue ordinaire du *Breiz-Izel*, on n'arrivera qu'à maintenir dans l'ignorance une population intelligente et désireuse de s'instruire.

L'instruction dans le pays bas-breton, nous le répétons ici, devra, pour atteindre son but, être bilingue, se faire en breton et en français.

L'ignorance maintenue comme moyen de gouvernement par les différents pouvoirs monarchiques ou impériaux qui se sont succédé en France a été énergiquement combattue par les lois bienfaisantes de la République.

En 1838, dans une population de 546.955 habitants, 11.147 garçons et 6.381 filles seulement fréquentaient les écoles, d'ailleurs rares, puisqu'elles n'existaient que dans 125 communes sur 281.

Aujourd'hui, la situation a bien changé. Chaque bourg, même le plus humble, a son école où filles et garçons peuvent travailler jusqu'à l'obtention de leur certificat d'études primaires.

Des écoles de hameaux se créent partout, supprimant le prétexte de non fréquentation qu'était en hiver la distance à parcourir pour aller au bourg.

De plus, la lutte violente qui se poursuit entre les écoles laïques

et les écoles libres confessionnelles incite tous ceux qui ont de l'influence à en profiter pour grossir le nombre des élèves de l'une ou de l'autre, selon leurs opinions.

On rencontre encore beaucoup d'illettrés, à vrai dire, surtout chez les hommes qui ont dépassé quarante ans. Mais ils deviennent rares, particulièrement depuis la guerre, parmi les plus jeunes. Beaucoup de parents désirent faire profiter leurs enfants des avantages qu'ils n'ont pas eus, poussés souvent par le désir de leur assurer une situation meilleure. Ils s'imposent le sacrifice de les laisser à l'école jusqu'à quatorze et quinze ans, chose qu'on ne faisait guère jadis.

En somme, la situation n'est pas mauvaise, surtout si on la compare à ce qu'elle était il y a une vingtaine d'années.

La statistique suivante nous montre quelle est la proportion d'illettrés parmi les jeunes gens recensés dans les dernières années par le Conseil de Révision.

Nombre d'illettrés dans les classes appelées de 1910 à 1923 :

Années	Classe	Nombre de jeunes gens illettrés	Nombre total de conscrits visités
1910	1909	461	8.087
1911	1910	423	7.675
1912	1911	393	8.182
1913	1912 et 1913	521	16.222
1914	1914 et 1915	489	12.317
1915	1916 et 1917	460	15.839
1916	»	»	»
1917	1918	221	8.483
1918	1919 et 1920	479	17.404
1919	»	»	»
1920	»	»	»
1921	1921	232	8.972
1922	1922	210	8.844
1923	1923 et 1924	414	17.276

La proportion d'illettrés, assez forte avant la guerre, puisqu'elle était d'un vingtième environ de l'effectif de chaque classe, semble avoir diminué de moitié depuis et correspondre environ à un quarantième. Le résultat est beau, mais il est encore insuffisant, si l'on considère surtout que seuls les conscrits ne sachant pas même signer leur nom sont considérés comme illettrés. L'application des lois sur la fréquentation obligatoire des écoles

devrait être mieux assurée, et des sanctions devraient pouvoir intervenir, mais ceci est une question qui intéresse, non pas le Finistère seulement, mais l'ensemble du pays.

*
* *

De ce rapide coup d'œil sur les habitants du département que nous allons étudier, nous devons retenir la transformation que subit la population agricole. Le progrès pénètre largement. On ne peut encore en observer que les premiers résultats, trop fragmentaires pour qu'on puisse enregistrer une impression d'ensemble.

La forte natalité se maintient, mais on peut craindre que la civilisation plus grande amène son déclin. En tous cas, le gain annuel d'existences nouvelles pourra peut-être se maintenir si l'on combat énergiquement les trois fléaux qui alourdissent, chaque année, dans de considérables proportions, le chiffre des décès : la mortalité infantile, la tuberculose et l'alcoolisme.

D'autre part, l'instruction se répand de plus en plus, car le Breton, comme le Celte de jadis, est curieux de toute chose.

Quant à ses qualités physiques, elles sont remarquables. Le travail agricole est particulièrement dur en Bretagne, et les cultivateurs ne regardent pas à la peine.

La guerre a fait apparaître ces qualités en pleine lumière.

C'est grâce aux prodigieux réservoirs d'hommes qu'étaient les pays de l'Ouest que la France a pu alimenter ses régiments squelettiques, et c'est grâce aussi à l'énergie et à la valeur de ces hommes qu'elle a pu encadrer les régiments médiocres de certaines régions de la France,

Ils ont payé un formidable tribut de sang à la grande Patrie et, comme aux jours de jadis, ils peuvent dire :

Ni zô bépred, Brétoned
Brétoned, tûd kaled (1).

(1) BRIZEUX : *An Dêlen Arvor*.

Nous sommes toujours Bretons,
Les Bretons, race forte.

CHAPITRE II.

L'habitation rurale et les voies d'accès

- I. — *La commune rurale*, le bourg, les épars.
- II. — *La ferme*, l'habitation, les dépendances.
- III. — *Les routes et les chemins*.

I

Le cadre naturel de la vie rurale est la commune : cadre naturel, parce qu'il découle, dans le Finistère, avec quelques modifications parfois, du « plou » gallois d'abord, de la paroisse ensuite.

La commune bretonne est fort grande. Alors que la moyenne, dans l'ensemble de la France, est de 1.463 hectares, celle du Finistère est de 2.276 hectares.

Certaines de ces communes ont une superficie très étendue. Ainsi Scaër atteint 11.759 hectares, Plonévez-du-Faou (1) 8.066 hectares, Bannalec 7.753 hectares, Elliant (2) 7.031 hectares. Presque toutes les grandes communes sont situées dans l'intérieur des terres. Celles de la côte, bien qu'importantes aussi, ont généralement une superficie moins considérable, sauf pourtant Crozon, qui comprend 7.914 hectares.

D'où vient cette étendue, sans exemple en France, dans des régions de population aussi dense ?

Les causes nous semblent de deux sortes, historiques et économiques.

Sur les côtes, les immigrés gallois du grand exode sont restés sans doute groupés par tribus ou fractions de tribus. De là viennent ces différences qu'on remarque de commune à commune et qu'enregistre le vieux dicton « un costume par paroisse ».

(1) Canton de Châteauneuf-du-Faou, arrondissement de Châteaulin.

(2) Canton de Rosporden, arrondissement de Quimper.

Pour les causes économiques, elles ont joué aussi bien dans l'*Armor* que dans l'*Argoat*. Quand se sont formés les groupements humains, qui devaient devenir, bien des siècles plus tard, nos communes actuelles, d'immenses étendues de terre étaient désertes. De loin en loin seulement, quelques exploitations isolées étaient installées au milieu des terres les plus fertiles. Il a fallu grouper autour d'un centre commun un grand nombre de ces exploitations et par conséquent une grande étendue de terrain. Ces terres, incultes d'abord, ont été peu à peu peuplées et défrichées, mais la commune a gardé ses limites primitives.

Toute commune, dans le Finistère, se compose d'un noyau central, le bourg, et de nombreux épars, hameaux ou fermes isolées, disséminés dans la campagne.

Si nous laissons de côté les ports de pêche et les vieux centres urbains, tels que Pont-Croix, Le Faou et Carhaix, le bourg ne groupe généralement qu'une petite partie des habitants de la commune. Néanmoins, les bourgs se sont accrus depuis une soixantaine d'années dans des proportions considérables. Depuis vingt ans, le mouvement s'est encore amplifié et, sans la guerre et les difficultés actuelles de construction, il eût été bien plus considérable.

Il semble que le mouvement qui porte les gens à s'agglomérer dans les villes porte aussi à se concentrer dans les bourgs tous ceux qu'un intérêt immédiat ne retient pas à proximité de leurs terres.

Au XVIII^e siècle et même pendant la majeure partie du XIX^e siècle, les bourgs ne se composaient guère que d'une douzaine de maisons où habitaient quelques rares fonctionnaires, commerçants ou artisans, groupés autour de l'église et de la mairie.

M. du CHATELIER écrivait en 1863 qu'on pourrait courir plusieurs jours les campagnes bretonnes sans trouver plus de 2 ou 3 maisons groupées.

Plogonnec (1), qui, il y a une soixantaine d'années groupait 20 maisons, en a 46 aujourd'hui. *Plogastel-Saint-Germain*, qui ne se composait que de quelques misérables chaumières avant la révolution, avait 118 maisons en 1911 et 132 en 1921. Le bourg de *Riec-sur-Belon* (2) passe de 185 maisons en 1911 à 216 en 1921.

(1) Canton de Douarnenez.

(2) Canton de Pont-Aven.

Le gros bourg de *Ploneour-Lanvern* (1) a doublé en 30 ans. Plozévet qui, vers 1840, avait une cinquantaine de maisons, en a 153 en 1911 et 175 en 1924. Aujourd'hui *Telgruc* (2) qui avait une dizaine de maisons en 1860, en a 51. On pourrait multiplier ces exemples à l'infini (3).

Cette concentration de la population procède surtout de l'extension du commerce local. Jadis, à part les débitants de boissons, il y avait très peu de commerçants dans une commune. Le pain était fait à la ferme. Un porc tué de temps à autre fournissait la viande. Pour le surplus, le boucher d'une ville voisine passait une fois par semaine. Aujourd'hui, dans chaque bourg de quelque importance se sont installés des bouchers, des boulangers et des charcutiers.

Les femmes de marins ou d'ouvriers émigrés au dehors, les retraités, essayent d'augmenter leurs ressources en ouvrant de petits commerces qui comprennent, outre l'inévitable débit de boissons, un peu d'épicerie ou de mercerie. Leur nombre sans cesse croissant fait qu'ils ne nourrissent guère ceux qui les tiennent.

En outre, de l'extension de la production agricole est née toute une classe nouvelle de courtiers et d'expéditeurs qui logent dans les bourgs.

A un autre point de vue, la crainte de l'isolement de la pleine campagne et surtout le désir d'un plus grand confort contribuent à cette extension.

Tel qui louait autrefois la moitié de sa maison, l'occupe aujourd'hui tout entière et ses locataires ont construit, dès qu'ils ont pu réunir les ressources nécessaires, de sorte que, depuis la guerre, un certain nombre de bourgs qui ont diminué comme population, ont vu le nombre de leurs maisons s'accroître.

Ainsi le bourg de Plogastel-Saint-Germain qui, en 1911, avait 118 maisons et 593 habitants n'a plus que 589 habitants pour 132 maisons. De même *Plouénan* (4) a passé, de 1906 à 1921, de 112 maisons à 126 maisons, tandis que ses habitants décroissaient de 570 à 528.

(1) Canton de Plogastel-Saint-Germain.

(2) Canton de Crozon.

(3) Par contre, dans la commune de Plogoff, qui en 1861 groupait quinze maisons et 95 habitants dans son bourg et 331 maisons et 1.501 personnes dans ses épars, cette répartition est restée relativement la même.

(4) Canton de Saint-Pol-de-Léon.

Cependant les difficultés de la construction et la crise des logements empêchent actuellement une grosse concentration des hommes et des maisons. Dans le canton de *Landerneau*, dans les environs de *Douarnenez*, les bourgs restent stationnaires. On peut dire cependant que le noyau central de la commune s'est généralement accru aux dépens de la campagne. Dans certaines régions, à *Saint-Thégonnec*, à *Telgruc*, à *Rosnoën* (1) notamment, on signale des bâtiments écroulés et des villages disparus dans la campagne correspondant à l'accroissement du bourg.

Les chiffres suivants sont éloquentes.

	Année	au bourg		dans les épars	
		maisons	habitants	maisons	habitants
Rosnoën.....	1911	29	217	218	1.334
	1921	57	369	170	961
Plouénan.....	1906	112	570	373	2.255
	1921	126	528	357	2.138
Riec-sur-Belon..	1911	185	1.094	659	3.649
	1921	216	1.132	641	3.370

Par contre, dans la région bigoudenne et dans le Cap-Sizun, le nombre des maisons a augmenté proportionnellement, aussi bien dans les épars que dans le bourg.

Malgré ce mouvement assez inquiétant quand on sait le peu de ressources qu'offrent les bourgs à l'activité de nombreux bras, les hameaux réunis d'une commune sont très sensiblement plus peuplés que le noyau central.

La population agglomérée dans les bourgs varie entre le sixième et le dixième de la population totale de la commune.

Dans le Nord, *Plounévez-Lochrist* (2) comprend 111 maisons et 581 habitants dans le bourg, contre 543 maisons et 3.067 habitants dans les épars. Ces chiffres, à *Cléder* (3), sont respectivement de 100 et 600 au bourg contre 700 et 4.500 dans la campagne. Les communes du canton de *Saint-Pol-de-Léon* ont en moyenne un huitième de la population agglomérée.

Dans le centre *Spézet* (4) et *Poullaouen* (4) ont un dixième de

(1) Canton du Faou.

(2) Canton de Plouescat.

(3) Canton de Plouzévédy.

(4) Canton de Carhaix.

leurs habitants au bourg. *Telgruc*, dans la presqu'île de *Crozon*, a 304 habitants au bourg contre 1.772 dispersés. *Gouézec* (1) offre à peu près les mêmes chiffres.

Dans le Sud, les bourgs du Cap-Sizun et du canton de Douarnenez ne sont guère habités que par un dixième ou un quinzième de la population. Dans le pays bigouden, la proportion est plus forte, un cinquième ou un sixième ; le bourg de *Plogonnec* a 285 habitants et la campagne 2.741. *Névez*, dans le canton de Pont-Aven, a un onzième de sa population agglomérée. Le gros bourg d'Elliant renferme bien 221 maisons et 1.219 habitants, mais ces chiffres sont respectivement pour la campagne de 495 et 2.798.

Ces exemples, pris au hasard des renseignements fournis et qu'on pourrait multiplier, montrent l'extraordinaire dispersion de la population dans le Finistère.

Tandis que dans les plaines de régions sèches, comme la Champagne pouilleuse (bien connue de tous les anciens combattants), les foyers de toute une commune se sont agglomérés soit le long d'une rivière, soit autour de rares points d'eau, les cultivateurs finistériens ont pu presque toujours bâtir leur habitation au centre de leur exploitation, dans les meilleures terres, qui furent aussi les premières défrichées à l'origine. En effet, l'eau se rencontre en abondance dans le sol, et les vallons où coule un ruisseau strient la campagne d'une manière ininterrompue sur la majeure partie du territoire du département.

Ces épars sont d'une importance très variable. Tantôt ce sont, surtout dans l'Armor et dans certaines régions des montagnes d'Arrée, de gros villages groupant jusqu'à des centaines de personnes et atteignent l'importance du bourg ; tantôt ils sont formés de la réunion de 3 ou 4 habitations. Les fermes isolées sont également très fréquentes.

Certains de ces épars ont une vie propre et un tout petit commerce s'y est développé.

Toutes les habitations des villages et une partie de celles des bourgs rentrent dans la catégorie « fermes ». Ce sont elles que nous allons étudier.

(1) Canton de Pleyben.

II

Pour leur construction, on a pris les matériaux qui se trouvaient sur place. La pierre abonde partout, mais elle est de qualité différente. Parfois, dans la région d'Huelgoat, de Daoulas, particulièrement, des granits de première qualité sont seuls employés. Ailleurs, ils constituent uniquement les pierres d'angles tandis que les pierres faciles à trouver dans le pays, schistes ou granits inférieurs, sont utilisés pour le reste. Le ciment aggloméré commence à se répandre depuis une époque récente.

Jadis le chaume était la couverture ordinaire des toits. En 1794, CAMBRY a vu des chaumières partout, sauf dans les régions à proximité immédiate des ardoisières. Vers 1811, l'art de tailler l'ardoise se répandit en Bretagne. Les chaumières pourtant, au milieu du XIX^e siècle, étaient encore en majorité (1).

Aujourd'hui, elles ont sensiblement diminué. Parfois elles ont été reléguées à l'emploi de crèches ou d'étables. Les taux élevés demandés par les Compagnies d'assurance contre l'incendie, les progrès de la richesse et la facilité plus grande des communications avec les ardoisières en sont la cause.

Au sud-est du Finistère, dans la région de Rosporden, Pont-Aven, Scaër, dans quelques endroits de la zone centrale, elles se sont encore maintenues en grand nombre. Elles ont conservé le pittoresque d'autrefois, avec leur végétation moussue et leur ligne de chaume se relevant gracieusement pour encadrer la lucarne du grenier.

Par contre, dans tout le Léon, et dans l'Ar-Mor Cornouaillais, elles n'existent plus qu'à l'état d'exception.

Même au point de vue pittoresque, il ne faut pas trop déplorer la mort des chaumières. L'ardoise s'harmonise avec le gris du ciel et la mélancolie du paysage.

« Plus que le marbre dur, me plaît l'ardoise fine »,

écrivait jadis Du Bellay. La couleur éclatante de la tuile va bien avec l'atmosphère chaude du midi. Elle nous heurterait dans la douceur et la mélancolie du paysage breton.

Examinons l'aspect extérieur des habitations rurales.

Dans le Finistère, nous trouvons d'abord de nombreux manoirs

(1) Dans le canton de Pont-Croix, Plogoff, par exemple, comprenait, en 1861, 189 maisons couvertes en chaume, contre 93 couvertes en ardoises.

convertis en fermes, parfois depuis fort longtemps, puisqu'au XVII^e et au XVIII^e siècle les seigneurs louaient fréquemment leurs réserves pour accroître leurs revenus. Ces manoirs comprenaient toujours, outre le corps de logis principal, des bâtiments d'exploitation agricole.

Parfois, une partie de ces édifices sont en ruines et, s'ils sont intacts, ils servent souvent d'abri à plusieurs familles rurales.

Si nous laissons ce type d'habitation de côté, nous nous trouvons en présence de fermes qui peuvent se ramener à deux types principaux, l'ancien et le moderne, avec, entre les deux, des catégories intermédiaires de fermes à l'évolution inachevée.

La ferme ancienne, la ferme bas-bretonne classique se reconnaît à deux principales caractéristiques : l'exiguïté des ouvertures et l'absence d'étages (1). Le progrès a consisté à agrandir portes et fenêtres et à faire monter la maison.

Il a également porté sur la construction et l'exposition.

Jadis, le propriétaire, aidé de quelques manœuvres peu expérimentés, construisait lui-même sa maison, de façon souvent bien sommaire. Aujourd'hui, il confie ses travaux à un petit entrepreneur et à quelqu'une de ces compagnies d'ouvriers maçons qui se répandent à certaines époques dans le pays.

La solidité et l'esthétique y gagnent.

L'exposition a aussi une grande importance, surtout dans la région de l'Armor, où le vent règne en maître pendant la plus grande partie de l'année. Toutes les maisons nouvelles sont tournées vers le Midi.

La maison apparaît double même dans certains endroits, à Fouesnant et à Telgruc, notamment, ainsi qu'un type intermédiaire que l'on rencontre particulièrement dans la région bigoudenne avec le rez-de-chaussée double, couvert par le toit qui se prolonge beaucoup plus bas derrière la maison que sur la façade.

Prenons une maison du type classique non évolué :

Franchissons la porte, banale si la maison est postérieure au début du siècle dernier, bien souvent ornée, dans le cas contraire, du plein cintre ou de l'arc en accolade, caractéristiques de l'architecture bas-bretonne.

Les maisons à une seule pièce sont devenues assez rares.

(1) En 1861, à Plogoff, 213 maisons sur 282 n'avaient qu'un simple rez-de-chaussée.

Généralement nous nous trouverons dans un couloir qui partage en deux le rez-de-chaussée avec, au fond, un escalier montant à l'étage ou au grenier. Parfois cet escalier est en pierre et extérieur.

Quand un étranger pénètre dans une ferme bas-bretonne de cette catégorie, il est trop souvent saisi par le manque d'hygiène et de propreté qui y règne. Une odeur âcre prend à la gorge ; le sol, généralement de terre battue et mal nivelé, que l'absence de cave rend humide, présente des inégalités qui deviennent vite des nids de poussière et de saleté. Ajoutons à cela le manque d'air et de lumière, la proximité de l'étable, de la porcherie et du tas de fumier, et nous comprendrons que, dans un pareil milieu, la mortalité infantile et les maladies épidémiques prennent un grand développement.

Ajoutons du reste, tout de suite, que si la routine est pour beaucoup dans cette situation, la pauvreté est surtout la grande coupable. Aujourd'hui, la prospérité qui règne dans le pays a eu pour premier effet de transformer complètement les conditions de l'habitation qui, comme toutes choses dans le Finistère, subit une évolution que nous étudierons tout à l'heure.

L'intérieur d'une ferme bretonne est fort intéressant au point de vue pittoresque.

Malheureusement, ici aussi, le cosmopolitisme est venu lui enlever une grande partie de son charme.

Les deux pièces qui forment ordinairement le rez-de-chaussée de la ferme bretonne n'ont pas, en général, de différence très marquées entre elles. Parfois, l'une est un vaste dortoir et une salle commune, l'autre une pièce de réception, peu utilisée du reste. Le plus souvent le nombre des membres de la famille et des domestiques oblige à les utiliser l'une et l'autre comme chambre à coucher, les habitants se tenant de préférence dans celle qui sert de cuisine.

Examinons l'une de ces pièces. Une seule fenêtre étroite et basse l'éclaire. C'est elle qui constitue le pôle attractif de la vie de la maison pendant la journée. Le soir, en hiver surtout, c'est la cheminée.

Le sol n'est que le « lorzi » de terre battue, parfois il est cimenté, bien rarement carrelé ou planchéié ; le plafond laisse apercevoir ses poutres mal équarries.

Une partie des meubles est groupée dans la pièce autour des

deux pôles dont nous parlions tout à l'heure, le reste est disposé sans solution de continuité, le long de la paroi opposée à la fenêtre, sur une ligne ne présentant ni rentrant, ni saillie, les meubles les plus minces laissant un vide entre leur face postérieure et le mur.

Un trait caractéristique du mobilier de campagne bas-breton est qu'il est essentiellement utilitaire. Chacun de ces meubles répond à un et généralement à plusieurs besoins. Chacun d'eux est nécessaire à la vie du foyer. Le luxe et la fantaisie se retrouvent seulement dans leur ornementation.

On rencontre dans les fermes bas-bretonnes trois sortes de meubles : les anciens, les modernes ayant gardé l'essentiel des formes traditionnelles, et, enfin, le mobilier courant qui s'introduit de plus en plus.

Les meubles anciens se font rares. Il y a une trentaine d'années, pour 10 à 20 francs, on pouvait acheter dans une ferme un lit clos ou une armoire sculptée. C'est dire la rafle que les marchands et antiquaires ont opérée jusque dans les plus humbles villages, et l'on comprend que bien peu nombreuses soient les familles qui, attachées à eux par les souvenirs et la tradition, les aient conservés.

Ces meubles sont trapus et massifs, solides, faits pour durer : les châtaigniers et les chênes en ont fourni la robuste matière et le temps leur a donné une admirable patine.

Chacun d'eux est l'œuvre d'un artisan, qui était aussi un artiste, et qui, parcourant le pays, travaillait dans les fermes, moyennant la nourriture, le gîte et un très maigre salaire. Il exécutait ses commandes avec conscience, avec ce sens de l'harmonie des formes inné chez le Breton, qui réussit mieux dans la sculpture et l'architecture que dans un aucun autre art.

L'ornementation ajourée du fuseau, ou pleine, à gâteaux, domine, avec parfois quelques motifs religieux et la rosace gothique. Le tout fait de la façade de ces meubles une véritable broderie celtique.

Passons en revue les plus caractéristiques de ces éléments du mobilier bas-breton : le coffre qui jadis servait d'armoire à vêtements ou de garde-manger a à peu près disparu. Parfois on le retrouve transformé en buffet bas.

Les armoires sont nombreuses, à plusieurs panneaux généralement.

Le banc est le siège-type de la Basse-Bretagne. On le retrouve

seul avec un dossier richement orné dans le « *banc tossel* » ou accolé à un autre meuble dans le *banc trustel* ou le *lit clos*. Il contient souvent un coffre, de même du reste que les vieilles tables. Les autres meubles sont des buffets-vaisseliers ou des « *doustrill* » panneaux sculptés d'un côté, vaisseliers de l'autre, un des rares meubles bretons orné sur les deux faces. Jadis, leurs rayons étaient chargés d'assiettes de *Locmaria*, aux dessins simples et harmonieux, aux couleurs douces et artistement mariées. Ces vieilles faïences sont rares aujourd'hui. Elles sont remplacées par les produits modernes de ces manufactures qui n'ont pas toujours le cachet artistique des anciens, ou tout simplement par ces assiettes de mauvais goût que vendent les forains, dont les couleurs criardes ont plu à l'âme simple du possesseur du logis.

Mais le meuble le plus caractéristique de la Basse-Bretagne est le *lit clos*, sorte de grande boîte rectangulaire, chargée d'un banc, qui sert en même temps de siège et de marche pour atteindre l'entrée du *lit clos*. Cette boîte est généralement ouverte sur le dessus et ornée sur les côtés de nombreux motifs ornementaux, où le fuseau domine. On y accède par une ou deux portes glissant dans une rainure.

Cette forme de lit est rendue indispensable, même encore de nos jours, par la promiscuité qui réunit pour la nuit, dans une même chambre, des êtres d'âges et de sexes différents.

Tous ces vieux meubles, si intéressants dans leurs formes primitives, deviennent de plus en plus rares.

Il est fini le temps où tous les objets mobiliers et ménagers portaient la marque de leur origine bretonne. Les meubles si particuliers du pays ont dégénéré et commencent à disparaître. Ils ont dégénéré, et ceux qu'on fait aujourd'hui ne sont plus ornés de ces sculptures sur bois à l'inspiration traditionnelle. Leur surface est nue, presque banale, ou bien, si quelqu'artisan a pris soin de les orner, il a tiré son inspiration, non de ces lignes et de ces harmonieux dessins au compas, apanage de la vieille sculpture bretonne sur bois, mais de scènes à personnages, généralement d'assez mauvais goût ; ou bien ces meubles ont disparu et ont été remplacés par l'article banal d'un Dufayel quelconque. Ici, comme pour le costume, remarquons avec mélancolie l'évasion des jolies choses de jadis et passons. Ni nos plaintes ni nos efforts n'empêcheront l'envahissement de l'article en série, moins cher, souvent plus commode et plus facile à se procurer.

La disposition des meubles est presque toujours la même. Perpendiculairement à la fenêtre s'allonge la grande table où trône, recouvert d'une sorte de couvercle d'osier, un énorme pain de seigle. Au-dessus pend un ratelier à cuillères ; celles-ci sont quelconques, la vaisselle et les ustensiles de bois n'existent plus guère dans le pays.

La table est encadrée soit par deux lits clos, soit par un lit clos d'un côté et un buffet dresseoir ou un doustrill de l'autre. C'est sur les bancs de ces meubles que prennent place les membres de la famille à l'heure des repas.

Dans le Léon, cette partie de la pièce affecte une disposition particulière. C'est le *korn aun daol*, le coin de table, formé par une avancée de la maison, qui représente ainsi une petite pièce, sorte de salle à manger dans la grande.

Le long du mur se répartissent, comme nous l'indiquions plus haut, les meubles, lit clos, armoires, vaisseliers, grandes horloges à balancier.

La cheminée à grand manteau, d'autant plus vaste que la maison est plus ancienne, se creuse dans un des murs, entourée de bancs et parfois de ces « cadoriou grinous » chaises de grincheux, taillées corps et dossier dans un tronc d'arbre.

Au-dessus d'elle, des fusils en croix, car le maître de maison est presque toujours chasseur... ou braconnier, et des assiettes, des bols garnissant une étagère. La cheminée contient les objets indispensables à la préparation d'un repas breton : la crémaillère, le trépied et la large galettière.

C'est le centre de la vie familiale, l'hiver. La nuit tombée, on se réunit autour d'elle. Un beau feu crépite et réchauffe l'atmosphère humide. Alors, tandis que le grillon familier, caché dans quelque trou de l'âtre, lance son crissement régulier et monotone, une aïeule prend la parole. Tous écoutent les vieilles légendes touchantes par le spiritualisme profond qui les imprègne, et les enfants, couchés dans les lits clos, écrasent leurs faces rondes aux ouvertures des bois pour ne pas perdre un des mots de la conteuse. Ils pourront devenir vieux, quitter leur pays. Toujours ils garderont, au fond d'eux-mêmes, l'empreinte laissée par les vieilles histoires qu'ils écoutaient à la veillée, quand retentissait le chant du grillon.

Sur les murs crépis à la chaux ou peints à l'ocre on voit des gravures données en supplément par les grands journaux et

représentant des actualités bien périmées, des images religieuses et des portraits de chefs d'État, parmi lesquels le Président *Carnot* et les souverains russes de l'Alliance dominant, le tout, au demeurant, à faire crier.

On y trouve des diplômes aussi, consacrant les mérites du bon agriculteur, quelques photographies représentant le propriétaire et les siens dans les moments les plus importants de leur vie, le jour de leur mariage, pendant leur service militaire. Il est bien rare que l'on voie, comme à la ferme de M. Le G., en Plonévez-Porzay, des peintures représentant les ancêtres de la famille dans leur vieux costume, leurs chapeaux à la ganse de velours, leurs braies, leurs guêtres et leurs ceintures de cuir, évocation qui fait rêver aux jours lointains où ceux de chez nous avaient gardé leur âme intacte.

Et souvent, très souvent même, dans un humble cercueil de verre et de bois noir, des croix de guerre, des médailles militaires, des légions d'honneur, montrent que les héros et les martyrs du temps présent ont pu jaillir de ce milieu, tout imprégné du passé.

Car il règne malgré tout en maître ici, le passé, avec son originalité attirante. Il est là, dans ce vieux meuble, échappé aux antiquaires et aux touristes, dans tous ceux qui, modernisés, conservent cependant la forme de jadis ; il est dans la disposition particulière de toutes choses.

Et c'est cette atmosphère de passé qui fait que les vieilles maisons bretonnes, bien que malpropres et inconfortables souvent, émeuvent et charment profondément celui qui les visite.

Il faut évoluer cependant, et l'habitation que nous venons de décrire, si elle domine encore partout en Basse-Bretagne, est remplacée, dans les constructions modernes, par un nouveau type plus en rapport avec l'hygiène et les nécessités de la vie.

La transformation s'est faite récemment. Elle n'a guère commencé qu'il y a une vingtaine d'années et ne s'est étendue que lentement. Aujourd'hui même encore, on construit, dans certaines régions du Finistère, des habitations à peu près semblables à celles que nous venons de décrire.

Pourtant, le progrès est énorme et, s'il n'a pu produire partout ses effets dans l'ordre matériel des choses, il existe en puissance dans les cerveaux. Le cultivateur finistérien veut améliorer ses conditions d'habitation, et, depuis la guerre surtout, la transformation aurait été complète si les circonstances s'y étaient prêtées.

Mais le coût élevé de la construction constitue une importante entrave. Certaines régions ont passé outre, poussées par une impérieuse nécessité. Dans les cantons de Plogastel-Saint-Germain, de Scaër, dans la région de Riec-sur-Bélon, dans tout le Cap-Sizun, les constructions neuves abondent. Par contre, elles sont rares, malgré le vif désir du cultivateur, dans la majeure partie du département, notamment dans les régions du Faou, de Concarneau, Pont-l'Abbé, Fouesnant et dans tout le Léon.

D'autre part, les propriétaires non exploitants laissent généralement en état les bâtiments de leurs fermes, car ils savent qu'ils ne retrouveraient pas, même dans une augmentation de fermage, l'intérêt de l'argent dépensé.

Le mouvement d'acquisition de la terre par les paysans a donc favorisé le progrès des constructions ; malheureusement, après l'achat effectué par lui, le nouveau propriétaire était souvent démuné d'argent et incapable de rien entreprendre de sérieux.

En somme, on peut dire que, dans le Finistère, on construit peu en ce moment, mais qu'on améliore les vieux bâtiments et que les nouveaux édifices sont en grand progrès.

Cette transformation de l'habitation a eu lieu par étapes.

D'abord, le grenier est devenu un étage mansardé, puis, celui-ci a été à son tour surmonté d'un grenier. Cet étage est toujours meublé de meubles modernes. Ici, pas de lit clos, rien de décoratif ou qui rappelle le passé. Les vieux meubles restent au rez-de-chaussée, souvent à l'usage des domestiques, dans le type d'habitation évolué.

Les fenêtres de l'habitation ont pris des proportions plus vastes, bien que souvent trop petites encore.

A l'intérieur, même transformation. Le sol est souvent cimenté, parfois planchéié, dans la salle de réception surtout. Des rideaux ornent les fenêtres.

Le couchage est devenu normal. Jadis, le cultivateur dormait à demi-vêtu, sans drap, entre deux couettes de balle et une couverture. La literie, jamais changée, était d'une saleté repoussante. Quant aux domestiques, le couchage dans l'étable, dans des conditions déplorables, était la règle. Aujourd'hui, il y a des draps partout et, dans beaucoup d'habitations récentes, des chambres spéciales pour les domestiques.

Le cultivateur veut avoir ses aises. Il ne veut plus de l'entassement d'autrefois. Aucune transformation n'est plus souhaitable.

Elle a eu cependant un contre-coup fâcheux, car c'est une des causes de la crise du logement, qui sévit aussi bien à la campagne qu'à la ville. Où deux familles consentaient à vivre autrefois, il n'y a plus place que pour une. Les petits locataires ont dû partir et ont eu bien du mal à trouver un logement. Peu à peu, du reste, cette situation s'améliorera et il restera le grand bienfait du logis devenu plus vaste et plus salubre.

L'aspect extérieur des maisons s'est transformé. Le crépissage à la chaux, qui donne aux bourgs bas-bretons un aspect si riant et si propre, s'étend à la campagne. Des fleurs, luxe jadis considéré comme inutile, égayaient la façade de la maison et le courtill, indice profond du changement de la mentalité et de l'accroissement du bien-être.

Les dépendances de la ferme se transforment aussi. Jadis, quand Cambry visitait le Finistère à la fin du XVIII^e siècle, les hommes et les animaux vivaient côte à côte dans le même édifice, séparés par une simple claie. Aujourd'hui même encore, il n'est pas rare de voir les porcs et les animaux de basse-cour se promener à l'intérieur des maisons.

Presque partout, sauf dans les fermes de construction moderne, l'étable et l'écurie font partie du même corps de bâtiment que le logis du propriétaire, et, fréquemment, une porte de communication directe existe entre les deux.

L'hygiène des animaux est généralement déplorable. Les litières restent longtemps sans être changées. Le fumier s'accumule sous les pieds des bêtes et arrive à avoir une grande hauteur. Le purin se répand au dehors et se perd sans profit.

Cette habitude a deux inconvénients.

D'abord, les animaux se trouvent placés dans un milieu malsain, et le cube d'air nécessaire à chacun d'eux est diminué ; ensuite, le fumier perd une grande partie de ses qualités. Une fermentation se produit, qui fait se dégager l'ammoniaque, c'est-à-dire l'azote, et diminue beaucoup sa valeur fertilisante.

Le logement des animaux est en progrès, mais relativement moins que celui des hommes. On retrouve ici les difficultés que nous énoncions tout à l'heure. Le cultivateur a pensé au plus urgent, qui était de s'assurer à lui et aux siens une habitation décente. Souvent, il a converti en étables et en crèches son ancienne habitation. Les animaux sont ainsi plus spacieusement logés.

Dans la plupart des cas, les constructions nouvelles répondent

aux nécessités du progrès, surtout pour les écuries, auxquelles, dans les régions de grand élevage, les agriculteurs apportent tous leurs soins.

Elles sont plus hautes, plus spacieuses, plus claires, avec des séparations et des box. Le sol est dallé, coupé de rigoles d'écoulement, ce qui permet le maintien de la propreté.

Au lieu de déposer la nourriture à même le sol, on fait des râteliers et des mangeoires.

Les étables neuves ont reçu les mêmes améliorations. Dans la ferme de M. Le G., chaque vache a sa mangeoire séparée. Devant chaque rangée une large porte permet un dégagement facile. Ailleurs, chez M. Goas, à Châteaulin, un wagonnet courant sur rail permet d'amener le foin et de retirer le fumier.

Dans les porcheries, les progrès sont moins sensibles, mais ceux qu'on a déjà effectués sont un garant de l'avenir.

Dès que le coût de la construction aura baissé, le mouvement prendra une extension considérable. Il reste beaucoup à faire, certes, mais le cultivateur finistérien a compris que, pour l'homme comme pour les animaux, la santé est fonction du logement.

L'électricité commence à faire son apparition dans les fermes. Chez M. Goas, près de Châteaulin, un moteur électrique donne la lumière et actionne le concasseur de légumes, et, cette innovation qui paraît aujourd'hui dans le Finistère presque un luxe, deviendra demain une nécessité.

Pour le reste de bâtiments de la ferme, signalons seulement l'intérêt que présente la mise à l'abri, dans des locaux suffisants, des machines agricoles laissées trop souvent en plein air, ou bien entassées dans des hangars sans ordre et sans soin ; elles se rouillent et se détériorent, nécessitant chaque printemps de grosses réparations.

Nous avons vu, dans certaines grandes fermes, une petite forge et un étau. Le forgeron vient de temps en temps y réparer les outils abîmés et les exploitants eux-mêmes peuvent y faire quelques petits travaux.

Examinons maintenant les abords de la ferme.

Autrefois, le cultivateur, pour augmenter sa quantité d'engrais, répandait des débris de plantes dans les aires et les chemins creux fréquentés par le bétail. Il arrivait ainsi à transformer ceux-ci en des cloaques infects et n'obtenait qu'un fumier très

inférieur comme qualité. Cette pratique est heureusement en voie de disparition.

Une des choses qui frappe le plus les étrangers, dans la visite d'une ferme bretonne, est la disposition du tas de fumier. Il arrive fréquemment que, placé devant les étables, il déborde en face de la porte de l'habitation et qu'il faille, pour parvenir à celle-ci, emprunter cette peu agréable voie.

Par négligence et par routine, « parce que cela s'est toujours fait », le cultivateur néglige de placer son fumier dans un endroit convenable. Ces errements sont fâcheux. Non seulement ils donnent au pays une triste réputation de saleté, mais ils nuisent beaucoup à la qualité du fumier. Celui-ci, exposé à la pluie, placé parfois sous les gouttières, est laissé sans préparation, et, ne recevant pas la quantité de purin convenable, perd une grande partie de sa valeur fertilisante.

Il faut connaître le pays pour se douter de la difficulté qu'on peut éprouver à faire changer ces habitudes.

Beaucoup de cultivateurs cependant, depuis la guerre surtout, se sont rendu compte de l'intérêt primordial que présentaient pour leur exploitation et un fumier convenablement préparé et son corollaire nécessaire, une fosse à purin.

On devrait édifier le tas de fumier sur de la terre battue ou sur une plate-forme cimentée, tasser fortement les couches successives et l'arroser souvent de purin.

De plus, quand le tas est arrivé à une hauteur convenable, il faudrait le recouvrir d'une petite couche de terre.

Le mieux serait, comme nous l'avons vu dans quelques fermes, chez M. Binac, à Fouesnant, notamment, de disposer le fumier sous un abri qui le protégerait de la pluie qui entraîne les principes fertilisants, et, du soleil qui les fait s'évaporer.

Le purin est aussi très mal utilisé. On le laisse couler en dehors des étables et se perdre en grande partie. Pourtant, depuis la guerre, beaucoup de cultivateurs ont compris la nécessité de la fosse à purin. Dans de grandes fermes des régions du Nord, ou de l'Est, ou en Allemagne, pendant leur séjour comme prisonniers ou comme troupes d'occupation, ils ont vu partout ces réservoirs, et, rentrés chez eux, ils ont mis à profit l'expérience acquise.

Actuellement, dans de nombreuses exploitations, des rigoles cimentées prennent le purin qui va se déverser dans une fosse d'une contenance approximative d'un mètre cube par tête de gros

bétail. Les tas de fumier sont placés à proximité de cette fosse, de sorte qu'on peut facilement les arroser.

Rien ne se perd, rien ne se crée, a-t-on dit. Il est nécessaire de restituer à la terre fatiguée par son travail tout ce qu'on lui a pris pour qu'elle puisse produire de nouveau, et il est très malheureux qu'en *Bretagne* une grande partie du fumier soit inutilement perdue.

De plus, ces transformations simples et productives ont l'avantage de dégager et d'assainir les abords de la ferme.

Remarquons, à ce point de vue, combien il serait utile que les ingénieurs du Génie rural établissent des plans pour l'emplacement et la disposition des bâtiments dans les petites et moyennes exploitations et que ceux-ci soient mis à la disposition des intéressés.

Devant chaque habitation rurale finistérienne se trouve un espace de terre tassée, « l'aire », où jadis on battait la récolte au fléau.

Son inauguration, appelée fête de « leur nevez » ou de l'aire neuve, est restée un jour de réjouissances traditionnel. On convoque les parents et les amis et on danse pour tasser le sol au son du biniou, au milieu de repas copieux et de multiples libations. Dans beaucoup d'exploitations, ces abords sont mal tenus. Le purin coule des étables, se mêlant aux eaux de pluie, stagne et forme des mares immondes qui contaminent les eaux des puits, occasionnant des dyssenteries et des fièvres typhoïdes.

Actuellement, les alentours d'un certain nombre de fermes commencent parfois à être vraiment propres et même coquets. Un trottoir en ciment court devant la maison. L'aire, qui n'a plus la même utilité que jadis, est devenue une cour empierrée.

Le « liorz » ou courtil, jadis simple verger et potager attenant à l'habitation, prend des allures de jardin, avec ses bordures de buis, ses allées et ses fleurs.

Le fumier est soigneusement tenu à l'écart du puits. Des arbres fruitiers encadrent la cour, utiles pour l'alimentation et la confection du cidre, agréables pour la vue.

Toutes ces transformations prouvent une chose. C'est que la misère et l'isolement étaient pour beaucoup dans les errements de jadis.

Aujourd'hui, les obstacles principaux qui ralentissent ces progrès viennent davantage du coût élevé de toutes choses et

du manque de disponibilités pécuniaires suffisantes dans la masse nombreuse des tout petits fermiers.

La prospérité qui règne dans les campagnes change de jour en jour l'aspect de la ferme bas-bretonne.

Les jeunes générations, qui arrivent débarrassées de la routine séculaire, feront mieux encore.

III

Nous étudierons maintenant les voies d'accès aux habitations que nous venons de décrire, et, par extension, le réseau routier finistérien.

Les chemins bretons ont eu de tout temps la plus exécrable réputation, bien méritée du reste jadis. Les communications étaient extrêmement difficiles sous l'ancien régime.

C'est ainsi qu'au XVII^e siècle, le miseur de la communauté politique de Quimper, distant de 50 lieues de Nantes, où siégeait la Cour des Comptes, recevait une allocation de dix-sept jours de route pour gagner les bords de la Loire (1).

La Fontaine avait contre ces chemins une dure rancune.

Pendant la Révolution, CAMBRY écrivait (2) :

« Dans tout le Finistère, les chemins de traverse sont des abîmes impraticables dans l'hiver : les voitures s'y brisent ; des chevaux, des bœufs, des hommes y sont tous les jours estropiés. »

Le duc d'Aiguillon, au XVIII^e siècle, avait doté le Finistère d'un réseau de grandes routes, fort utiles, mais malheureusement construites sans tenir compte de la nature accidentée du pays. La ligne droite y régnait en maîtresse et le parcours de ces routes a dû dans la suite être modifié sur de nombreux points. Actuellement, la situation s'est fortement améliorée, surtout depuis le milieu du XIX^e siècle. De nombreux chemins vicinaux ordinaires, d'intérêt commun et de grande communication, ont été créés. Il existait seulement, de ces deux dernières catégories, 359 kilomètres en 1852. Des progrès considérables ont été réalisés pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. Le département, qui possédait 697 kilomètres de ces chemins (3), en 1868, en avait 2.423 en

(1) DU CHATELIER : *L'agriculture et les classes agricoles de Bretagne*. Paris, 1863.

(2) CAMBRY : *Voyage dans le Finistère*, p. 42.

(3) Statistique agricole de 1868.

1901. Actuellement six routes nationales d'une longueur de 420 kilomètres, soixante-quinze chemins de grande communication d'une longueur de 2.700 kilomètres, et, à peu près 5.100 kilomètres de chemins vicinaux ordinaires desservent le Finistère.

Les routes classées sont bien entretenues, grâce au dévouement des cantonniers et à l'administration des Ponts-et-Chaussées, mais elles ne sont pas assez nombreuses.

« On peut admettre, écrit M. Camille VALLAUX (1), que le paysan du centre de la France dispose de deux fois plus de chemins classés et entretenus que le paysan du Finistère. »

Certaines de ces routes supportent une circulation intense de camions et de voitures de tourisme qui rendent leur entretien difficile.

Une route passant près de chez lui, voilà le désir de tout cultivateur, car cela représente une plus-value considérable donnée à la propriété en même temps que des facilités d'exploitation plus grandes. Il serait désireux que le réseau routier puisse se développer dans de sensibles proportions, surtout au moment où l'automobile a pénétré partout et est devenue d'un usage courant.

Pour les chemins ruraux et d'exploitation, il y a plus encore à faire. Les fameux chemins creux de Bretagne ne sont poétiques qu'en été, quand les fortes chaleurs nous font rechercher leur fraîcheur.

En hiver, on y enfonce dans une boue presque liquide et on doit bien souvent chercher dans les champs voisins un passage praticable. C'est que dans ce pays très humide, les fossés et les talus bordant le chemin empêchent l'écoulement des eaux que n'absorbe pas le sol imperméable, le dôme des arbres retarde l'évaporation et il n'est même pas rare de voir un ruisseau suivre sa pente naturelle en empruntant cette voie toute tracée.

Outre les inconvénients de passage qu'ils présentent pour les hommes, ces mauvais chemins sont très nuisibles aux animaux.

Des avortements de juments se produisent par suite des efforts que nécessite leur parcours. Les chevaux y gagnent des tares et des vices d'aplomb. D'autre part, les machines agricoles modernes, souvent délicates, s'y détériorent.

Le village, éloigné d'une route carrossable, reste, pendant les

(1) Statistique financière des départements en 1901.

(2) Camille VALLAUX : *La Basse-Bretagne*, p. 295.

mois d'hiver, économiquement isolé du monde extérieur. C'est à peine si un bon cheval peut traîner dans certains de ces chemins une charrette vide. Il est impossible de porter les produits du village à la ville voisine ; les charrois d'hiver donnent lieu à des difficultés et à des pertes de temps considérables.

Les exploitants devraient s'entendre. La pierre, qui n'est pas toujours excellente, il est vrai, est abondante. Si chacun de ceux qui utilisent le chemin fournissait un certain nombre de journées pour sa réfection, il y gagnerait du temps et économiserait bien de la peine.

Les communes, de leur côté, doivent faire de cette question leur première préoccupation.

Ces efforts combinés parviendraient rapidement à améliorer la vicinalité rurale, qui, par ses déféctuosités, maintient les campagnes dans un isolement très préjudiciable à la marche du progrès et à l'accroissement du bien-être.

*
* *

Les deux questions que nous venons d'étudier offrent un intérêt capital pour le développement de l'agriculture.

« Avec des bâtiments spacieux et conformes aux règles de l'hygiène, avec des chemins ruraux nombreux et bien entretenus, nous écrivait dernièrement un cultivateur, nous pourrions doubler facilement le rendement de nos fermes. »

Le prix élevé de la main-d'œuvre, le peu d'empressement des propriétaires non exploitants, sont les principaux obstacles.

Ici, nous sommes en pleine évolution. Les premiers résultats sont encourageants, mais il faudra encore des années de luttes et d'efforts pour toucher le but et aboutir.

CHAPITRE III

L'évolution de la propriété paysanne

I. *L'Evolution.*

- 1^o Jusqu'à la Révolution.
- 2^o De la Révolution à la guerre de 1914.
- 3^o Depuis 1914.

II. *La situation actuelle.*

- 1^o Répartition actuelle de la grande, petite et moyenne propriété. Rapport des cultivateurs propriétaires aux fermiers.
- 3^o Le régime successoral.

III. *Les hypothèques.*

IV. *Avantages de l'accession des cultivateurs à la propriété dans le Finistère.*

Aucune tâche n'est plus délicate et plus hérissée de difficultés que l'étude de l'histoire de la propriété. L'économie politique date d'hier. Les documents précis sont rares dans une matière qui n'intéressait guère jadis. Aussi les renseignements fragmentaires permettent tout au plus de donner une idée générale de ce que fut l'évolution de la propriété dans nos campagnes. C'est cependant la plus passionnante de toute, l'histoire du sol qui nous fait vivre, moins brillante sans doute que l'histoire militaire ou artistique du pays, mais aux répercussions combien plus profondes sur l'âme de ceux qui peuplent la « terre de paysans » que la Bretagne s'honore d'être.

I

L'évolution

1. — Il semble bien qu'à l'origine la division du sol en petites tenures existait déjà, surtout au bord de la mer, région la plus

morcelée encore aujourd'hui. Les nombreuses ruines gauloises et gallo-romaines trouvées sur nos côtes témoignent d'une densité de population qui ne peut trouver son explication que dans une situation agricole déjà florissante.

Les légendes des Saints de l'immigration galloise nous fournissent à ce point de vue quelques renseignements. On faisait en Basse-Bretagne à ce moment du beurre et du fromage. On élevait de grands troupeaux de porcs. Il semble, du reste, que les immigrés firent faire à l'agriculture certains progrès.

Jusqu'au IX^e siècle, la Bretagne vécut une période de prospérité relative, sous la protection de ses rois conquérants. La terre était alors cultivée par deux catégories de travailleurs ; les uns libres, mais attachés à leur sol, les colons ; les autres, esclaves. Les petites exploitations étaient, semble-t-il, nombreuses dans le pays. cultivé d'ailleurs uniquement dans ses parties les plus fertiles,

A partir du IX^e siècle, les invasions normandes qui ravagèrent le pays, les guerres continuelles, en un mot l'insécurité générale, amenèrent la constitution en Bretagne, comme ailleurs, du régime féodal, qui fut, dans son esprit primitif, un organisme d'union pour une défense commune.

Colons et esclaves se confondirent en une seule classe, les serfs (de *servus*, esclave), qui participaient de l'une et l'autre condition.

Toutefois, le servage ne semble pas avoir pris une extension très grande en Basse-Bretagne. En tous cas, il dura peu. Dès le X^e siècle, s'il faut en croire M. DE LA BORDERIE et M. Henri SEE (1), il commençait à disparaître. A la fin du moyen âge, il n'était plus guère qu'un souvenir. Il existait encore pourtant des « mo-toiers », dont la condition se rapprochait de celle du serf, dans certains établissements religieux, et particulièrement dans la région de *Saint-Nic*, de *Crozon*, *Telgruc* et *Plomodiern*. En 1486, le duc François II affranchit tous les serfs du domaine.

Le servage fut donc l'exception. Le régime du « convenant franch », où les personnes étaient libres, fut la règle générale.

C'est que le servage ne cadrerait pas avec la mentalité du Bas-Breton, qui accepte volontiers l'autorité, mais qui veut l'accepter librement et de son plein gré.

De plus, la Basse-Bretagne, ravagée par les invasions et les

(1) *Les classes rurales en Bretagne du moyen-âge, Annales de Bretagne*, 1896.

guerres, n'était plus qu'un désert où tout était à refaire. Le travail servile rapportait peu. On offrit au paysan, comme prime au travail, la liberté de sa personne et une liberté relative dans la disposition du fruit de son labeur. Ainsi les propriétaires fonciers purent accroître le rendement des cultivateurs qui restaient et attirer même des étrangers qui remirent en valeur les terres abandonnées.

Les conditions d'existence favorables contribuèrent à l'extension des défrichements et au morcellément de la culture.

Le servage fut donc remplacé par le vilainage, qui devait rester la condition de la plus grande partie des cultivateurs jusqu'à la Révolution.

Le vilain n'avait pas plus d'existence politique que le serf, mais il avait une existence civile. Il avait en quelque sorte l'usufruit héréditaire de sa tenure. Il pouvait léguer celle-ci, la vendre ou l'aliéner. Mais il n'était qu'un propriétaire incomplet, car sa terre était grevée annuellement d'un certain nombre de redevances, marque de son assujettissement au seigneur.

Les domaines seigneuriaux se divisaient en deux parties. D'un côté, le *domaine proche* ou *retenue*, que le seigneur, en principe, exploitait directement mais qu'il affermait plus généralement, la corvée, souvent remplacée par une redevance en argent; ne suffisant pas à le cultiver; d'un autre côté, les *mouvances*, exploitées par les tenanciers moyennant non pas ici un prix de ferme, mais l'acquittement de certaines rentes convenancières qui, fixées souvent depuis très longtemps, rapportaient peu par suite de la dépréciation de la monnaie.

Le domaine proche comprenait aussi les domaines congéables et souvent le manoir, qui, lorsque le seigneur n'y résidait pas, était affermé.

Beaucoup de terres étaient en domaine congéable, ce qui correspondait en quelque sorte à une demi-propriété, mais à l'avantage du seigneur. La propriété libre ou alleu n'existait guère en Bretagne, où le principe « nulle terre sans seigneur » était rigoureux.

Cette situation fut celle de tous les cultivateurs bas-bretons jusqu'à la Révolution. Leur sort était bien incertain. La Bretagne servit de champ-clos aux Anglais et aux Français pendant la guerre de Cent Ans, et aux mêmes adversaires; augmentés des Espagnols, pendant les guerres de Religion, qui laissèrent de si terribles souvenirs dans le pays bas-breton.

La noblesse locale prenait parti pour l'un ou l'autre des adversaires. Les gens d'armes guerroyaient, étaient vainqueurs ou vaincus, mais vivaient toujours grassement sur le pays. Le pauvre cultivateur, lui, voyait ses récoltes pillées, ses bestiaux enlevés, sa chaumière incendiée, heureux encore quand on lui laissait la vie.

Peu à peu cependant s'établissait cette propriété paysanne qui fait aujourd'hui l'armature la plus solide du pays. Les cultivateurs arrivaient à considérer comme leur bien propre la tenure dans laquelle ils se succédaient de père en fils depuis des siècles parfois.

C'est dire que les charges dont la terre était grevée leur paraissaient lourdes et qu'ils rendaient malaisément « l'aveu » exigé par la coutume à certaines époques et dans certaines circonstances.

Les redevances personnelles n'existaient généralement plus, mais les corvées, les droits de mutation onéreux, les frais de la justice seigneuriale, considérée non comme un service à assurer mais un prétexte à taxes, ajoutaient leur poids aux rentes principales.

A titre documentaire, voici, données par M. Henri SÉE (1), les redevances payées par le domaine congéable de Kéroulin en Beuzec au XVIII^e siècle, domaine d'une contenance de 91 journaux, 43 cordes (2), dont 37 en terres chaudes, 50 en terres froides et 4,28 en prairies.

Redevances annuelles : 13 minots ricle fromént ; 18 minots ricle seigle ; 19 combles avoine foulée.

Corvée : 12 livres.

Rente : 4 livres, 4 sols, 9 chapons (7 livres 4 sols).

Droit de champart.

Commission à la baillée de 1766 : 98 livres.

En somme, la terre rapportait peu au propriétaire.

D'après M. Henri SÉE, le revenu de la propriété seigneuriale pouvait être estimé à 3 % à la veille de la Révolution.

Mais si la situation du propriétaire était mauvaise, celle du cultivateur était pire.

(1) Administration de deux seigneuries de Basse-Bretagne du XVIII^e siècle (*Annales de Bretagne*, 1903).

(2) Un peu plus de 45 ares, le journal « dévez arat » valant 48 ares 62 centiares et contenant 80 cordes.

C'est qu'aux rentes seigneuriales s'ajoutait la gêne des banalités et des droits de péage, le poids de la Dîme (1), dont les grands dignitaires de l'Église, évêques et abbés, profitaient seuls, ce qui forçait les desservants à lever pour vivre des droits supplémentaires.

Les terres étaient mal administrées, Souvent le propriétaire confiait l'ensemble de ses domaines à un fermier général. Celui-ci devait lui assurer le paiement des rentes convenues et avait le droit, pour le reste, de se comporter en propriétaire, ce qui amenait de déplorable abus.

En tous cas, ces fiefs petits, nombreux et enchevêtrés, rapportaient peu à leur seigneur, qui montrait, pour vivre, la plus impitoyable dureté.

Les terres étaient mal cultivées. Les commissions payées par les colons leur enlevaient souvent toutes leurs économies, ne leur laissant pas de quoi se procurer le matériel nécessaire à l'exploitation.

Les bras manquaient pour cultiver les tenures trop étendues. Dans la Bretagne, isolée du reste du royaume, le progrès ne pénétrait pas et les procédés d'exploitation étaient rudimentaires.

« Je ne vois, disait M^{me} DE SÉVIGNÉ en 1680 (2), que des gens qui me doivent de l'argent et qui n'ont pas de pain, qui couchent sur la paille et qui pleurent. »

C'est la situation lamentable des cultivateurs qui amena, en 1675, la révolte des paysans, dite du « papier timbré », véritable Jacquerie qui ensanglanta toute la Basse-Bretagne où les châteaux furent incendiés et leurs propriétaires massacrés.

Il est certain, en tout cas, que l'agriculture ne faisait nul progrès. M. DU CHATELLIER (3) prouve, en se basant sur le nombre de feux soumis à la taxe de fouage à la fin du XVI^e siècle, que la surface des terres défrichées n'a guère varié de cette époque au début du XIX^e siècle.

Une classe nouvelle arrivait depuis le XVI^e siècle à la possession du sol. C'était celle des propriétaires fonciers roturiers, n'exploitant pas eux-mêmes et correspondant à la bourgeoisie

(1) De la huitième à la trentième gerbe, d'après M. H. SÉE. *Histoire des classes rurales en Bretagne du XVI^e siècle à la Révolution. — Annales de Bretagne*, (1905-06).

(2) Cité par BAUDRILLART : *La Normandie et la Bretagne*, p. 495.

(3) *L'Agriculture et les classes agricoles de la Bretagne*, p. 98. Paris, 1863.

des villes. C'est elle qui commença à faire naître la moyenne propriété.

Un exemple intéressant de la répartition de la propriété nous est donné par M. J. SAVINA (1), dont la compétence en matière d'histoire locale est bien connue.

En 1771, une levée extraordinaire de deniers fut faite sur la base de l'impôt universel du 1/20^e dans la paroisse de *Plogastel-Saint-Germain*, pour la reconstruction du presbytère. Les propriétaires nobles payèrent 58 % ; les paysans, dont les plus aisés ne possédaient que les droits convenanciers, soldèrent 32 % ; les bourgeois, qui possédaient 1/6^e du sol, 10 %.

Les principes que devait faire triompher la Révolution étaient dans les esprits depuis longtemps. Le « Code Paysan » établi lors de la révolte du papier timbré montre que, dès cette époque, les revendications que nous trouvons dans les Cahiers des États généraux de 1789, étaient celles de la classe laborieuse.

Dans ce milieu où CAMBRY (2) trouvait « la misère la plus profonde, les instruments les plus grossiers, les vêtements des premiers âges, des habitations telles qu'on en trouve chez les lapons », la Révolution fut accueillie avec faveur et le robuste bon sens du paysan ne se trompait pas, car, on ne le dira jamais assez, c'est la République, par ses principes d'abord, et par ses lois, ensuite, qui a donné au cultivateur la prospérité.

*
* *

2. — Nous entrons ici dans la période contemporaine. A partir de la Révolution, le régime de la propriété est le même qu'aujourd'hui.

Les assemblées révolutionnaires déplacèrent la propriété de deux manières.

Elles allégèrent d'abord la propriété paysanne des redevances féodales et ecclésiastiques, des servitudes personnelles qui la grevaient : la loi du 28 septembre 1791 déclare que la terre de France est libre comme les personnes.

Ici, il n'y eut rien de changé dans la distribution de la propriété. Par contre, sa valeur fut augmentée, et les paysans, sûrs

(1) J. SAVINA : *Plogastel-Saint-Germain au XVIII^e siècle*. — *Bulletin de la Société archéologique*, 1920.

(2) CAMBRY, II, 2.

que le fruit de leur labeur leur serait définitivement acquis, la cultivèrent mieux.

Par contre, la mise en vente des biens d'Église et d'émigrés déplaça la propriété.

On a souvent contesté la légitimité de ces mesures, en invoquant que les droits réels, qui devaient d'abord être rachetés, furent, en réalité, expropriés sans indemnité. Discuter cette question sortirait trop du cadre de cet ouvrage, mais ce qu'on peut affirmer, c'est que les résultats de ces mesures furent excellents.

L'énorme matière de la vente des biens nationaux dans le Finistère n'ayant pas encore été dépouillée, il est impossible de donner aucune idée précise des changements qu'elle apporta. Il semble bien pourtant qu'elle étendit considérablement le domaine de la moyenne propriété et, par ricochet, celui de la petite.

En effet, les biens nationaux furent mis en vente en lots assez importants, excédant généralement les possibilités des cultivateurs. Les bourgeois en achetèrent la plus grande partie, et certains, comme nos modernes marchands de biens, les revendirent par exploitation ou par lots aux paysans.

CAMBRY (1) dit en 1795 :

« Toute la fortune du pays de Léon appartenait jadis à l'évêque, au clergé, à la noblesse. Les habitants de Morlaix ont acquis la presque totalité des biens nationaux de Saint-Pol-de-Léon ».

Et ceci semble prouver deux choses, d'abord que les habitants des villes eurent une bonne part du gâteau, et, ensuite, que les cultivateurs du Léon, pays très morcelé aujourd'hui, doivent beaucoup à la République, qui les fit sortir de la tutelle matérielle des nobles et du clergé.

Quoi qu'il en soit, au début du XIX^e siècle, la moyenne et la petite propriété rurales étaient définitivement formées dans le Finistère.

Le XIX^e siècle devait amener l'extension de la propriété individuelle par le partage des terres vaines et vagues, propriétés communales ou collectives de villages, sur lesquelles les habitants menaient paître les bestiaux qu'ils écobuaient ou mottoyaient, et, dont ils avaient la propriété collective.

La première République avait posé certaines règles pour ces partages, mais ceux-ci furent exécutés rarement. La loi du 9 ven-

(1) CAMBRY, I, 93.

tôse an XII, qui donnait aux conseils municipaux le pouvoir de demander le partage, n'eut pas un succès beaucoup plus grand.

C'est la deuxième République qui, par la loi du 6 décembre 1850, organisa la procédure permettant aux particuliers intéressés, agissant à titre de *prétendant droit* de prendre l'initiative des demandes en partage. Ils en profitèrent largement. En 1892, il ne restait plus que 2.498 hectares de communaux de village dans le Finistère, et, aujourd'hui, chaque morceau de terrain, même le plus restreint et le plus ingrat, est revendiqué, surtout dans les régions populeuses de l'Armor.

Ces partages ont eu l'avantage de donner une grosse activité aux défrichements, que le cultivateur, certain de l'étendue de ses droits et poussé par le désir d'augmenter la valeur de son fonds, entreprit beaucoup plus volontiers.

Examinons maintenant les variations de la propriété pendant la période contemporaine. Nous diviserons ici la propriété comme dans les statistiques agricoles, en très petite lorsqu'elle a moins de 1 hectare, en petite de 1 à 10 hectares, en moyenne de 10 à 40 hectares, et, en grande, au-dessus de cette superficie.

Ce classement est, du reste, tout relatif. Un propriétaire d'une quinzaine d'hectares de terres froides et incultes n'en tirera que les revenus d'une petite exploitation. Par contre, dans certaines régions maraîchères, le propriétaire de 3 ou 4 hectares de terrain peut vivre d'une façon très aisée et être considéré comme étant à la tête d'une exploitation moyenne.

Il est très difficile de suivre d'une façon précise les modifications de la propriété. Les statistiques en cette matière sont rares et ne peuvent pas toujours être comparées. Les évaluations varient parfois du simple au double. Nous nous efforcerons pourtant de donner une idée générale du mouvement de la propriété et nous citerons des chiffres, toujours intéressants au point de vue documentaire.

Il semble bien, dans le cours du XIX^e siècle, que, d'un côté, la moyenne propriété ait acquis une place dominante, d'un autre côté, que l'exploitation directe du sol ait fait des progrès.

La grande propriété a diminué. Les seules grandes fortunes de la région étaient des fortunes terriennes souvent. A cette époque — qu'elle semble lointaine aujourd'hui ! — les industriels et les commerçants mettaient plusieurs générations à s'enrichir et ne pouvaient guère prétendre à la constitution d'un gros domaine

terrien. La petite propriété a également diminué, mangée par l'hypothèque et par le partage en nature des terres dans les successions, aboutissant à une fragmentation exagérée des exploitations et à leur vente.

En 1868, d'après des évaluations, la moyenne propriété n'occupait guère que 35 à 40 % de la superficie du département contre 45 à 50 % la petite, et de 10 à 15% la grande.

En 1898, la moyenne propriété occupait 348.240 hectares, soit plus de la moitié de la superficie du Finistère.

Toutes ces modifications s'accomplissaient doucement, sans heurt. Entre le grand bouleversement de la Révolution et celui de la Guerre de 1914, on ne trouve guère de changement sérieux et brusque qu'au moment de la grande crise agricole du dernier quart du siècle dernier, qui, comme toutes les crises, fit s'arrondir la grande et surtout la moyenne propriété aux dépens de la petite. Le Finistère souffrit moins que d'autres départements. Néanmoins, le nombre des biens cultivés par le propriétaire lui-même descend de 48.860 en 1882 à 46.277 en 1892, tandis que le nombre des fermes louées à bail et des domaines s'accroît de plus de 5.000.

Ces chiffres marquent cependant une assez belle progression sur la situation antérieure.

En 1851 (1), les propriétaires cultivant leurs terres sont 22.265 contre 63.623 fermiers et domaniers. D'après M. BRIOT DE LA MALLERIE, à la fin de l'Empire, les propriétaires cultivateurs représentent également un peu plus du tiers des exploitants. La statistique générale agricole de 1892 nous donne 46.277 propriétaires exploitants, mais ce chiffre est entièrement faussé par le fait qu'on compte dans cette catégorie les nombreux fermiers et journaliers possédant en propre une étendue de terre tout à fait insuffisante pour constituer une exploitation agricole au vrai sens du mot.

Considérons la variation du nombre des cotes foncières dans cette période. Nous pouvons en retirer certains renseignements bien qu'il y ait plus de propriétés que de cotes foncières, puisque certains tout petits propriétaires ne payent pas d'impôt et qu'il y ait également plus de cotes foncières que de propriétaires, ceux-ci

(1) Rapport au Ministre sur les primes d'honneur décernées dans les concours régionaux en 1868.

ayant parfois des biens dans plusieurs communes et une cote foncière dans chacune d'elles.

Nombre de cotes foncières pour la propriété non bâtie dans le Finistère

1835.....	84.396
1842.....	97.997
1860.....	107.035
1871.....	113.897
1880.....	118.588
1910.....	124.167
1913.....	127.546

Cet accroissement correspond certainement à une distribution plus étendue de la propriété.

Si l'on classe les cotes en catégories selon leur valeur, on voit que, dans chaque catégorie, le nombre de cotes a augmenté dans une certaine mesure, mais c'est surtout pour les très petites cotes de 0 à 5 francs que l'augmentation est considérable.

Si nous prenons la contenance moyenne imposable par cote foncière, nous constatons une diminution constante correspondant dans une certaine mesure à un morcellement de la propriété

Contenance moyenne imposable par cote foncière.

	1851	1861	1871	1881
	—	—	—	—
Dans le Finistère	6 hect. 06	5 hect. 97	5 hect. 63	5 hect. 39
Moyenne de la France. . .	3 — 98	3 — 75	3 — 62	3 — 30

De 1900 à 1914, nous ne possédons que peu de renseignements sur les variations de la propriété. La situation des cultivateurs était devenue plus aisée. Le fruit de leur labeur acharné était protégé par des droits de douane sagement établis. Cependant, si la misère n'était plus générale, nombreux encore étaient les cultivateurs qui ne pouvaient réaliser leur rêve de propriété.

3^o La guerre devait modifier cette situation. Cette guerre qui a mis la douleur dans tous les foyers bas-bretons, cette guerre qui fut surtout la guerre des paysans, car il n'y eut pas d'embusqués parmi eux, a permis à beaucoup d'acquérir un peu de la terre que des générations des leurs avaient fécondée de leur

sueur et qu'ils avaient sauvée de l'invasion et de la servitude au prix de leur sang. De cet abîme d'horreur et de misère, dont le souvenir hante encore les nuits de ceux qui en sont revenus, est sorti cependant ce bien.

Et jamais rançon plus juste ne fut payée à un aussi grand sacrifice, sacrifice de ceux des tranchées, la mort, la mutilation, l'effort constant dans la souffrance et les dangers, et puis aussi, n'oublions pas celui-là, sacrifice de ceux de l'intérieur, des trop vieux ou des trop jeunes, des infirmes, des femmes, surtout, de ces admirables femmes bretonnes rudes au labeur, qui ont permis le ravitaillement du pays et de ses défenseurs.

Quand le tocsin du 1^{er} août 1914 se tut et que les gars furent partis pour la tâche grave, ceux qui restaient aux champs se souvinrent qu'on était en pleine récolte et les larmes n'empêchèrent pas de finir l'ouvrage commencé. Tandis qu'au loin la mort couvrait d'hommes les champs des premières batailles, le blé tombait sous la faucille diligente de ceux qui souffraient dans leur cœur et dans la chair des absents.

On a reproché parfois à mi-voix au paysan de s'être enrichi pendant la guerre. Un philosophe socialiste a écrit jadis : « La propriété, c'est le vol », celle des paysans de la guerre, en tous cas, a été achetée, et si cher que nul jamais n'en voudrait plus payer le prix.

Ces transactions ont eu deux causes, d'abord celle que nous venons de signaler : l'enrichissement du cultivateur par suite de l'élévation du coût des denrées et la possibilité qu'il avait souvent de continuer à exploiter toutes ses terres grâce au nombre de ses enfants.

D'un autre côté, le propriétaire non exploitant a eu tout intérêt à vendre. Des baux d'avant-guerre restaient parfois à courir pour de nombreuses années. Une augmentation même considérable du prix du fermage ne permettait guère à la terre de rapporter plus de 3 %, tandis qu'il était facile de trouver pour l'argent liquide des taux de 6 à 6,50 %. Ces raisons expliquent le nombre de ventes consenties à partir de 1919. Le mouvement a été surtout remarquable en 1920 et 1921. Il a décliné légèrement en 1922, un peu plus sensiblement en 1923, mais reste encore appréciable.

Voici d'ailleurs quelques chiffres, établis grâce aux statistiques fournies par la direction de l'Enregistrement.

Statistique des licitations et des ventes de 1912 à 1922 (1)

Années	Liquidations et soultes de partage (biens immeubles)		Ventes ordinaires d'immeubles	
	Nombre	Valeur Totale	Nombre	Valeur Totale
1912	1.205	8.173.460	6.863	31.711.286
1913	1.158	7.392.940	6.452	29.948.357
1914	1.087	6.759.881	6.168	27.992.286
1915 à (2)	»	»	»	»
1917				
1918	434	2.483.868	5.985	36.154.171
1919 et	»	»	»	»
1920 (2)				
1921	1.572	22.646.940	11.914	106.844.030
1922	1.185	21.336.986	11.059	101.476.116

Les ventes des dernières années ont été presque toujours consenties par des propriétaires non exploitants à des cultivateurs. Qu'en adviendra-t-il ? Il est malheureusement à craindre que, dans bien des cas, ces biens ne restent pas dans les familles. A la mort de l'ascendant, il sera bien difficile à l'enfant qui lui succédera dans l'exploitation de rembourser leur part aux frères et sœurs, souvent nombreux. La licitation sera, d'un autre côté, souvent demandée, et le disparu aura juste assez vécu pour ne pas voir perdu le résultat de ses efforts.

On peut craindre également que, si les prix des denrées alimentaires et de la terre par conséquent baissent brusquement, les cultivateurs, qui se sont endettés pour acquérir leur propriété, soient dans une bien pénible situation.

Il faudrait trouver des remèdes. Celui qu'on a cru découvrir en proposant d'étendre la loi sur les biens de famille nous semble inopérant. Cette loi appliquée fait des insolubles et son insuccès présent n'est guère encourageant.

Toutes ces ventes n'ont du reste pas été directes. Trop souvent on a passé par un intermédiaire, et le plus inutile et le plus nuisible de tous, le *marchand de biens*. Frelons néfastes de l'active ruche agricole, ils prélèvent leur dîme sur le travail. Leur habileté leur permet même d'échapper au paiement des droits de mutation en faisant signer une simple promesse de vente.

(1) Cette statistique s'applique évidemment aux biens immobiliers ruraux et urbains ; mais les chiffres gardent toute leur valeur relative.

(2) Comptabilité non établie.

Les belles propriétés sont mutilées. Les arbres centenaires tombent. D'abord, sans aucun souci de l'avenir, les marchands de biens essayent de faire suer la terre le plus possible, puis ils dispersent les lambeaux de l'exploitation, si difficilement réunis jadis. En ceci, du reste, leur rôle est parfois plus utile. Ils permettent à beaucoup de petits exploitants l'accession à la propriété, mais à quel prix ! Leurs bénéfices scandaleux sont la honte de l'après-guerre. Ils ont pris la digne succession de nos profiteurs de jadis. Ces derniers spéculaient sur le sang, eux spéculent sur la sueur.

Quand donc pourra-t-on leur faire rendre gorge ?

II

La situation actuelle

1. — Nous étudierons la répartition des trois genres de propriété dans le Finistère et le nombre des propriétaires exploitants par rapport aux autres.

La grande propriété est assez rare dans le Finistère. Elle est presque toujours entre les mains de non-exploitants. Elle n'est pas concentrée dans une zone nettement définie, comme dans le Morbihan, mais répartie un peu partout. Elle est généralement d'un seul tenant quand elle est d'origine ancienne, appartenant à des familles nobles du pays. Elle se compose, au contraire, et c'est le cas le plus fréquent, d'exploitations dispersées, quand elle a été formée par le développement d'une fortune bourgeoise.

La petite propriété se trouve surtout le long des côtes, et, la moyenne, dans l'intérieur du pays.

Dans la zone nord du département, le Trégorrois tend nettement vers la division de la propriété par suite des achats des cultivateurs qui possèdent environ 50 % de la terre. Un îlot de grande propriété est à signaler vers Plouézoc'h (1) et l'estuaire de la rivière de Morlaix.

La côte du Haut-Léon, où la culture maraîchère a débordé de Saint-Pol-de-Léon jusqu'à Plouescat, d'un côté, et la presqu'île de Taulé, de l'autre, tendait, dès avant la guerre, vers le morcellement de la propriété. A Taulé, la moyenne et la petite propriété

(1) Canton de Lanmeur.

dominant. A Plouescat, où le nombre des propriétaires paysans était infime avant la guerre, près de la moitié des fermiers ont acheté aujourd'hui leur exploitation.

La partie intérieure du canton de Saint-Pol et le canton de Plouzévédé ont enregistré une certaine accession des cultivateurs à la propriété, mais restent des pays de fermiers avec moins du tiers des exploitations à la propriété paysanne. Vers Saint-Pol, la grande propriété existe ; à Roscoff, la petite est plus nombreuse mais le prix exorbitant de la terre combat dans toute cette région l'extension du mouvement.

Saint-Thégonnec est un pays de petite et de moyenne propriété. A Pleyber-Christ, une vingtaine de cultivateurs ont acheté leur ferme. A Landivisiau, pays de grosse propriété, avant la guerre, 60 % des paysans cultivent leur propre terre ; vers Lan-derneau, 50 %, et, vers Sizun, les deux tiers.

Dans le canton de Daoulas, les côtes appartiennent à la petite, l'intérieur, à la moyenne propriété. A Plougastel-Daoulas, 90 % des cultivateurs sont propriétaires, 75 % à Logonna-Daoulas ; le chiffre tombe à Irvillac, à 40 %.

Tout le Bas-Léon appartenait, dès l'avant-guerre, à la petite et à la moyenne propriété. La grande ne s'y rencontrait qu'à l'état fragmentaire et isolé. Les achats de terres par les paysans ont été nombreux et le sol leur appartient aujourd'hui en grande partie.

Dans le centre du département, la tendance au morcellement de la grande propriété est la même ; par contre, la petite et la moyenne s'arrondissent souvent à ses dépens, de sorte qu'un mouvement de concentration existe à côté de la division. Les deux tiers du canton de Crozon sont aux mains de petits propriétaires. A Telgruc il n'y a plus, en dehors des penn-ty, que deux fermiers ; à Argol, aucun. A Châteaulin, la proportion est également des deux tiers, mais c'est la moyenne propriété qui domine. Il s'y rencontre quelques îlots de grande propriété, ainsi que dans la région de Rosnoën et sur quelques autres points du canton du Faou où elle occupe le cinquième des terres. Beaucoup de gros propriétaires ont vendu leurs biens dans cette région. Il y a eu, par contre, très peu de transactions dans le canton de Pleyben, qui accuse plutôt une concentration de la propriété. Aussi y a-t-il relativement peu de terres exploitées directement, la moitié à Gouézec, le quart seulement à Lennédern. Les cantons de Châteauneuf-du-Faou et Carhaix sont des cantons de moyenne

propriété. La grande propriété y persiste pourtant, surtout dans les Montagnes Noires, de *Motreff* à *Saint-Goazec*. Le déplacement de propriété n'a pas été considérable dans cette région et on ne cite que des exemples isolés de ventes aux fermiers. A *Châteauneuf* 75 % des exploitants sont propriétaires ; à *Carhaix*, le quart seulement.

Dans le canton d'*Huelgoat*, la grande propriété, dominante dans certaines régions des Monts d'Arrée, a restreint son ère géographique. Vers *Scrignac*, elle subsiste encore. La petite domine dans l'ensemble du canton, notamment à la Feuillée et Berrien. Il existe encore dans cette région beaucoup de fermiers, mais la plupart sont en même temps propriétaires.

Dans le Sud-Finistère se retrouvent les caractères principaux que nous venons d'étudier.

La grande propriété est concentrée sur les deux rives de l'Odét, dans son trajet de *Quimper* à la mer. Dans le canton de *Fouesnant*, elle domine dans plusieurs communes, à *Gouesnach* et *Clohars-Fouesnant*, par exemple : peu de ventes de terre ont eu lieu dans cette région. Elle existe également dans la partie non maritime des cantons de Pont-Croix et Plogastel-Saint-Germain. Elle est en diminution dans la région d'Elliant. A *Briec*, elle a été en grande partie morcelée depuis quelques années.

Pour la petite et la moyenne propriété, comme dans tout le Finistère, la première s'est développée sur les côtes, la seconde dans l'intérieur.

Douarnenez, *Briec*, *Scaër*, *Bannalec* et la partie intérieure de l'arrondissement de Quimperlé appartiennent à la moyenne propriété, en faire-valoir direct pour les trois quarts. A *Poullan* (1), où la moitié des exploitations étaient affermées avant la guerre, on ne compte plus qu'une dizaine de fermiers. Dans toute la région de Douarnenez, les propriétés ayant moins de 10 hectares ont tendance à s'agrandir, celles de plus de 25 hectares se divisent, au contraire. Il y a en somme tendance à la division en tenures de 10 à 15 hectares. C'est ce mode de propriété qui domine à *Arzano*. La même tendance au morcellement en biens de 10 hectares est signalée vers Rosporden et Elliant. La grande propriété occupe à peu près le quart du canton. La petite et la moyenne, presque entièrement aux mains d'exploitants, se partagent le reste.

(1) Canton de Douarnenez.

Les autres cantons, tous maritimes, voient sur la côte se multiplier les petits biens de 1 à 5 hectares, qui permettent de vivre à cause de la qualité du sol. L'intérieur, généralement moins fertile, est surtout divisé en grandes et moyennes propriétés, avec une forte proportion de landes. L'exploitation directe du sol y est moins répandue que sur la côte.

Dans les cantons de *Pont-Aven* et de *Concarneau*, les trois quarts des cultivateurs sont propriétaires. Dans le canton de *Fouesnant*, où, comme nous le disions tout à l'heure, les grandes propriétés sont nombreuses, la moyenne domine cependant. Les cultivateurs exploitant directement sont 80 % à Fouesnant, 75 % à Pleuven, 50 % à Gouesnach et Saint-Evarzec. Les communes de la Forêt-Fouesnant et Bénodet sont habitées par des agriculteurs-propriétaires, dont les deux tiers exploitent de petits biens. *Pont-l'Abbé* et *Plogastel* tendent vers la propriété paysanne. Le canton de *Pont-l'Abbé* a 60 % de ses terres en faire-valoir direct. Les communes côtières atteignent des chiffres considérables : *Penmarch*, 95 % ; *Tréffiagat* et *Tréguennec*, 80 % ; *Plobannalec*, 70 %. Par contre, *Tréméoc* n'en a que 40 % et *Combrit* 30 %, à cause des grosses propriétés répandues dans la région.

Le canton de *Plogastel* a beaucoup plus de fermiers. De grandes propriétés existent dans l'intérieur, à *Landudec*, *Plogastel*, *Guilers*. Certaines se sont morcelées, mais d'autres se sont reformées à côté. Néanmoins, un nombre considérable de fermes ont été acquises par des paysans.

A Plonéour-Lanvern, à Peumerit, à Plovan, on compte plus de 50 % de propriétaires exploitants. *Plozévet* a plus de 500 petits et tout petits propriétaires contre vingt fermes moyennes, trente petites et un certain nombre de penn-ty. La moyenne générale de l'exploitation directe du canton ne semble pas dépasser 40 à 45 %.

Le canton de *Pont-Croix* est un pays de petite propriété dans ses communes maritimes. *Plogoff*, *Primelin*, *Plouhinec* ont les quatre cinquièmes des terres exploitées directement. Les communes du nord de la presqu'île du Cap Sizun, bien que bordant la mer, n'ont que peu de marins et appartiennent plutôt à la moyenne propriété.

De ce coup d'œil jeté sur la question si importante de la propriété dans le Finistère ressort nettement la conclusion qu'elle

tend vers le morcellement, tandis que l'exploitation tend plutôt vers la concentration.

Le désir de tout cultivateur est, en effet, de s'arrondir. Les marchands de biens, en vendant par lots les terres qu'ils achetaient, leur ont permis souvent de réaliser ce désir.

Mais si la grande propriété et parfois la moyenne ont été morcelées par les ventes consenties par les non-exploitants, il existe à ce phénomène d'autres causes, communes à toutes les catégories de propriété, et c'est dans le régime successoral qu'il faut les chercher.

*
* * *

2.— Avant la guerre, les propriétés peu importantes ne se divisaient guère à la mort de leur propriétaire. Quand celui-ci n'avait pas disposé de ses biens avant sa mort par un partage d'ascendant, un de ses enfants, l'aîné généralement, prenait la direction de la ferme et payait à ses frères et sœurs des soultes réparties sur un certain nombre d'années.

L'habitude de la donation-partage, quand les parents se sentent trop vieux pour diriger la ferme, est encore fort répandue, surtout dans le sud du département. Elle est très fréquente à *Briec*, *Douarnenez*, *Plogastel*, *Pont-Croix*, *Crozon*, *Châteaulin*, etc. Ses avantages sont très grands :

« Le partage d'ascendant écrit M. Georges LE BAIL (1) assure la division des grandes fortunes terriennes et empêche l'émiettement des héritages modestes, qui deviendrait un danger. Par lui, l'héritage rural demeure intact, et la maison familiale, transmise de génération en génération, demeure l'asile commun et le centre de la famille ».

Malheureusement les partages d'ascendants se font plus rares. Ils étaient autrefois la règle dans la majeure partie du département. D'autres modes de partage semblent aujourd'hui plus avantageux aux successeurs anticipés, et, d'autre part, les cruels mécomptes auxquels ils ont donné lieu ne sont pas faits pour les remettre en faveur.

« En transportant arbitrairement (2) au chapitre des partages d'ascendants, l'obligation de composer les lots en nature, qui

(1) Rapport sur les partages faits par les ascendants, Chambre des Députés, 1910.

(2) G. LE BAIL. — *Rapport sur les partages d'ascendants*, 1910.

n'était applicable qu'aux partages ordinaires, en évaluant les biens donnés et partages suivant leur valeur au moment du décès, en soumettant, en cas de rescision ou de réduction spéciale, le donataire à l'obligation du rapport en nature, la jurisprudence a favorisé les procès que le législateur voulait éviter et a détruit dans les familles l'union que les auteurs du Code voulaient assurer ».

Ces lignes écrites en 1910 montrent que l'insécurité à cette époque était déjà grande. Que dire aujourd'hui ?

Les prix de la terre ont triplé, et l'on peut affirmer que tous les partages d'ascendants faits avant 1918 pourront être rescindés si le donateur est mort postérieurement à cette date. De nombreux cultivateurs nous ont dit le découragement qu'entretient en eux cette idée.

Aussi serait-il urgent que cette législation soit modifiée. Une proposition de loi présentée par M. de CASTELNAU et plusieurs de ses collègues, et rapportée par M. G. LE BAIL, a été adoptée par la Chambre des Députés, mais elle est malheureusement pendante depuis de longues années devant le Sénat.

La grande innovation qu'elle introduit est l'estimation des biens non plus à l'époque du décès du dernier des ascendants, mais à l'époque de l'acte. La rescision y est naturellement prévue en cas de lésion, de sorte que la justice et l'intérêt de l'agriculture y sont conciliés.

La difficulté qu'éprouvent les cultivateurs à se procurer de la terre fait que, bien souvent aujourd'hui, ils demandent le partage en nature. Celui-ci, excellent dans une grande propriété, est néfaste dans un petit domaine. On nous a signalé l'extension de cette pratique à *Pont-Croix*, *Douarnenez*, *Pont-Aven*, *Scaër*, à *Huelgoat*, à *Plouescat* et à *Plouzévédé*.

Le nombre des ventes par licitation a augmenté aussi d'une façon inquiétante : ici, le foyer familial est complètement détruit et les enfants qui n'arrivent pas à se marier ou à trouver de la terre partent souvent, avec un petit pécule vite dissipé, chercher fortune à la ville.

Ces ventes sont particulièrement fréquentes à *Bannalec*, *Concarneau*, *Rosporden*, dans le sud ; *Sizun*, *Châteauneuf-du-Faou*, *Le Faou*, *Carhaix* dans le centre ; *Plouescat*, *Lannilis*, *Landerneau*, *Saint-Thegonnec*, *Lanmeur*, *Plouzévédé*, *Morlaix* dans le nord.

Comme on le voit, c'est surtout le Léon et le Trégorrois qui sont atteints. La fréquence toute nouvelle de ces ventes a plusieurs

causes. D'abord l'héritier, grâce à la compétition qui existe actuellement pour toutes les ventes de terre, espère obtenir un meilleur prix de la propriété, une part supérieure à celle qui lui serait revenue après estimation. Ensuite, dans beaucoup de familles, il y a des émigrés qui n'ont plus conservé ce respect de la terre qui est le propre des cultivateurs, et à qui il est indifférent de voir la propriété ancestrale déchiquetée et vendue à l'encan. Les héritiers veulent aussi jouir de bonne heure de tout ce qui leur revient, pour installer parfois un commerce dans le bourg ou au loin. Ces pratiques sont à déplorer. Elles sont une cause nouvelle et singulièrement grave de déracinement pour nos cultivateurs finistériens, qui n'en ont déjà, hélas ! que trop la tendance. Elles sont aussi une cause d'instabilité ; or, ce qu'il y a de plus beau dans nos populations agricoles, n'est-ce pas cette persistance de l'effort prolongé, cette continuité de la tradition, qui a fait d'eux la partie la plus solide et la meilleure de la nation.

III

Les hypothèques.

La propriété que nous venons d'étudier est-elle libre ?

M. FLOUR DE SAINT-GENIS (1) écrivait qu'en 1900, sur cent propriétaires terriens, il n'y en avait pas quatre à être leurs maîtres.

L'hypothèque était là, pesant de son poids lourd sur des épaules souvent bien chargées déjà.

Si nous étudions le mouvement hypothécaire, nous constatons sommairement qu'il y a une vingtaine d'années la propriété paysanne était fortement grevée, qu'elle était dans une situation bien meilleure à la veille de la guerre, que celle-ci a permis aux cultivateurs de se libérer à peu près entièrement des hypothèques anciennes, mais d'autres, ayant acheté depuis la guerre leur exploitation sans moyens suffisants, ont dû en contracter de nouvelles.

Il y a une trentaine d'années, la propriété était fortement grevée. Le propriétaire était souvent alors plus malheureux que le fermier. Il n'était pas rare de voir un donataire transmettre à ses enfants une propriété non entièrement libérée du passif hypothécaire

(1) *La propriété rurale en France*, p. 261, Paris 1902.

né du chef de ses auteurs. Il avait donc travaillé toute la vie sans arriver à la propriété complète de son exploitation. Parfois, il devait restreindre l'étendue de celle-ci par des ventes de détail destinées à une libération partielle.

Un procès récemment plaidé devant la Cour d'Appel de *Rennes* a mis en lumière qu'une famille de cultivateurs de *Plogoff*, propriétaire d'un domaine de huit hectares évalué 8.000 francs et grevé d'hypothèques s'élevant à 6.000 francs, fractionnés en obligations notariées de 400, 600 et 800 francs, a mis cinquante ans, de 1840 à 1890, à se libérer d'un passif qui suivait constamment la propriété au cours de ses transmissions familiales.

Cette situation était générale. A *Daoulas* et à *Châteauneuf-du-Faou*, l'hypothèque portait sur la moitié de la valeur des exploitations. A *Châteaulin*, à *Douarnenez*, à *Plogastel-Saint-Germain*, les trois quarts ; à *Crozon*, à *Pont-Croix*, la moitié des cultivateurs avaient leurs propriétés fortement obérées. Et tous les cantons pourraient produire des chiffres pareils. Seule la région de *Plouescat*, *Plouzévé* et quelques communes riches, telles que *Gouézec* (1) et *Elliant* étaient dans une situation plus florissante.

A partir des premières années du *xx^e* siècle, depuis 1908-1909 surtout, une amélioration se fait sentir, s'accroissant vers 1913. A la veille de la guerre, *Châteaulin* a remboursé le tiers de ses hypothèques, *Crozon* la moitié, *Plouzévet* les trois quarts.

Par contre, la situation ne s'était guère améliorée à *Daoulas*, à *Huelgoat*, à *Fouesnant* et à *Pont-l'Abbé*.

D'une façon générale, cependant, on peut dire que pour un bon cultivateur, il était possible, en dix ou quinze ans, de se libérer d'une hypothèque pas trop lourde.

La guerre a accru ce mouvement. Presque tous les prêts d'avant-guerre ont été remboursés. Seuls les cultivateurs paresseux ou poursuivis par une malchance persistante, ceux aussi à qui le manque de main-d'œuvre au foyer n'avait pas permis de continuer l'exploitation pendant la guerre, sont restées obérées. Ils sont rares dans ce pays de travailleurs et de familles nombreuses qu'est le Finistère.

Nous trouvons ici la même cause que celle qui a engendré tant d'achats de terre. C'est la prospérité agricole. Aujourd'hui, il suffit de la vente d'un poulain de quelques mois pour dégrevier

(1) Canton de Pleyben.

une ferme d'une hypothèque de 1.200 francs. Avant la guerre, cette somme représentait six vaches à 200 francs, prix normal.

Mais, depuis 1920, le mouvement ascendant des prêts a repris. En effet, quand les propriétaires non exploitants ont mis leurs fermes en vente, le fermier a été forcé de l'acheter souvent très cher pour ne pas être évincé, à l'issue du bail, par le nouveau propriétaire, presque toujours exploitant. S'il n'avait pas de disponibilités suffisantes, il a dû s'endetter. Parfois aussi le désir de devenir propriétaire et l'espoir de la continuation des gains actuels l'ont poussé. Toujours est-il qu'une dette hypothécaire, inférieure, toutes proportions gardées, à celles d'avant-guerre, s'est ainsi formée.

A Saint-Thégonnec pourtant, il semble bien qu'elle soit actuellement plus forte qu'en 1914. Il en est ainsi à Plouescat et Plouzévédé, chose particulièrement remarquable, puisque ces pays avaient peu d'hypothèques avant la guerre, mais qui s'explique par la grande quantité de fermiers ayant accédé à la propriété.

L'ensemble du département a été touché par ce mouvement, mais il a été particulièrement fort à *Morlaix, Saint-Pol, Ploudiry, Huelgoat, Carhaix, Plogastel-Saint-Germain, Scaër et Bannalec*. Vers *Pont-l'Abbé*, le tiers des nouvelles propriétés sont grevées. Par contre, dans la région de *Pont-Croix*, où la moitié des exploitations directes étaient obérées, il n'y en a plus guère que 5 à 10 %. Dans le canton de *Daoulas*, la proportion est la même.

Il semble qu'on contracte en ce moment moins d'emprunts hypothécaires qu'avant la guerre, mais portant sur de beaucoup plus grosses sommes.

Si nous prenons l'arrondissement de *Quimper*, les obligations nouvelles et les renouvellements se montaient en 1912 et 1913 à 5.866.336 francs et 5.866.320 francs. Ces chiffres baissent fortement en 1918 et 1919. Ils remontent à partir de 1920 et sont les suivants :

1921.....	6.932.515
1922.....	6.167.987
1923.....	7.790.370

Les sommes empruntées sont donc en augmentation constante, surtout quand on considère qu'elles se montent déjà à 6.973.710 fr. pour les sept premiers mois de 1924.

Pour l'ensemble du département, on trouve les chiffres suivants :

Années	Nombre d'obligations	Montant des obligations
1921	2.924	18.510.775
1922	3.534	22.715.600

Tous ces chiffres sont en réalité inférieurs à ceux d'avant-guerre, car il faut remarquer que le franc n'a plus, aujourd'hui, qu'un tiers de sa valeur de 1914.

Par contre, le changement survenu dans les habitudes des cultivateurs fait qu'on peut très difficilement évaluer la dette qui grève le sol. Pour trouver aujourd'hui de l'argent, on s'adresse moins aux notaires qu'avant la guerre. On préfère, il est vrai, souvent emprunter au Crédit agricole, mais fréquemment aussi on contracte des dettes chirographaires, consistant en prêts par acte sous seing privé. Elles sont consenties, moyennant souvent un faible intérêt, par des parents et des amis, désireux de placer leurs économies sans publicité. Le débiteur y a tout avantage, puisque, avec un intérêt moindre, il évite aussi les frais d'un acte notarié. Ce genre de prêt, assez rare avant la guerre, s'est multiplié par suite de l'abondance de l'argent.

IV

L'accession des cultivateurs à la propriété

Les avantages de cette accession à la propriété sont considérables. Au point de vue moral, ils sont évidents. Dans ce département, où règnent avec une si pénible violence les luttes politiques et religieuses, on a vu certains propriétaires jeter à la porte d'excellents fermiers, simplement « parce que leurs idées étaient dissemblables ». Une dure contrainte morale pèse donc sur le fermier dans certains cas.

Au point de vue matériel, une première constatation s'impose, d'abord, que la grande propriété ne donne dans le Finistère aucun des avantages de la grande culture, puisque, quelle que soit son étendue, elle est distribuée entre un certain nombre de fermes, qui peuvent être de petite ou de moyenne étendue. On remarque

d'autre part — et l'exemple est encore plus frappant dans le Morbihan — que ce sont les pays de grande propriété où l'agriculture est la plus routinière, les maisons les plus misérables, les procédés cultureux les plus arriérés. Le canton de *Briec*, où la terre appartenait jadis presque entièrement à de gros propriétaires, était couvert de landes incultes. Divisé aujourd'hui en moyennes propriétés, il a fait d'énormes progrès. Nous pourrions citer de multiples exemples, notamment, celui de *Plogastel* où les communes de grande propriété sont très mal cultivées, tandis que les régions où la terre est morcelée sont, surtout près de la mer, de vrais jardins.

La moyenne propriété, celle qui permet à une famille de vivre et d'économiser, est la plus désirable.

La petite propriété a cependant aussi ses avantages.

L'amélioration des façons culturales et l'utilisation rationnelle du sol peuvent intensifier son rendement. De plus, s'il est certain que le propriétaire d'une très faible étendue de terrain devra s'épuiser et fatiguer le sol pour assurer sa subsistance, il y trouvera, par contre, un appoint intéressant, s'il se livre par ailleurs à un autre travail, s'il est journalier ou marin.

Et puis, en s'unissant par la coopération, les petits propriétaires pourront acheter des machines, des engrais. Plusieurs petites exploitations réunies se trouveront ainsi dans la même situation qu'une moyenne ou qu'une grande.

Il faut que le mouvement d'accession des paysans à la propriété commencé dès avant la guerre, amplifié par celle-ci, continue. Il faut que les agriculteurs aient à eux le sol qu'ils cultivent. Il faut que le travail soit la semence de la propriété.

Comment les cultivateurs y arriveront-ils? Nullement par dépossession brusque des propriétaires actuels. Ce serait une injustice, car le capital que représentent beaucoup d'exploitations n'est rien autre que le travail de générations successives cristallisé. C'est par une évolution lente qu'on parviendra au résultat cherché.

Le cultivateur, qui vend aujourd'hui jusqu'à 0 fr. 50 la tête le chou qu'il vendait 0 fr. 10 avant la guerre, peut « mettre de l'argent de côté ».

Cet argent économisé lui permettra peu à peu d'acquérir la majeure partie des propriétés des non exploitants, pour qui la terre ne constitue plus qu'un mauvais placement.

Ainsi également, les dettes hypothécaires seront vite éteintes.

Un seul danger est à craindre, la baisse brusque des denrées agricoles. Elle ruinerait beaucoup de cultivateurs, nouveaux acquéreurs de terres payées en partie seulement. La valeur de l'exploitation arriverait à ne représenter parfois que le chiffre des dettes et tout le travail opiniâtre des bonnes années serait perdu.

Il ne faut pas que la prédiction d'un gros propriétaire du Sud-Finistère qui vendait ses terres, se réalise :

« Oui, je vends toutes mes terres, disait-il aux acquéreurs, mais dans dix ans, vous serez bien heureux de me les revendre à moitié prix ».

Mais, dira-t-on, si la vie ne baisse pas ? Elle doit baisser, mais lentement, sans à-coup, et puis n'oublions pas que ce sont surtout les intermédiaires et les accapareurs qui ont fait la vie chère !

En tous cas, il est une chose dont tout Français doit être persuadé, c'est que si la baisse du coût de la vie nous ramenait brusquement au taux d'avant-guerre, ce serait la ruine pour nos paysans et la révolution huit jours après, la seule à craindre, la seule invincible, la révolution paysanne !

Rome fut grande et forte tant que l'ossature de ses légions fut formée de ses ruraux. Le jour où elle devint un pays de grande propriété, où elle confia sa défense à des mercenaires, elle mourut.

La France, elle, ne doit pas mourir. Elle vivra tant que la classe paysanne aura quelque chose à défendre, et non pas seulement une entité, une idée, mais un sol où elle est née, où elle vit, dont chacun de ceux qui la composent possède une parcelle.

Ou bien alors ce sera l'invasion étrangère, toujours prête à déferler sur notre pays si beau et si riche. Ce sera l'invasion, ou le bolchevisme avec beaucoup d'injustice, beaucoup de sang et beaucoup de misère.

La France vaut mieux que cela ! Elle ne connaîtra pas ces extrémités tant que le paysan possesseur d'une richesse payée de ses efforts sera aussi le gardien de son intégrité payée de son sang.

CHAPITRE IV

L'exploitation rurale

I. — *L'exploitation.*

1^o Importance des exploitations dans le département et tendances vers la concentration et la division.

2^o Le parcellement et le remembrement de la propriété. —
Les moyens de clôture.

II. — *Les modes d'exploitation.*

1^o Le Métayage.

2^o Le Fermage.

3^o Le domaine congéable.

III. — *Le Machinisme agricole.*

Appendice

Lè Marin-Cultivateur

I

L'exploitation

Après l'étude de la propriété, nous allons aborder celle du cadre normal de la vie rurale : l'exploitation. Il est nécessaire d'abord de différencier ces deux mots. L'exploitation est l'ensemble des terres aux mains d'un seul individu, qu'il les détienne à titre de propriétaire, fermier ou métayer, que ces terres forment un bloc compact, ou qu'elles soient composées de parcelles éparses. La propriété rurale au contraire est l'ensemble des terres appartenant à un même individu, qu'il les cultive lui-même ou qu'il les loue.

1. — Dans un département comme le Finistère où les petits et moyens propriétaires cultivateurs sont nombreux, la propriété et l'exploitation se confondent dans certains cas. Il est nécessaire cependant d'étudier spécialement cette dernière dans son étendue et dans ses variations.

Nous classerons ici dans la grande culture les exploitations de plus de 40 hectares ; dans la moyenne celles de 40 à 10 hectares ; dans la petite, celles de 10 à un hectare, et dans la très petite celles de moins de un hectare, bien qu'on ne puisse plus guère parler d'exploitation pour cette étendue.

Le Finistère, comme tous les pays de petite et de moyenne propriété dominante, est évidemment rebelle à la grande culture.

La statistique agricole de 1814 signale déjà qu'à cette époque la grandeur moyenne des exploitations était de neuf hectares seulement.

Pendant tout le XIX^e siècle, leur étendue s'est restreinte au fur et à mesure que le défrichement progressait et qu'une ferme d'étendue moindre pouvait permettre la subsistance de celui qui la cultivait. Par contre, les terres vaines et vagues, au fur et à mesure des partages, sont venues s'incorporer à elles.

D'autre part, l'étendue des exploitations est fonction dans une assez grande mesure des variations de la propriété, des conditions économiques du moment et de la facilité plus ou moins grande qu'éprouve l'exploitant à se procurer de la main-d'œuvre.

Le nombre toujours croissant d'exploitations semble démontrer que le sol s'est divisé de plus en plus. En 1803, on comptait 20.789 fermes dans le Finistère. MOREAU DE JONNES dénombre 46.121 exploitations. Une cinquantaine d'années plus tard, les statistiques décennales de 1882 et 1892 en portent le chiffre (1) respectivement à 70.804 et 74.883. On évalue actuellement leur nombre à 82.000.

Les statistiques de 1882 et 1892 sont les seules qui nous donnent des renseignements précis sur les contenances des exploitations.

(1) L'augmentation est moins considérable en réalité, car dans les chiffres précédents n'étaient probablement pas comprises les très petites exploitations de moins de 1 ha.

	1882	1892
de 0 à 1 ha	23.035	21.349
de 1 à 5 ha	24.765	20.086
de 5 à 10 ha	10.896	14.914
de 10 à 20 ha	5.961	10.149
de 20 à 30 ha	3.019	4.896
de 30 à 40 ha	1.470	1.943
de 40 à 50 ha	783	837
de 50 à 100 ha	689	428
de 100 à 200 ha	145	256
plus de 200 ha	41	25

Les petites exploitations sont donc le plus grand nombre à la fin du XIX^e siècle. Cependant, si nous considérons l'étendue de sol occupé par les différentes catégories, nous constatons que le Finistère est essentiellement un département de moyenne culture.

Les chiffres en 1892 sont les suivants :

Exploitations	Nombre d'exploitations	ha du territoire agricole occupés
de — de 1 ha	21.349	14.981
de 1 à 10 ha	35.000	183.417
de 10 à 40 ha	16.988	348.264
de + de 40 ha	1.446	89.618

Le Finistère est à ce moment le deuxième département français de moyenne culture, venant après la Dordogne. Il tient la tête de la France pour le nombre d'exploitations de dix à vingt hectares. Par contre l'étendue de terre appartenant à la grande culture est une des plus faibles du pays.

Il ne semble pas que la situation se soit grandement modifiée jusqu'à la guerre.

Celle-ci a amené un mouvement considérable, différent de celui qui a affecté la propriété et qu'il est intéressant d'étudier.

Ce mouvement est fort délicat à analyser, parce qu'il est formé de deux courants en sens contraire, l'un tendant vers la concentration, l'autre vers la division de la culture.

Les prix rémunérateurs des denrées ont poussé beaucoup de propriétaires exploitants ou de fermiers principaux à renvoyer les

penn-ty, petits fermiers de un à cinq hectares, satellites de l'exploitation principale, qui lui fournissaient l'aide de leurs bras et souvent une grosse partie du loyer total quand ils étaient sous-locataires ; ce mouvement est doublement pernicieux parce qu'il a diminué la main-d'œuvre en forçant à émigrer beaucoup de braves gens qui auraient désiré rester au pays, et parce que les exploitations trop étendues ont vu leurs terres moins bien cultivées ou converties en pâturages.

D'un autre côté, le grand désir du cultivateur a toujours été de s'arrondir, et les Finistériens n'échappent pas à cette règle ; de telle sorte que, si certaines propriétés morcelées ont servi à former plusieurs exploitations indépendantes l'une de l'autre, leurs fragments, bien souvent aussi, ont simplement accru les fermes voisines.

Certains gros propriétaires nobles ou bourgeois, qui louaient jadis leurs terres en plusieurs fermes, les ont reprises et font aujourd'hui de la grande culture, tentés par les bénéfices élevés de l'agriculture au cours de ces dernières années.

A côté de ces causes de concentration des exploitations, il en existe d'autres qui agissent en sens contraire, vers la division.

Ce sont toutes celles qui ont déterminé le morcellement de la propriété, dont nous avons parlé dans le chapitre précédent et qui influent également sur le morcellement de la culture : les partages en nature d'une succession plus fréquents, les ventes de propriétés par lots, de la part des non-exploitants et des marchands de biens, qui en tiraient un gros avantage en les divisant en lots, dans ce pays où chacun veut de la terre et ne possède pas toujours de ressources suffisantes pour en avoir beaucoup. On remarque, en effet, que par suite de la compétition plus grande, les prix de vente des petites fermes sont toujours relativement beaucoup plus élevés que ceux des grandes.

Nous sommes donc bien en présence de deux mouvements en sens inverse, qui se détruisent dans une certaine mesure. Il semble cependant que si la propriété tend très nettement vers la division, l'exploitation a évolué, dans les années qui ont suivi immédiatement la guerre, vers une légère concentration.

Celle-ci ne sera du reste qu'éphémère. Les prix élevés demandés par la main-d'œuvre feront que le cultivateur voulant retirer un bénéfice sérieux ne pourra garder en faire-valoir direct que ce que lui et sa famille peuvent cultiver.

On signale déjà, dans certaines régions, vers *Plobannalec*, par exemple, que la baisse des prix de certaines denrées a eu automatiquement comme conséquence une redivision des exploitations.

Quelle est la situation actuelle dans le département? La superficie de son territoire agricole est de 634.372 hectares dont 170.054 hectares incultes. Le nombre de ses exploitations étant environ de 82.000, il en résulte une moyenne de 7 hectares 84 par exploitation, dont 5 hectares 65 en terres labourables, prairies, bois, et 2 hectares 19 en incultes.

D'une façon générale, le pourtour maritime du département, l'*Armor* en un mot, appartient à la petite culture, comme il appartient à la petite propriété, tandis que l'intérieur se rattache à la moyenne culture, avec quelques rares grandes exploitations, disséminées un peu partout, mais se rencontrant surtout dans les terres médiocres.

Dans le Trégorrois et le Léon, la plupart des exploitations varient entre cinq et vingt hectares. Très peu ont plus de trente hectares. Le chiffre moyen descend parfois très bas, surtout dans les régions maraîchères. A *Roscoff*, il est de deux à trois hectares. A *Plouescat* de quatre à cinq, à *Plougastel-Daoulas* de trois hectares.

De *Locquirec* (1) à *Plougastel-Daoulas* du reste, toute la côte appartient à la petite culture. Elle englobe à *Cléder* (2) 90 % des exploitations, à *Plouescat* 80 %, à *Lannilis* les deux tiers. Dans certaines communes de l'intérieur, à *Ploudiry* et *Sizun*, notamment, elle est prépondérante.

La moyenne culture, très près d'ailleurs de la petite, domine dans de nombreux cantons.

A *Morlaix*, la moyenne des exploitations est entre huit à quinze hectares; *Saint-Thégonnec*, grand pays d'élevage, a la moitié de ses exploitations et les deux tiers de son territoire consacrés à la moyenne culture. A *Landerneau* et *Landivisiau*, la plupart des fermes varient entre dix et vingt hectares.

La partie la plus éloignée des côtes des cantons maritimes rentre déjà en partie dans son domaine. A *Mespaul* (3) la moyenne est de dix à vingt hectares, à *Plouzévédé* de dix à quinze, à *Plonévez-Lochrist* de cinq à quinze hectares; dans le canton de *Daoulas*, vers *Irvillac* et *L'Hopital-Camfrout*, de dix à trente hectares.

(1) Canton de Lanmeur.

(2) Canton de Plouzévédé.

(3) Canton de *Saint-Pol-de-Léon*.

Dans la zone centrale, la presqu'île de Crozon appartient à la petite culture vers *Crozon*, *Camaret*, *Roscanvel*, *Lanvéoc* et *Lan-devennec*, à la moyenne vers *Argol* et *Telgruc*. C'est celle-ci qui domine dans le canton de *Châteaulin* et dans celui du *Faou*. On compte dans ce dernier canton une vingtaine d'exploitations de grande culture, environ 650 moyennes et 3 à 400 petites exploitations. Les régions pauvres des Monts d'Arrée semblent devoir favoriser la grande culture. Celle-ci pourtant ne se rencontre qu'à l'état d'exception. Dans le canton d'Huelgoat, *Plouyé*, *Locmaria-Berrien* et *Scrignac* ont bien quelques grandes exploitations, mais la moyenne culture y domine. *La Feuillée* et *Huelgoat* sont même des pays de petites exploitations. Dans le canton de *Pleyben*, *Lannédern* a la moitié de ses fermes entre dix et quinze hectares un quart entre quinze et trente et un autre quart entre cinq et dix. *Gouézec* se divise à peu près exactement entre la moyenne et la grande culture. Les cantons de *Carhaix* et *Châteauneuf-du-Faou* sont des pays de moyenne culture dominante. Il n'y a pas plus d'une dizaine de fermes de plus de quarante hectares dans le canton de *Carhaix*, où la petite culture est, par contre, importante.

Le sud du département appartient presque tout entier dans l'intérieur des terres à la moyenne culture. A *Bannalec*, elle comprend 350 fermes contre 25 à la grande et 400 à la petite ; à *Saint-Thurien*, les trois quarts des exploitations, à *Elliant* et à *Riec-sur-Bélon* les deux tiers, à *Quimper*, la majorité. *Briec* a de nombreuses exploitations d'une trentaine d'hectares.

La petite propriété sur les côtes a eu ici également comme conséquence, la petite exploitation.

Ainsi, à *Fouesnant*, la contenance moyenne des fermes de l'intérieur varie entre vingt et vingt-cinq hectares, avec de grosses exploitations à *Pleuven* et *Clohars-Fouesnant*, notamment. Au bord de la mer, à *Bénodet*, la *Forêt-Fouesnant*, *Mousterlin* (1), la moyenne est par contre de six à dix hectares.

Le canton de *Douarnenez* et les communes rurales du canton de *Pont-Croix* appartiennent aussi à la moyenne culture, avec de nombreuses fermes de huit à dix hectares et un îlot de très petite culture aux environs de la ville de *Douarnenez*, vers *Tréboul* et *Ploaré*.

Le *Cap-Sizun* appartient à la petite culture, dans sa partie

(1) Section de la commune de Fouesnant.

méridionale, par suite de la présence de nombreux marins cultivateurs.

En passant au pays bigouden, nous constatons que les moyennes exploitations dominent dans le canton de *Plogastel*, et les petites dans celui de *Pont-l'Abbé*, plus fertile. Toute la côte est, dans cette région, divisée en petites tenues de un à cinq hectares. Les exploitations varient, pour l'intérieur du canton de *Pont-l'Abbé*; entre huit et dix hectares et ne dépassent jamais vingt-cinq. Vers *Gourlizon*, *Plonéis*, *Landudec*, *Plonéour-Lanvern*, on trouve dans les terres médiocres un certain nombre de fermes de plus de quarante hectares, tandis que Plovan, Pouldreuzic et Plozévet sont beaucoup plus morcelés.

Dans toute cette région sud, il existe même à l'intérieur des exploitations variant de un à trois hectares, exploitées par des penn-ty.

En somme, dans le département, la moyenne culture domine incontestablement. Certains économistes préfèrent la grande culture, car celle-ci permet l'emploi d'un outillage perfectionné et un rendement supérieur. La moyenne exploitation est cependant le type qui convient le mieux à la généralité du Finistère, car c'est elle qui permet d'assurer la subsistance d'une famille. Le machinisme agricole ne peut se développer en Basse-Bretagne comme dans d'autres régions de la France, et, la main-d'œuvre, qui, pour une grosse exploitation, devrait être plus considérable qu'ailleurs est fort onéreuse. La petite culture, qui épuiserait les terres peu fertiles, est par contre tout indiquée dans les régions maraîchères, où le cultivateur est presque un jardinier. La très petite culture sert également à retenir à la terre ceux qui par ailleurs ont d'autres ressources : journaliers, ouvriers des bourgs et marins.

*
* *

2.— L'un des gros inconvénients des exploitations finistériennes, inhérent du reste à la petite et la moyenne culture, est le parcelllement excessif, c'est-à-dire la dispersion territoriale trop grande des pièces de terre.

Dans les îles, le morcellement atteint des proportions vraiment curieuses. A *Ouessant*, les parcelles ont une moyenne de quatre ares. A l'île de *Sein*, elles n'ont guère plus de quelques mètres carrés.

Les régions de cultures de primeurs sont aussi extraordinairement divisées. A *Plougastel-Daoulas*, un simple sillon de deux mètres de large sur la longueur d'un champ constitue parfois une parcelle et dans les pays maraîchers de *Plouescat* et de *Saint-Pol-de-Léon*, on rencontre fréquemment des parcelles de trois à dix ares.

Si nous considérons l'ensemble du département, nous y constatons un parcellement excessif, d'autant plus remarquable que les incultes sont nombreux.

En 1868, les chiffres moyens parcellaires (1) dans l'arrondissement de Morlaix variaient entre 48 ares pour le canton de Taulé et 33 ares pour le canton de Saint-Pol.

En 1882, le département avait 1.717.529 parcelles d'une contenance moyenne de 37 ares.

Il faut chercher l'origine de ce fractionnement excessif dans le régime successoral institué par le Code civil, cette « machine à hacher le sol ». Les héritiers, toujours méfiants, veulent souvent un lambeau de chaque champ pour être sûrs que leur part ne sera pas inférieure à celle des autres (2). Le partage des terres vaines et vagues y a aussi contribué.

« Naturellement, écrit M. Camille VALLAUX (3), le passage des terres vaines et vagues de la propriété collective à la propriété individuelle a eu pour effet de généraliser en Basse-Bretagne le système parcellaire, en uniformisant à peu près le fractionnement cadastral du sol, dans tout le pays... »

Avec les îles et les régions maraîchères, c'est sur la côte que le parcellement est poussé à l'extrême.

La Montagne paraît n'en souffrir que dans de moindres proportions, mais en réalité les grandes parcelles comprennent surtout les incultes, et, les bonnes terres y sont divisées autant qu'ailleurs.

Les inconvénients de cette situation sont grands. Plus de 20 % du sol est perdu en clôtures et chemins. Les servitudes multiples, les bornages occasionnent des procès fréquents.

De plus, la culture et la main-d'œuvre sont plus onéreux.

« On évalue à 40 %, écrit M. FLOUR DE SAINT-GENIS (4), la

(1) Enquête agricole de 1868.

(2) L'article 832 du Code civil tente cependant de parer à cet émiettement excessif.

(3) *La Basse Bretagne*, p. 106.

(4) FLOUR DE SAINT-GENIS. — *La propriété rurale en France*, Paris 1902, page 223.

moins-value des propriétés disséminées, par comparaison aux domaines compacts, où le laboureur peut se retourner librement ».

On a calculé, d'autre part, que les frais de main-d'œuvre occasionnés par six parcelles de seize ares étaient le double de ceux d'un hectare d'un seul bloc. Enfin, le parcellement excessif est un obstacle à l'emploi des machines agricoles perfectionnées dans l'exploitation de nombreuses propriétés finistériennes.

Un seul remède existe. C'est le remembrement de la propriété et des exploitations dans son sein.

Mais ce remède est bien imparfait encore, car ses résultats sont éphémères et les anciens errements reprennent vite le dessus.

De plus, le cultivateur, dans beaucoup de régions, tient à sa terre, à celle-là même qu'il a acquise ou reçue de ses parents. Dans un échange, sa méfiance naturelle lui fait craindre d'être frustré.

Beaucoup d'agriculteurs désirent cependant ce reclassement du sol dans le Finistère, mais, pour produire tous ses effets, celui-ci devrait s'étendre à tout un village et bien souvent toute une commune ; l'opposition de quelques-uns, à laquelle le respect de la propriété interdira de passer outre, fera presque toujours échouer la réforme.

La question du remembrement est, comme on le voit, particulièrement délicate. L'État ne pouvait faire qu'une chose : diminuer les droits sur les échanges. Il y a cent ans, en 1824, une loi consacrait le principe. De nombreuses lois intervinrent depuis, entre autres celles de 1884, qui abaissait le droit proportionnel pour les échanges libres de parcelles à 0 fr. 20 %, jusqu'à la plus récente, celle du 27 novembre 1918. Aucune ne semble avoir eu d'effet appréciable.

On signale cependant une tendance vers l'échange dans le Cap-Sizun, un village entier remembré au *Juch*, et quelques rectifications légères de forme de parcelles par échanges un peu partout. Il est probable que l'introduction du machinisme poussera de plus en plus les cultivateurs dans cette voie.

C'est cette cause, en tous cas, qui a amené un changement notable dans la clôture des champs. Les fossés et les talus, si caractéristiques dans le paysage breton, sont en voie de disparition.

Leur utilité était indiscutable jadis, au temps où régnaient les habitudes anciennes de commune pâture. Les troupeaux erraient partout en liberté, et le premier acte de tout nouveau propriétaire

d'un terrain déclos était d'élever une barrière qu'ils ne puissent franchir.

Ces moyens de clôture sont de plusieurs sortes. Tantôt c'est une simple levée de terre, tantôt une véritable muraille de pierre pouvant avoir 2 et 3 m. 50 avec de la terre sur le dessus et sur les côtés. Vers la côte où le terrain plus fertile doit être ménagé, dominant les *talus* muretins de pierre sèche sans douves, faits avec des matériaux que le champ, lors du défrichement, livre avec une abondance souvent exagérée.

Ces fossés ont leur place dans l'économie rurale bretonne, car ils sont plantés d'ajoncs et souvent d'arbres.

Les causes qui avaient nécessité l'érection de ces clôtures n'existent plus aujourd'hui. Aussi depuis la guerre les talus commencent à disparaître, surtout dans les régions de moyenne culture.

D'un côté, les fossés donnent de l'ombre aux champs, et l'on peut remarquer facilement que, près d'eux, la récolte est moins belle. On a prétendu qu'ils la protégeaient du vent, mais ils causent. D'autre part, des tourbillons qui occasionnent la verse des céréales.

Et puis, la grosse raison de ce déclin est l'introduction des machines. Pour leur bon emploi, il faut des parcelles ayant au moins deux hectares. Beaucoup de cultivateurs ont réuni dix à quinze parcelles pour en former une seule. Ce mouvement qu'on peut regretter seulement au point de vue pittoresque est excellent, mais il n'en est encore qu'à ses débuts. Il se heurte à des habitudes enracinées depuis des siècles et à l'extrême division du sol entre des propriétaires différents.

II

Les modes d'exploitation.

Examinons maintenant par quels modes sont mises en valeur les exploitations dont nous avons parlé.

Nous avons déjà montré le rapport existant entre les exploitations directes et indirectes. Occupons-nous de ces dernières. Elles se classent dans trois catégories, d'importance très inégale. Le *métayage* dont on ne cite que de très rares exemples ; le *fermage*, qui groupe la presque totalité des exploitations, et enfin une survivance du passé, particulière à la Basse-Bretagne et en voie de disparition : le *domaine congéable*.

* * *

1. — Le contrat de *métayage*, très usité en pays gallo ou français, est à peu près inconnu en pays bretonnant. Déjà, en 1869, M. BRIOT DE LA MALLERIE (1) disait qu'il n'en existait pas dix dans le Finistère.

Des propriétaires, qui ont essayé de l'introduire dans leurs fermes pour en tirer un plus gros revenu, se sont heurtés à une très grande résistance de la part de l'exploitant.

A notre connaissance, les seules tentatives que le succès a couronnées ont porté sur des créations d'exploitations nouvelles par le défrichement d'incultes qui, grâce à l'apport de fonds du propriétaire, ont pu être mises en valeur.

Cette répugnance de l'habitant des campagnes pour le métayage tient sans doute à l'influence des coutumes et des habitudes ancestrales, qui ont dominé des populations inféodées pendant des siècles au régime du domaine congéable.

Le domanier n'est pas autre chose qu'un propriétaire de droits édificiers et un fermier du fonds.

Une ambiance générale existait dans laquelle vivaient, évoluaient et se succédaient des fermiers à prix d'argent et des domaniers, payant aussi une redevance annuelle, nommée *rente convenancière* et qui n'est autre chose que le fermage du fonds.

La culture à moitié fruits apparaissait aux yeux des populations comme une nouveauté dangereuse, contraire à des mœurs séculaires, en opposition avec leur indépendance traditionnelle hostile à tout contrôle, et qui leur apparaissait, en outre, comme susceptible de léser gravement leurs intérêts.

* * *

2. — La ferme à bail, elle, représente plus de 95% de l'exploitation indirecte. Les baux avant la guerre étaient presque toujours conclus pour neuf ans et au-dessus, par multiples de trois, à cause du cycle de l'assolement triennal, qui est le plus répandu. Les baux de douze et dix-huit ans étaient même assez usités.

Depuis la guerre, une pratique néfaste s'est introduite par suite des variations fréquentes du rapport de la terre : une clause du

(1) Cité par M. DE LA TOURDONNET. — *Rapport sur la situation de métayage en France (1879-1880)*.

bail stipule que celui-ci sera résiliable tous les trois ans. On voit de suite les conséquences funestes qui peuvent en découler.

Le fermier, sur qui pèse la peur du congédiement, est tenu dans une véritable contrainte morale et ne peut manifester d'indépendance dans aucun domaine.

Sachant qu'il est exposé à quitter la ferme dans un délai très court, il néglige celle-ci, engraisse mal les terres ; les rendements diminuent, et, finalement, le propriétaire souffre autant que lui de la situation.

Cette pratique nous a été signalée comme particulièrement usitée dans la région de *Fouesnant*, *Rosporden*, *Pont-Aven*, *Pont-l'Abbé*, *Crozon*. Dans l'ensemble du département, elle gagne malheureusement chaque jour du terrain.

On aurait intérêt à conclure les baux pour une durée de dix-huit et même vingt-sept ans. Le fermier améliorerait sa terre et créerait des prairies, s'il était sûr de récupérer ses frais et son travail par une jouissance prolongée.

Les variations de la valeur de la terre semblent l'interdire.

Les propriétaires qui avaient conclu de longs baux à la veille de la guerre ont été frustrés d'un revenu légitime. D'autre part, une crise agricole peut éclater demain, qui rendra ruineux pour les fermiers les prix relativement élevés stipulés dans les baux de la période de prospérité agricole que nous traversons.

Dans certaines régions de la France, on a cherché à obvier à ces inconvénients par l'adoption de « l'échelle mobile des fermages » (1).

Le fermage ici n'est pas représenté par une somme fixe, mais par la valeur d'une certaine quantité d'un ou plusieurs produits, pris comme base.

Un exemple simple nous montrera mieux le mécanisme de l'idée.

Une ferme en 1914 était louée 1.250 francs. Cette somme représentait cinquante quintaux de blé à vingt-cinq francs. Le fermage sera fixé actuellement à cinquante quintaux de blé ou à la somme moyenne qu'ils représentent.

En pratique, on prend souvent plusieurs produits comme base : froment, avoine, blé noir, pomme de terre, beurre, viande sur

(1) Voir l'article de MM. J. et H. HITIER. — *Les baux à ferme, l'échelle mobile des fermages*. — *L'Expansion économique*, avril 1923.

pied, selon l'orientation de la ferme vers certaines cultures ou vers l'élevage.

Il doit être évidemment tenu compte ici dans une proportion à débattre de l'accroissement des frais d'exploitation, du coût plus élevé de la main-d'œuvre, des machines et des engrais.

Malgré les critiques que l'on peut adresser à l'échelle mobile des fermages, on doit lui reconnaître de sérieux avantages : les longs baux deviennent faciles à conclure, car ils ne peuvent léser ni les intérêts du propriétaire, ni ceux de l'exploitant. La stabilité est assurée au fermier dans les exploitations, et le rapport entre le loyer de la terre et sa valeur marchande devient plus juste.

Il est probable cependant que cette innovation ne s'implantera pas de sitôt dans le Finistère, où l'inconnu effraye toujours un peu. On doit cependant constater que ce mode de fixation du taux des fermages s'est introduit déjà dans l'Ouest, en Ille-et-Vilaine et en Vendée notamment, et que les intéressés s'en déclarent très satisfaits.

Une autre clause néfaste est introduite parfois dans les baux, dans la région de Pont-l'Abbé notamment : c'est celle qui prévoit qu'en cas de vente de la ferme par le propriétaire, le bail sera résilié. L'exploitant vit dans un état d'insécurité absolue, et les inconvénients énoncés plus haut se reproduisent ici.

Toutes les questions qui se rattachent au fermage doivent être étudiées avec un soin particulier. L'agriculture fait de très grands progrès dans le Finistère, mais il ne faut pas que ces progrès soient restreints aux seules exploitations directement cultivées par leurs propriétaires.

La classe si nombreuse des fermiers doit pouvoir travailler dans des conditions telles qu'elle puisse retirer un bénéfice sérieux de ses efforts.

L'attribution d'une indemnité de plus-value à l'exploitant quittant la ferme qu'il a améliorée, serait de nature à l'encourager.

Cette question est très délicate. L'indemnité ne doit évidemment porter que sur les améliorations agricoles entreprises par le fermier et non représenter la rente du sol, c'est-à-dire la plus-value découlant de la situation économique ou, comme actuellement, de la dépréciation de la monnaie.

D'autre part, il est bien évident que le propriétaire devra avoir consenti au moins tacitement à ces améliorations.

Certes, de grandes difficultés pratiques seraient à surmonter

pour déterminer la part revenant au fermier dans l'accroissement de valeur d'une propriété.

Cependant, cette réforme est hautement désirable. Elle profitera au fermier, en lui donnant la sécurité du lendemain et en lui permettant de jouir légitimement du fruit de son labeur en cas de renvoi ou de départ. Elle profitera au propriétaire, dont la ferme sera franchement améliorée, tandis que trop souvent le résultat inverse est atteint dans une lutte sournoise entreprise par le fermier qui, incertain du lendemain, n'hésite pas à épuiser la terre, en sacrifiant la récolte future au profit de celle d'aujourd'hui.

Cette réforme sera aussi un hommage rendu à l'équité, qui défend de s'enrichir injustement aux dépens d'autrui. Une telle innovation législative profitera enfin à l'ensemble du département du Finistère, où il reste encore tant de terres incultes à défricher, tant de marais à dessécher, tant de sols médiocres à améliorer par des labours profonds et des avances consenties à la terre sous forme d'engrais et d'amendements.

*
* *

3. — Ce dernier mode d'exploitation est LE DOMAINE CONGÉABLE. Particulier à la Basse-Bretagne et en voie de disparition, il mérite une étude particulière et plus approfondie.

M. Grivart, sénateur, l'a défini ainsi : Le domaine congéable est un mode de tenure, d'une origine fort ancienne, traditionnel dans une partie de l'ancienne province de Bretagne, mais dont l'usage est singulièrement localisé, car il se limite au département du Finistère et à une portion seulement des deux départements des Côtes-du-Nord et du Morbihan. C'est un contrat qui participe de la vente et du louage. Au moment où il se forme, le bailleur qui prend le nom de foncier, concède, moyennant une redevance annuelle au preneur appelé colon ou domanier, la jouissance du domaine ; mais en même temps il lui transmet la propriété de la superficie, laquelle embrasse en même temps que les constructions, les talus, les arbres non forestiers, les engrais et les emblancements existant en terre, et d'une manière générale tous les travaux et améliorations entrepris pour la mise en valeur du sol.

Dans l'usage, l'acconvenancement est accompagné d'une

baillée qui assure au colon une période fixe de jouissance, ordinairement portée à neuf ans.

A l'expiration de la baillée, si le foncier ne se ressaisit pas de la superficie qu'il avait aliénée, en remboursant la valeur estimative, la jouissance du colon se continue tantôt en vertu d'une baillée de renouvellement qui le garantit contre le congément pour une nouvelle période, tantôt par le seul effet de la tacite reconduction.

Il est bon d'ajouter que le droit du domanier persiste tant qu'il n'a pas été remboursé de ses améliorations.

Origine du domaine congéable.

Selon M. Derôme, ancien magistrat, le bail à domaine congéable aurait son origine dans le droit romain et viendrait de l'emphytéose, mais cette opinion est peu plausible. Le domaine congéable se sépare de l'emphytéose par des différences trop marquées pour qu'on puisse le confondre avec les *latifundia* du Romain.

C'est ainsi que le colon ou domanier est propriétaire des édifices et superficies, tandis que l'emphytéote ne l'est pas, que le colon peut hypothéquer ses droits superficiaires tandis que cette faculté est refusée à l'emphytéote, et qu'enfin le colon, à la différence de l'emphytéote, a droit au remboursement de ses améliorations.

Suivant l'opinion la plus accréditée, l'origine du bail à domaine congéable se rattache à l'époque des émigrations des Bretons insulaires dans l'Armorique ou petite Bretagne, du III^e au VI^e siècle, lorsque, chassés par les Saxons de la Grande-Bretagne, ils vinrent, au nombre d'environ 400.000, chercher un refuge chez leurs frères de race : « Venerunt ad suos convices ad Armo-ricam ». (Galfridus, liv. V chap. 10).

On suppose que les propriétaires du sol, ne voulant pas aliéner une partie de leurs terres au profit de ces nouveaux venus qui n'offraient aucune garantie, et, ces derniers ne voulant pas non plus se plier au servage, on accepta de part et d'autre un contrat qui, sans déposséder les uns et en leur assurant même des avantages, laissait aux autres avec leur liberté, la juste récompense de leurs travaux et la certitude de rentrer dans leurs déboursés.

Quoi qu'il en soit, le régime du domaine congéable rappelle les clans du Pays de Galles et de l'Écosse, le chef ayant le fond

de la propriété, les membres du C'lann ou hann qu'on nomme Gwass (1) n'en possédant que la superficie (2).

Législation et fonctionnement du domaine congéable.

Le domaine congéable est réglementé par une loi du 6 août 1791. Cette loi n'a fait que reproduire les anciens usages, sauf la faculté accordée au domanier de provoquer le congément quand il exploite lui-même la tenure.

Mais cette disposition de la loi de 1791 est éludée par une disposition devenue de style dans toutes les baillées et par laquelle le domanier renonce à perpétuité au droit de provoquer le congément.

Le 27 août 1792, l'Assemblée législative décrétait l'abolition de la tenure convenancière ou à domaine congéable et dessaisissait, sans indemnité, les fonciers de leur propriété du sol pour la transférer aux colons. Ceux-ci, toutefois, restaient grevés du service de la rente, mais avec faculté d'en opérer le remboursement.

Un peu plus tard, un décret de la Convention vint aggraver la situation en décidant que toute redevance ou rente entachée originairement de la plus légère marque de féodalité, était supprimée sans indemnité.

C'était la dépossession des fonciers sans indemnité.

A la vérité le bail à domaine congéable n'avait eu à l'origine aucun caractère féodal, mais, dit M. E. CHÉNON (3), l'influence de la féodalité s'était fait sentir en Bretagne comme ailleurs et la tenue convenancière en avait ressenti les atteintes. On avait fini par la considérer comme terre noble vis à vis des bailleurs ; et les bailleurs transformés en véritables seigneurs avaient comme tels imposé aux domaniers des corvées, des banalités, même des profits de vente...

Une loi du 9 Brumaire, an VI, abolit l'œuvre du Législateur de 1792 et rétablit le décret rendu par l'Assemblée constituante le 6 août. Cette loi est la dernière mesure législative jusqu'à la loi du 8 février 1897.

(1) Au pluriel Gwaset et Gwisiou. Ce mot signifie homme, garçon, vir famulus.

(2) Extrait du n° 10 de la *Revue Française*.

(3) *Les démembrements de la Propriété foncière en France*. Librairie du Recueil, Sirey, 1923, p. 82.

La loi de 1791 accordait au colon le droit d'abandonner ses édifices et superficies pour se libérer des arrérages de la rente convenancièrè.

Aux termes de l'article 2 de la loi du 8 février 1897. « le domanier qui fait exponse reçoit du foncier une indemnité égale à la plus-value procurée à l'immeuble par l'existence de ses édifices et superficies ».

On a depuis reproché à cette innovation législative de n'être qu'une apparence, une fiction, un trompe-l'œil, car elle accorde au propriétaire foncier le droit de paralyser les effets de l'exponse payante en faisant ajourner cette demande d'exponse par la concession, pour six ans au moins, d'une baillée dont la redevance et la commission sont fixées par voie d'expertise.

En 1913, M. LE ROUZIC, député du Morbihan, déposa une proposition de loi dans le but de permettre au colon ou domanier de rompre son contrat, de sortir de l'indivision qui résulte de la superposition des propriétés instituées par le domaine congéable et de rétablir, par la réciprocité des droits, l'égalité de situation entre les deux contractants, le foncier et le domanier.

La Chambre des Députés adopta cette proposition qui dans son article premier consacre le droit du propriétaire foncier, à l'expiration de chaque contrat ou de chaque période d'assolement, de congédier le domanier, moyennant le remboursement des édifices et superficies d'après leur valeur au jour de la sortie. Réciproquement, le domanier aura le droit, dans les mêmes conditions, de se rendre propriétaire des droits fonciers.

L'art. 2 dispose ainsi : Quand l'une des parties aura fait connaître sa volonté, conformément à l'article premier, l'autre aura le droit de requérir la mise aux enchères de l'intégralité de la propriété, fonds et superficies. Celui qui portera la dernière enchère demeurera propriétaire du tout.

« Les tiers ne sont pas admis aux enchères ».

Le Sénat n'a pas encore examiné le texte voté par la Chambre des Députés.

Au surplus, le signal annonçant le besoin et l'urgence de la réforme était parti du département du Morbihan où les domaniers étaient brimés par les grands propriétaires fonciers dont l'indifférence ou la dureté maintient dans sa teneur ancienne la lettre rigoureuse d'une législation de fer.

Le déclin du domaine congéable.

Examinons maintenant la place que tient encore le domaine congéable dans l'ensemble des exploitations agricoles du département du Finistère.

Il est d'évidence que ce régime d'exploitation a sans cesse perdu du terrain depuis la fin de l'ancien régime où il était presque universel dans le département du Finistère.

Au début du XVIII^e siècle, les deux tiers des fermes étaient soumises au domaine congéable. Vers 1870, elles ne représentaient plus qu'un tiers des cultures.

Avant la guerre de 1914, leur nombre avait considérablement diminué. Les seules régions où ces domaines subsistent en nombre encore appréciable à l'heure actuelle sont la Cournouaille occidentale et une partie du Trégorrois Finistérien. Le Léon en est complètement dépourvu ainsi que toute la zone centrale jusqu'à *Châteaulin* et *le Faou*.

Dans le pays de Quimperlé, on signale tout au plus une vingtaine de ces tenures disséminées dans les cantons de *Scaër*, *Pont-Aven* et *Bannalec*.

Les cantons de Quimperlé et Arzano n'en contiennent plus et on peut augurer que ce régime aura pris fin dans quelques années.

A *Plouigneau* où, d'après M. Camille VALLAUX (1), le domaine congéable comprenait vers 1905 le dixième des exploitations, il n'en compte plus que deux centièmes environ.

Dans le canton de *Lanmeur*, le congément ou la consolidation a chaque année raison de quatre ou cinq de ces propriétés. Le canton de *Morlaix* en comprend une vingtaine au plus et celui de *Saint-Thégonnec* n'en a plus une seule.

Dans la Cournouaille occidentale, les cantons du *Faou*, de *Châteaulin* et *Quimper* et de *Concarneau*, sont traversés par la limite de la zone des domaines congéables et ceux-ci se font de plus en plus rares, quand il en existe encore.

A *Douarnenez*, où ils occupaient, d'après M. Camille VALLAUX (2), 10 % des exploitations avant la guerre de 1914, il n'en subsiste plus que 2 %.

(1) *La Basse-Bretagne*, p. 119.

(2) *Id.*

Les grosses communes de Plogonnec et Poullan n'en comptent plus que quatre à elles deux.

Dans le canton de *Fouesnant*, le titre convenancier n'est plus guère usité que dans la proportion de 3 % des exploitations afferchées.

Chaque année, quelques domaines congéables disparaissent.

Dans le canton de *Pont-Croix*, même élimination.

La commune de *Plogoff* n'en compte plus un seul depuis 50 ans. Si, dans la région de *Plouhinec* et *Mahalon* ils sont encore usités dans le dixième des exploitations afferchées, par contre, à *Primelin*, au lieu de la proportion de 20 % qu'on observait il y a vingt ans, cette proportion est tombée depuis à 3 %. Il en est de même à *Esquibien*.

Les cantons bigoudens de Pont-l'Abbé et Plogastel-Saint-Germain conservent à ce mode de propriété une certaine fidélité. La proportion varie, selon les communes, entre un dixième et un cinquième des exploitations afferchées.

Chaque année, lentement, au fil des jours, la chute de l'institution s'accomplit.

Les inconvénients et les avantages du domaine congéable.

Si l'on envisage les origines de son établissement en Bretagne, on peut conclure avec MALESHERBES que ce genre de tenure fut, au temps des migrations de la grande vers la petite Bretagne, le moyen le plus sage et le plus sûr d'arriver à défricher les terres incultes de cette partie de la *France*.

A la fin du second Empire, lors de l'enquête agricole de 1868 (rapport Tourdennet), M. BRIOT DE LA MALLERIE qui avait l'habitude du domaine congéable, s'exprime ainsi : « Je considère le domaine congéable comme le meilleur mode d'exploitation des terres, attendu que le domanier, étant propriétaire des bâtiments et des fruitiers de toute espèce, a tout intérêt à faire les améliorations qui lui sont largement remboursées à dire d'experts, à l'expiration de son bail, si le propriétaire le congédie. Ce mode d'amélioration est également avantageux au propriétaire qui n'a à s'occuper ni des impôts, ni des réparations et qui a hypothèque sur les bâtiments pour le paiement de sa rente.

« Cependant le domaine congéable tend à diminuer pour deux causes : 1^o le propriétaire du sol, qui profite des améliorations

effectuées par le colon, le rembourse de ses avances et s'empresse de livrer sa ferme à prix d'argent à un taux supérieur ; 2^o le colon a souvent fait tant d'améliorations que le propriétaire, hors d'état de rembourser le prix des bâtiments, se voit obligé de vendre son domaine au colon lui-même ; presque toutes les fortunes de nos paysans viennent de là. »

Si les abus féodaux ont anciennement amené la première réforme du domaine congéable (loi du 6 août 1791), il est évident que le foncier tient dans une dépendance trop étroite son fermier qui vit sous une constante menace d'expropriation et n'est jamais assuré de pouvoir jouir en paix du fruit de son travail.

Une interprétation trop rigoureuse des principes du domaine congéable constitue encore un obstacle insurmontable aux aspirations de la vie et de l'hygiène moderne et au progrès de l'agriculture.

Si le colon a le droit de faire sur la tenure des améliorations qui ont pour objet de la fertiliser, de l'entretenir ou de la rétablir dans son ancien état, s'il peut faire des vergers et des semis, planter des arbres fruitiers, faire des jardins et des prairies, engraisser les terres (Aulanier, n^o 350), il n'est autorisé à faire aucune innovation qui aurait pour résultat de grever la tenure.

Il ne peut reconstruire que dans les limites et selon les fondements anciens les édifices destinés aux hommes et aux animaux.

Il ne peut faire ni murs, ni talus où il n'y en avait pas ; il ne peut pousser trop avant les plantations fruitières, les défrichements et les dessèchements, dans la crainte de n'en être pas remboursé ou de ne l'être qu'à un taux inférieur aux avances faites par lui.

Le propriétaire, de son côté, s'il est humain, libéral et ouvert aux idées modernes, est ballotté entre le désir d'autoriser le domanier à agrandir ses édifices en les adaptant aux lois de l'hygiène et aux avantages du progrès agricole, et la crainte, en cas de congément, d'être astreint à un remboursement onéreux, hors de proportion avec ses ressources.

Les griefs qu'on fait valoir contre l'institution peuvent encore se résumer ainsi :

1^o Le domanier acquitte toutes les contributions foncières ;

2^o Il n'a pas la jouissance des arbres fonciers qui font cependant partie des superficies ;

3^o La défense de bâtir de nouveaux édifices ou d'agrandir les anciens le condamne à une vie anti-hygiénique et est un obstacle aux améliorations agricoles par l'insuffisance des logements destinés à recevoir le cheptel nouveau et le matériel agricole moderne et à engranger de nouvelles récoltes ;

4^o La stipulation d'une commission, lors du renouvellement du bail, ce qui équivaut à une véritable dîme prélevée sur le colon.

Enfin, les ventes, échanges et remembrements des terres deviennent presque impossibles à raison de la difficulté que l'on éprouve de réaliser l'intérêt de deux propriétaires fonciers et de deux propriétaires domaniers.

Ces inégalités et ces désagréments sont aujourd'hui évités ou palliés dans la pratique. Un esprit nouveau préside le plus souvent à l'évolution de cette institution à son déclin. Il est bien rare que le propriétaire n'autorise pas les novalites et agrandissements que conseillent les lois de l'hygiène et les sages améliorations que commande le souci de l'intérêt bien entendu.

A noter deux particularités intéressantes.

D'une part, le fermier qui, avec son argent, n'aurait pu se procurer avant la guerre qu'une petite propriété, devenait, par le jeu du domaine congéable, propriétaire dans une grande propriété.

A cette époque, les droits réparatoires représentaient en valeur un tiers de la tenure, et, au lieu de cultiver pour son compte 5 hectares, il en cultivait en réalité quinze.

D'autre part, le domanier occupait dans l'échelle sociale et politique du monde rural une place qui était interdite au fermier.

Dans un grand nombre de communes, les domaniers figuraient sur les listes des candidats aux élections municipales, ce qui était, en fait, interdit aux fermiers.

Des mœurs nouvelles ont justement aboli ces préjugés vétustes.

Le domaine congéable, qui ne subsiste que par des vestiges et qui est condamné à une mort prochaine, ne peut se justifier désormais qu'avec une législation plus juste qui en abrite les derniers lambeaux ou par une entente équitable entre foncier et domanier disposés, l'un et l'autre, à payer un juste tribut aux nécessités de l'hygiène et du confort de l'habitation et à la loi inéluctable du progrès rural.

III

Le machinisme agricole

Le machinisme agricole s'est introduit lentement dans le Finistère. Les instruments les plus primitifs, inchangés depuis des siècles, étaient encore d'usage courant au milieu du siècle dernier.

En 1840, écrit M. BAUDRILLART (1), « on en était presque partout à la charrue au soc disposé en cône se terminant par une pointe aiguë, qui perçait le sol, au lieu de le couper : le versoir fait d'une planche posée sur la hauteur, sans inclinaison comme sans écart suffisant, ne pouvait ni renverser la terre ni la ranger convenablement. »

La charrue DOMBASLE fit avec peine son entrée en scène ; d'après du CHATELLIER, en 1863, les pays l'acceptaient difficilement, de même qu'ils préféraient encore le fléau à la machine à battre.

Ce n'est que dans les années qui précédèrent la grande guerre de 1914 que le machinisme commença à prendre une certaine extension.

Les habitudes routinières des cultivateurs s'opposaient à son introduction. M. BAUDRILLART raconte que le premier instrument de fer introduit dans les environs de Pont-l'Abbé s'étant rompu, ce fut une joie dans la contrée. Les paysans étaient hostiles aux machines agricoles, comme ailleurs les ouvriers aux machines industrielles.

Mais il ne faut pas accuser la routine seulement. Le pays se prête peu au machinisme. Son terrain très parcellé et coupé de fossés, est, de plus, rocailleux et accidenté. Les prairies plantées de pommiers interdisent un emploi utile des machines, auxquelles, d'autre part, les mauvais chemins de Basse-Bretagne sont néfastes.

On découvre d'autres motifs dans le nombre considérable de petites propriétés qui se trouvent dans le Finistère. Quand une exploitation est inférieure à une dizaine d'hectares, le prix de revient est trop élevé pour qu'on puisse trouver l'intérêt du capital engagé. Un remède existe du reste, c'est la coopération, mais elle n'est pas encore entrée suffisamment dans les mœurs.

(1) BAUDRILLART. — *Op. cit.*, p. 491.

De plus, la misère profonde qui sévissait jadis interdisait aux cultivateurs l'achat de machines, toujours coûteuses.

M. VALLAUX remarque par ailleurs très justement (1) que le bon marché du travail humain et l'abondance du travail animal sont, plus que l'esprit de routine, une des causes de la résistance au machinisme.

La guerre a modifié profondément la situation. Presque tous ceux qui le peuvent se procurent des machines, et, si l'idée de concentration de l'exploitation est aussi ancrée dans le cerveau des cultivateurs c'est, en partie, parce qu'ils désirent mettre en valeur une étendue suffisante pour comporter l'emploi d'instruments modernes.

Les raisons de ce changement sont multiples. La jeune génération a un esprit très ouvert au progrès. Pendant la guerre, ce fut une révélation. Dans les régions traversées ou visitées, les agriculteurs soldats constatèrent la présence d'instruments inconnus, dont ils apprirent l'utilité et constatèrent les résultats.

D'autre part, si le terrain se prête toujours assez mal à la culture par machines, le parcelllement commence néanmoins à diminuer, preuve nouvelle de la faveur dans laquelle est le machinisme.

Mais la grande raison est qu'on ne peut plus dire aujourd'hui, comme à l'époque où M. VALLAUX écrivait la phrase citée plus haut, que le travail humain est bon marché. Il est difficile à trouver et beaucoup plus cher. Le paysan breton a dû le remplacer par la machine et n'était son prix élevé et l'exiguïté de certaines propriétés, elle serait devenue le mode normal de culture.

Le travail à la houe a disparu, sauf dans la très petite culture. Le nombre des charrues a été en constante augmentation pendant tout le XIX^e siècle. On en comptait 20.788 en 1803 et 460 seulement traînées par des chevaux. En 1892, il y en avait 61.876.

La charrue Brabant et la herse canadienne remplacent partout les instruments les plus primitifs ; le pulvériseur, qui fait gagner du temps, commence à s'introduire timidement.

Toutes les exploitations un peu importantes utilisent des semoirs mécaniques. En 1882, il n'y en avait que 1.265 dans le Finistère et déjà 2.888 en 1892.

Les faucheuses, les moissonneuses et les faneuses s'introduisent plus lentement.

(1) *La Basse-Bretagne*, p. 171.

En 1882 on comptait seulement, dans le Finistère, 9 faucheuses, 5 moissonneuses et 31 rateaux à cheval.

Pour couper et lier le blé, une moissonneuse-lieuse fait le travail de 15 à 18 hommes, mais elle n'est pratique que dans les grosses exploitations, où du reste ces machines commencent à être utilisées d'une façon générale.

Les arracheuses de pommes de terre sont assez répandues dans la région de Pont-l'Abbé et de Douarnenez et surtout vers Bannalec et Quimperlé.

Les tracteurs agricoles sont beaucoup plus rares. Ils exigent d'importantes exploitations et de grandes parcelles. On en signale quelques-uns à Fouesnant, à Pleyben et à Telgruc. (1)

Le battage au fléau n'est plus guère en usage que pour les récoltes infimes. Vers 1910, il était pourtant encore fort répandu dans les cantons pauvres. Les machines à battre actionnées par des chevaux s'étaient introduites en grand nombre dans le dernier quart du XIX^e siècle. En 1882, on en comptait 10.598, nombre passé à 15.701 en 1892. Actuellement, les machines à battre à moteur sont d'usage courant. Des entrepreneurs parcourent le pays à l'époque de la moisson et les petits et moyens exploitants utilisent en grand nombre leurs services. A *Morlaix*, les deux tiers des battages se font à l'aide d'un moteur. Dans d'autres régions, les cultivateurs préfèrent se servir des instruments et des chevaux qu'ils possèdent déjà.

Le moteur a également pénétré dans le travail intérieur de la ferme.

Jadis, on broyait au mortier l'ajonc dans une auge de pierre et l'on coupait les racines également à la main. L'usage d'instruments perfectionnés a remplacé ces pratiques primitives.

L'écémage naturel, qui se faisait dans des récipients larges et peu profonds, est remplacé presque partout par l'écémage mécanique, effectué par une écrémeuse. L'antique baratte en bois cerclée de fer est en voie de disparition.

Le machinisme a pénétré un peu dans toutes les branches de l'agriculture et de l'élevage depuis la guerre, et ce mouvement s'amplifie.

(1) Il est peu probable que leur usage se répande beaucoup dans le Finistère, pays de petites parcelles et de grand élevage hippique. Deux syndicats de culture mécanique, créés à Lannilis et à Saint-Martin-des-Champs, n'ont duré que quelques mois.

Il reste encore cependant bien des progrès à accomplir.

Au cours d'un voyage dans le Finistère, en 1924, M. FAUCHÈRE, rédacteur en chef du *Petit Journal agricole*, après avoir vanté les progrès accomplis par le département dans le domaine cultural, pouvait écrire les lignes suivantes (1) :

« Ce qui étonne le plus, c'est de constater combien l'outillage agricole est encore peu répandu dans ces régions. J'avoue avoir été surpris de voir arracher les pommes de terre par des hommes agenouillés sur le sol et munis d'une binette minuscule dont le manche n'a pas 40 centimètres de longueur. C'est également avec surprise que j'ai vu dans les champs de l'intérieur huit à dix personnes de tous âges agenouillées pour repiquer des champs de betteraves et de choux fourrages. C'est ainsi que je croyais depuis bien longtemps l'usage de la faucille et du volant abandonné en France ; or, j'ai pu, notamment dans la région de Pont-l'Abbé à Saint-Guérolé, voir de nombreuses équipes de moissonneurs couper le blé à l'aide de volants de forme tout à fait particulière ».

A ce point de vue, de grands progrès doivent être encore accomplis.

Mais le maniement de cet outillage moderne est assez délicat. Il exige des connaissances que, seule, une instruction agricole bien organisée pourrait donner aux cultivateurs.

D'autre part, la petite propriété ne peut guère profiter du mouvement et c'est ici qu'apparaît l'impérieuse nécessité de la coopération.

Un petit exploitant n'a ni l'argent nécessaire pour acheter une machine, ni le terrain pour l'utiliser. Que des associations se forment, ayant pour but l'achat de machines modernes, qui travailleront pour les syndiqués.

Instruction pratique et coopération sont les conditions essentielles du développement du machinisme dans le Finistère.

(1) *Le Petit Journal agricole*, 10 août 1924.

APPENDICE

Le marin cultivateur

La pêche est, après l'agriculture, la principale ressource du Finistère. Un certain nombre d'individus réunissent en eux, les deux conditions de marin et de cultivateur. Tantôt la première domine l'autre, et le pêcheur n'exploite guère que le terrain nécessaire pour la production de ses légumes et la nourriture d'un porc ou d'une vache ; tantôt, c'est un véritable agriculteur considérant plutôt la pêche comme une distraction et un moyen de varier son ordinaire et ne sortant en mer qu'autant qu'il est nécessaire pour garder les avantages qui s'attachent à la condition d'inscrit maritime.

Parfois aussi, les marins propriétaires ou locataires d'une certaine étendue de terrain pratiquent la pêche d'une façon régulière et laissent à leur femme et à leurs enfants la conduite de l'exploitation agricole. Le type domine dans les îles, à *Ouessant* notamment, et se rencontre sur toute l'étendue du littoral.

Sur la côte, entre *Locquirec* et *Plouézoc'h*, les pêcheurs sont généralement propriétaires de leur maison et cultivent de un à trois journaux de terre.

A *Ploujean*, les quelques cultivateurs qui se livrent à la pêche sont de petits fermiers de 2 à 5 hectares. A *Roscoff*, *Santec* et *Sibiril* (1), ce sont surtout des marins ne cultivant que pour leurs provisions.

A *Cléder* (2) et sur le littoral du canton de *Plouescat*, 95 % des marins louent de 1/2 à 3 hectares de terrain. Quelques-uns, à *Cléder*, sont propriétaires.

Sur toute l'étendue du littoral de l'arrondissement de *Brest*, la grande majorité des pêcheurs se livre à l'agriculture.

A *Plounéour-Trez*, dans le canton de *Lesneven*, M. C. VALLAUX (3) signale que, sur cent pêcheurs, il n'y en a pas trois qui n'aient de terre. Certains exploitent jusqu'à 3 hectares de terre et quelques-uns se livrent à l'élevage du cheval. Dans le canton de

(1) Canton de Saint-Pol-de-Léon.

(2) Canton de Plouzévédé

(3) *La Basse-Bretagne*. p. 231.

Lannilis, sur tout le littoral du canton de *Daoulas*, à *Loperhet*, *Logonna*, *L'Hopital-Camfrout*, on compte 25 % de marins propriétaires depuis la guerre, exploitant entre 1 et 4 hectares de terre.

Dans la presqu'île de *Crozon*, le nombre de marins propriétaires d'une exploitation est également assez élevé. A *Crozon*, un tiers, à *Camaret*, les deux tiers des pêcheurs cultivent un lopin de terre.

Si *Douarnenez* offre le type le plus achevé de la ville où, pour la population maritime, la pêche est le seul moyen de subsistance, dans ses faubourgs se rencontrent de nombreux marins cultivateurs. A *Tréboul*, 30 % sont propriétaires et 60 % locataires de terre. Parfois, c'est un simple jardin de 6 ares, parfois c'est un champ de 25 à 50 ares.

Ils en retirent leurs légumes, leurs pommes de terre de consommation personnelle et celles nécessaires à l'élevage d'un porc.

L'hiver, ils y cultivent le plant de chou-vache, qui leur procure un certain bénéfice. En 6 ares, ils peuvent en récolter de 25 à 30.000 qu'ils vendent entre 5 et 8 francs le mille.

Le littoral du canton de *Plogastel-Saint-Germain* n'a que des marins cultivateurs, souvent propriétaires et locataires en même temps d'une exploitation qui dépasse rarement 2 hectares. On compte un dixième à peine de non propriétaires.

Tout le reste de la baie d'Audierne et la côte jusqu'à *Sainte-Marine*, à l'entrée de l'Odet, comprend un certain nombre de marins uniquement pêcheurs, mais l'autre type domine cependant.

A *Plogoff*, les trois quarts des pêcheurs cultivent de 50 ares à 4 hectares. A *Primelin*, presque tous ont un lopin de terre d'un demi-hectare à 1 hect. 1/2. Ils élèvent souvent une vache et un porc et sont propriétaires des deux tiers des terres qu'ils cultivent.

A *Esquibien*, les neuf dixièmes sont propriétaires.

A *Plouhinec*, la moitié des marins sont propriétaires de leur maison et de leur terre ; un huitième ont de 2 à 3 hectares, trois huitièmes de 1 à 2 hectares, le moitié moins de 1 hectare. Les autres marins sont généralement locataires.

Dans le canton de *Pont-l'Abbé*, les deux tiers des pêcheurs sont propriétaires, le dernier tiers est composé de locataires de terrains variant de 25 ares à 1 hectare. A *Penmarch*, particulièrement, la campagne est couverte de maisons de pêcheurs dont chacune est le centre d'une toute petite exploitation.

Si *Concarneau*, comme *Douarnenez*, ne renferme guère de marins s'adonnant à la culture, tout le reste de la côte Sud est peuplé de cultivateurs.

A *Bénodet*, *Fouesnant*, *La Forêt*, les deux cinquièmes des marins sont propriétaires d'une maison, d'une crèche et de 50 ares à 1 hectare de terrain. Il existe également des propriétaires à *Lan-riec* et à *Trégunc*.

A *Névez* et à *Riec-sur-Bélon*, les petits propriétaires sont également assez nombreux dans la population maritime.

Comme on le voit, les marins-pêcheurs participent pour une certaine part à l'activité agricole du département. Leur rêve est la construction ou l'achat d'une petite maison d'abord et d'une toute petite exploitation ensuite. La propriété terrienne représente pour eux le certain et le solide à côté de l'insécurité de la mer et de l'aléa des années de pêche mauvaises.

CHAPITRE V

La valeur marchande et locative des terres.

I. *Valeur marchande des terres.*

Ses variations jusqu'à la période actuelle.

La situation en 1922-23.

II. *Valeur locative des terres.*

Ses variations jusqu'à la période actuelle.

La situation en 1922-23.

III. *Rapport de la valeur locative à la valeur marchande.*

Il nous a paru intéressant de rechercher les variations de la valeur marchande et de la valeur locative de la terre. Elles nous fournissent, en effet, des renseignements précieux sur la situation agricole d'un pays, sur les progrès de sa richesse, sur l'amélioration des rendements agricoles, qui, seuls, permettent de hauts prix. La valeur marchande des terres est également intéressante à raison de son influence sur le développement de la propriété paysanne.

I

Valeur marchande des terres.

A vrai dire, cette valeur marchande est impossible à déterminer d'une façon précise. Chaque vente de terre constitue un cas particulier, qui n'est exactement semblable à aucun autre.

Le prix de vente ou de location d'une ferme est déterminé par des facteurs nombreux et très divers.

C'est d'abord l'offre et la demande locale. Dans les régions surpeuplées, dans celles notamment qu'habitent les marins-cultivateurs, la compétition est beaucoup plus grande que dans celles de population moins dense. La position de l'exploitation a également une grosse importance. Le cultivateur cherchant à s'arrondir acquerra à n'importe quel prix une parcelle voisine de

sa terre. La proximité d'un centre urbain ou même d'un bourg un peu important sera aussi recherchée pour l'écoulement des produits laitiers et des légumes. Aux environs d'une agglomération rurale, où chaque petite commerçant, artisan ou journalier, veut son lopin de terre, les prix seront aussi plus élevés.

Nous n'insisterons pas sur les éléments naturels de la valeur qui sont constitués par la fertilité du sol, la proportion de terres bonnes ou médiocres de l'exploitation, par l'état et l'agencement des bâtiments ruraux.

Par contre, examinons l'influence qui découle des facilités de culture et de la contenance de l'exploitation.

Dans le Finistère, où les chemins d'exploitation sont dans un état déplorable, la proximité d'une grande route augmente considérablement la valeur d'une propriété.

En 1922, dans le canton de *Pleyben*, on nous a cité deux exploitations de fertilité égale, l'une de 10 hectares vendue 58.000 francs parce que proche d'un chemin de grande communication, l'autre de 17 hectares vendue 55.000 francs seulement parce que mal desservie par la route.

Quant à la contenance de l'exploitation, elle a également la plus grosse importance dans un pays où chacun veut devenir propriétaire, mais ne possède pas l'argent suffisant pour prétendre à la grande, ni même à la moyenne propriété.

Les fermes peu importantes sont donc louées et achetées relativement beaucoup plus cher que les grandes, les parcelles isolées souvent plus cher encore. et c'est ce qui explique les bénéfices scandaleux — dont nous avons parlé plus haut — des marchands de biens, qui ont déchiqueté en une poussière de parcelles, de belles exploitations, trop importantes pour pouvoir être acquises en bloc par les cultivateurs.

C'est ainsi qu'on a vu, à *Riec-sur-Bélon*, deux exploitations de qualité proche, être vendues, l'une de 22 hectares, 80.000 francs et l'autre de 8 hectares, 50.000 francs.

Mentionnons un dernier élément du prix de vente. La durée du bail restant à courir, qui influe chaque fois qu'une propriété n'est pas acquise par son exploitant.

Comme on peut le voir, il est très difficile de dégager de ces diverses influences le prix normal de la terre, d'autant plus que dans les ventes de gré à gré des dissimulations importantes ont presque toujours lieu pour diminuer le montant des droits. Il nous

a paru cependant intéressant d'abord, de donner les chiffres des statistiques précédentes, ensuite de nous livrer à une enquête assez approfondie sur la situation actuelle (1923) en interrogeant de nombreux notaires et agriculteurs de toutes les régions du département. Nous n'avons pu grouper en un tableau d'ensemble les renseignements obtenus, souvent trop différents pour pouvoir être comparés. Nous les donnons simplement par cantons en les faisant suivre de quelques exemples de ventes récentes.

En 1814 (1), la terre arable se vendait en moyenne 500 francs l'hectare, les prairies naturelles 800 francs et les landes 150 francs.

De 1835 à 1865, les statistiques de l'enregistrement nous donnent les prix suivants :

Valeur marchande moyenne à l'hectare des terres labourables et des prés.

	1835		1845		1855		1865	
	ter. lab.	prés	ter. lab.	prés	ter. lab.	prés	ter. lab.	prés
Brest.....	1379	1679	1491	1906	1726	2243	2264	2589
Châteaulin	687	849	846	1556	1254	1594	1466	2276
Morlaix	1380	1450	2532	1800	2109	1910	2653	2500
Quimper	1328	2215	1532	2624	1619	2564	2087	2359
Quimperlé	1203	470	1780	1262	2074	1270	2345	1664

S'il faut en croire la statistique agricole de 1868, les terres les plus fertiles avaient doublé depuis trente ans et les autres avaient augmenté leur valeur d'un cinquième à une demie.

Valeur par régions des terres en 1868.

en 1868	terre 1 ^{re} qualité	terre 2 ^e qualité	Près	Landes 1 ^{re} qualité 2 ^e qualité	2/5 Plus value depuis 1838
Région Quimperlé ...	2.000	1000-1200	2.000	500-100	1/5
Pont-l'Abbé	3500-4000	2000-2500		3-400	2/1
Plogastel-St-Germain.	2-3000	12-1500		3-400	1/3
Châteaulin (région) ..	3000 (1)	1000-1800	2-3000	600-200	2/1
Carhaix		800-100	2-2800	200	1/3
Plouigneau	2500-2400		1100	600	1/4
Plouzévéde	1800	1150	2350	5-600	1/3

(1) Enquête agricole de 1814.

D'après l'enquête agricole de 1882, l'ha de terre labourable vaut en moyenne de 2.548 francs pour la 1^{re} classe à 901 francs pour la 5^e et dernière classe, les prairies naturelles de 2.741 francs à 977 francs pour les mêmes classes.

Depuis les dernières années du second Empire, les prix ont donc fort peu varié.

En 1892, nous trouvons une valeur moyenne des terres inférieure à celle pratiquée dix ans plus tôt. La terre labourable vaut de 2.375 francs à 767 francs et la prairie de 2.711 francs à 919 francs, selon les catégories.

Le développement des voies de communication, les possibilités plus grandes d'achat de la part des cultivateurs moins misérables font hausser à la veille de la guerre le prix de la terre.

D'après une enquête (1), faite en 1909, la terre de première qualité vaut 2.800 francs l'hectare, celle de seconde qualité 1.700 francs, les prés entre 3.500 francs et 2.500 francs et les incultes dans les 500 francs.

En 1914, l'hectare valait 1.500 à 2.500 francs à Châteaulin et au Faou, 3.000 francs dans les bonnes terres de la région de Carhaix.

Dans les régions de culture maraîchère, l'hectare vaut de 6 à 15.000 francs (2).

La guerre, pour des raisons énoncées déjà, a produit une hausse considérable, qui commence en 1918 et 1919, s'accroît régulièrement jusqu'en 1923, où elle marque un temps d'arrêt pour sembler reprendre vers la fin de l'année.

Quelques exemples de ventes successives de la même propriété montrent cette progression.

Dans l'arrondissement de *Morlaix*, une ferme de 15 hectares, qui n'avait pas trouvé d'acquéreur à 27.000 francs en 1914, est vendue 49.000 francs en septembre 1920.

Une ferme de 9 hectares vendue 11.000 francs en 1892, est revendue 14.000 francs en 1917 et 26.000 francs en janvier 1920.

Une ferme de 14 hectares, dans le canton de Lannilis, est vendue 30.000 francs en 1916, 36.000 francs en octobre 1919 et 66.000 francs en avril 1920.

Une ferme de 11 hectares achetée en 1877 pour 12.000 francs est vendue 20.000 francs en avril 1920.

(1) Enquête du Ministère de l'Agriculture sur la petite propriété rurale en France.

(2) Ernest PICAUD, *Culture des primeurs à Plougastel-Daoulas et Roscoff*.

Dans le Trégorrois, des droits convenanciers, estimés 4.200 fr. en 1916, sont vendus 13.500 francs en 1923.

Une ferme de la même région d'une contenance de 4 hect. 1/2 est vendue 7.000 francs en 1885, 12.700 francs en 1919 et 23.000 fr. en avril 1922.

Une exploitation des environs de Châteaulin valant 60.000 francs en 1914 est vendue 121.000 francs en 1922.

Vers Douarnenez, une ferme achetée 35.000 francs en 1913 est revendue 110.000 francs en 1922.

Sans poursuivre une énumération qui deviendrait fastidieuse, constatons que la valeur de la terre a doublé vers 1920 et que, de mois en mois, son prix augmente.

Les statistiques de l'enregistrement nous donnent également des indications très relatives du reste (1), sur cette hausse de la valeur de la terre, d'où il découle que les ventes immobilières étaient consenties en moyenne pour 4.620 francs en 1912, 6.026 fr. en 1918 et 9.175 en 1922.

Sur la situation actuelle, voici les renseignements que nous avons pu recueillir.

Valeur marchande des terres en 1922-23, par cantons

Zone Nord

PLOUIGNEAU, LANMEUR.

Fermes en bloc : 4 à 5.000 francs ; *au détail* : terres labourables, 6.000 francs ; prairies, 7.000 francs ; lande, 15 à 1.800 francs.

MORLAIX.

Prix global : 5.000 francs ; *au détail* : terres labourables, première qualité : 6.500 à 7.000 francs ; deuxième qualité, 3.500 à 4.000 fr.

SAINT-THÉGONNEC-TAULÉ.

Prix global : 4.000 à 4.500 francs ; *au détail* : terres labourables,

(1) Pour que ces renseignements aient une valeur absolue ils ne devraient comprendre que les ventes immobilières *rurales*. Il faudrait d'autre part que les ventes portent sur des terrains de contenance proportionnellement égales d'une année à l'autre.

première qualité, 6 à 7.000 francs ; deuxième qualité, 4.500 à 5.000 francs ; prairies, 6 à 8.000 francs ; landes, 2.000 francs ; quatre fermes de 10 à 12 hectares, dont 1 hect. 1/2 landes, vendues entre 52 et 59.000 francs ; une ferme de 12 hectares moyenne : 39.000 francs en 1921 ; une ferme de 25 hectares moyenne : 90.000 francs en 1921.

SAINT-POL-DE-LÉON.

Prix global : de 7 à 30.000 francs ; *en détail* : de 20 à 40.000 fr. la terre labourable dans la région maraîchère, de 7 à 10.000 fr. la terre, de 8 à 10.000 francs la prairie dans le reste du canton.

Santec : 2 hectares, 120.000 francs.

Saint-Pol : 2 hectares, 80.000 francs ; 6 hectares, 209.000 francs.

Ferme, 14 hectares, bonne terre, 120.000 francs à *Plouénan*.
15 hect. 5 dont 8,5 en lande, 110.000 francs à *Mespaul*.

PLOUZÉVÉDÉ-POUESCAT.

De 6 à 10.000 francs les terres labourables ; de 12 à 15.000 francs les terres maraîchères.

CANTONS DU BAS-LÉON.

Prix global : de 5 à 8.000 francs ; *au détail* : terre labour. 12 à 14.000 francs la première qualité, 6 à 8.000 francs la deuxième, 2 à 4.000 francs la troisième, la prairie de 10 à 15.000 francs la première qualité.

Ferme de 14 hectares (canton de *Lannilis*), qualité moyenne, 66.100 francs.

LANDERNEAU-LANDIVISIAU.

Prix global : de 4 à 6.000 francs.

Ferme 7 hectares, bonne qualité, bons bâtiments, 45.000 francs.

PLOUDIRY-SIZUN.

Prix global : de 3 à 5.000 francs.

Ferme 15 hectares (canton Ploudiry), terre médiocre, 50.000 fr. ;
ferme 20 hectares (canton Sizun), terre médiocre, 60.000 francs.

DAOULAS.

Prix global : de 3 à 7.000 francs ; *au détail* : de 20 à 30.000 francs la terre à primeurs ; de 4 à 6.000 francs la terre labourable ; 7.000 francs la prairie.

Ferme 6 hectares (Logonna), bonne, 28.000 francs ; 25 hectares (Hôpital-Camfrout), médiocre, 72.000 francs ; 23 hectares (Irvillac), médiocre, 83.700 francs ; 7 hectares (Plougezstel), médiocre, 31.900 francs.

Région centrale

CROZON.

Prix global : 3 à 4.000 francs ; *au détail* : labours et prairies, de 5 à 12.000 francs.

Ventes : 40 hectares moyens, 130.000 francs — 22 hectares dont 10 de lande, 66.000 francs — 40 hectares, landes vendus 134.000 fr. par lots de un hectare.

CHATEAULIN-LE FAOU.

Prix global : de 3 à 5.000 francs ; *au détail* : de 5 à 8.000 francs les labours et les prairies ; de 12 à 1.500 francs les landes.

Ventes : 26 hectares (Châteaulin), moyens, 121.000 francs — 16 hectares (Châteaulin), bons, 103.000 francs — 10 hectares (Le Faou), deuxième qualité, 45.000 francs en 1919 — 30 hectares (Rosnoën), 90.000 francs.

PLEYBEN.

Prix global : de 4 à 6.000 francs ; *au détail* : de 6 à 8.000 francs les labours ; de 8 à 10.000 francs les prairies.

Ventes : 26 hect. 1/2 (Brasparts), 65.000 francs — 10 hectares, 58.000 francs — 17 hectares, 55.000 francs.

CHATEAUNEUF-DU-FAOU.

Prix global : 4.000 francs ; *au détail* : 5 à 6.000 francs.

HUELGOAT-CARHAIX.

Prix global : 6.000 francs ; *au détail* : labours, de 6 à 8.000 francs ; prairies, 9 à 10.000 francs.

Ventes : lots 1 hect. 16, prairies, 9.300 francs, à Plouyé, en 1922 — 0 hect. 76, lande, 3.200 francs, à Plouyé, en 1922 — 0 hect. 40, labour, 3.000 francs, à Plouyé, en 1922 — 0 hect. 64, labour, 3.400 francs, à Berrien, en 1922 — 0 hect. 48, prairie, 5.000 francs, à Berrien, en 1922 — fermes 7 hectares, médiocres, 40.000 francs, à Plouguer — 30 hectares, médiocres, 145.000 francs.

Région sud

QUIMPERLÉ.

Prix global : 6.000 francs.

SCAER-BANNALEC-PONT-AVEN.

Prix global : 5 à 6.000 francs ; *au détail* : terres labours, première qualité, 6 à 7.000 francs ; deuxième qualité, 4 à 5.000 francs ; prairies, 6 à 7.000 francs ; landes et taillis, 3 à 4.000 francs.

Ventes : Riec, 8 hect. 1/2, bonne qualité, 46.000 francs — Saint-Thurien, 5 hect. 1/2, moyenne, 27.000 francs — Riec, 25 hectares, avec lande, 90.000 francs.

ROSPORDEN-CONCARNEAU.

Prix global : 5.000 francs ; *au détail* : terre labour, première qualité, 6.000 francs ; deuxième qualité, 5.000 francs ; prairies, 6.000 francs ; landes, 2.500 francs.

Vente ferme *Elliant*, 22 hectares, moyenne, 66.000 francs, en 1921.

BRIEC-QUIMPER.

Prix global : 5 à 7.000 francs.

Vente ferme 10 hectares, très bonne, 92.000 francs.

FOUESNANT.

Prix global : 5.000 francs ; *au détail* : 8 à 9.000 francs la terre labourable ; jusqu'à 20.000 francs l'hectare, les vergers en rapport.

Ferme 35 hectares, moyenne, 140.000 francs, en 1920 ; 3 h. 1/2, 46.000 francs, vendus par parcelles — 25 hectares moyenne, 99.800 francs, en 1920.

DOUARNENEZ.

Prix global : de 4.000 à 5.500 francs ; *au détail* : terres labours, 6 à 7.000 francs ; prairies, 8 à 9.000 francs.

Fermes Guengat, 24 hectares, assez bonne, 105.000 francs, en 1921 — Plogonnec, 24 hectares, assez bonne, 127.000 francs, en 1922 — Plogonnec, 16 hectares, assez bonne, 93.000 francs, en 1923 — Poullan, 21 hectares et 6 de taillis, 120.000 francs, en 1922.

PONT-CROIX.

Prix global : 8 à 10.000 francs ; *au détail* : région côtière, 15.000 francs la première qualité ; 9 à 10.000 francs la deuxième qualité.

Fermes Beuzec, 42 hectares, moyenne, 214.000 francs, en 1920 — Pont-Croix, 35 hectares, médiocre, 200.000 francs.

PONT-L'ABBÉ.

Prix global : de 10 à 12.000 francs sur la côte, de 7 à 8.000 francs à l'intérieur ; *au détail* : petites parcelles jusqu'à 25.000 francs sur la côte ; 10.000 francs à l'intérieur.

A Loctudy, fermes de 5 à 6 hectares, de 70 à 80.000 francs — Plobannalec, 2 hect. 75, 33.000 francs — Treffiagat, 15 hectares, 75.000 francs — Loctudy, 1 hect. 8 avec petite maison, 24.700 francs — Plobannalec, 12 hectares, très bonne, 87.000 francs — 3 hectares, moyenne, 30.000 francs.

PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN.

Prix global : 8 à 9.000 francs sur la côte ; 5 à 6.000 francs à l'intérieur ; *au détail* : 10 à 12.000 francs sur la côte ; 6 à 7.000 fr. à l'intérieur.

Fermes, région côtière, 9 hectares, bonne, 66.000 francs — 2 hect. 1/2, bonne, 40.000 francs — 34 hectares, mauvais bâtiments, 260.000 francs — 2 hectares, très bonne, 36.000 francs — 23 hectares, 123.000 francs, droits fonciers seulement avec long bail à courir.

Intérieur : 23 hectares, moitié landes, 112.000 francs — 25 hectares, moyenne, 130.000 francs — 13 hectares, 70.000 francs — 52 hectares, dont 33 de lande, 165.000 francs.

Ce qui rend ici toute statistique difficile, c'est la variation d'une année à l'autre du prix de la terre. On nous a cité l'exemple suivant, dans une commune du canton de Carhaix. En 1918, une ferme de 35 hectares est achetée 80.000 francs ; en 1919, une autre, de qualité égale et d'une contenance de 32 hectares, est achetée 100.000 francs. C'est 145.000 francs qu'un cultivateur, en 1922, en paye une de 30 hectares, très inférieure aux autres comme qualité.

Les compétitions locales et la réputation de fertilité ont fait monter parfois les terres à des prix extraordinaires ; c'est ainsi qu'à *Santec*, près de *Roscoff*, on a vendu 2 hectares en pleine campagne, destinés à la culture maraîchère, sur le pied de 60.000 fr

l'hectare et que dans toute cette région les prix de 30 à 40.000 fr. l'hectare sont couramment usités.

Le prix d'une ferme vendue en bloc, si nous prenons la moyenne de 1923, paraît être de 5 à 6.000 francs l'hectare pour l'ensemble du département, ce qui représente un prix évoluant entre le double et le triple de celui de 1914.

La terre coûte donc fort cher dans le Finistère, et ceci est un grand obstacle à l'accession du cultivateur à la propriété. Cependant, si considérables que paraissent ces chiffres, ils sont loin de représenter, avec la dévalorisation actuelle du franc, les prix d'avant-guerre de la terre.

II

Valeur locative des terres

Examinons à présent la valeur locative du sol. Elle présente cette différence avec la valeur marchande qu'elle ne correspond au prix réel de la terre que si les baux ont été conclus depuis 1920 et 1921. Ce sont les prix de ces locations nouvelles que nous examinerons, après avoir fait observer que les causes qui influent sur la valeur marchande des terres (chemins desservant la propriété, offre et demande locale, etc...), agissent également ici.

Quels furent d'abord les prix pratiqués depuis le début du XIX^e siècle?

Vers 1814, on atteignait déjà 80 francs l'hectare sur la ceinture dorée, mais pas plus de 5 à 30 francs à l'intérieur du pays (1).

Du reste, à cette époque, beaucoup de fermages étaient payés partiellement en nature, ce qui rend l'évaluation difficile.

Voici les prix pratiqués de 1835 à 1865 (2).

(1) Statistique agricole de 1814.

(2) Statistiques fournies par l'enregistrement pour enquête agricole 1868

Valeur locative terres labourables et prés.

	1835		1845		1855		1865	
	ter. lab.	près nat.	ter. lab.	près nat.	ter. lab.	près nat.	ter. lab.	près nat.
Brest.....	49,33	56,80	58,50	62,60	66,09	76,91	70,44	85,15
Châteaulin...	29,04	38,33	31,08	58,66	37,37	76,45	42,92	76,50
Morlaix.....	55,31	50	65,13	63,50	80,57	85	142,17	110
Quimper.....	47,39	74,47	53,62	85,56	53,55	94,29	66,08	122,86
Quimperlé...	30	34	38,92	40	38	43,50	47,50	55

En 1868, les prix pour les terres maraîchères de *Roscoff* atteignaient déjà de 180 à 300 francs. A la même époque, l'hectare de lande se louait de 13 à 27 francs.

En 1882 (1), les terres se louent en moyenne de 83 à 33 francs, et les prés de 95 à 36 francs, selon leurs qualités.

En 1892 (2), ces prix oscillent respectivement entre 91 et 31 francs et 105 et 38 francs.

La grande crise agricole une fois passée, le taux des fermages reprend une marche ascensionnelle beaucoup plus nette encore.

Dans la période qui a précédé la guerre, une ferme se loue globalement entre 80 et 120 francs l'hectare. La terre atteint jusqu'à 300 francs dans la ceinture dorée et même jusqu'à 600 fr. à *Roscoff*. A l'intérieur, par contre, elle varie entre 40 et 100 francs l'hectare. A *Plouescat*, 150 francs ; à *Ploudiry*, 100 francs ; à *Châteaulin*, de 100 à 120 francs, sont des prix normaux dans les bonnes terres.

A *Huelgoat*, les prix moyens à l'hectare variaient entre 60 et 80 francs.

Les prix sont devenus naturellement beaucoup plus élevés depuis la guerre. Voici ceux que nous avons recueillis pendant notre enquête agricole en 1923.

I. RÉGION NORD.

Morlaix-Lanmeur-Plouigneau. — Jusqu'à 250 francs les terres maraîchères ; de 150 à 200 francs les bonnes terres et les prairies ;

(1) Statistique agricole de 1882.

(2) Statistique agricole de 1892.

de 100 à 150 francs, les terres médiocres ; de 70 à 75 francs les landes.

Saint-Thégonnec-Taulé. — 200 à 300 francs, prix global des fermes ; jusqu'à 400 francs au détail, bonnes terres et prairies ; 100 et 160 francs, terres médiocres ; 70 francs, landes.

Saint-Pol-de-Léon. — A Roscoff et Santec, de 1.000 à 1.500 fr. ; à Saint-Pol, 800 francs les terres maraîchères ; de 200 à 400 francs les terres ordinaires ; à Plouénan, de 150 à 200 francs, prix global des fermes.

Plouzévédé-Plouescat. — De 5 à 800 francs les très bonnes terres maraîchères ; de 150 à 200 francs, prix global des fermes ; de 250 à 500 francs les prairies ; de 70 à 100 francs les landes.

Bas-Léon. — De 2 à 300 francs, prix global des fermes ; de 2 à 400 francs par parcelles ; 400 francs les prairies.

Landerneau-Landivisiau. — Prix global, 150 à 200 francs par parcelles ; 200 à 250 francs, bonnes terres et prairies ; 70 francs, landes.

Ploudiry. — 300 francs.

Sizun. — Prix global de 100 à 200 francs ; par parcelles, de 180 à 200 francs, bonne qualité ; de 100 à 150 francs, seconde qualité.

Daoulas. — Prix global de 200 à 300 francs sur la côte ; de 100 à 200 francs à l'intérieur.

II. RÉGION CENTRALE.

Crozon. — Prix global, 100 à 200 francs ; par parcelles, 150 à 200 francs la terre, 200 francs la prairie et 70 francs la lande.

Châteaulin-Le Faou. — En bloc, 150 à 250 francs ; landes, 60 francs.

Pleyben. — 300 francs, terres première qualité ; 150 à 200 francs seconde qualité ; prairies, 250 à 300 francs ; landes, 60 à 75 francs.

Châteauneuf-du-Faou. — 100 à 200 francs la terre ; 200 francs la prairie.

Huelgoat-Carhaix. — En bloc, 200 francs ; en détail, 220 francs, 150 et 120 francs la terre arable selon sa qualité ; de 3 à 400 francs la prairie ; de 40 à 50 francs la lande.

III. RÉGION SUD.

Quimperlé. — De 4 à 500 francs la première qualité ; de 2 à 300 francs la seconde ; de 100 à 150 francs la troisième.

Scaër-Bannalec. — De 150 à 200 francs la terre arable ; 250 fr. la prairie ; 50 à 90 francs la lande.

Pont-Aven. — De 3 à 400 francs l'hectare, prix global.

Rosporden. — Prix global, 150 à 200 francs ; par parcelles, 300 francs la première qualité ; 180 francs la deuxième qualité ; 300 francs la prairie ; 80 francs la lande.

Briec. — 240 et 180 francs la première et deuxième qualité de terre labourable ; 250 francs la prairie.

Concarneau. — 100 francs à 200 francs la terre labourable ; 200 francs la prairie ; 30 francs la lande.

Fouesnant-Quimper. — 150 à 200 francs la terre labourable ; 200 à 250 francs la prairie ; 80 à 100 francs la lande.

Douarnenez. — Prix global de 150 à 250 francs, selon quantité de landes ; par parcelles, de 4 à 600 francs le terrain maraîcher à Ploaré ; 150 à 200 francs loin des centres.

Pont-Croix. — Prix global, 250 à 300 francs ; par parcelles, 250 à 480 francs la terre labourable ; 800 francs la prairie ; 100 fr. la lande dans la région maritime ; de 150 à 200 francs à l'intérieur.

Pont-l'Abbé. — Prix global, 200 à 300 francs ; par parcelles jusqu'à 7 et 800 francs pour très bonne terre dans certaines régions des côtes ; en moyenne de 3 à 400 francs dans bonnes terres ; 150 à 200 francs pour deuxième qualité.

Plogastel-Saint-Germain. — Prix global, 150 à 350 francs ; par parcelles, 4 et 500 francs la première qualité et 300 francs la seconde qualité de terre labourable ; 400 francs la prairie ; 80 à 100 francs la lande.

III

Rapport de la valeur locative à la valeur marchande

D'une façon générale, on peut remarquer que la plupart des propriétaires, surtout ceux qui vivent dans le pays, ont montré

de la répugnance. jusqu'au début de 1923, à suivre la progression de la valeur de la terre et à doubler d'un seul coup le prix de leur ferme.

C'est seulement dans les baux consentis depuis cette époque qu'on constate une très forte augmentation. On en trouve même parfois d'excessives qui n'ont pas été sans contribuer à pousser les fermiers vers l'émigration.

Cependant, si nous considérons l'ensemble des locations du département, nous devons constater que leur prix est très loin d'être en rapport avec le revenu normal qu'implique la valeur de la terre.

Cette situation existait déjà avant la guerre. M. Camille VALLAUX cite (1) une ferme de *Plougastel-Daoulas* vendue 37.000 francs alors qu'elle était louée 480 francs. Depuis la guerre, des terres ont été vendues dans cette région, qui rapportaient de 0 fr. 40 à 1 fr. 50 %.

Des hectares valant 20 à 30.000 francs sont loués 150 à 200 francs.

Dans la région de Plogonnec-Guengat (2), on a vendu 93.500 fr. une ferme avec sept ans de bail restant à courir, qui rapportait 1.800 francs.

Sans descendre à des taux pareils, le rapport de la terre n'est guère supérieur à 3, 4 % à une époque où il est facile de trouver pour de l'argent liquide un placement de 6 1/2 à 7 %, et c'est cette raison qui explique le grand nombre de ventes consenties par des propriétaires non exploitants, de préférence à leurs fermiers, quand un bail restait à courir.

Peu à peu, évidemment, cette situation changera.

En tous cas, les propriétaires devront augmenter avec prudence leurs fermages. Actuellement, la situation agricole florissante permet des prix élevés, mais une baisse brusque pourrait se produire et ce serait l'irréparable ruine pour les fermiers ayant encore à acquitter pendant une période de crise le prix des baux conclus en pleine prospérité.

Comme, d'un autre côté, les baux à court terme sont à proscrire, nous l'avons vu, dans l'intérêt de l'agriculture, on voit combien cette question est délicate. Elle ne pourra être résolue que par la bonne volonté réciproque des propriétaires et des fermiers et par une confiance mutuelle.

(1) La Basse-Bretagne.

(2) Canton de Douarnenez.

CHAPITRE VI

Le prolétariat rural

- I. — Composition du Prolétariat rural.
- II. — Les salaires des domestiques de ferme.
- III. — Les salaires des journaliers agricoles.
- IV. — Les causes de la hausse des salaires.
- V. — Conditions d'existence du prolétariat rural.
Le Penn-Ty, le placenner.
- VI. — La crise de la main-d'œuvre. Ses remèdes.

On rencontre rarement dans le Finistère, nous l'avons vu, ces grandes fermes qui sont la généralité dans des pays comme la Beauce ou le Berry. Les exploitations y sont moyennes ou petites. D'autre part, le nombre de leurs enfants permet à beaucoup de cultivateurs de recourir uniquement à la main-d'œuvre familiale pour les travaux des champs ou de la ferme.

Cependant, le travail salarié n'en est pas moins important, car, s'il y a moins de domestiques dans chaque ferme, il y a plus de fermes qu'ailleurs qui en emploient.

I. — On peut diviser les salariés en plusieurs catégories, d'abord les domestiques de ferme, le domestique mâle « mevell » ou la servante « matès » qui font réellement partie de l'exploitation, qui y demeurent et sont généralement engagés et payés à l'année. La statistique agricole de 1892 — la dernière à laquelle nous puissions malheureusement nous reporter — en dénombrait 67.170, dont 23.033 servantes.

Le chiffre actuel doit être certainement inférieur, si l'on en juge par la crise de domestiques ruraux qui sévit et par le contingent que cette catégorie de travailleurs fournit à l'émigration.

Les autres salariés sont les journaliers « devezouryen » dont la

situation varie beaucoup ; les uns n'ayant ni terre, ni maison, louent leurs bras toute l'année ; les autres, propriétaires ou locataires d'une petite exploitation, en retirent une partie de leur subsistance, mais n'y trouvant pas de possibilité d'existence suffisante, y ajoutent l'appoint du louage de leurs bras pendant le temps inemployé.

C'est dans ces derniers qu'il faut ranger les *penn-ty*. Les journaliers s'engagent pour un temps variant de la journée — comme les placenners de Saint-Pol et de Roscoff — à la période nécessaire à l'exécution de certains travaux tels que la moisson ou le fenaïson. La statistique agricole de 1892 dénombrait 7.596 journaliers propriétaires et 45.146 non propriétaires. D'après ce document, il y avait à ce moment dans le Finistère 19.283 propriétaires cultivant leur bien et travaillant pour autrui ; ce qui correspond à peu près au chiffre d'exploitation de moins d'un hectare, qui était de 21.349 à cette époque.

Du reste, ces journaliers ne s'adonnent pas exclusivement à l'agriculture. Ils prennent tous les travaux qui s'offrent à eux. Ils sont à l'occasion maçons, carriers, bûcherons, ou travaillent dans les ardoisières ou les industries locales.

Prolétaires ruraux, ils le sont au même titre que les domestiques et même les propriétaires, malgré l'antimonie qui semble exister entre ces deux mots.

Ayant à nourrir souvent une nombreuse famille, vivant dans de misérables mesures, ayant moins que les autres la possibilité de se déplacer, ils forment la catégorie la plus malheureuse des habitants de la campagne.

La question du salariat dans le Finistère est actuellement très grave. « On ne trouve plus ni ouvriers, ni domestiques », tel est le cri général dans les milieux agricoles. Il est bien certain que ces professions sont désertées. Examinons donc leur situation au point de vue salaire et conditions de vie.

*
* * *

II. — Les salaires des domestiques et journaliers ruraux dans le Finistère ont sensiblement augmenté dans le courant du XIX^e siècle, en rapport du reste avec le coût de la vie jusqu'à la guerre. Depuis celle-ci, ils ont fait un bond formidable.

Examinons d'abord le salaire des domestiques de ferme.

L'argent, pour lui, n'en constitue qu'une partie, car il est toujours logé et nourri. De plus, un complément en nature était toujours fourni autrefois et l'est encore parfois aujourd'hui, sous forme d'un certain nombre d'objets d'habillement.

En 1789, un valet de ferme nourri, vêtu, logé, recevait de 15 à 25 livres par an. Les prix, en 1852, étaient, d'après LIMON, de de 23 à 50 écus, soit de 69 à 90 francs.

L'augmentation se poursuit d'une façon continue.

L'enquête agricole de 1862 accuse des chiffres variant de 50 à 150 francs pour un garçon de ferme selon sa spécialité.

En 1868 (1), on payait :

un <i>mével braz</i> (2).....	160 à 200
un charretier	140 à 175
un laboureur	130 à 150
un domestique sans spécialité.....	110 à 130
un bouvier	70 à 100

Les deux enquêtes décennales de 1882 et 1892, nous donnent des chiffres relativement peu accrus dans leur ensemble. C'est que l'agriculture à ce moment traversait une crise grave, et que les salaires en subissaient la répercussion.

Voici la moyenne du gain des diverses spécialités :

	1882	1892
Maîtres-valets	214 »	213 »
Laboureurs et charretiers	159 »	150 »
Bouvier	132 »	134 »
Autres domestiques	139 »	142 »

Les chiffres cités par M. Jean CHOLEAU (3), en 1907, marquent

(1) Cette statistique et quelques-unes des suivantes spécialisent les travailleurs en un certain nombre de catégories, alors qu'en réalité les exploitations où peut régner une semblable division du travail sont assez rares dans le Finistère. La plupart des domestiques de ferme sont aussi bien laboureurs que bouviers et charretiers. Nous gardons cependant cette classification à titre documentaire.

(2) Mot à mot grand domestique — Maître-valet. On appelle ainsi un serviteur de confiance, employé depuis longtemps dans la maison, qui participe à la direction de l'exploitation et de la main-d'œuvre qui s'y emploie, ou parfois simplement un domestique adulte, connaissant très bien son métier.

(3) J. CHOLEAU. — *Condition actuelle des serviteurs ruraux bretons*, Champion, Paris 1907.

une sensible augmentation des prix. Ils varient entre 150 et 200 francs selon la région du Finistère et la classe du domestique.

Dans le Léon, un domestique a de 250 à 300 francs. La région plus pauvre de la Montagne pratique les prix de 170 à 200 francs ; la région de Basse-Cornouaille, *Quimper*, *Pont-l'Abbé*, *Douarnenez*, 200 à 225 pour un grand valet et 150 à 200 pour les autres serviteurs.

Il est très intéressant de comparer ces chiffres avec ceux donnés en 1913 à la veille de la guerre, par une enquête du Ministère de l'Agriculture. On remarquera combien le mouvement ascensionnel des salaires, précipité par la guerre, se révélait déjà dans toute sa force, à la faveur d'une prospérité agricole toujours plus grande.

D'après cette enquête, les prix de 600 francs sont atteints dans certaines régions du Finistère et le minimum est de 200 francs.

Voici la moyenne pratiquée à cette époque dans quelques cantons finistériens.

Morlaix, Plouigneau, Lanmeur	300 fr.
Saint-Pol-de-Léon	400 »
Plouescat et Plouzévédé	250 »
Brest, Daoulas, Landerneau, Lesneven	420 à 470 »
Landivisiau, Saint-Thégonnec.....	350 »
Huelgoat et Sizun	350 »
Carhaix, Châteaulin.....	400 à 425
Région Quimpéroise	200 à 400 »
Quimperlé	200 à 600 »

En somme, la moyenne courante, à la veille de la guerre, variait entre 250 et 350 francs.

Les salaires ont presque décuplé en 1920-21. Depuis, une légère diminution s'est produite vers 1922-23. C'est ainsi, par exemple, que le taux moyen, qui était parvenu à 2.200 francs dans la région de Cast, est redescendu à 1.800 francs.

La moyenne actuelle semble osciller entre ces deux chiffres. A Tréboul, le salaire, en 1922 est de 12 à 1.500 francs ; de 1.500 fr. à Plonévez-Porzay. Il varie de 1.800 à 2.000 francs dans le canton de Châteaulin.

Mais ces chiffres sont fréquemment dépassés.

A Carhaix, on paie, en 1922, les domestiques de ferme entre 2.500 et 2.800 francs. A Elliant, le chiffre de 2.000 francs est un minimum, et l'on a même atteint 3.000 francs.

En 1924, les prix recommencent à augmenter. Ils atteignent 2.000 francs et même 2.500 francs dans le canton de Plogastel-

Saint-Germain, chiffres fortement dépassés dans maintes régions de la Cornouaille.

L'arrêté pris le 5 juillet 1924, par M. le Préfet du Finistère, pour la détermination des indemnités dues aux ouvriers agricoles victimes d'accidents de travail, nous donne les chiffres de salaires suivants, la partie de l'indemnité représentant le salaire en nature décomptée (1) :

1^o *Dans la région de Saint-Pol et Roscoff :*

Mévil bras 2.800 fr. pour 310 jours de travail.
Domestique de ferme 2.150 fr.

2^o *Dans les arrondissements de Brest et Morlaix :*

Mévil bras..... 2.400 fr. pour 320 jours de travail.
Domestique de ferme 2.000 fr. —

3^o *Dans les arrondissements de Quimper, Châteaulin et Quimperlé :*

Mévil bras..... 3.150 fr. pour 320 jours de travail.
Domestique de ferme 2.750 fr. —

Ces salaires varient du reste selon l'âge et la capacité du domestique, selon la part fournie en nature.

Si l'on donne de moins en moins toile, vêtements et sabots, dans certaines fermes, on fournit aux domestiques mariés, moyennant un loyer infime, un peu de terre et une maison.

Le salaire des servantes de ferme a subi une hausse correspondante. Nous relevons, puisées aux mêmes sources que précédemment, vers 1850, une moyenne de 10 à 21 écus, soit 30 à 63 francs ; en 1868, de 50 à 100 francs et une moyenne de 100 francs dans le dernier quart du XIX^e siècle.

En 1907, d'après M. CHOLEAU, les salaires oscillent entre 100 et 200 francs. Ils variaient de 130 à 320 francs (ce dernier chiffre était tout à fait exceptionnel) d'après l'enquête de 1913.

Actuellement, la difficulté qu'on éprouve à trouver des servantes de ferme, attirées comme les hommes par la ville et ses salaires élevés, a fait hausser les prix.

En 1922, dans la région cornouaillaise, une bonne gagne de 1.000 à 1.200 francs par an. Ces chiffres sont à peu près les mêmes

(1) Le salaire en nature comprend le logement évalué de 150 à 70 francs par an et la nourriture évaluée de 5 à 4 francs par jour.

pour toute l'étendue du département, celui de 1.000 francs constituant un minimum, celui de 1.500 francs un maximum.

En 1924, les prix de 1.500 francs à 2.000 francs pour des domestiques femmes, fortes et travailleuses, sont atteints dans maintes régions.

Les enfants se placent jeunes dans le Finistère. Ils quittent l'école vers 12 ou 13 ans et commencent à gagner leur vie. Les gages des premières années sont presque entièrement consacrés à l'achat du trousseau, surtout ceux des jeunes filles, qui veulent se monter une garde-robe complète, composée de costumes coûteux qui lui permettront de paraître dignement aux pardons et aux fêtes.

Jadis, les enfants recevaient surtout un salaire en nature : la nourriture, le logement et une petite partie de leur habillement. Ils recevaient de faibles gages : 15 à 18 francs pour un petit pâtre en 1852 (1), 82 francs pour un domestique de 15 à 16 ans en 1892 (2).

Vers 1906, d'après M. Jean CHOLEAU, ces prix variaient de 30 à 60 francs pour les enfants de moins de 16 ans et atteignaient 150 à 160 francs pour un valet de ferme de 18 ans à Scaër.

En 1913, le salaire moyen des domestiques de 14 à 20 ans est de 200 francs pour les jeunes gens et 170 francs pour les jeunes filles.

Actuellement, une petite bonne de 14 à 15 ans touche de 200 à 300 francs par an et un domestique de 17 ans, de 800 à 1.000 francs.

* *

III. — Le salaire des journaliers agricoles est plus complexe. En effet, si ceux-ci trouvent facilement à s'employer pendant les époques de travail agricole intense, telles que la fenaison ou la moisson, l'hiver les laisse souvent sans occupations suivies.

Aussi un certain nombre d'entre eux partent-ils passer cette saison à la ville et reviennent au pays à l'époque des grands travaux.

Cette solution est néfaste, du reste, car il arrive toujours une époque où l'émigration temporaire devient définitive.

Dans les cantons de Pleyben, Sizun et Châteauneuf, les jour-

(1) Limon.

(2) Enquête décennale de 1892.

naliers doivent s'expatrier l'hiver, n'ayant au pays que quatre mois d'occupations régulières.

A Châteaulin et dans le canton du Faou, le travail manque pendant la même période.

La morte-saison est de 4 à 5 mois dans les cantons bigoudens de Plogastel et Pont-l'Abbé.

On signale également l'existence d'un long chômage dans les communes rurales du canton de Douarnenez, à Fouesnant et à Pleyber-Christ et dans le canton de Saint-Thégonnec.

Quand le journalier est petit fermier ou propriétaire, il profite de ses moments de liberté pour cultiver la terre. S'il exerce un de ces petits métiers d'artisan rural, qui se perdent malheureusement, celui-ci lui fournira le complément d'occupation dont il a besoin.

De même, les ardoisières et les carrières, ainsi que les industries de conserve, qui travaillent l'hiver, lui permettront de vivre.

Malheureusement, dans bien des cas, le journalier n'est ni propriétaire, ni fermier, ni artisan, et ne peut trouver de travail pendant toute une partie de l'année sur cette terre qui absorbe une main-d'œuvre considérable l'été et une très faible l'hiver.

La solution idéale serait dans la constitution d'une petite propriété pour les journaliers, et l'extension des industries agricoles.

Quelques propriétaires fonciers se sont du reste émus de cette situation et tentent de retenir les journaliers au pays en les employant toute l'année. Ils sont malheureusement une minorité. La routine et l'intérêt mal compris sont bien souvent les plus forts.

Pourtant les travaux ne manquent pas l'hiver. C'est le moment où la terre, dans son sommeil apparent, prépare l'éclosion radieuse des moissons futures.

C'est le moment aussi où le cultivateur intelligent — la nécessité des travaux immédiats ne bridant plus son esprit — devrait apporter à son fonds les modifications susceptibles d'en accroître la valeur : la terre, bonne pour celui qui l'aime et la soigne, lui rendrait plus tard des fruits plus abondants et meilleurs, compensateurs de la peine et de l'argent dépensés.

C'est l'hiver que les plantations d'arbres doivent être faites, qu'on peut drainer et irriguer les prairies qui ne sont pas inondées. C'est à cette époque qu'on refait les talus et les fossés, qu'on répare les chemins d'exploitation toujours si mauvais. Le cidre

est à faire, le bois à couper et à fendre, le fumier et les composts à préparer, les outils et machines agricoles à réparer.

Il serait désirable que les agriculteurs puissent employer toute l'année leurs journaliers, et au même prix. Les salaires stables et assurés retiendraient au pays les ouvriers et garderaient à l'agriculture des bras qui lui sont indispensables.

D'autre part, les taux des salaires d'hiver et d'été seraient rapprochés l'un de l'autre, donnant ainsi une sécurité plus grande tant aux employeurs qu'aux employés.

Actuellement, les cultivateurs qui essayent d'employer toute l'année leurs journaliers sont dans une situation inférieure aux autres, car ils doivent, par suite de la concurrence, pratiquer quand même en été des prix élevés.

Comme pour les domestiques de ferme, nous allons étudier maintenant les variations des salaires des journaliers.

Vers 1789, un ouvrier agricole non nourri touchait une somme égale à 0 fr. 75 en été et 0 fr. 55 en hiver.

LIMON nous apprend que les prix en 1852 étaient de 0 fr. 40 nourris et 0 fr. 90 non nourris.

Voici ceux que nous fournissent en 1868 une enquête sur les salaires et, plus tard, les deux statistiques décennales de 1882 et 1892.

		Hommes		Femmes	
		été \	hiver	été	hiver
1868	nourris	1.20	0.75	0.75	0.40
	non nourris	1.80	1.25	1.25	0.75
1882	nourris	1.15	0.75	0.75	0.50
	non nourris	1.80	1.35	1.25	0.90
1892	nourris	1.03	0.74	0.66	0.49
	non nourris	1.70	1.35	1.18	0.91

En 1892, la moyenne de l'ensemble de la France était de 2 fr. 77 et de 1 fr. 73 pour les travailleurs de l'un et l'autre sexe non nourris.

Le salaire moyen du Placenner de Saint-Pol-de-Léon était en 1904 de 1 fr. 18, d'après M. V. PICARD (1).

M. Jean CHOLEAU (2) donne en 1907 les chiffres suivants pour

(1) V. PICARD. — *L'ouvrier agricole de Saint-Pol-de-Léon*, Brest, 1904.

(2) Condition actuelle des serviteurs ruraux bretons.

les travailleurs nourris : 1 fr.-1 fr. 50 en été et 0 fr. 60 en hiver dans la région de la Montagne, 1 fr. 50 et 1 franc dans le Léon occidental, et pour la Cornouaille de 1 fr. 25 à 2 francs en été, de 0 fr. 60 à 1 franc en hiver, le salaire des femmes variant selon les régions de 0 fr. 75 à 1 fr. 25 en été et de 0 fr. 50 à 0 fr. 60 en hiver.

L'enquête du Ministère de l'Agriculture de 1913 nous fournit encore des renseignements précieux sur les prix pratiqués dans la période d'avant-guerre.

Pour les journaliers non nourris, les prix d'hiver varient entre 3 francs dans la région de Saint-Pol-de-Léon et 1 fr. 25 dans la région de Douarnenez.

A Audierne les prix de 1 fr. 50 et 2 francs sont les plus généralement pratiqués. Pour les femmes, le salaire journalier d'hiver varie entre 1 franc et 1 fr. 50, atteignant pourtant 1 fr. 75 dans la région de Landerneau, Ploudalmézeau, Saint-Renan. Ces salaires augmentent dans la belle saison et atteignent, pendant les mois de moisson et de fenaïson, des taux allant jusqu'à 4 francs dans les régions de Landerneau et de Carhaix et même 7 francs pour les travaux agricoles très particuliers pratiqués à Saint-Pol-de-Léon.

La moyenne flotte de 2 fr. 50 à 3 fr. 50 pour les hommes et de 1 fr. 75 à 2 fr. 50 pour les femmes. Tous ces prix étaient notablement inférieurs à ceux pratiqués dans le reste de la France, par exemple à ceux des régions de Normandie et du Maine, où les Bretons émigraient régulièrement afin de louer leurs bras à certaines époques de l'année et touchaient une moyenne de 5 francs par jour.

Le salaire des journaliers a évolué depuis la guerre, en relation avec celui des domestiques de ferme. Les prix sont très différents selon les capacités de l'individu et la saison. En Cornouaille, on paye en 1924 un journalier nourri 5 à 6 francs en temps ordinaire et 7 à 8 francs à l'époque des grands travaux ; une journalière entre 3 et 5 francs.

A L'Hôpital-Camfrout (1) les prix des hommes oscillent entre 4 et 8 francs.

D'après l'arrêté préfectoral du 5 juillet 1924, les salaires pour les journaliers hommes et femmes nourris seraient les suivants :

(1) Canton de Daoulas.

1^o Région de Saint-Pol-de-Léon et Roscoff :

Hommes 9 francs par jour pour 300 jours de travail.

Femmes 8 francs par jour pour 100 jours de travail.

2^o Arrondissements de Brest et Morlaix :

Hommes 6 francs par jour pour 300 jours de travail.

Femmes 4 francs par jour pour 300 jours de travail.

3^o Arrondissements de Quimper, Châteaulin et Quimperlé :

Hommes 8 francs par jour pour 300 jours de travail.

Femmes 5 francs par jour pour 300 jours de travail.

* * *

IV. — Comme on le voit, la hausse des salaires après la guerre a été considérable dans le Finistère. Du reste, le phénomène est général dans tout le pays. Les régions où les prix étaient les plus bas sont celles qui ont vu la hausse la plus forte. Les salaires ont quadruplé en moyenne en France, ce qui correspond à peu près au relèvement du taux de la vie. Dans le Finistère, ils sont devenus sept à huit fois plus forts.

Il fallait, d'ailleurs, que la situation des domestiques et journaliers s'améliore à ce point de vue.

Leur salaire moyen, avant la guerre, était de 250 francs par an pour les domestiques et 1 fr. 50 à 2 francs par jour pour les journaliers. Or, à cette époque, des prix très supérieurs étaient pratiqués en France, ainsi qu'on peut s'en rendre compte par le tableau (page 128) tiré de l'enquête de 1913.

Ces bas prix étaient causés par l'abondance de la main-d'œuvre locale, que la difficulté des communications et la répugnance à se jeter dans l'inconnu empêchaient d'aller chercher ailleurs un embauchage plus lucratif.

Des voies multiples ont peu à peu relié le Finistère au reste du territoire. Une émigration nombreuse en est résultée, et, de même que l'eau dans deux vases communicants atteint le même niveau, les salaires du Finistère ont tendu à devenir semblables à ceux des autres départements. Ils ne s'étaient pas encore égalisés avant la guerre, à cause de l'isolement économique du Finistère et aussi par suite de la répugnance du cultivateur bas-breton à rompre les liens qui le rattachent à son pays.

La guerre lui a découvert ailleurs des possibilités d'existence qu'il ne soupçonnait pas et a ainsi accru l'émigration. Certains

propriétaires et fermiers ayant concentré leur exploitation ont eu besoin d'une main-d'œuvre plus grande. Ajoutons à ces causes l'accroissement du coût de la vie et la richesse plus grande des campagnes, qui a créé de nouveaux besoins.

Salaires pratiqués en 1913.

	Annuel d'un domestique ordin. logé nourri	Quotidien d'un journalier nourri
Finistère.....	250 fr.	1 50-2 »
Ain.....	425-590	4 »-5 50
Hautes-Alpes.....	400-500	3 »-5 »
Ardenne.....	600	2 »-3 »
Aude.....	600-800	3 »-3 50
Bouches-du-Rhône	600-700	4 »-5 »
Maine-et-Loire.....	500-600	2 50-4 »
Nièvre	650-700	2 50-4 »
Nord.....	600	3 »
Sarthe.....	650	1 50-4 »
Seine-et-Marne	720-900	3 »-5 »
Seine-et-Oise	1200	6 »-8 »
Yonne.....	600-700	1 50-5 »

Les salaires actuels ont complètement changé la situation pécuniaire des travailleurs, mais il est certain qu'ils représentent une lourde charge pour ceux qui les paient.

Il y a trente ans, nous écrivait un cultivateur du canton de Carhaix, je payais mon premier domestique 190 francs par an, il me faut mettre aujourd'hui de 2.000 à 2.500 francs pour en trouver un.

Et ceci fait que les bénéfices agricoles ne sont réellement considérables que pour les agriculteurs à qui le nombre de membres de leur famille permet de se passer d'une main-d'œuvre étrangère.

Il semblerait donc à première vue que la situation du domestique et du journalier est florissante dans le Finistère, puisque les salaires y sont supérieurs à ceux d'un bon nombre de départements français (1).

(1) De la région Normande par exemple, qui, sur l'illusion de l'accroissement de la population du département, demandait à l'O. D. A. des domestiques de ferme à 120 et 150 francs par mois.

Il n'en est rien cependant, et ce qui le prouve c'est que l'émigration sévit surtout parmi eux. C'est que le salaire n'est qu'un des éléments de leur situation et qu'il est nécessaire de les examiner tous.

*
* *

V. — La vie du domestique de ferme et du journalier a été longtemps misérable. Il est ici cependant une remarque qui s'impose, c'est qu'elle n'était, dans la plupart des cas, ni plus laborieuse, ni plus pauvre que celle de son employeur. Toutes deux se confondaient et se mêlaient étroitement dans une égalité qui nivelait par le bas leurs conditions.

La vie dans les fermes finistériennes est restée essentiellement patriarcale. Comme aux temps qu'Homère a chantés, le maître s'assoit à table avec ses serviteurs. Les femmes les servent et n'y prennent place à leur tour que quand le dernier d'entre eux s'est levé. Cette coutume marque, du reste, nullement comme ont cru pouvoir l'affirmer certains ouvrages tendancieux d'étrangers mal informés (1), que la situation des femmes soit inférieure, mais c'est leur rôle et leur fonction de préparer le repas et de le servir aux gens qui rentrent des champs.

La nourriture est la même pour tous. Très frugale jadis, elle s'est aujourd'hui transformée sensiblement pour les domestiques et journaliers comme pour les maîtres.

Leurs vêtements aussi sont semblables, surtout depuis que le noir a remplacé presque partout ces broderies éclatantes qui mettaient une note si colorée et si gaie dans les pardons et les fêtes.

Certes, ces costumes coûtent cher, surtout les costumes féminins, qui ont conservé une note plus luxueuse que ceux des hommes, mais l'orgueil est un défaut ou une qualité, comme on voudra, de la race, et les économies péniblement amassées par la petite bonne passent souvent dans un vêtement, qu'elle a voulu aussi beau que celui de la fille du patron.

Dans bien des cas la cohabitation rapproche aussi les maîtres et leurs serviteurs. Ceux-ci logent généralement dans la même

(1) Voir ROGER. — *Le Finistère*, exemple caractéristique du nombre d'idées fausses et de calomnies gratuites, que peut émettre, après un examen superficiel un étranger au pays.

maison, parfois dans la même pièce, sauf quand l'écurie ou l'étable, à proximité des bêtes qu'ils soignent, leur est dévolue.

Leurs distractions aussi sont semblables. C'est, le dimanche, la matinée au bourg, où l'on se rend l'un après l'autre selon qu'on est de première ou de grand'messe (1), au bourg, qu'on quitte rarement sans avoir choqué son verre avec celui d'un ami ou d'un voisin.

Ce sont les pardons d'un sanctuaire renommé, les fêtes civiles des communes. Et l'hiver, c'est la veillée au coin de la cheminée, où chacun raconte et écoute à son tour les histoires ou les légendes du passé où se reflète la vieille âme celtique, idéaliste et grave.

Mais ces éléments traditionnels de fusion des classes rurales ne persistent plus aujourd'hui dans leur intégrité.

Certes, rares sont encore les propriétaires cultivateurs qui ont une table différente de celles de leurs ouvriers et domestiques, mais, par contre, nombreuses sont les fermes, surtout de construction récente, où aucune cohabitation n'existe plus.

Par ailleurs, l'abandon du costume révèle mieux la différence des situations, et, surtout, comme le fait remarquer M. Camille VALLAUX (2), l'habitude des foires et des déplacements chez l'éleveur, en ouvrant son esprit à des horizons plus vastes, creusent un fossé profond entre ses idées et celui de son domestique uniquement occupé pendant ce temps des soins de la terre. •

En somme, la similitude de vie des maîtres et des salariés existe surtout quand la pauvreté règne, et l'aisance qui a pénétré dans un certain nombre de foyers ruraux a eu pour conséquence d'augmenter la faible distance qui les séparait jadis.

Cependant deux puissants éléments d'égalité subsistent et contribuent à maintenir ce nivellement apparent des conditions, qui est un fait aujourd'hui comme hier.

C'est d'abord la communauté d'origine et ensuite la communauté d'occupations.

La communauté d'origine — le domestique de ferme finistérien est souvent le fils ou la fille d'un propriétaire ou d'un fermier qui ne peut occuper dans sa petite exploitation toute sa famille et doit en placer une partie.

(1) Pour que quelqu'un reste toujours garder la ferme, ses habitants se répartissent alternativement, entre les différentes messes du bourg, de même qu'en temps de Missions religieuses, qui durent souvent plusieurs semaines, ils sont de 1^{re}, 2^e ou 3^e semaine.

(2) C. VALLAUX, *Op. cit.*, p. 167-168.

La servante d'aujourd'hui dirigera peut-être une ferme demain. Le domestique sera lui aussi à la tête d'une exploitation.

La communauté d'occupations. — Le cultivateur bas-breton n'est pas seulement un surveillant et un directeur. C'est aussi un travailleur, accomplissant les mêmes tâches que ceux qui sont sous ses ordres, leur donnant souvent l'exemple de l'ardeur et de la persévérance dans le travail, et; c'est surtout cette cause qui, quoi qu'il arrive, rendra toujours très dissemblables les situations morales des ouvriers agricoles et des ouvriers urbains.

Les conditions de logement et de couchage des domestiques de ferme laissent généralement beaucoup à désirer. Elles ne sont pas améliorées parallèlement à celles de leurs employeurs.

Trop souvent, ceux-ci ont négligé l'attrait puissant que représenterait pour le domestique une chambre claire et saine où il se sentirait vraiment chez lui.

Beaucoup d'agriculteurs ont à cela une excuse. C'est que la cherté de la construction les a empêchés d'agrandir ou d'améliorer leurs bâtiments et qu'entassés eux-mêmes, ils ne peuvent faire à leur personnel une situation meilleure.

On nous a signalé à vrai dire certains progrès un peu partout au cours de notre enquête agricole, mais en ajoutant toujours qu'il y aurait encore beaucoup à faire.

Trop souvent, le domestique est relégué dans un lieu de débarras, dans un coin de grange ou d'étable, sans une armoire pour serrer ses objets personnels, son linge, ses vêtements ; ou bien, il loge dans une pièce aux lits clos entassés, où règne une complète promiscuité.

Les difficultés sont certes grandes, surtout dans les vieux bâtiments ruraux, mais le cultivateur ne devrait, en aucun cas, négliger cet élément de maintien des domestiques au sol, qu'est le logement.

Et tout cela passerait encore : le Breton est dur à la peine et au travail, mais il lui faut l'aliment d'un rêve et son rêve, c'est la terre à lui, c'est un coin de champ, qu'il aura acheté de son argent économisé peu à peu et qui lui permettra de vivre librement, sans rien demander à personne.

Autrefois, la vie du cultivateur sans biens personnels était simple.

« Il travaillait (1), de quinze à vingt et un ans, comme domes-

(1) Georges LE BAIL fils. *L'Émigration rurale*, p. 75.

tique, se mariait à la sortie du régiment, louait alors une petite ferme, réalisait des économies, devenait locataire d'une exploitation plus importante et, grâce au profit qu'il en retirait, achetait, vers l'âge de quarante ans, une petite propriété qu'il arrondissait par la suite ».

On voit que la situation des domestiques s'est aggravée, si l'on considère surtout que le grand désir de tous ceux qui aiment la terre est d'accéder à la propriété, désir le plus noble et le plus juste, dont la réalisation est nécessaire à la vie et à la stabilité du pays.

Par suite de la grosse difficulté qu'on éprouve aujourd'hui dans le Finistère à louer ou à acquérir une exploitation, par suite aussi de certains prix prohibitifs pratiqués dans les ventes immobilières, le domestique voit sa situation sans issue.

Alors, il se décourage, il entend parler de la ville, de ses salaires élevés, de ses plaisirs, et il part, abandonnant la terre qu'il aime et qui avait besoin de lui.

Les journaliers sont dans une situation différente mais que la hausse des salaires n'a pas non plus sensiblement améliorée.

Cette classe se rattache étroitement à la précédente. Le journalier est généralement un ancien domestique de ferme, qui s'est marié et qui a quitté la ferme où il travaillait, pour avoir un domicile indépendant. Les uns logent dans une chambre au bourg avec toute leur famille. Parfois, ils ont un tout petit champ ou un jardin. Pour ceux-là, le louage de leur travail représente la plus grosse partie de leur activité. Les autres ont une propriété ou une ferme qu'ils exploitent et font des « journées » pendant le temps qui leur reste libre.

Étant donnée l'importance que présente la possibilité de culture d'une petite exploitation dans le maintien des journaliers à la terre, il est utile d'examiner avec quelques détails leur situation actuelle.

Constatons d'abord avec regret qu'il y a moins de journaliers locataires qu'avant la guerre, par suite de la concentration des exploitations dans les mains du fermier principal ou du propriétaire. Ce mouvement est signalé non seulement dans les pays Cornouaillais à penn-ty, mais dans le nord du département, à Landerneau, à Ploudiry, à Daoulas.

Par contre, une certaine accession à la petite propriété est signalée.

Le Trégorrois et le Léon ne comptent que très peu de journaliers propriétaires. A Lanmeur, Landivisiau et Plouzévéde ils sont généralement locataires. Partout ailleurs, ils ne le sont pas d'une façon générale et ne peuvent même pas louer, dans certains cas, le morceau de jardin nécessaire pour les légumes de la famille.

Le centre du département est une région de penn-ty, c'est-à-dire de tout petits fermiers. Il y a également peu de journaliers propriétaires dans cette région. A Huelgoat et Carhaix, ils sont généralement locataires. Dans le sud des cantons de Pleyben et Châteauneuf-du-Faou, à Gouézec et à Coray, pays de penn-ty, ils sont également locataires, tandis que, dans les terres plus dures de Landeleau et Lannédern, au nord de ces cantons, ils vivent généralement dans une chambre du bourg, avec très peu ou pas de terrain à cultiver. Le Faou et Crozon n'ont en dehors des penn-ty que relativement peu de journaliers locataires, tandis qu'à Huelgoat et Carhaix on a plutôt affaire à des fermiers qui ne sont journaliers que par occasion.

Dans la région sud du Finistère, le nombre de propriétaires semble plus grand. A Scaër et Bannalec, à Pont-Croix, le nombre d'ouvriers agricoles possédant de la terre a fortement augmenté depuis la guerre.

La plupart des journaliers sont locataires, soit qu'ils aient une petite exploitation, soit que, logeant dans une chambre, ils cultivent un lopin de terre.

A Pont-Croix et à Plogastel-Saint-Germain, les non-propriétaires sont presque tous locataires. A Briec, ils ont une petite maison et une cinquantaine d'ares. A Pont-l'Abbé de quinze à vingt-cinq ares. La région de Rosporden et Pont-Aven a également de nombreuses petites exploitations, tenues par des journaliers.

Malheureusement, beaucoup de penn-ty sans fermes ont dû quitter la région, raréfiant encore la main-d'œuvre agricole.

Quelques mots de deux catégories spéciales de journaliers, le « placenner » et le « penn-ty » dont nous avons eu souvent l'occasion de parler.

Le *placenner* est l'ouvrier agricole de la région maraîchère de Saint-Pol-Roscoff, où la culture, qui est presque du jardinage, exige une main-d'œuvre abondante.

Le *placenner* a ceci de particulier qu'il s'engage seulement pour la journée.

Pendant la saison qui va d'avril à septembre, les placenners viennent de Plougoulm, Sibiril et Cléder, même de Plouzévédé et Plouescat. Ils couchent dans un taudis quelconque et tous les matins, de très bonne heure, se réunissent sur la place de la petite ville ou du village, qui présente à ce moment un aspect curieux et animé.

Les agriculteurs viennent, choisissent généralement un chef d'équipe, qui embauche des camarades, et se rend avec eux sur les lieux de travail. Le labeur est long et particulièrement dur, mais le salaire est supérieur à celui des journaliers ordinaires. Le soir, le *placenner* regagne le lieu de réunion, où il se réembauchera dans les mêmes conditions le lendemain matin.

Le penn-ty, particulier à la Cornouaille, réunit la double condition de petit fermier et de journalier.

Originairement, le *penn-ty* était celui qui occupait sans droit une portion inculte des communaux, où il bâtissait une cahute et défrichait le sol, toléré parce que son labeur était si ingrat qu'aucun autre qu'un malheureux n'eût voulu l'entreprendre. Le sens actuel du mot a complètement changé. Il ne se rattache à l'ancien que par la pauvreté pareille des conditions de vie.

Un penn-ty est actuellement un journalier à qui un propriétaire loue, ou à qui un fermier sous-loue une petite maison, une crèche et quelques terres. Sa situation est souvent lamentable. S'il dépend d'un fermier, celui-ci lui sous-loue la terre beaucoup plus cher qu'il ne la loue lui-même pour en tirer un profit. Le penn-ty entasse dans une maison basse et sans fenêtres, sa famille souvent nombreuse. La terre, parcimonieusement accordée, ne lui rapporte qu'un maigre profit, et peut du reste lui être enlevée d'un jour à l'autre, si le propriétaire a quelque fils à établir et simplement si — comme actuellement — il croit avoir un profit supérieur à tout cultiver lui-même.

« Les penn-ty, écrit G. LE BAIL FILS (1), sont les parias de la terre bretonne. Ils sous-louent au fermier principal, qui, souvent, les exploite. A leur tour, ils se vengent sur le sol, auquel ils font trop produire, qu'ils épuisent. Viennent les années mauvaises, qu'augmente exagérément le nombre de leurs enfants, ils ne peuvent plus payer leur loyer et ils partent ».

On ne peut savoir si le nombre des penn-ty continuera à dimi-

(1) Op. cit, p. 34.

nuer. En tous cas, leur situation, bien que peu aisée, est encore supérieure à celle du journalier sans terre, vivant à la campagne avec tous les inconvénients de celle-ci et aucun de ses avantages.

*
* *

VI. — Les diverses raisons unies à d'autres, d'ordre moral, ont déterminé une émigration très forte de la main-d'œuvre rurale.

Tous nos correspondants s'en plaignent amèrement.

C'est ainsi qu'à Pleyber-Christ (1) avant la guerre, on comptait deux cent vingt domestiques de ferme. Aujourd'hui il n'en existe plus que vingt et un. Malgré les salaires élevés, domestiques et servantes partent vers la ville.

Les exploitants se plaignent aussi beaucoup de ce que l'esprit de leur personnel ait changé. On ne trouve plus le dévouement de jadis et l'obéissance n'est plus chez lui qu'un vain mot. Chaque dimanche et jours de fête, la ferme est abandonnée et les patrons ont les travaux du ménage à exécuter et toutes les bêtes à soigner.

Il y a du vrai dans ces dernières critiques, mais cet état d'esprit des domestiques ne provient-il pas justement de ce qu'ils se sentent dans une situation uniquement transitoire, et de ce que cette terre, qu'ils savent devoir quitter un jour proche, ne représente plus rien pour eux.

En tous cas, cette crise des domestiques est particulièrement grave. Certes, elle est atténuée dans une certaine mesure par la main-d'œuvre familiale, l'usage de ces *dévéziou braz* ou grandes journées, qui réunissent pour quelque travail important tous les parents et amis. Le machinisme peut aussi suppléer dans quelques cas au manque de bras. Cependant, il ne peut être d'une application générale dans un pays très morcelé et parcellé où, comme nous l'avons vu, la nature rocailleuse du sol et les accidents de terrain rendent le travail à la main nécessaire dans bien des cas.

Comment remédier à cette situation ?

En face du grave danger présent, il nous semble que seule une modification radicale de la conception du rôle et des conditions d'existence des salariés agricoles peut le conjurer.

De tous les remèdes à envisager, celui qui s'offre d'abord à l'esprit est l'amélioration du sort des domestiques. Si leur salaire est à présent suffisant, il faudrait aussi leur assurer un logement

(1) Canton de Saint-Thégonnec.

décent, une chambre à eux convenablement meublée, avec un lit et une armoire fermant à clef. Même pour ceux qui doivent surveiller les bestiaux la nuit, on pourrait isoler leur lit par une cloison en planche du reste de l'écurie et de l'étable.

Des progrès sensibles ont été faits à ce point de vue. A la ferme de M. G..., près de Châteaulin, dans plusieurs fermes de Plomodiern, les chambres des domestiques sont éclairées à l'électricité. Sans même aller jusqu'à ce luxe, qui demain n'en sera plus un, beaucoup d'agriculteurs ont su assurer leur « chez soi » à chacun des membres de leur personnel.

Mais que d'améliorations à réaliser encore dans de nombreuses fermes !

Du reste, il nous semble que ceci n'est guère qu'une solution palliative immédiatement applicable, mais temporaire de la crise. Il faut qu'un intérêt puissant retienne le salarié à la terre.

Certains l'ont trouvé dans la transformation de la condition du *penn-ty*, tant il est vrai que les vieilles choses évoluées sont supérieures souvent à toutes les révolutions.

Au lieu d'exploiter le *penn-ty*, ils lui concèdent un certain nombre d'avantages qui l'attachent à la terre.

Ils lui donnent gratuitement, ou lui louent, moyennant une petite somme souvent transformée en journée de travail, un logement pour lui et ses animaux, et suffisamment de terre pour assurer sa subsistance et l'engraissement ou l'entretien des bestiaux, le tout à charge de réserver à son propriétaire son travail, qui lui est payé comme à des journaliers ordinaires.

L'importante exploitation de M. Le G..., à Plonévez-Porzay — remarquable par la conception qu'on y trouve de la situation des domestiques de ferme — ne loge dans la maison principale que des servantes et de jeunes domestiques. Les adultes qui s'y emploient ont une situation intermédiaire entre le domestique de ferme et le *penn-ty*.

Ils habitent chacun à part, avec leur femme et leurs enfants.

Pour quatre-vingt dix francs par an, ils louent au propriétaire, une maison avec crèche et étable et trente-trois ares pour leurs pommes de terre et leurs légumes. Le propriétaire leur donne gratuitement un pré de 1 hectare 24 pour leurs vaches et leur fournit annuellement 1.650 kilos de paille, 200 kilos de foin. De plus, toutes les machines et les chevaux de la ferme sont à leur disposition pour leurs travaux personnels.

Aussi les domestiques ne quittent-ils pas volontiers l'exploitation. Celui qui nous accompagnait dans notre visite, père de quatre enfants, était depuis vingt-deux ans dans la ferme.

Ailleurs, chez M. B..., à Pouldavid, les penn-ty ont gratuitement une petite maison, une crèche et un jardin potager, avec, en plus, dix ares de terrain.

Pour des avantages équivalents, parfois plus de terre, certains propriétaires demandent un petit loyer, de cinquante à cent francs, généralement payé par quelques journées de travail, et très inférieur à la valeur réelle de la location.

C'est pour les jeunes domestiques une excellente chose que de savoir qu'après leur mariage, ou après un certain nombre d'années passées à la ferme, ils pourront s'installer chez eux. Ils ont conscience de ne pas être celui qui passe seulement, d'avoir un foyer à eux, et même après le régiment, qui change tellement et d'une façon souvent très malheureuse la mentalité du jeune cultivateur, ils retourneront au pays, où leur place les attend.

Actuellement, le métier de domestique de ferme est un métier de jeune. En revenant du service militaire, le domestique se marie généralement. Alors, il émigre ou il devient journalier. Il pourrait évidemment s'engager avec sa femme dans une exploitation. A eux deux, ils toucheraient même une jolie somme. Mais le besoin d'avoir leur foyer personnel se fait sentir avec force, surtout quand viennent les enfants.

Un de nos correspondants nous écrivait :

« Si chaque propriétaire de ferme d'une certaine importance faisait construire une ou deux petites maisons pour ses journaliers agricoles, cela ferait plus pour la natalité et la fidélité à la terre que toutes les primes et tous les discours ».

Mais il faudrait les aider. Les maisons louées à un très bas prix ou prêtées gratuitement aux journaliers devraient bénéficier d'un dégrèvement d'impôt.

Un premier pas a été fait dans cette voie.

Le Ministre de l'Agriculture a présenté un projet de loi tendant à autoriser les caisses de crédit agricole à accorder aux propriétaires ruraux des prêts individuels à long terme, en vue de faciliter la construction, l'amélioration ou la transformation des bâtiments destinés au logement des travailleurs ruraux.

Le 9 janvier 1923, était soumis à la signature du Président de la République un projet de loi tendant à élever de 40.000 francs à

100.000 francs le maximum des prêts du crédit agricole, lorsque ceux-ci sont destinés à la construction ou l'amélioration de bâtiments pour les travailleurs ruraux.

Il est possible de retenir la main-d'œuvre agricole à la terre.

Chez tous les cultivateurs où nous avons pu observer les heureuses réformes dont nous parlions plus haut, la stabilité du personnel a été assurée.

Les autres, les plus nombreux, hélas ! devraient les suivre dans cette voie. L'esprit nouveau est en marche. Il pénètre tous les jours plus de cerveaux et demain verra son triomphe.

Est-ce à dire cependant qu'on soit arrivé au statut définitif des domestiques et journaliers en leur prêtant ou en leur louant à bas prix de la terre ? Nous ne le croyons pas. Il ne peut s'agir ici que d'une phase transitoire avant la réalisation du grand rêve, qui est d'assurer la *propriété* à tous les travailleurs du sol, non pas la *propriété collective*, que rêvent certains utopistes, mais la *propriété individuelle*, élément d'ordre et de travail, génératrice de toutes les énergies et de toutes les volontés.

Alors seulement tous ceux qui travaillent la terre pourront avoir pour elle l'attachement passionné qu'elle mérite.

L'homme, qui n'est pas un héros ou un saint, n'aime guère et ne soigne bien que ce qui est à lui ; tel, le berger d'André Chénier, qui répondait à ceux qui lui montraient la terre :

« Prodigue de trésors brillants, fils du soleil », la campagne couverte d'épis, offrant à tous la splendeur de sa richesse.

« Je n'y vois qu'un sol dur, laborieux, servile
Que j'ai, non pas pour moi, contraint d'être fertile
Où, sous un ciel brillant, je moissonne le grain
Qui va nourrir un autre, et me laisse ma faim ».

Nous avons étudié, dans un précédent chapitre, les moyens d'accession à la propriété, qui s'offrent aux cultivateurs.

« La Basse-Bretagne, écrit M. Camille VALLAUX (1), est la seule région agricole de France, qui ait une grande masse de prolétaires ».

L'intérêt de la patrie, qui a tant besoin de l'agriculture pour se relever, exige que tous contribuent à sa rénovation en donnant leur maximum d'effort.

Pour cela, il faut que le sort des classes laborieuses s'améliore.

(1) C. VALLAUX. Op. cit., p. 310.

Il faut à ceux qui, domestiques ou journaliers, peinent chaque jour, sans autre espoir que celui d'un lendemain pareil, une possibilité d'accession à la propriété du sol.

« Plus de propriétaires », telle est la devise de certains.

Celle de la France agricole de demain sera : « Plus de prolétaires, de la terre à tous ceux qui la travaillent ».

CHAPITRE VII

L'émigration rurale

I. — *Les Migrations temporaires.*

Migrations à l'époque des moissons. — Les vendeurs de
Roscoff et Plougastel-Daoulas ;
La marine de commerce ;
Le Nomadisme.

II. — *L'Émigration.*

1^o Importance du mouvement ; — Sa composition ;

2^o Ses causes générales et anciennes ;

3^o Ses causes nouvelles ;

4^o Ses régions d'origine ;

5^o Ses points d'aboutissement :

Émigration intérieure ;

— vers les villes ;

— vers la campagne ;

— vers les colonies ;

— vers l'étranger.

6^o Avantages et inconvénients de l'émigration. — Comment
le mouvement doit être dirigé.

Jadis le Bas-Breton quittait difficilement son pays d'origine. En 1807, un Préfet finistérien pouvait dire (1) : « Mes administrés sont les plus casaniers de l'Empire ». Les vieux « soniou » bretons prennent souvent comme thème la douleur du conscrit abandonnant ses foyers.

Depuis que les routes et les chemins de fer ont relié le Finistère au reste de la France, ce département est devenu un foyer intense d'émigration.

(1) J. CHOLEAU. — *L'Expansion bretonne*, p. 195.

Pays pauvre dans certaines de ses parties, pays de forte natalité dans son ensemble, il devait répandre sur d'autres contrées plus fertiles et moins peuplées le trop-plein d'une population incapable de trouver à vivre dans un pays où la terre est difficile à obtenir, où l'industrie est peu importante et n'emploie qu'une main-d'œuvre restreinte.

Ce n'est pas sans regrets que les cultivateurs finistériens voient partir ces émigrants, forces perdues pour la terre bretonne, destinés trop souvent à n'occuper au loin que de bas emplois et à vivre une vie misérable.

La difficulté ici est de concilier l'intérêt régional et l'intérêt national. La France manque de bras, voilà le fait certain, indiscuté, mais le Finistère en a-t-il trop? Ne pourrait-il pas utiliser en grande partie la masse de population qui le quitte chaque année et accroître par elle sa production, ce qui reviendrait au bout du compte à un accroissement de richesse nationale.

Nous essayerons de projeter un peu de lumière sur cette grave question dans les pages qui vont suivre.

I

Tous ceux qui chaque année quittent le Finistère pour travailler dans d'autres départements ne partent pas sans esprit de retour. Beaucoup vont simplement chercher au loin le supplément d'argent nécessaire pour assurer leur subsistance et celle de leur famille.

Malgré la crise de la main-d'œuvre que subit la région, dans un certain nombre d'endroits — nous l'avons vu au chapitre précédent — les journaliers agricoles ne parviennent pas partout à s'employer toute l'année. La fenaison et la moisson les occupent pendant la belle saison. Ils doivent s'expatrier le reste de l'année.

Ainsi les originaires de Plozévet travaillant à *Nantes* et à *Chantenay* au nombre de près de cent cinquante, reviennent tous les ans au pays, faire la moisson.

Une masse importante de la population s'est dirigée du côté des régions libérées, attirée par les salaires exceptionnellement élevés.

Il semble, par contre, que les migrations proprement agricoles, c'est-à-dire celles qui fournissaient des bras à la moisson en Beauce

et en Normandie aient diminué d'importance. En effet, les salaires pratiqués dans le pays d'origine des travailleurs sont devenus sensiblement égaux à ceux des régions où ils se rendaient avant la guerre, et, de plus, l'offre d'emploi est, dans le Finistère, partout supérieure à la demande durant la période des grands travaux agricoles.

On signale pourtant encore le départ chaque année de quelques équipes de Plonévez-Porzay et Locronan en Beauce, de Quimperlé et de Bannalec dans la même région et de Huelgoat vers la Mayenne et Seine-et-Oise. Pour les autres régions du Finistère, il semble bien que les pays libérés attirent davantage les travailleurs.

Le mouvement qui déplaçait, avant la guerre, une dizaine de milliers de travailleurs chaque année, intéressait surtout la partie centrale du Finistère. Il était dirigé particulièrement vers la Normandie et la Beauce, et, dans une moindre proportion, vers l'Oise, Seine-et-Oise et le Loiret. Enfin, depuis 1905, 400 ouvriers agricoles de la région de Plouigneau allaient faire les vendanges en Lot-et-Garonne (1).

En 1923 et 1924, un certain nombre de jeunes filles et de jeunes femmes de la région du Cap et de Plozévet se sont rendues à Arcahon et à Saint-Jean-de-Luz, pour travailler temporairement dans les usines de conserves de sardines de la région.

A côté de ces migrations communes à toutes les régions surpeuplées, il en existe d'autres spéciales au département qui nous intéresse, partant des régions maraîchères de Roscoff, Saint-Pol et de Plougastel-Daoulas, destinées à écouler en Angleterre les produits du sol, oignons pour la première région, fraises pour la seconde.

Tous les ans, un certain nombre de cultivateurs roscovites, mille à quinze cents environ, partent en juillet vers les ports anglais pour en revenir vers décembre, après avoir vendu leurs grosses provisions d'oignons.

Les vendeurs s'associent en compagnie de vingt à quarante hommes, prennent un chef et se répartissent dans les diverses villes anglaises, où ils louent un local, qui leur sert à la fois d'entrepôt pour leurs marchandises et d'habitation pour eux.

Tous les jours, les associés parcourent les villes et les villages

(1) Georges LE BAIL fils, Op. cit.

environnants, et écoulent les bottes d'oignons, qu'ils confectionnent le soir. Il va sans dire que ce cumul des gains de l'agriculteur et du commerçant laisse des bénéfices appréciables.

A Plougastel-Daoulas, l'émigration est moins régulière et moins importante. Des producteurs de fraises, au nombre d'une centaine environ, passent chaque année pour un mois en Angleterre et y vendent les petites boîtes blanches, remplies des fruits savoureux que leurs compatriotes expédient du pays.

Les migrations, supérieurement conduites et organisées, toujours fécondes en résultats, montrent ce que peut faire le Bas-Breton, lorsque l'instinct commercial, très vivace en lui, quoi qu'on en ait dit, se développe au contact du monde économique.

De plus, le grand inconvénient des migrations temporaires n'existe pas ici. Le Roscovite et l'habitant de Plougastel-Daoulas restent fidèles à leur pays. Aucun désir d'établissement sur place ne germe en eux. La campagne finie, les produits vendus, ils rejoignent leur pays, apportant à la famille l'argent gagné à l'étranger.

Cette fidélité n'est malheureusement pas le fait de tous ceux qui constituent les grands courants de migrations annuelles. Parfois séduits par les salaires élevés, par la facilité apparente de la vie, ils grossissent le nombre des déracinés permanents.

Les migrations temporaires rapportent certes de l'argent aux populations finistériennes, et cependant elles n'ont plus guère d'utilité, à l'heure où tout le département se plaint du manque de main-d'œuvre ; leur persistance ne peut que contribuer à accroître l'émigration définitive, si dangereuse pour le pays.

Un mouvement d'émigration temporaire d'un genre particulier sévit dans la partie de la population maritime qui s'adonne également à la culture de la terre. C'est celui qui porte les jeunes gens vers les équipages de la marine de commerce.

Toute la région côtière est intéressée par cet exode, qui est devenu très important : la commune de Plogoff, par exemple, où les deux tiers des marins sont cultivateurs, compte deux cents de ses originaires qui naviguent au commerce.

La plupart de ces marins, dans l'intervalle entré deux campagnes, retournent au pays, où ils ont conservé des attaches, où leur femme parfois tient un commerce ou cultive, avec l'aide des enfants, une ferme. Plus tard, quand leurs économies seront suffisantes, ils reviendront s'y installer définitivement.

Nous n'insisterons pas sur l'utilité évidente de ce mouvement. C'est grâce à lui que la marine de commerce française arrive à recruter des équipages, ayant une réelle valeur, car l'on sait que dans toutes les compagnies de navigation le Breton fait prime.

Toutes ces migrations tendent vers des lieux étrangers au Finistère, mais il en est d'autres qui ne franchissent pas le cadre du département. Nous voulons parler ici d'un certain nombre de métiers nomades, simple survivance d'ailleurs du passé, menacés d'une disparition rapide par le développement des voies de communication, qui leur enlève toute utilité.

Un certain nombre d'individus, venant des régions pauvres ou surpeuplées du département, se répandent en Basse-Bretagne, exerçant leur métier ou vendant les produits de leur travail de village en village.

C'est ainsi que des communes rurales à population dense du Cap-Sizun, partent tous les ans, vers le mois de février, des groupes de « compagnons » maçons, qui vont travailler dans les villes du département et reviennent au pays vers novembre.

Mais le principal point d'origine de cette dispersion se trouve dans les Montagnes d'Arrée, aux pentes gréseuses, où l'homme tire difficilement sa subsistance du sol.

C'est là, dans les massifs boisés du Huelgoat, que nous trouvons des survivances de métiers forestiers : fabricants de charbons de bois et de sabots, qui doivent se déplacer continuellement, tant pour produire, — passant à une autre coupe de bois, dès que celle qu'ils exploitent est épuisée, — que pour écouler leurs produits dans les régions déboisées du Finistère.

Les « couvreurs de paille » sillonnaient aussi jadis le département, mais l'abandon presque total de la toiture en chaume a fait disparaître cette industrie.

Celle des « pillauer » ou chiffonniers des régions de Loqueffret, Brennilis et Botmeur, subsiste encore, ainsi que celle des petits objets ménagers.

Cette classe de la population rurale bas-bretonne est particulièrement intéressante à étudier au point de vue pittoresque. Elle appartient au passé et le progrès la menace et restreint de plus en plus son importance. Elle ne subsiste plus que parce qu'en Basse-Bretagne le passé est toujours lent à mourir.

II

Après ce rapide coup d'œil jeté sur les migrations temporaires, nous allons examiner le mouvement, bien autrement considérable par son ampleur et grave dans ses conséquences, qui fait que, chaque année, sans esprit de retour, une masse importante de la population finistérienne déserte son pays d'origine, pour aller essaimer au loin.

1. — Ce courant est composé, en presque totalité, de cultivateurs. Ces ouvriers urbains sont peu nombreux, nous l'avons vu, dans le Finistère. Quant au marin, il quitte difficilement son pays. Aux pires jours de la crise sardinière, qui plongea au début du siècle dans une si grande misère nos populations côtières, c'est en vain qu'on tenta de leur procurer du travail au loin ou de les acclimater dans nos possessions coloniales.

Tous les essais échouèrent lamentablement. La mer de Bretagne est dure et mauvaise. Il faut lutter âprement contre elle pour une récompense incertaine. Mais c'est la mer du pays natal. Elle est nécessaire à celui dont elle a bercé le sommeil d'enfant. Les horizons bornés de l'intérieur des terres, les soleils éclatants des côtes algériennes ne s'incorporeront jamais à son âme, et le pêcheur préférera la misère, dans le cadre natal, au salaire assuré loin de celui-ci.

C'est une très vieille chose que l'émigration de nos campagnes et les plaintes qu'elle suscite. Une enquête agricole de 1868 déploierait déjà l'abandon de nos champs pour les villes.

Depuis, ce mouvement s'est accru, envahissant les diverses régions du pays au fur et à mesure que les moyens de communication s'y multipliaient.

Elle affecte surtout, disons-nous, les populations agricoles, mais, dans celles-ci, la classe qui fournit le plus grand nombre de « divroët » (1) est, sans contredit, celle des journaliers et domestiques ruraux.

Le propriétaire exploitant, attaché à sa terre, n'émigre pas et le fermier, s'il est assuré de conserver sa tenure, reste fidèle au pays rural.

Malheureusement, ces deux catégories de travailleurs du sol, qui jusqu'ici donnaient l'exemple de l'attachement à la terre,

(1) Émigré, déraciné.

ont été fortement entamées par l'émigration, par suite d'un état économique qui existait dès avant la guerre, mais que celle-ci a fortement aggravé.

L'importance de ce mouvement est bien difficile à déterminer d'une façon précise. D'un côté, la démarcation entre l'émigration temporaire et l'émigration définitive est dans bien des cas fort délicate ; de l'autre, aucune statistique n'existe, permettant de donner une base à une évaluation.

Si nous comparons les chiffres fournis par les recensements de 1901 et de 1911, nous voyons que, pendant cette période, la population du Finistère a augmenté de 36.704 âmes. Or, pendant le même laps de temps, l'excédent des naissances sur les décès a été de 79.046. On peut donc dire, sans attacher à ce chiffre d'autre valeur que celle d'une approximation, que, pendant ces dix ans, 42.342 individus ont quitté le Finistère.

Du reste, on peut remarquer qu'à chaque recensement l'augmentation de la population est inférieure à ce qu'elle était au précédent, alors que l'excédent des naissances sur les décès reste presque le même.

De 1896 à 1901, 33.366 habitants en plus.

De 1901 à 1906, 22.091 —

De 1906 à 1911, 14.613 —

La statistique des conscrits visités hors du département d'origine est aussi pleine d'enseignements.

CONSCRITS VISITÉS HORS DU DÉPARTEMENT

Années	Classes	Nombre total de jeunes gens visités	Visités hors du département	Conscrits visités au Canada
1910	Classe 1909	8.087	442	5
1911	— 1910	7.675	521	5
1912	— 1911	8.182	526	3
1913	Cl. 1912 et 1913	16.222	1.268	13
1914	— 1914 et 1915	12.317	1.093	22
1915	— 1916 et 1917	15.839	663	13
1916	Néant	»	»	»
1917	Cl. 1918	8.483	362	1
1918	Cl. 1919 et 1920	17.404	656	6
1919	Néant	»	»	»
1920	Ajournés	685	244	1

Ainsi qu'on le voit, le nombre de ceux qui, avant même d'avoir atteint l'âge de vingt ans, quittent leur pays est assez important. Cependant, c'est surtout entre vingt et vingt-cinq ans, que l'émigration se produit. Nous en voyons un exemple frappant dans la visite, en 1920, des ajournés des classes 1913 à 1920. Sur 685 de ces jeunes gens, âgés de vingt à vingt-sept ans, 244, c'est-à-dire plus du tiers, ont été visités hors du département.

Avant tout, nous rechercherons les causes de cette émigration, puis nous déterminerons les points du Finistère d'où elle part, les régions de la France et du monde qui en bénéficient. Nous tâcherons ensuite de dégager le bon et le mauvais côté d'un pareil mouvement et les réformes qui, en l'améliorant, permettraient de concilier les intérêts de la population finistérienne et de la nation tout entière.

* *
* *

2. — Pourquoi cet abandon de la terre? Les raisons en sont nombreuses et bien diverses. Il ne suffit pas ici de prêcher la fidélité au sol, il faut encore voir si celui-ci peut nourrir son homme, si la population sans cesse croissante du Finistère peut trouver sur place l'utilisation assez rémunératrice de son activité et de sa force. Ceci semble fort douteux, tout au moins pour certaines catégories de travailleurs du sol.

Une partie des émigrés quittent leur pays natal avec regret, parce qu'ils ne peuvent faire autrement et parce que d'autres régions françaises leur offrent largement des possibilités de vivre, qu'ils ne rencontrent pas dans le Finistère.

Nous avons étudié, dans un précédent chapitre, la condition des prolétaires ruraux : domestiques et journaliers. Ce sont eux qui fournissent le plus gros contingent à l'émigration. Cela se comprenait facilement autrefois. Leur vie était lamentable à tous égards. Mais nous avons vu qu'aujourd'hui leur situation s'est fortement améliorée. Salaire convenable, nourriture semblable à celle du patron, vie demeurée généralement patriarcale. Le logement seul laisse encore à désirer, quoiqu'il tende à devenir meilleur dans un certain nombre de fermes.

Or, chose troublante à constater, ces améliorations n'ont en rien arrêté l'exode des salariés ruraux. Dans certaines régions du Finistère, il est complètement impossible de trouver des domestiques ayant dépassé l'âge du service militaire ; d'une façon géné-

rale, la crise de la main-d'œuvre se précise et s'amplifie, moins grave au surplus dans le Finistère que dans d'autres régions de la France, grâce à une main-d'œuvre familiale abondante, aux habitudes d'entr'aide entre propriétaires et fermiers ou entre voisins, grâce aussi à l'absence presque complète de grandes exploitations. C'est que si les causes de répulsion ont diminué, les causes d'attraction vers les villes ont augmenté et la fascination est la même que jadis.

Quant aux autres catégories de travailleurs du sol, fermiers et propriétaires, elles se défendent bien contre cette attirance qui semble tenir du magnétisme. Ici, les causes de répulsion agissent presque seules. Ce n'est que le trop-plein qui quitte le pays et ces départs ont un caractère d'obligation particulièrement douloureux.

Ces émigrés, en effet, restent presque tous fidèles à la terre. Au loin, dans le Centre ou le Midi de la France, ils tâchent d'en louer ou d'en acquérir d'autre, conservant le tenace regret de n'avoir plus devant eux l'horizon doux, aux contours un peu voilés, qui avait empli les yeux des ancêtres, les racines de leur cœur mal enfoncées dans cette terre nouvelle qui leur reste un peu étrangère.

C'est dans l'accroissement continu de la population du Finistère que nous trouverons une des principales causes de l'exode de ses habitants, et c'est elle qui se manifesta sans doute la première.

Le chiffre des naissances est toujours très supérieur à celui des décès et, malgré le mouvement d'émigration considérable, le nombre d'habitants augmente sans cesse dans le département (1).

On peut affirmer, écrit M. Jean CHOLEAU (2), que primitivement « l'émigration rurale fut causée par l'accroissement progressif de la population, qui rendait difficile, précaire, pour ne pas dire impossible, l'existence sur un territoire en partie inculte ».

En l'an XII, la densité au km² était de 61 habitants dans le Finistère, elle était de 92 en 1852, 108 en 1892 et 118,5 en 1906.

La densité au km² cultivé, qui était de 163,2 en 1852, montait à 174,5 en 1892 et à 177,8 en 1911.

Il s'est donc produit une rupture d'équilibre entre la superficie cultivée et le nombre d'habitants. Ces chiffres ne donnent, du reste, qu'une idée imparfaite de la réalité, car certaines régions

(1) Nous ne tenons compte ici que des recensements et des statistiques établies avant la guerre, celle-ci ayant transformé la situation d'une façon qui ne sera, nous voulons l'espérer, que temporaire.

(2) J. CHOLEAU : *L'expansion bretonne*, p. 54.

pauvres du département — les Montagnes Noires et d'Arrée surtout — n'accusent qu'un faible densité, tandis que celle-ci atteignait avant la guerre 174 habitants au kilomètre carré à Plozévet, par exemple, 232 à Plouhinec, 378 à Penmarch et le chiffre formidable de 439 à l'Île de Batz. Toutes ces communes sont en partie maritimes, mais la moyenne de 150 habitants est un chiffre courant dans les communes rurales, ce qui représente plus du double de la moyenne générale de la France.

Cette densité de population et son accroissement constant rendent souvent trop étroit le cadre où pourrait s'insérer le jeune cultivateur.

Les terres n'ont pas été défrichées en quantité suffisante pour ces besoins sans cesse accrus. La stagnation et la routine empêchent celles qui produisent de donner assez. L'agriculteur n'ayant pas de terre entreprendra la recherche malaisée d'une ferme à exploiter. S'il échoue, il devra donc se placer comme salarié, soit à la campagne, soit à la ville.

Aucune industrie vraiment importante nécessitant une grosse main-d'œuvre n'existe dans le département, aussi sera-ce presque toujours la ville lointaine, avec l'attrait puissant des hauts salaires et l'espoir d'un travail même dur, qui l'attirera.

Les prolétaires ruraux alléchés par les taux des salaires des villes, forcément plus élevés que ceux des campagnes, ne réfléchissent pas que là-bas le prix de la vie, les difficultés de nourriture et de logement, les besoins nouveaux que l'ambiance créera, rendront leur situation inférieure à ce qu'elle est actuellement.

L'émigrant espère un travail plus facile. Dans les fermes bretonnes, main-d'œuvre familiale et main-d'œuvre salariée travaillent ensemble de l'aube au soir, et l'exemple donné par le patron doit être suivi par l'ouvrier.

Le travail à la cloche à durée limitée n'est pratiqué nulle part. Son attrait est si grand, que certains domestiques de fermes l'ont préféré au loin avec une situation inférieure à celle qu'on leur offre dans le pays.

Et puis, à la ville, il y a la loi de huit heures ! Nous sommes de ceux qui ont salué cette loi comme un grand pas vers la réalisation de la justice sociale. Et pourtant, de tous les points du département et de milieux qu'on ne peut soupçonner de réaction, nous sont parvenues d'amères plaintes.

« La loi de huit heures tuera l'agriculture — nous écrivait le jeune

maire d'une de nos plus grosses communes rurales — elle est la principale cause des émigrations. L'homme préfère le travail malsain des villes et des usines, parce que, sa journée finie, après huit heures de travail, il trouve sa liberté ».

Faut-il étendre cette loi aux travailleurs des champs ? Si séduisant que soit ce projet, nous croyons qu'il aboutirait dans les circonstances actuelles à la ruine de l'agriculture dans notre pays.

Ce n'est pas sans regret que nous avons enregistré ces constatations, mais notre impartialité se devait d'en faire état ici.

Une autre cause d'émigration résulte du manque d'hygiène et de confort des classes rurales. L'émigrant ignore qu'à la ville il se trouvera à ce point de vue dans une situation plus mauvaise encore. Du reste, cette cause cessera peu à peu de produire ses effets, l'afflux de l'argent amenant chaque jour de nouveaux progrès.

La vie est monotone à la campagne. Le rural rentrant de la ville, ou le soldat revenant du service, garde en ses yeux, le flamboiement des lumières des boutiques et des cafés, en son esprit le souvenir des bonnes heures passées au cinéma ou au beuglant. Les expatriés, qui passent quelque temps au village natal lui vantent cette vie, n'osant en avouer, par fausse honte, les misères et les tristesses.

Leurs habits prétentieusement élégants impressionnent l'humble cultivateur ou la petite bonne de ferme.

Et puis la vie est devenue aujourd'hui plus dure à la campagne que jadis. Les communaux du village où le plus pauvre trouvait de quoi nourrir ses bêtes ont disparu.

Autrefois également de petites industries pouvaient fournir le supplément de gain nécessaire à la vie. Aujourd'hui, elles sont en voie de disparition : le tisserand de village n'est plus qu'un souvenir, le sabotier subit la concurrence des fabriques. Celles qui subsistent absorbent tellement ceux qui s'y livrent qu'ils sont devenus des artisans et que leurs champs sont remplacés par un jardin.

Le marin cultivateur, par contre, émigre moins. La pêche est son industrie et lui procure, avec la récolte du goémon, un supplément de ressources qui lui permet de vivre.

Dans ce pays de familles nombreuses, le régime successoral

produit bien souvent de fâcheux effets, surtout s'il s'agit de petites ou de moyennes propriétés.

Lorsque le père de famille, sentant ses forces décliner, donne sa ferme à l'aîné de ses enfants, celui-ci s'engage à l'entretenir personnellement et à payer aux autres enfants des soultes représentant leur part dans la succession future. Ces soultes sont réparées en paiements partiels échelonnés sur un long temps, ce qui empêche leurs bénéficiaires de les remployer en terre. Ils émigrent alors à la ville et l'argent, versé par petites sommes, est dissipé sans résultat utile.

Si, par contre, la ferme est morcelée à la mort du père entre de nombreux enfants, le résultat n'est pas plus brillant : bien souvent les parts, insuffisantes pour permettre une exploitation fructueuse, sont vendues par leur nouveau propriétaire, et c'est encore le départ à la ville, où, avec son petit pécule, l'émigré va tenter la chance bien souvent rebelle.

En cas de vente par licitation, le remploi en terre des sommes qu'elle produit est ici encore difficile, et le résultat équivaut à une famille entière perdue pour la terre.

Certains parents, par leur égoïsme, poussent également leurs enfants au départ, retardant indéfiniment la cession de leur propriété pour en garder plus longtemps le bénéfice et ne récompensant pas les efforts de leurs enfants.

C'est ainsi que nous avons vu, en 1924, un fils âgé de 30 ans, recevoir de son père, devenu vieux et presque incapable de travailler, la nourriture et le logement avec la somme de 100 francs pour le salaire du travail d'une année.

L'émigration a encore des causes morales très profondes.

En devenant citadin, le cultivateur croit s'élever à un degré supérieur dans l'échelle sociale.

On rabaisse parfois à la campagne le plus nécessaire et le plus intéressant des métiers.

« Il a trop d'instruction pour faire un paysan ».

Combien de fois cette phrase stupide n'a-t-elle pas retenti à nos oreilles !

Eh non ! Bien souvent, celui dont on parle n'a pas au contraire assez d'instruction pour faire un cultivateur, car ce métier exigerait des connaissances infiniment plus complètes que celles nécessaires à l'employé ou au commis des villes.

Mais l'instruction du rural est mal dirigée. Les programmes

ne laissent généralement pas la moindre place aux questions agricoles et encombrant le cerveau de l'enfant de connaissances mal digérées et vite oubliées, qui lui donneront l'illusion de savoir beaucoup, alors qu'il a encore tout à apprendre.

Il faudrait approprier à des fins agricoles l'instruction de l'écolier rural. Tout en lui inculquant les connaissances élémentaires d'ordre général, on pourrait choisir des dictées et des problèmes se rattachant aux choses de la vie paysanne, et, plus tard, par l'enseignement post-scolaire agricole appuyé de démonstrations pratiques, lui apprendre les méthodes de l'agriculture nouvelle, en même temps qu'on vanterait devant lui l'indépendance de la profession rurale, l'utilité et l'importance chaque jour grandissante de la fonction sociale de l'homme des champs dans la démocratie actuelle.

On pourrait ainsi retenir à l'agriculture beaucoup de ruraux intelligents qui tournent malheureusement le dos à la profession ancestrale.

La vanité des parents pousse les enfants à devenir à la ville de petits employés ou fonctionnaires qui, après une instruction coûteuse, passeront leur vie, sans horizon, à vivoter et à attendre patiemment, sans espoir de changement, une humble retraite.

Certes, ils portent le faux-col et le chapeau melon, mais combien plus appréciable eût été leur bonheur, s'ils avaient gardé dans la ferme paternelle l'habit de velours et le chapeau à larges rubans, s'ils avaient employé l'instruction acquise à améliorer le fonds paternel, à l'accroître et à intensifier son rendement.

Du reste, nous le répétons à ce sujet, l'idée est en marche. Beaucoup d'agriculteurs aiment leur métier, comprennent qu'il est le plus beau et le plus noble de tous, et peut-être prochainement aurons-nous en France, comme en Angleterre, une classe considérable par son importance de petits et moyens propriétaires ruraux vivant dans l'aisance et le confort, aussi instruite et considérés que n'importe quelle bourgeoisie urbaine.

On cite souvent, parmi les causes d'émigration, l'absentéisme des propriétaires ruraux non cultivateurs qui délaissent la campagne pour aller vivre dans les villes. Leur influence, les conseils que leur instruction leur permettraient de donner pourraient faire beaucoup pour retenir les cultivateurs aux champs.

Cette situation n'est pas nouvelle puisque les agriculteurs finistériens élevaient déjà des protestations contre cet état de

choses lors de la *révolte du papier timbré* en 1675 et demandaient, dans le code paysan élaboré par eux à ce moment, que les propriétaires fonciers soient tenus de regagner leurs domaines.

Ces causes sont anciennes. La guerre a amplifié peut-être certaines d'entre elles. Elle a eu du reste un double résultat en sens contraire. En montrant aux ruraux, qui n'étaient guère sortis de leur arrondissement, des pays nouveaux et des possibilités qu'ils n'avaient pas entrevues, elle a incité certains d'entre eux à délaisser la terre et à chercher fortune ailleurs. Par contre, beaucoup ont profité d'une façon toute différente de l'élargissement de leurs connaissances pratiques et ont apporté à leurs exploitations, les améliorations aperçues ailleurs.

* *
* *

III. — Cependant la guerre a créé dans un autre ordre d'idées une situation particulièrement grave, dont la conséquence a été le départ forcé d'un certain nombre de cultivateurs qui voulaient rester à la terre et qui, par suite d'une situation économique nouvelle, ont dû aller chercher du travail dans d'autres régions, où la terre manquait de bras.

Nous reviendrons plus tard sur cet exode, véritable *colonisation* des régions dépeuplées de la France par la race forte et prolifique des Bretons.

Indiquons-en pour le moment simplement les causes.

Avant la guerre, il était déjà difficile de trouver, dans le Finistère, des exploitations à louer ou à acquérir. Néanmoins, un certain équilibre se maintenait tant bien que mal entre l'offre et la demande, et c'est cet équilibre que la guerre a rompu.

L'agriculture rapporte plus que le cultivateur n'avait jamais espéré. D'où cette double conséquence que celui qui possédait de la terre n'était pas disposé à s'en défaire et qu'il était poussé d'un autre côté à reprendre la mise en valeur directe de toute sa propriété, généralement affermée en partie.

Une concentration des exploitations s'est ainsi produite, qui a eu pour effet de laisser sans moyens d'existence un grand nombre de petits fermiers.

D'autre part, si l'offre était réduite à peu près à néant, la demande s'accroissait considérablement. Les petits propriétaires, les journaliers et les domestiques avaient pendant la guerre économisé

de l'argent. Les allocations avaient accru ce pécule. Le crédit agricole donnait, par ailleurs, de grandes facilités pour l'achat de terre. Les cultivateurs voulaient employer les billets bleus entassés dans les armoires, les uns pour s'arrondir, les autres pour devenir propriétaires.

Ce qui avait lieu pour les terres se passait de la même façon pour les logements. Les propriétaires voulaient leurs aises et, le prix du bâtiment les empêchant de s'agrandir, refusaient de prendre des locataires. Ainsi dans la région de Plonéour-Lanvern, notamment, les journaliers agricoles, qui occupaient jadis une chambre dans les fermes et louaient un peu de terre, se sont vus privés de cette dernière. Cette situation a atteint particulièrement la catégorie si intéressante des penn-ty. — Bien à la légère, beaucoup de gros cultivateurs se sont privés là d'une main-d'œuvre toujours prête, peu coûteuse et qu'ils regretteront amèrement sous peu. Les penn-ty étaient un peu à l'exploitation principale ce que les rameaux sont à la tige principale de l'arbre. Les rameaux sont abattus. Sans eux, le tronc aura peut-être du mal à vivre et beaucoup de cultivateurs, qui se plaignent amèrement du manque d'ouvriers agricoles n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes de l'état de choses qu'ils ont créé.

Enfin, même des cultivateurs aisés ont dû quitter le pays. La ferme paternelle, partagée entre plusieurs enfants, n'eût pas été suffisante pour entretenir leur activité. De grandes exploitations s'offraient au loin, à des prix beaucoup plus abordables que dans la région, au point de vue de l'achat comme de la location. Ils sont partis munis de capitaux et, ayant pu choisir une région de la France leur convenant, ils ont généralement bien réussi.

Au 29 septembre 1921, 394 fermiers (1) se trouvaient sans exploitations dans le Finistère, dont 68 dans l'arrondissement de Brest, 68 également dans celui de Châteaulin, 64 à Morlaix, 28 à Quimperlé et 164 à Quimper. 116 seulement, sur ce nombre, quittaient des exploitations de plus de 10 hectares. Environ 150, dont les deux tiers dans l'arrondissement de Quimper, occupaient de toutes petites fermes de moins de 3 hectares. Dans la seule commune de Plozévet, une quarantaine de penn-ty occupant ensemble 45 hectares se trouvaient sans abri.

La plupart de ces malheureux ont émigré.

(1) Chiffre officiel, qui, en réalité, doit être fortement majoré.

Si quelque propriété était par hasard à vendre, le nombre de ceux qui la désiraient faisait monter les prix au delà des possibilités financières de la plupart.

Il me souvient d'avoir vu, aux ventes de ces dernières années, ces foules d'hommes, surenchérissant jusqu'à l'extrême limite, puis s'en allant désespérées. Ils avaient joué leur dernière carte. Maintenant, ils n'avaient plus qu'une seule ressource : l'exil, le départ vers l'inconnu, loin du petit coin aimé, où tout les retenait cependant : la terre aimée où reposent les os des ancêtres, la langue, les mœurs et les traditions de la race, tous les liens multiples et divers qui nous accrochent à la terre natale et qui nous causent tant de mal quand il faut les briser.

Certains sont restés malgré tout au pays. Ils ont loué une chambre au bourg, où s'entasse leur famille, et ils travaillent pour les autres à la journée, après avoir exploité pour leur compte.

Beaucoup sont partis, les uns entraînés par le courant d'émigration organisé vers la Dordogne, les autres un peu partout, s'employant d'abord quelque temps à la ville voisine, puis attirés bientôt par le mirage de la grande cité.

En somme, la grande cause de cette émigration a été le manque d'exploitations à acquérir ou à louer, et les prix trop élevés de la terre, conséquences normale de la surabondance des demandes.

Cette émigration spéciale à l'après-guerre est-elle aussi dange-reuse que l'autre ? Il semble bien que non. Les causes qui l'ont déterminée ne seront que passagères. Le retour à l'état de choses normal se fera peu à peu et la situation redeviendra la même qu'avant 1914. Il est à croire pourtant que l'impulsion est donnée et que le nombre de Finistériens allant exploiter des terres hors de leur département d'origine restera beaucoup plus grand qu'avant cette crise.

*
* *

IV. — Tout le Finistère participe à ce mouvement, mais fort inégalement, selon ses parties.

On constate, ce qui est du reste naturel, que ce sont les régions pauvres et de forte natalité qui lui fournissent son plus grand contingent. Les pays de grande propriété semblent également les plus atteints.

Du Léon, pays de riche élevage, de petite et moyenne propriété et de natalité inférieure à celle du reste du département, on

émigre peu. Le Bas-Léon ne subit guère que l'attraction de Brest, la grande cité voisine. Landivisiau et Plouescat enregistrent un certain nombre de départs. A Plouzévédé, on ne pourrait pas citer 10 familles ayant quitté le pays. Par contre, la partie Nord du canton de Saint-Pol-de-Léon est assez atteinte. Dans le Trégorrois, le mouvement est un peu plus fort vers Plouigneau et Lanmeur, important dans les environs de Morlaix, à Saint Martin des Champs et Sainte-Sève.

Dans la zone centrale du département, la situation est très différente, selon qu'on considère les crêtes gréseuses ou la riche région du bassin de l'Aulne. Les Montagnes Noires et d'Arrée nourrissent difficilement leurs habitants. D'autre part, il s'agit ici d'un pays où la grande propriété est plus commune que dans le reste du département.

A *Lothey* et *Gouézec*, dans le canton de Pleyben, l'émigration est active, ainsi que dans le canton de *Châteauneuf-du-Faou*, vers *Leuhan* et *Trégourez*. Une partie des cantons de Huelgoat et de Carhaix est très atteinte, notamment, à la *Feuillée*, *Brennillis* et *Botmeur*, régions aux crêtes dénudées et à la terre ingrate. A *Spézet* (1) elle est aussi importante.

Par contre, à *Sizun* et au *Faou* elle sévit peu, de même que dans toute la région de Châteaulin et de la partie Est du canton de Crozon, où elle n'a guère revêtu que le caractère forcé d'après-guerre.

Quant à la Basse-Cornouille, c'est d'une façon générale un gros foyer d'émigration. Les tout petits fermiers ou propriétaires dans l'impossibilité d'employer leurs nombreuses familles se voient contraints de placer leurs enfants aussitôt que possible.

L'arrondissement de Quimperlé, où l'élevage se répand de plus en plus, où la moyenne propriété nourrit bien son homme, est moins touché. A *Elliant*, on émigre peu, à *Rosporden* un peu plus ; *Pont-Aven*, *Scaër*, *Bannalec* et *Quimperlé* voient partir, en assez notable proportion, leurs domestiques et leurs servantes. Quelques riches cultivateurs de ces régions sont attirés par les importantes propriétés disponibles en Normandie. Par contre, dans le canton d'*Arzano*, très isolé, il n'y a pas d'émigration.

L'arrondissement de Quimper est peut-être celui du Finistère où l'émigration sévit davantage. Dans l'ensemble, il a été, nous

(1) Canton de Carhaix.

l'avons vu, très touché, par des départs de cultivateurs sans exploitation après la guerre. Toutes les causes d'exode rural énumérées au début de ce chapitre y ont joué, mais la principale reste sans contredit l'exédent toujours croissant de population et la pauvreté du sol sur une grande partie de son étendue. Les domestiques de ferme quittent presque tous leur pays. A Fouesnant, peu de soldats libérés, s'ils ne sont rappelés par des intérêts pressants dans la région, reviennent au foyer. Les parties rurales du canton de Quimper, la région de Plogonnec (1), l'ensemble du canton de Briec, sont un peu moins atteints. Douarnenez également, à cause de la présence d'usines, qui emploient une forte main-d'œuvre. L'émigration est par contre très forte dans le canton de Pont-Croix, surtout à Primelin, Esquibien, Plouhinec, où la densité de la population atteint un chiffre trois fois plus important que celui de la moyenne de la France. Par contre, des communes comme Plogoff, habitées surtout par des marins cultivateurs, ne sont atteintes que dans d'insignifiantes proportions. Il faut noter, d'autre part, que toute la région côtière, qui va de Douarnenez à la rivière de Pont-l'Abbé, fournit un nombre considérable de marins naviguant au commerce.

Les deux cantons bigoudens de Pont-l'Abbé et Plogastel-Saint-Germain sont un centre actif d'émigration. Les journaliers et les petits fermiers ou penn-ty s'expatrient en grand nombre à Plogastel et les domestiques de ferme à Pont-l'Abbé. La race est dans ces pays très prolifique. Si la terre est morcelée sur la côte, de grandes propriétés à l'intérieur maintiennent, surtout dans le canton de Plogastel, les exploitations agricoles dans une fâcheuse stagnation. La terre est de plus à peu près impossible à trouver et la nombreuse famille des exploitants exclut, dans bien des fermes, le besoin d'une main-d'œuvre salariée.

Cette émigration était déjà considérable avant la guerre. C'est ainsi que Plozévet, commune de 4.699 habitants au recensement de 1911, perdait par émigration 693 de ses enfants entre 1901 et 1911.

Si l'on considère que l'émigration a fortement augmenté avant la guerre et que les départs de cultivateurs en marche vers la colonisation de la Dordogne ou de la Normandie ont été plus considérables chez les bigoudens que partout ailleurs, on voit quels chiffres peuvent être atteints aujourd'hui.

(1) Canton de Douarnenez.

Bien souvent du reste, dans ces régions, le chef de famille émigre seul et nourrit par son salaire sa femme et ses enfants restés au pays, où il revient de temps en temps et où il est parfois propriétaire ou locataire d'un lopin de terre.

Par contre, les jeunes gens émigrés, et c'est le plus grand nombre, fondent souvent une famille au loin et sont définitivement perdus pour le pays.

* * *

V. — Vers quelles contrées se dirigent ces courants d'émigration ?

Observons d'abord que l'immigration n'a aucune importance ; les autres départements français n'envoient guère dans le Finistère que quelques fonctionnaires et des ouvriers à l'arsenal de Brest. Le recensement de 1906 dénombrait 33.717 individus nés hors du département, mais la plupart d'entre eux étaient des fils de Finistériens revenus au pays. Les étrangers, surtout italiens et anglais, étaient au nombre de 556.

Par contre, il existe une forte émigration intérieure dans le département. A part *Brest*, elle affecte peu les villes de la région, ainsi que le prouve leur population demeurée à peu près stationnaire. Elle n'est qu'une étape de la route qui conduit l'ouvrier ou la servante du village à la grande ville.

Dans les campagnes, elle a une réelle importance ; c'est ainsi que les Bigoudens de Pont-l'Abbé et de Plogastel-Saint-Germain, étouffant dans leur cercle trop étroit, envahissent les régions plus fertiles du Finistère. Ils sont à Daoulas, à Fouesnant et à Scaër. Ils sont mêmes dans le Cap, déjà surpeuplé, à Crozon et à Quimerc'h, à Hanvec (1), où ils occupent le tiers des exploitations, dans de nombreuses fermes des environs de Quimper, où leur activité fait merveille.

De même les « *Pagants* », de Saint-Pol à Plouescat et à Plouzévédé s'étendent vers l'Est dans la presqu'île de Taulé et le Trégor, où ils développent la culture maraîchère et supplantent les fermiers indigènes par des suroffres de fermage, qu'ils réussissent à payer en se livrant à une culture intensive et en mettant leurs exploitations presque entièrement sous légumes.

Les habitants de ces deux régions, les premiers supérieurs

(1) Canton de Daoulas.

à leurs voisins par leur vigueur au travail et leur ténacité, les autres par leur science agricole, réussissent à s'implanter dans des pays de population déjà dense. Les Bigoudens et les Pagants sont au reste du Finistère ce que les Bretons sont à la France.

Nous avons dit qu'une partie de l'émigration finistérienne se dirigeait vers les villes et une autre vers les campagnes.

Examinons d'abord la première.

Paris est le grand centre d'attraction de toute la France. C'est le point d'aboutissement des deux grandes lignes de chemins de fer qui traversent le département. Les Finistériens y foisonnent, ainsi du reste que les Bretons d'autres départements. Les statistiques déjà anciennes ne peuvent donner qu'une faible idée de leur nombre.

En 1896, il y avait 14.421 Finistériens à Paris.

En 1906, ils étaient 16.549 (1). Il ne semble pas exagéré de croire qu'ils sont aujourd'hui de 30 à 40.000. La banlieue en renferme également beaucoup, particulièrement la triste ville industrielle de Saint-Denis, où les Bretons représentent un cinquième de la population.

Ils n'y font généralement pas fortune. « La Basse-Bretagne, écrit M. Camille VALLAUX (2), qui fournit tant de travailleurs à bon marché, aux bras solides, étrangers à tout métier spécialisé et complexe, est une pépinière de manœuvres pour toutes les entreprises qui ont à remuer de la terre et des pierres ».

Pauvrement logés dans des réduits malsains, astreints par leur manque d'instruction et leur dénuement à gagner de l'argent de suite et par n'importe quel travail, ils sont la proie facile de deux terribles fléaux : l'alcoolisme et la tuberculose.

M. TRÉOGAT (3) nous donne dans son intéressante étude sur ces questions l'effroyable proportion des Bretons parmi les tuberculeux des divers hôpitaux de Paris.

Quant à l'alcool, il n'est plus « brûlé » par le grand air et ravage l'organisme. Parmi les malades Bretons soignés à Paris, 88 % sont alcooliques.

Le Havre est le siège d'une forte colonie finistérienne. En 1891, la Seine-Inférieure en comptait déjà 3.912. Actuellement, on

(1) *Revue Cosmos*, 4 avril 1908, citée par J. CHOLEAU.

(2) *Op. cit.*, p. 278.

(3) A. TRÉOGAT : *L'immigration bretonne à Paris*, p. 28.

pourrait les évaluer à 20.000 au *Havre* et un millier à Rouen. Ils occupent, dans la première de ces villes, le quartier Saint-François et de l'Eure. Les plus intelligents réussissent à se faire de bonnes situations dans les usines, mais beaucoup d'entre eux vivent une existence aussi misérable que leurs compatriotes immigrés à Paris.

A *Nantes* et dans le faubourg de *Chantenay*, on compte aussi beaucoup de Finistériens, qui travaillent dans les raffineries de sucre et les fabriques d'engrais chimiques. Ceux-là ne sont pas tout à fait perdus pour le Finistère. Leur situation relève parfois plutôt de l'émigration temporaire, car leur famille reste souvent au pays.

Paris, *Le Havre* et *Nantes* sont les trois grands centres urbains de concentration des ouvriers finistériens. Il y en a également beaucoup en Seine-et-Oise et même un petit lot dans le Var. Les ardoisières de Trélazé sont exploitées par des originaires du canton de Pleyben, habitués au travail de l'ardoise dans leur pays. Les verreries de la Marne et de l'Est emploient de jeunes enfants originaires surtout des cantons de Fouesnant et de Douar-nenez, qui, astreints aux rudes besognes de cette industrie, y perdent souvent leur vigueur et leur santé.

Les autres Finistériens se sont dispersés un peu partout. Ils sont nombreux parmi les petits fonctionnaires, les employés de chemin de fer. Ceux-là sont les plus heureux. Ils sont sûrs du lendemain. Les servantes finistéennes sont également très nombreuses à Paris et dans toutes les villes de l'Ouest. Les autres prospèrent rarement et n'arrivent pas toujours à vivre.

Bien différente est l'émigration vers les campagnes françaises : l'émigration que nous appellerons paysanne, par opposition à cette émigration urbaine que nous venons de décrire. Toutes deux, à vrai dire, sont alimentées par des paysans, mais le point d'aboutissement n'est pas le même.

Ce mouvement existait déjà avant la guerre, et les émigrés devenaient tantôt propriétaires, tantôt fermiers, dans les régions où ils s'installaient. Depuis, le mouvement s'est amplifié pour des raisons que nous avons étudiées et a englobé surtout des fermiers.

Les autres départements bretons, assez peuplés, n'attirent guère les cultivateurs du Finistère. Quelques originaires de Saint-

Pol se sont pourtant installés vers Perros, dans les Côtes-du-Nord, prolongeant le mouvement d'émigration des Pagants vers le Trégorrois. Quelques exploitations de l'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Inférieure ont été également acquises ou louées par les Finistériens. On signale, dans le Morbihan, quelques familles de Pont-l'Abbé et de Plogastel, installées dans la presqu'île de Rhuy, une dizaine de familles de Landeleau (1) à Belle-Ile en-Mer.

La Normandie a été de tous temps une terre d'attraction pour la Bretagne pauvre. M. J. CHOLEAU (2) signale que bien avant et jusqu'à la Révolution, on comptait trois paroisses bretonnes en Normandie, dont l'une était dédiée à saint Thurien.

Si l'émigration des Finistériens vers les villes normandes est grande, celle vers les campagnes est aussi considérable. La terre est plus fertile, moins coûteuse et se trouve très facilement par suite, hélas ! de la terrible dépopulation de ces contrées. Le climat humide et l'aspect bocager du pays rappellent aux immigrés bretons leur région d'origine.

La Manche, où l'on dénombrait déjà 1263 Finistériens en 1891, l'Orne, l'Eure et le Calvados ont vu beaucoup de leurs exploitations ainsi reprises.

Dans l'Eure s'est groupée une véritable colonie bretonne originaire de Quimperlé. Tout le département est intéressé par ce mouvement d'émigration, dont les résultats sont bons en général et qui a tendance à prendre une ampleur de plus en plus grande.

Le Maine n'est pas une région de gros peuplement finistérien. Dans l'Anjou, par contre, le département du Maine-et-Loire, qui contenait 2.911 Finistériens en 1891, en renferme de nombreux, mais plutôt travaillant à *Angers*, dans les chemins de fer, comme domestiques, ou dans les carrières d'ardoises que comme exploitants dans les campagnes.

Certains autres ont essaimé dans des régions bien diverses, dans les Deux-Sèvres, dans l'Aube, dans l'Eure-et-Loir, où ils sont assez nombreux, et jusqu'en Provence et dans les Hautes-Pyrénées.

Il nous reste à parler d'une région d'émigration, ou plutôt de peuplement, artificiellement créée depuis la guerre, qui com-

(1) Canton de Châteauneuf-du-Faou.

(2) *Op. cit.*, p. 89.

prend, au Sud-Est de la France, le département de la Dordogne en premier lieu, et également ceux du Lot, de Lot-et-Garonne, de Tarn-et-Garonne et du Gers.

Quand, vers la fin de 1920, de nombreuses familles bretonnes se trouvèrent menacées de se trouver sans exploitation, on pensa tout de suite, ce qui, de prime abord, semble assez logique, à les diriger vers les régions où il y avait des exploitations sans exploitants.

On sait les ravages de la dépopulation dans le Sud-Ouest. C'est cette région qui parut devoir convenir le mieux, et c'est vers elle que l'Office Central et l'Union des Syndicats agricoles du Finistère dirigèrent les cultivateurs.

Le 20 juin 1921, un premier convoi composé d'une quarantaine de Bretons débarquait à Périgueux ; trente-sept contrats agricoles furent conclus. Plusieurs autres convois suivirent. En juin 1923 (1), il y avait environ cent cinquante familles bretonnes installées en Dordogne. Les trois quarts sont originaires du Finistère, principalement des environs de Lamilis, Plabennec, Landivisiau et Huelgoat ; Bannalec, Quimperlé, Briec, Châteaulin, Carhaix, ont suivi l'impulsion donnée. Dans le canton de Plogastel-Saint-Germain, il est parti, de Peumerit, une vingtaine de familles, plusieurs de Plozévet et de Plonéour-Lanvern.

En tout, il y avait au milieu de 1923, officiellement, un millier de Finistériens installés par les soins des Services agricoles. Comme de nombreux contrats individuels ont été conclus directement et qu'en septembre 1923 un nouveau contingent d'émigrés est arrivé, on peut supposer que le chiffre réel d'habitants nouveaux donnés par le Finistère à la Dordogne devait varier entre 12 et 1.300 à la fin de l'année 1923.

Le Lot-et-Garonne, le Tarn-et-Garonne, le Lot ont reçu aussi un certain nombre d'émigrés, très inférieur du reste à celui que nous venons de citer.

Dans le Gers, le Bureau départemental de la main-d'œuvre agricole avait placé, au début de 1923, quatorze familles originaires du Finistère, groupant soixante-dix enfants, soit une centaine d'individus. D'autres sont également venus sans s'adresser à ce bureau.

(1) Renseignements fournis par M. le Directeur des Services agricoles de la Dordogne.

Ils étaient originaires principalement des cantons de Briec, Châteauneuf-du-Faou et Pleyben.

Il semble, à première vue, que cet essai de colonisation ait été couronné de succès. Il n'y a eu en Dordogne que cinq à six conflits entre exploitants et propriétaires, conflits dont la responsabilité peut être partagée entre les deux parties.

Certains Bretons cependant se sont élevés contre cet envoi au loin de leurs compatriotes, M. Jean CHOLEAU et le Vicomte DE GUÉBRIANT, président de l'Union des S. A. du Finistère, ont entamé à ce sujet une vive polémique dans les journaux locaux.

Nous ne sommes suspect de parti-pris, ni pour l'un, ni pour l'autre.

Cependant, il est bien certain que, pour diverses raisons, les unes pratiques, les autres sentimentales, la région du Sud-Ouest est mal choisie pour être peuplée de Bretons, et nous sommes tout à fait de l'avis de M. J. Choleau, quand il regrette qu'on n'ait pas suivi le courant naturel, qui pousse depuis longtemps déjà vers la Normandie les « divroët » bretons fidèles à la terre.

Ceux-ci s'accommodent beaucoup mieux des belles terres d'élevage et de production du cidre du Nord-Ouest, que des truffes et des foies gras, des vignes et du tabac de la Guyenne et de la Gascogne, toutes productions qui leur sont complètement inconnues.

D'autre part, on a dit que les Bretons apporteraient leurs qualités naturelles dans les régions méridionales, qui en ont, paraît-il, besoin : prolificité, travail et résistance.

On oublie que c'est la terre qui fait l'homme, et ces Bretons isolés, perdus dans une population différente, acquerront peut-être, au bout de deux ou trois générations, les qualités charmantes des Gascons, mais perdront certainement celles plus rudes, mais plus vigoureuses de leur race.

Et puis, nous voulons bien essaimer par groupe au loin, mais nous ne voulons pas noyer dans la masse du pays, les Bretons, qui doivent garder, même au loin, la langue, les mœurs et l'âme du pays natal.

Cependant, il fallait faire vite. Des cultivateurs, d'une part, allaient se trouver sans abri ; des fermes nombreuses, d'autre part, allaient se trouver sans main-d'œuvre. Ces raisons excusent jusqu'à un certain point les erreurs qui ont pu être commises.

Si les originaires du Finistère se répandent, nombreux, dans

toute la France, ils se tournent rarement, par contre, du côté des colonies et de l'étranger.

« Le paysan de Basse-Bretagne, écrit M. Camille VALLAUX (1), n'abandonne guère la terre de France où, malgré son langage et ses mœurs frustes, il se sent partout chez lui. Rien ne montre mieux la solidité du lien qui unit le pays d'Armorique à la patrie commune. Malgré la misère et la surpopulation, les Bas-Bretons ne s'expatrient pas plus que la moyenne des Français. »

Le Finistérien ne s'installe guère d'une façon définitive dans les colonies. Il y fera, par contre, volontiers des séjours limités, comme soldat, marin ou fonctionnaire. La race bretonne est voyageuse, mais pas colonisatrice. C'est pourtant elle, qui, par le sang de ses marins et de ses soldats coloniaux, a pris la part la plus active à la conquête de ces colonies.

On sait l'échec qu'essuya la tentative d'émigration des pêcheurs bretons sur la côte algérienne. Dans l'Afrique du Nord, il y a très peu de cultivateurs originaires du Finistère.

D'assez nombreux bigoudens, avant la guerre, avaient formé un petit centre de colonisation en Tunisie.

Dans les régions plus lointaines de l'empire colonial français, la situation est la même. Aucun mouvement sérieux d'émigration parti de Basse-Bretagne ne se dirige vers elles.

Voici le nombre de passeports donnés de 1913 à 1922, pour les colonies.

Nombre de passeports demandés pour les colonies.

Année	Arrondissements de				
	Quimper	Brest	Châteaulin	Morlaix	Quimperlé
1913	»	3	»	»	»
1914	4	»	»	»	»
1915	»	20	»	1	»
1916	»	26	»	»	»
1917	10	23	»	»	»
1918	5	49	»	1	»
1919	14	130	20	9	2
1920	5	10	»	3	»
1921	1	1	»	2	1
1922	3	14	1	1	»

(1) *Op. cit.*, p. 280.

Ces chiffres n'ont quelque importance que pour l'arrondissement de *Brest*, à cause probablement des femmes d'officiers et de fonctionnaires coloniaux. L'année 1919 est celle où le plus de départs se produisirent : Un certain nombre de démobilisés voulurent alors, dans le Finistère, comme ailleurs, tenter fortune aux colonies.

Le mouvement vers le Canada est beaucoup plus important. Ces terres vierges où là-bas, de l'autre côté de la mer qui baigne le pays natal, on trouvera des domaines immenses à exploiter, sont d'un attrait puissant pour les cerveaux bas-bretons.

De plus, le clergé s'en est mêlé, car cette émigration n'est qu'un épisode de la guerre de race, et surtout, on peut dire même presque uniquement guerre de religion, que se livrent dans le Dominion, les Canadiens français, d'une part, et les Anglo-Saxons protestants, de l'autre.

Les premiers, submergés par l'émigration anglaise et ne résistant que grâce à leur forte natalité, essaient d'attirer des éléments étrangers de langue française.

De plus, des religieux, partis de France lors du vote des lois sur les congrégations, essaient de fonder autour de leurs établissements de petites colonies bretonnes.

Le nombre des émigrés au Canada est difficile à déterminer exactement.

en 1908, il est parti de	Kernouës	13	habitants (1)
1911	— Pleyben	22	—
1911	— Quimerch	17	—
1911	— Ploaré	5	—
1912	— Plougastel-Daoulas	12	—
1912	— Plogonnec	5	—
1912	— Pleyben	16	—
1912	— Coray	20	—

On a signalé aussi, vers 1900, le départ de quelques familles de Briec.

En tous cas, il existe au Canada, une colonie de Finistériens assez importante, concentrée surtout dans la région du Manitoba, du Winiping et de l'Ontario.

C'est ainsi que de 1910 à 1918, on a visité au Canada soixante-huit conscrits originaires du Finistère. Le mouvement a repris

(1) Georges LE BAIL fils, *op. cit.*

après la guerre. Des départs ont eu lieu notamment de Lothey et Gouézec, dans le canton de Pleyben, qui est depuis longtemps, un centre d'émigration vers le Canada, et également de Plouzévé.

D'assez nombreux passeports ont été demandés pendant et depuis la guerre.

Nombre de passeports demandés pour le Canada

Années	Arrondissement de					Total par année
	Quimper	Brest	Châteaul.	Morlaix	Quimp.	
1914	»	1	»	»	»	1
1915	»	»	»	1	»	1
1916	»	»	»	»	»	»
1917	5	5	»	»	»	10
1918	5	3	»	»	1	9
1919	14	21	66	5	2	108
1920	1	9	58	3	3	74
1921	6	10	10	6	»	32
1922	2	2	40	3	»	47
Total par arrondissement	33	51	174	18	6	

Comme on le voit, c'est l'arrondissement de Châteaulin, qui a fourni le plus gros contingent, à cause sans doute de la région d'émigration des Montagnes Noires.

D'autres parties de l'Amérique ont attiré les Finistériens. C'est ainsi qu'à *Pittsburg* aux États-Unis, vit une colonie composée de trois cents familles originaires de la Haute-Cornouaille (1).

Au début du ^{xx}e siècle, un mouvement d'émigration partant des Montagnes Noires, avait eu lieu vers l'Argentine. Mais là où le Basque réussit merveilleusement, le Breton devait, en général, échouer et il semble bien que ce courant soit complètement arrêté.

On ne peut, du reste, que déplorer ces émigrations lointaines. La vieille terre de *France* a trop besoin de ce que la guerre lui a laissé de moelle et de sang, pour envoyer ses fils peupler les pays neufs, alors que les étrangers l'envahissent chaque jour plus nombreux.

Le gouvernement a lutté à plusieurs reprises contre le mouve-

(1) J. CHOLEAU, *op. cit.*

ment d'émigration vers le Canada, le seul parmi ceux que nous venons de citer qui ait une réelle importance.

On ne saurait trop déconseiller à nos cultivateurs de partir là-bas. La réussite est bien hasardeuse. Combien ont échoué, y sont morts misérablement, ou ont dû revenir au pays, ayant dissipé leurs économies.

De plus, ils sont isolés, perdus dans un pays immense où les Français sont peu nombreux et où la communauté de langue et d'origine n'est pas un sûr garant des bons sentiments de la population à notre égard. Il ne faut pas oublier, en effet, que tandis que les Canadiens anglais participaient avec enthousiasme à la guerre, les Canadiens français protestaient énergiquement contre elle et se souciaient peu de venir défendre le sol de *France*.

Pour réussir là-bas, il faut des capitaux, et, quand on en possède, il n'est pas besoin d'aller si loin. Il y a, en Normandie et dans le Poitou, de bonnes et belles terres à vendre.

* * *

6^o Que penser de ce mouvement d'émigration, dont nous venons de montrer toute l'importance ?

Il faut essayer d'abord de le restreindre. Dans le Finistère où les incultes sont si nombreux, il y a encore bien des fermes nouvelles à créer et des méthodes de culture à améliorer, pour qu'une exploitation petite produise autant qu'une grande. On doit surtout essayer de rendre la situation des domestiques de ferme et des journaliers si satisfaisante au point de vue de l'hygiène et du logement, qu'ils ne veuillent plus quitter le pays.

Si nous y parvenons, le mouvement sera déjà bien diminué et nous n'aurons plus, en Basse-Bretagne, la douleur de voir partir, chaque année, quelques-uns des nôtres, qui comptent parmi les meilleurs.

Il y aura, évidemment, encore beaucoup de gens qui ne pourront rester au pays. L'émigration a ceci de bon, qu'elle offre de vastes débouchés à des énergies, qui, à cause de la surpopulation des campagnes ne pourraient être employées comme elles le méritent.

Mais alors, il faut diriger l'émigration, lui faire donner à la France autre chose que ce qu'elle lui donne actuellement, des manœuvres et des hommes sans spécialité. Il ne faut plus qu'on mette les Bretons sur le même pied que les Polonais et les Arabes.

D'abord les émigrés, qui sont presque tous des paysans, seront dirigés vers la terre, dont on leur permettra l'acquisition par des prêts quand ils n'auront pas les ressources suffisantes. Des colonies bretonnes devront se former dans les régions de basse natalité et d'abandon de la culture, dans la Normandie et surtout dans le Maine. Ces groupements devront rester en rapport avec leur pays d'origine, qui pourra leur envoyer d'une façon régulière le trop plein de sa population. La France n'a qu'à gagner à cet influx nouveau de sang celtique, gardant toutes ses qualités primitives et les gardant d'autant mieux qu'il s'assimilera moins à ce milieu nouveau.

Pour les émigrés, chez qui l'attrait des villes tentaculaires est irrésistible, il y aura aussi beaucoup à faire. On a dit que l'émigration était une soupape à la misère. Le mot semble bien ironique quand on visite les taudis de Saint-Denis ou du Havre, où s'entassent les malheureux finistériens, ou quand on voit sur les registres de la Préfecture de Police, la proposition lamentablement forte des prostituées d'origine bretonne.

L'alcoolisme, la tuberculose, la prostitution, la constitution de faux-ménages, où l'on oublie la compagne courageuse et fidèle qui vous attend au pays, voilà le bilan de l'émigration bas-bretonne dans les grandes villes.

Le Breton, d'ailleurs, est faible, lorsqu'il est sorti de sa cellule sociale. Il lui faut l'armature solide du milieu natal, de ses traditions et de ses habitudes pour résister à l'entraînement de ses passions.

A la ville lointaine, où nul ne le connaît, ces passions domineront sans conteste. Combien de travailleurs honnêtes et économes deviennent au loin débauchés et prodigues ! Combien, hélas ! se perdent dans les bas-fonds de la prostitution ou du crime !

Les avocats originaires du Finistère et inscrits au barreau de la Seine, ont vu dans leur cabinet de bien lugubres choses. Vieilles mères, en coiffes, débarquées le matin à Paris, contant d'une voix entrecoupée de sanglots la honte de l'enfant. Et rêveur, on songe à ces petits êtres joufflus et roses, qu'on a connus enfants sous le chapeau bigouden ou la blouse bleue du glazik, fils de braves gens, semblables à eux, jadis, rebut de la Société d'aujourd'hui !

Les « villes tentaculaires » dont parlait VERHAEREN, tuent l'âme et le corps du paysan simple et peu instruit, mal préparé à leur contact.

Il faut organiser l'émigration.

Le Finistère se doit de donner à la France non des manœuvres pour les bas emplois, mais des ouvriers spécialisés, qui auraient appris un métier, intéressant et lucratif, dans des écoles d'apprentissage, qui seraient créées dans le Département d'origine. Ces écoles éduqueraient, par exemple, les enfants de familles nombreuses et leur permettraient pour leur plus grand bien et pour celui du Pays, de remplir un rôle social et non d'être des machines à travail et à souffrance.

Des offices de la main-d'œuvre, véritables bureaux d'émigrations pourraient ensuite les diriger vers les centres où ils seraient utiles.

L'émigration bretonne, le jour où elle sera bien dirigée, pourra rendre d'immenses services au reste de la France appauvrie en hommes.

Et puis, il faut enrayer ou, tout au moins, diminuer l'émigration. Il faut que le Finistère tente de retenir ceux qui sont nés sur son sol. C'est là, où leurs bras et leurs cerveaux doivent trouver l'emploi le plus productif. C'est dans l'ambiance de la terre natale, qu'ils passeront la vie la meilleure. On ne choisit pas sa mère, on ne choisit pas non plus son pays. C'est vers lui qu'alla le dernier rêve du martyr du front, c'est son souvenir qui vient, aux jours de pire misère, mettre un rayon de douceur dans l'âme du déraciné de Saint-Denis ou des faubourgs du Havre.

Beaucoup de bras trouveraient encore à s'employer dans la Basse-Bretagne, dans cette région, si riche d'espoirs.

Que ceux qui sont partis reviennent à la terre maternelle ! Que les jeunes, que ceux dont la juvénile impatience rêve d'horizons nouveaux et de villes inconnues entendent chanter à leur oreille la voix d'un grand breton, qui fut un déraciné lui-même (1) :

Oh ! ne quittez jamais, c'est moi qui vous le dis,
Le devant de la porte où l'on jouait jadis ;
Oh ! ne quittez jamais le devant de la porte,
Mourez dans la maison où votre mère est morte.

(1) BRIZEUX : *Marie*.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I^{er}

Les conditions physiques de la culture et les progrès cultureux nécessaires

I. — Les conditions physiques de la culture.

Influence du climat, de la géologie, du relief. La nature du sol.

II. — Les progrès cultureux nécessaires.

1^o L'augmentation des espaces cultivés.

2^o L'amélioration des méthodes culturales.

3^o L'adaptation de la production au sol.

Le Finistère est, au point de vue agricole, un des plus riches départements français. Cependant sa production est encore fort inférieure à ce qu'elle pourrait et devrait être. Faut-il en rechercher les causes dans l'esprit de routine, qui règne dans les campagnes ? Peut-être, dans une certaine mesure, mais ce reproche, bien facile à faire, ne tient pas compte d'un fait essentiel : le milieu agricole y est beaucoup moins favorable que dans d'autres régions de la France, et le paysan bas-breton doit être plus laborieux et plus instruit que les paysans de ces régions s'il veut obtenir des résultats du même ordre.

I

Examinons d'abord les conditions physiques de la culture.

Si la géologie et le relief ont une importance facile à concevoir le climat, le régime des pluies et des vents influent sur l'agriculture. C'est sous leur action, en effet, que se forme et se transforme le sol.

Le climat du Finistère est essentiellement maritime, c'est-

à-dire doux et humide. Il est aussi favorable que celui de la Normandie aux prairies et aux cultures fourragères. C'est cette douceur, qui permet à certaines parties de la côte d'obtenir de si beaux résultats avec les primeurs et les cultures maraîchères. C'est elle aussi qui permet à des arbres et des fleurs, qu'on ne trouve généralement que beaucoup plus au Sud, de prospérer en pleine terre.

Les parties Nord et Ouest des côtes, balayées par les vents violents qui viennent du large, n'ont guère comme végétation arborescente que quelques maigres bois de pins. Sur la côte Sud, par contre, beaucoup mieux abritée, les pommiers bordent la mer. Le vieux dicton :

Qui voit *Ouessant*, voit son sang,
Qui voit *Groix*, voit sa joie,

ne fait pas allusion seulement aux périls ou à la sécurité de la navigation dans ces régions. Il illustre ainsi la dissemblance saisissante des côtes Ouest et Sud, les premières, dénudées et sauvages (1) ; les secondes, boisées et riantes.

Les courants aériens viennent, soit du Sud-Ouest, et ce sont eux qui apportent la pluie, soit du Nord-Ouest, beaucoup plus froids alors, et dangereux pour les vergers et pour les primeurs.

Le relief influe fortement sur l'agriculture, les élévations des Montagnes Noires et des Monts d'Arrée, bien que peu d'importance, transforment le climat, qui devient beaucoup plus continental.

C'est ainsi que toute zone ne peut produire de blé d'hiver et doit faire exclusivement du blé de printemps.

Le pays, bien que ne possédant aucune hauteur importante, est très accidenté. Un des premiers effets de cette situation a été d'empêcher longtemps l'établissement de voies de communications, si utiles à la bonne économie agricole d'un pays.

Au point de vue cultural proprement dit, il faut voir dans cette configuration du sol, une des causes du grand nombre d'incultes indéfrichables.

« La rapidité de ces pentes sur un sol généralement imperméable, où les eaux ruissellent violemment, empêche la formation

(1) Quoiqu'à certains endroits merveilleusement fertiles.

d'une terre végétale épaisse, sauf aux points, où ont pu croître des bois en pente (1) ».

On rencontre partout dans le Finistère ces vallons appelés « *traon* » qui se composent de pentes très raides, où ne peut guère pousser que l'ajonc, encadrant soit des prairies, soit très souvent un « *poul* » ou terrain marécageux, qu'il est difficile de transformer.

Mais c'est dans le sol lui-même, qu'il faut surtout chercher la cause des difficultés de la production.

Les roches primitives, qui forment le sous-sol ont donné par leur décomposition un sol pauvre. Les granits et les gneiss sont peu propres à la culture. A côté, se présentent d'autres roches « constituées, écrit M. H. HITIER (2) soit par des grès et des quartzites quasi-totalement improductifs, soit par des schistes plus ou moins désagrégés. Les schistes seuls, en réalité, donnent un sol agricole, susceptible d'être mis en valeur, sol en général imperméable, très difficile à cultiver et dont les caractères essentiels au point de vue chimique sont l'extrême pauvreté en chaux et en acide phosphorique ».

Par contre les terres sont assez riches en potasse.

Il n'y a donc pas dans le Finistère de sol primitivement *calcaire*. Les apports marins en ont créé sur le littoral une étroite bande, qui comprend les terres les plus fertiles du Finistère.

Les *terres argileuses* y sont par contre nombreuses. Leur sous-sol est composé d'argile pur imperméable. Très compactes, elles ne permettent pas une bonne pénétration de l'eau et de l'air.

Les terres légères, que l'on appelle « terres froides » sont faites de schistes et de granits décomposés. Elles ont fortement besoin d'être améliorées pour produire.

Enfin, l'imperméabilité du sol a causé la formation de terres tourbeuses, faites de végétaux aquatiques en décomposition. Ces terres desséchées et améliorées pourraient faire de bonnes prairies.

II

La nature n'a donc pas été prodigue de ses dons pour le Bas-Breton. Un rude effort lui est nécessaire pour arriver à une cer-

(1) G. VALLAUX, *op. cit.*, p. 48.

(2) H. HITIER, p. 67. *Systèmes de culture et assolements*. Paris, 1913.

taîne production. Mais celle-ci doit être accrue et nous allons examiner successivement les moyens d'arriver à ce résultat, en étudiant :

- 1^o L'augmentation des espaces cultivés ;
- 2^o L'amélioration des méthodes culturales ;
- 3^o L'adaptation de la production au sol.

1^o *L'augmentation des espaces cultivés.*

C'est le premier moyen, qui se présente à l'esprit. De tout temps, les voyageurs ont remarqué, en traversant la Basse-Bretagne, le peu de terres cultivées qu'ils y rencontraient.

Le Père TOUSSAINT de *Saint-Luc* disait en 1664 :

« Les landes y sont si communes, après une demi-journée de chemin hors des côtes de la mer, que pour une lieue qu'on fait entre des terres labourables, il faut au moins en faire quatre en des terres désertes et désolées. »

Nous trouvons des évaluations intéressantes dans le *Mémoire* de 1733, œuvre de M. de la TOUR, intendant de Bretagne (1).

A cette époque, l'Evêché de *Cornouailles* a 151.758 arpents de terres cultivées et 140.497 arpents d'incultes. Ces chiffres sont respectivement de 149.000 et 80.383 pour l'Evêché de *Léon*. Les subdélégations de *Morlaix* et de *Lanmeur* ont 27. 030 arpents de culture et 31.046 d'incultes.

Les subdélégations les plus fertiles sont celle du *Léon*, celle de *Lanmeur*, et, dans la *Cornouaille*, celle de *Châteaulin*, *Le Faou* et *Quimperlé*.

Morlaix, les environs de *Quimper*, *Pont-Croix* et la *Montagne*, sont les régions qui contiennent le plus d'incultes.

Pendant toute la première moitié du XIX^e siècle, les progrès furent très grands.

LIMON nous donne des indications précieuses, tirées du *Livre terrier* sur la situation en 1852. Il évalue les terres productives à environ 379.000 hectares et le territoire agricole non cultivé, à environ 260.000 hectares.

En 1882, il n'est déjà plus que de 229.870, soit à peu près

(1) Pour le détail du *Mémoire*, voir l'ouvrage de M. H. SÉE : *Les classes rurales en Bretagne*.

une diminution de 30.000 hectares en 30 ans ; 8.732 hectares de landes et 679 de bois sont défrichés, 264 drainés et 136 desséchés de 1882 à 1892, ce qui place, pour les défrichements de tous les départements français, le Finistère au deuxième rang, après le Morbihan. Pendant ces 40 années, un millier d'hectares à peu près ont donc été mis en culture chaque année.

Le défrichement prend ensuite une extension beaucoup plus forte, notamment après la guerre où la surface des terres incultes décroît de la façon suivante :

1920.....	173.310 hectares
1921.....	170.050 —
1922.....	168.367 —
1923.....	166.388 —

En 1923, le Finistère n'a donc plus que 166.388 hectares d'incultes, ce qui fait 54.000 hectares défrichés en 32 ans, malgré l'arrêt prolongé amené par la guerre et malgré les difficultés causées par le manque de main-d'œuvre.

Ces chiffres sont considérables certes, mais les terres incultes sont encore beaucoup trop nombreuses, puisqu'elles occupent en moyenne près du quart du territoire agricole sur la côte et près du tiers à l'intérieur.

Les cantons de *Saint-Pol-de-Léon*, *Plouescat*, *Lesneven* et *Pont-l'Abbé* n'ont guère plus qu'un sixième à un septième de landes. Par contre, *Crozon*, sur sa presqu'île, battue de tous les vents de mer, a la moitié de son territoire inculte.

Il est certain que le mouvement de défrichement s'accroît de plus en plus. Le cultivateur, étant donné le bénéfice qu'il retire de la terre, cherche à exploiter la plus grande étendue possible du sol. Le mouvement, du reste, est arrivé bien près de son terme. Presque toutes les bonnes terres sont défrichées, et, dans bien des endroits, il sera toujours impossible d'utiliser certains « *ménez* », collines pierreuses sans terre végétale.

A *Plougastel-Daoulas*, on peut se rendre compte de cette impossibilité. A côté de champs, où la culture est un jardinage, on voit de vastes étendues, qui forment les deux tiers de la commune où pousse uniquement l'ajonc (1). Si quelque possibilité de mise

(1) A la pointe de Rosegat, par exemple, le contraste est frappant. L'un des versants est merveilleusement productif, l'autre inculte. Ceci provient de la différence de fertilité des terres et aussi de l'orientation.

en valeur avait existé, les rudes travailleurs de cette région auraient certainement défriché cette terre, qui aurait acquis une énorme plus-value, très supérieure à la valeur du travail dépensé.

Partout où on le peut, on utilise toute la terre.

A *Morlaix*, *Landivisiau*, *Plouzévédé*, il n'y a plus guère d'incultes défrichables.

A *Châteaulin*, la culture gravit même les pentes ingrates du Menez-Hom.

Vers *Pont-l'Abbé*, il n'y aura bientôt plus rien à défricher. Le canton de *Plogastel-Saint-Germain* et le *Cap-Sizun*, où il y a tant à faire, ont leur territoire transformé chaque fois que la grande propriété n'y met pas obstacle.

En effet, la petite propriété favorise beaucoup le défrichement. Les cultivateurs bigoudens ou capistes, propriétaires de lopins de terre pierreux, travaillent des années pour arriver à les rendre cultivables. Des pierres extraites, ils font d'abord des muretins de clôture, puis ils s'occupent de refaire le sol même de leur champ, allant chercher, quand on creuse les fondations d'une maison, la terre végétale inutilisée, passant les nuits d'hiver, avec de l'eau jusqu'à la ceinture, pour récolter les goémons. Ces terres arrosées de sueur, portent aujourd'hui de belles moissons ou même bien souvent, des cultures maraîchères au rendement élevé.

Si le défrichement devient de plus en plus actif, il n'en est pas de même des autres améliorations foncières. L'irrigation, le dessèchement, le drainage, plus difficiles à réaliser que le défrichement, n'ont pas encore pris l'ampleur nécessaire dans un pays où, d'une part, le terrain accidenté fait de la bonne distribution des eaux un problème délicat, et où, d'autre part, l'imperméabilité du sous-sol rend les prairies trop spongieuses et facilite la formation de marécages.

Nous étudierons ces diverses améliorations foncières en nous occupant des prairies.

Le reboisement et les plantations d'arbres fruitiers sur les bas-côtés des chemins, dans les cours de ferme, sont également à recommander.

Un obstacle à ces améliorations réside dans des traditions séculaires, qui veulent que la lande comme la « noé » ou prairie

marécageuse soit nécessaire à l'économie de la ferme. Il est certain que les bestiaux y trouvent leur subsistance, mais c'est dans l'insuffisance de celle-ci qu'il faut voir les causes de leur maigre rapport tant en viande qu'en engrais.

Les espaces livrés à la culture deviennent d'année en année plus nombreux. Il faut féliciter de ces résultats l'agriculteur finistérien, qui lutte de toute la force de ses bras contre une nature marâtre. Il faut l'encourager dans cette voie, car à une heure où le pays a besoin d'une production sans cesse accrue, c'est un crime que de laisser perdre la moindre parcelle du sol.

2° L'amélioration des méthodes culturales.

L'extension des espaces cultivés aura forcément un terme qui semble devoir être assez rapproché. En tous cas, c'est un moyen lent d'accroître la production, tandis que par l'amélioration des méthodes culturales, on peut obtenir des résultats immédiats.

Les terres du Finistère ne sont pas naturellement fertiles. Le travail de l'homme ne peut remédier à cette situation, que s'il est dirigé avec intelligence et méthode. Or, actuellement une constatation s'impose. Le rendement à l'hectare dans le Finistère n'est pas ce qu'il devrait être, inférieur généralement à la moyenne de la France, très inférieur aux résultats de certains pays étrangers.

Il faut chercher les causes de cette situation dans le fait que les terres dans de nombreuses exploitations sont mal préparées, mal fumées, et mal ensemencées.

Pour arriver aux rendements élevés, il serait nécessaire que le sol soit bien préparé, qu'un assolement rationnel se combine avec un apport convenable d'engrais chimiques et organiques, que les semences soient bien choisies et convenablement traitées, enfin que les plantes soient surveillées et soignées jusqu'à leur récolte.

La préparation du sol est capitale. Fumez bien une terre, semez-y des graines sélectionnées, le résultat sera médiocre, si le milieu dans lequel la plante se développera n'a pas été adapté à son rôle.

Selon les cultures précédentes et la nature du sol, le labourage devra se répéter ou être unique, il sera superficiel ou profond.

« Deux binages, valent un arrosage », dit le proverbe, il est

nécessaire de retourner souvent les terres généralement compactes pour assurer une bonne pénétration de l'eau et de l'air.

Il est nécessaire également de bien les rouler pour éviter qu'elles soient creuses.

La terre doit être aussi convenablement engraisée. Si rebelle, en apparence, à la culture, elle peut devenir d'une incroyable fertilité. Jadis, avant l'introduction des engrais chimiques, la « ceinture dorée de Bretagne » était renommée pour sa richesse. Le climat très doux et soumis entièrement à l'influence de la mer y était certes pour quelque chose, mais il faut en chercher la cause principale dans la fumure abondante que les sables calcaires et les goémons et varechs fournissaient aux paysans.

Le sol à qui l'on donnait plus qu'il n'était nécessaire à chaque récolte s'est transformé et est devenu naturellement fertile.

Autrefois, les terres bordant la mer étaient donc améliorées grâce au goémon et grâce aux sables coquilliers, *maerl* et *traez* (1).

Mais ces engrais peu concentrés devaient être employés en abondance et le coût de leur transport ne permettait pas de les utiliser à une certaine distance des côtes. Le seul engrais usité à l'intérieur, était le fumier de ferme, peu abondant généralement par suite de la petite taille et de la mauvaise alimentation des bestiaux, et, en tous cas, mal préparé.

On employait aussi parfois la chaux, qu'on faisait venir de l'Anjou, et, dans le voisinage de centres de pêche, les têtes de sardines, livrées par les usines.

Ces engrais, d'emploi trop limité, sont encore les seuls employés par certaines exploitations. L'usage des engrais chimiques, bien plus énergiques sous un faible volume, se répand cependant de plus en plus, malgré l'obstacle que présente à leur diffusion, leur prix élevé.

La terre, nous l'avons vu, manque à peu près complètement de chaux dans le Finistère. Elle est également pauvre en acide phosphorique et parfois en potasse.

Le fumier de ferme reste la base de la fumure. Il est indispensable, car il devient l'humus. Il ameublit les terres fortes et donne de la consistance aux terres trop légères.

Il est fort mal préparé, nous l'avons vu, dans le Finistère, et la plus grande partie se perd. Il serait nécessaire de l'utiliser

(1) Le *maerl* est le sable coquillier qui est recueilli sur les grèves à marée basse ; le *traez*, celui qui est dragué au large.

rationnellement et de le compléter, quand il est en quantité insuffisante, par des engrais organiques, tels que des tourteaux ou des guanos.

Les engrais verts fort usités jadis, ne sont plus guère employés. On ne sème plus sur trèfle rompu, ou sur blé noir en fleur enterré.

L'emploi des engrais phosphatés, superphosphates, phosphates et scories est le plus répandu. Il a même quelquefois fait négliger les deux autres éléments nécessaires au sol, engrais azotés et potassiques.

La kainite et la sylvinite, trop coûteuses, ne sont pas assez utilisées.

Les engrais azotés (sulfate d'ammoniaque et nitrate de soude) devraient être utilisés davantage par le cultivateur. Néanmoins, leur emploi se généralise de plus en plus et les syndicats agricoles, qui se sont formés en grand nombre pour les acquérir à meilleur compte, y contribuent.

A *Plobannalec*, on employait, il y a 15 ans, 100 kilos de sulfate d'ammoniaque. On en utilise aujourd'hui 4 tonnes.

On nous a cité le cas d'un cultivateur de *Roscoff*, possesseur de 2 hectares de terre, qui emploie annuellement 2.000 kgr. d'engrais chimiques et 30.000 kgr. de goémons et fumiers, qui lui coûtent la moitié de son bénéfice d'exploitation.

Le syndicat du canton de *Douarnenez* a réparti en 1922 entre ses adhérents 4.000 sacs de superphosphate, 175 sacs de chlorure de potassium, 16 tonnes de nitrate et 8 tonnes et demi de sulfate d'ammoniaque, ce qui représente un chiffre considérable en regard du passé.

D'une façon générale, l'emploi des engrais chimiques se généralise, surtout dans la partie Nord du département. Une raison morale, la peur des nouveautés, et, une raison matérielle, le coût élevé des engrais, les empêchant de se répandre autant qu'il serait désirable. Le premier de ces obstacles disparaît peu à peu. Pour le second, c'est par une répression sévère des trafics éhontés des fabricants d'engrais et par la coopération qu'on arrivera à le surmonter.

L'engrais, pour donner tous les résultats qu'on attend de lui, ne devra pas être réparti un peu au hasard, comme on le fait trop souvent aujourd'hui, mais d'après la nature du sol, et d'après la culture, qui y sera pratiquée. Il devra donc se combiner avec l'assolement.

Qu'est-ce que l'assolement ? M. de POMPERY en 1852 en donnait la définition suivante : « le mode d'asseoir et de faire succéder les récoltes avec intelligence, suivant la nature du sol et la quantité d'engrais dont on dispose. »

Au début du XIX^e siècle, on cultivait les terres de trois façons différentes. Au bord de la mer, elles ne chômaient jamais. A l'intérieur, elles travaillaient 9 ans, faisant se suivre le blé noir, le seigle et l'avoine, puis se reposaient 6 ans en jachères ; les parcelles les plus mauvaises étaient « écobuées » tous les 10 ou 15 ans, parfois une fois seulement par génération. (1)

Ce système était déplorable. La terre, très fatiguée par une succession de cultures épuisantes produisait peu, beaucoup d'espace était perdu chaque année, et, de plus, les animaux de la ferme ne trouvaient dans les terrains en jachères qu'une maigre pâture.

Aujourd'hui encore, l'assolement est loin d'être partout rationnel. L'emploi méthodique des engrais chimiques permet cependant d'utiliser toutes les terres d'une exploitation, ce qui était impossible quand le cultivateur devait produire lui-même tous ses engrais.

Un nombre important d'agriculteurs pratiquent aujourd'hui l'assolement alterné et font se succéder les cultures nettoyantes et salissantes, ce qui est le seul moyen de nettoyer la terre et de la soulager.

Le sociologue FOURRIER comptait jadis pour accroître le rendement de l'homme sans augmenter sa fatigue, sur une passion, qu'il nommait « la papillone » et qu'on peut plus simplement appeler le besoin de changement.

De même qu'un homme appliquant constamment au même travail — mécanique, s'entend — l'effort de ses muscles et de sa pensée, connaîtra bientôt la fatigue, de même la terre, épuisée dans ses mêmes principes constituants, par la même culture, ne pourra donner qu'une production diminuée.

Aux cultures salissantes et épuisantes, doivent succéder les cultures nettoyantes et reposantes.

Les racines pivotantes laissent dans le sol souvent plus qu'elles ne lui retirent. Le blé viendra utilement après les plantes sarclées et les légumineuses, qui laissent le sol riche en azote.

(1) Enquête agricole de 1814.

Il est impossible de donner un assolement-type pour le Finistère. Les exploitations présentent en effet de trop grandes différences entre elles, tant au point de vue de la nature des terres, qu'à celui des résultats culturaux qu'elles cherchent à obtenir, pour qu'on puisse en chacune d'elles adopter la même règle de conduite.

Cependant, nous pouvons citer quelques-uns des assolements pratiqués par les lauréats d'un des concours de blé d'après-guerre.

PREMIER EXEMPLE (Nord)

1^e année : *plantes sarclées*, 40.000 kgr. fumier à l'hectare.

2^e année : *froment* : 100 kgr. engrais phosphatés, parfois 100 kgr. nitrate de soude.

3^e année : *avoine* : 100 kgr. superphosphate, 100 kgr. engrais azotés.

SECOND EXEMPLE (Centre)

1^e année : *betteraves et pommes de terre* : fumier, 600 kgr. superphosphate.

2^e année : *froment* : 500 kgr. superphosphate.

3^e, 4^e année : *trèfle*.

5^e année : *avoine*.

6^e année : *choux-navets*.

7^e année : *froment* : 500 kgr. superphosphate.

8^e année : *avoine et orge*.

TROISIÈME EXEMPLE (Région Sud intérieur).

1^e année : *betteraves* : forte dose de fumier, engrais phosphatés.

2^e année : *blé* : 600 kgr. scories de déphosphoration, 150 kgr. chlorure de potassium, nitrate de soude au printemps sur parties faibles.

3^e année : *avoine* : 400 kgr. scories, 150 kgr. chlorure de potassium.

4^e année : *trèfle et ray-gras*.

QUATRIÈME EXEMPLE (Région côtière Sud) (1)

1^e année : *culture sarclées, pommes de terre* : forte dose fumier mélangé avec un tiers goémon, superphosphate et sulfate de potasse.

2^e année : *froment* : sans engrais.

3^e année : *orge* : parfois 100 kgr. d'engrais complet.

Mais une terre bien préparée par les engrais et la rotation des cultures, une terre bien travaillée et retournée ne suffit pas pour assurer de belles récoltes.

Une bonne semence et le choix d'une bonne variété équivalent à de bons engrais.

Trop souvent le cultivateur emploie des semences dégénérées, qui n'ont pas été triées et traitées et qui ne donnent que des produits médiocres.

Trop souvent aussi, il néglige les soins cultureux, sarclages, binages, adjonction d'un engrais complémentaire, au moment nécessaire.

Aussi, sauf pour quelques produits, auxquels le sol convient particulièrement bien, comme la pomme de terre, par exemple, le rendement est très inférieur dans le Finistère. Et ceci vient de ce que le cultivateur a plus à faire dans ce département que dans beaucoup d'autres, et qu'il est moins bien préparé à la culture moderne, qui doit s'intensifier, s'industrialiser et tenir compte de toutes les découvertes chimiques et mécaniques pour accroître la production.

3^o *L'adaptation de la production à la terre.*

Une terre convenablement préparée et modifiée par des engrais en quantité suffisante peut donner des produits bien différents de nature. Cependant, elle est plus apte à certaines cultures qu'à d'autres et l'intérêt bien compris de celui qui l'exploite, veut qu'il tourne son activité vers celles qui lui donneraient les meilleurs résultats, avec le moins de peine, le moins de frais d'exploitation et d'achat d'engrais.

(1) Ces assolements cités dans le rapport de M. Cabillic, professeur d'agriculture sur le concours du blé, ont été pratiqués le premier par M. Coatanlem, à Plouigneau ; le deuxième par M^{me} veuve Le Bourhis, à Kergloff ; le troisième par M. François Pérès, à Bannalec ; le quatrième par M. Larnicol, à Plobannalec.

D'une façon générale, dans le Finistère, chaque ferme veut produire un peu de tout, et, d'abord, ce qui est nécessaire à la nourriture des hommes et des animaux qui y vivent. Cette manière de faire a certains avantages. Il est rare qu'une année soit mauvaise dans toutes les branches de la culture et de l'élevage. L'abondance ou la cherté de l'une rachètera la carence ou la vileté du prix de l'autre. De plus, l'agriculteur trouve parfois une certaine économie à utiliser sa production propre. Pas toujours cependant. Il est démontré, par exemple, que le tourteau d'arachide engraisse plus vite, à prix égal, le porc que la farine de blé noir. Le prix de ces deux aliments est sensiblement le même, mais le blé noir, culture peu absorbante et n'occupant pas longtemps le sol, est produit en abondance dans la région. Le cultivateur préférera se servir de ce qu'il a sous la main, alors qu'il serait peut-être plus sage de vendre le blé noir et d'acheter avec le produit de la vente, l'aliment supérieur qu'est le tourteau.

Mais le grand intérêt de la spécialisation de la production réside dans le fait que la terre, ayant la culture qui lui va le mieux, produit davantage.

L'étude des rendements en Allemagne est particulièrement intéressante. Ce pays, bien moins fertile que le nôtre, avait poussé jusqu'à l'extrême limite la spécialisation de la culture et nous écrasait par sa production à l'hectare.

Voici à ce sujet, quelques chiffres de production en quintaux à l'hectare (1).

	Avoine		Seigle		Blé		Pommes de terre	
	1880	1904-13	1880	1904-13	1880	1904-13	1880	1904-13
France . . .	11,09	12,42	9,71	10,67	11,07	13,52	74,41	87,64
Allemagne..	11,30	18,6	6,40	17	11,8	20,3	70,50	132,1

Le cultivateur finistérien n'aurait-il pas intérêt à appliquer les deux règles essentielles de la spécialisation de la production?

A chaque terre sa vraie culture.

A chaque culture, toute, toute la terre qui lui est propre.

N'aurait-il pas intérêt parfois à se spécialiser, soit dans la

(1) Ministère de l'Agriculture.

culture, soit dans l'élevage et à ne donner aux autres productions agricoles, que le strict minimum, quitte même à acheter en dehors certaines choses, qu'il ne pourrait produire que dans des conditions médiocres.

« Jadis, écrit M. HITIER (1), on était porté en Bretagne, à donner une trop grande place aux céréales sur les terres à labour ; on comptait sur les landes pour nourrir le bétail. »

Aujourd'hui les cultures fourragères se sont développées, et l'élevage rapporte bien plus que le blé dans des terres qui lui étaient impropres.

Une certaine spécialisation existe donc déjà dans la production.

L'évolution du Léon à ce point de vue est assez curieuse. Jadis le Léon était avant tout une terre à blé. Mais le sol spongieux et trop humide, manquant de calcaire, ne convenait pas à cette culture, qui a cédé en partie la place à l'élevage.

Aujourd'hui, on nous signale dans la région de Plouescat et de Lesneven, que l'élevage recule devant la culture maraîchère, plus rémunératrice.

Cette même culture maraîchère a conquis toutes les régions où elle a pu prospérer. En dehors de *Plougastel-Daoulas* et de *Roscof*, *Saint-Pol*, de nouveaux groupes se sont formés dans le sud-ouest du département.

Le canton de Pont-L'Abbé et ceux de *Plougastel-Saint-Germain* et *Pont-Croix* se sont spécialisés, le premier dans la pomme de terre, les autres dans la culture des petits pois. Le danger de cette méthode a d'ailleurs paru nettement dans certaines années où l'abondance des offres et la restriction de la demande ont amené des prix trop bas pour rémunérer sérieusement le cultivateur de ses efforts.

La région de Fouesnant, s'est spécialisée dans le pommier à cidre, qui vient admirablement et donne le plus clair de leurs bénéfices aux exploitants.

Il y aurait certainement un intérêt très grand à appliquer dans le Finistère la règle : « A chaque terre, la culture qui lui convient ». Pourtant, l'intérêt particulier doit céder devant l'intérêt national et notre pays ne doit pas oublier l'exemple de l'Angleterre qui, trop spécialisée, eut pendant la guerre des difficultés si fortes à se procurer certains produits indispensables.

(1) *Op cit.*, p. 72.

Dans la situation actuelle, tant économique que politique, un pays doit pouvoir se suffire à lui-même le plus possible et c'est pourquoi, par exemple, la culture du blé qui ne convient pas toujours aux sols de notre pays, doit croître encore en importance.

A ce point de vue, d'ailleurs, plutôt que d'étendre la culture du blé, qui ne vient vraiment bien que dans la région côtière, il serait préférable d'y apporter tous les soins possibles, dans les limites où elle est déjà pratiquée. Il vaudrait mieux accroître le rendement à l'hectare, que d'augmenter le nombre d'hectares.

En résumé, si nous considérons la situation générale, nous constatons que c'est surtout par l'amélioration des méthodes culturales que le Finistère accroîtra sa production et prendra la place qu'il doit occuper dans l'agriculture française.

La spécialisation de la production est à recommander, mais il faut se garder de l'outrance à ce point de vue.

Quant aux améliorations foncières de toute nature, il y a un travail considérable et naturellement de longue haleine à accomplir encore.

L'effort d'accroissement de production sur cette terre ingrate sera long et pénible, mais avec les gars courageux et têtus du pays breton, on peut être sur qu'il sera mené à bonne fin.

CHAPITRE II

Les Céréales

1^o *Le Froment.*

2^o *Le Seigle.*

3^o *L'Orge.*

4^o *L'Avoine.*

5^o *Le Blé noir.*

Les petites et moyennes exploitations, qui veulent se suffire à elles-mêmes, s'adonnent toutes, plus ou moins, à la culture des céréales qui occupent une partie considérable du territoire agricole.

Certes, des régions du département se sont plutôt tournées vers l'élevage ou la culture maraîchère, mais ces régions sont étroitement limitées et gardent toujours une certaine importance au point de vue céréales.

Celles-ci occupaient en 1892, dans le Finistère (1), 33 % du territoire agricole et 65 % des terres labourables, ces chiffres à cette époque, étant respectivement de 29 % et 50 % pour l'ensemble de la *France*.

Actuellement les terres labourables ont augmenté, mais les céréales sont en décroissance et n'occupent plus que 46 % de leur étendue, par suite du développement toujours plus grand de l'élevage.

Jadis, les principales céréales étaient le seigle et le blé noir, qui convenaient aux terres pauvres de Basse-Bretagne.

En 1795, d'après M. SAVINA (2), la superficie des terres commencées en céréales dans le district de *Pont-Croix* (3), se répar-

(1) Statistique agricole décennale de 1892.

(2) Plogastel-Saint-Germain, *Bulletin de la Société archéologique*.

(3) Beaucoup plus étendu que le canton d'aujourd'hui, puisqu'il comprenait trente paroisses.

tissait de la manière suivante : seigle 29 %, blé noir 24 %, avoine 21 %, orge 14 %, froment 12 %.

Nous étudierons les variations de l'importance de ces cultures pour chaque céréale en particulier.

Qu'il nous suffise ici de dire que depuis le début du XIX^e siècle, la culture du *froment* a pris une importance considérable, tandis que reculaient le *seigle* et encore plus le *blé noir*. La culture de l'*avoine* déjà fort répandue jadis, a encore gagné du terrain. Quant à l'orge, sa production a baissé de moitié depuis une quarantaine d'années.

La guerre a diminué de façon sensible l'espace cultivé sous ces diverses sortes de céréales, et, seules, celles qui correspondent le mieux aux besoins actuels, ont regagné du terrain.

Un mot du *méteil* : cultivé en 1840 sur 9.321 hectares, il n'en occupe plus guère aujourd'hui que 2 à 3.000, dans la région de *Douarnenez-Plogastel*, surtout.

Quant au *maïs* et au *millet*, ils ne sont l'objet d'aucune culture dans le Finistère.

1^o LE FROMENT

Le Finistère, de par la nature de son sol, n'est pas une terre à froment (1). Celui-ci n'occupe que 9 % du territoire total du département, proportion inférieure à la moyenne de la France. Jadis, seule l'abondance des engrais marins put déterminer sur une étroite bande côtière une culture florissante de blé. Il ne faut cependant pas en conclure que cette culture doit être restreinte dans le Finistère. La question du froment, base essentielle de l'alimentation nationale, est de la plus haute importance.

Avant la guerre, la *France* se suffisait presque à elle-même à ce point de vue. Aujourd'hui, elle doit importer des quantités parfois considérables de l'étranger, diminuant ainsi la richesse du pays, par l'exportation de son or.

Il faut donc, par des soins et des engrais appropriés, développer la production du froment, sinon en étendant les surfaces emblavées, du moins en accroissant le rendement à l'hectare.

Sous l'ancien régime, il semble bien que la Basse-Bretagne était exportatrice, chaque fois que l'Administration de la province

(1) Guiniz en breton.

le lui permettait. Des émeutes éclatèrent à plusieurs reprises aux XVII^e et XVIII^e siècles pour empêcher le blé de quitter les villes, où l'on craignait la disette.

M. du MOINTEL, intendant, signale dans son mémoire de 1698, que la Cornouaille envoyait vers *Bordeaux* des bateaux de blés, qui lui revenaient chargés de vin, Par contre, l'Evêché du Léon déjà fort adonné à l'élevage, n'arrivait pas à se suffire à ce point de vue.

Dans le district de *Pont-Croix*, favorable à sa culture cependant, parce que maritime, nous avons vu qu'il n'occupait en 1795 que 12 % des terres labourables. En 1803, d'après l'annuaire statistique, 7 % seulement des terres à céréales du département produisaient du blé.

Il n'entrait, à ce moment, du reste, que pour une faible part dans l'alimentation de la population rurale qui, jusqu'à une époque toute proche de nous, utilisait surtout le blé noir, le seigle et même l'avoine.

Le XIX^e et le XX^e siècles ont vu le développement constant de cette culture, ainsi que le prouvent les chiffres que nous donnons à la page suivante (1).

Il découle de cette statistique que jusqu'à la veille de la guerre, des terres de plus en plus nombreuses ont été cultivées en blé. Après un léger fléchissement causé par les événements de 1914 à 1918, la situation s'est rétablie, et, en 1923, dans le Finistère, l'espace cultivé en froment était plus étendu que jamais.

En 1840, le blé occupait environ 17 % des terres sous céréales. En 1922, à peu près 38 %. La place grandissante prise par le froment dans l'alimentation des campagnes l'a fait remplacer de plus en plus le seigle et l'orge. L'amélioration des méthodes culturales, l'introduction des engrais chimiques y ont aussi contribué :

E pelech al laher ar ra
Ar guinis gemer plas ar segel
Hag ar melchen plas al land.

(1) Tous les chiffres cités dans ce chapitre sont tirés des statistiques officielles. Ceux qui sont tirés de la statistique royale de 1840 semblent assez sujets à caution, les chiffres donnés semblent ôtre une simple évolution, très supérieure à la réalité. Nous les donnons cependant, sous toutes réserves, à titre de renseignements.

Froment

Année	Superficie cultivée	Production totale		Production moyenne par hectare		Poids moyen de l'hectol.	Valeur du grain	
		de grain	de paille	de grain	de paille		moyenne du quintal	totale
	Hectares	Quintaux	Quintaux	Quintaux		Kilog.	Francs	Francs
1840	31.776	402.189	»	12.59	»	75 00	20,70	8.350.109
1862	38.923	»	»	»	»	»	»	»
1882	47.992	569.665	1.444.559	11.87	30,10	76 60	24,18	13.761.706
1892	51.179	709.576	1.412.587	13.86	27,6	76 60	20,07	14.244.771
1902	56.830	831.413	1.760.726	14.62	30,98	77 05	20,42	16.984.278
1907	60.961	936.970	1.889.791	15.37	31	78	20,51	19.224.656
1912	58.960	765.300	1.700.800	12.98	29	75 50	25,62	19.607.000
1913	60.050	889.940	1.921.600	14.82	32	78	24,07	21.420.860
1917	57.050	758.760	1.597.400	13.30	28	75	50	37.938.000
1919	58.720	763.360	1.585.440	13	27	76	73	55.725.280
1920	58.610	820.540	1.699.690	14	29	74 50	98,50	80.823.190
1921	60.800	1.114.460	2.128.000	18.33	35	78	70	78.012.200
1922	61.280	968.836	1.899.680	15.81	31	78	72	69.755.592
1923	63.030	1.077.813	2.079.990	17.10	33	76	80	85.825.040

« Où l'on commence à employer la chaux, le froment prend la place du seigle et le trèfle celle de la lande », dit un dicton breton.

Il est difficile de déterminer exactement les zones de culture du blé. Sa région de prédilection reste toujours la ceinture dorée, où cependant sur certains points la culture maraîchère, plus rémunératrice, l'a fait un peu reculer. Dans le Léon, dans les communes schisteuses, de *Carhaix* et de *Pleyben*, sa culture est très répandue. Partout, à l'intérieur des terres, se sont formées de petites régions de froment, dans des terres améliorées par l'apport d'engrais chimiques et des méthodes de culture plus rationnelles.

Les deux zones Nord et Sud font du blé d'hiver et du blé de printemps. Ce dernier seul, donne de bons résultats dans la région montueuse du centre, à cause de son climat particulier.

Nous avons étudié déjà les assolements. Qu'on nous permette de rappeler simplement ici que, dans la rotation des cultures, le blé, plante salissante, vient fort bien après les plantes sarclées, nettoyantes par leur nature et qui laissent le sol riche en azote. Si ces plantes ont été bien engraisées dans l'année précédente avec du fumier de ferme, il suffira généralement d'ajouter pour le blé en automne, des engrais phosphatés, et, dans certains cas, des engrais potassiques et calcaires.

Les commissions, chargées en 1921, de l'organisation d'un concours de blé, constataient que si elles avaient trouvé dans leurs tournées, des exploitations où la culture du froment était faite d'une façon rationnelle, elles avaient dû malheureusement constater dans le plus grand nombre de celles-ci, une méconnaissance complète des méthodes scientifiques.

Certes, des progrès ont été accomplis. En 1882, le Finistère était le soixante-cinquième département français pour le rendement à l'hectare. Celui-ci était de 17 hect. 98, alors que la moyenne du pays était de 15 hect. 50.

Avant la guerre, la situation s'était améliorée. En 1912, le Finistère est le trente-huitième département français. En 1913, le vingtième. Actuellement, si nous examinons les premières années d'après-guerre, 1919, 1920, 1921, nous voyons que le Finistère occupe successivement le dix-huitième, le vingt et unième et le vingt-deuxième rang, avec 13 quintaux, 14 quintaux et 18 q. 33 de moyenne à l'hectare, contre 10 q. 78, 12 q. 25 et 16 q. 35, pour la *France*.

Le Finistère, quoique occupant une place honorable, est encore loin des 23 q. 94 de Seine-et-Oise et des 20 q. 41 du Nord et aurait encore beaucoup d'efforts à accomplir pour atteindre les 20 q. 3, qui furent la moyenne de l'Allemagne pendant les dix années d'avant-guerre.

On pourra y parvenir par de bonnes façons culturales, de bonnes semences et les engrais chimiques.

Pour la préparation du sol, l'idéal pour la terre à blé, est une surface meuble sur un fond tassé.

La question de la semence est particulièrement importante. Trop souvent, le cultivateur finistérien prend ses blés de semence au hasard dans sa récolte. L'espèce dégénère peu à peu et le rendement s'affaiblit.

Or, en cette matière une sélection rigoureuse devrait être faite dans les « races de blé », sélection exactement semblable à celle qu'on opère dans les races animales. Dans l'un comme dans l'autre cas, le principe devrait être de ne jamais utiliser rien d'inférieur pour la reproduction.

Il s'agissait d'abord de mettre à la disposition des cultivateurs des semences sélectionnées.

L'Office départemental agricole a cédé aux Sociétés d'agriculture des blés de semence, avec ristourne de 20 % sur le prix d'achat.

299 quintaux en 1919, 722 quintaux en 1920 et 228 quintaux en 1921, furent ainsi mis à la disposition des cultivateurs.

Des champs d'expérience et de démonstration ont été créés par les soins de l'O. D. A. dans le but de montrer les variétés les plus prolifiques, dans les conditions de climat et de sol du Finistère, et d'indiquer les engrais qui conviennent le mieux aux cultures de blé. Sept champs d'expérience ont été ainsi créés en 1922.

Un concours de blé a lieu chaque année. Son but est de récompenser les meilleurs producteurs, de faire connaître leurs méthodes de culture. Ses résultats indiquent également aux cultivateurs les exploitations dans lesquelles ils peuvent se procurer les meilleures semences.

On a pu ainsi déterminer expérimentalement les espèces qui conviennent le mieux au département.

Le *Teverson* et le *Bon fermier* sont à recommander pour les terres riches et profondes. Ce dernier, de production abondante vient particulièrement bien dans les terrains de la côte.

D'autres espèces sont moins exigeantes. Le *Goldendrop* convient aux terres granitiques et bien pourvues de matières fertilisantes. Le *Rouge de Bordeaux* et le *Gris de Saint-Laud*, se contentent de terres moyennes ou médiocres. Enfin, les blés du pays désignés sous le nom de *marsillon* sont également intéressants.

Mais il ne suffit pas au cultivateur d'avoir des semences pures et sélectionnées, il faut encore empêcher leur dégénérescence. Il y arrive par divers procédés dont le plus simple est l'emploi du trieur, qui se répand de plus en plus, puisqu'en 1921, 8 à 10.000 hectares auraient été emblavés dans le Finistère à l'aide de semences ayant passé par les trieurs cédés par l'Office départemental agricole (1).

D'un autre côté, les cultivateurs négligent généralement de sulfater les blés de semence. C'est pourtant ce procédé qui combattrait le plus efficacement la carie et le charbon.

On sème peu en ligne dans le Finistère. Cette méthode présente cependant des avantages. Les grains sont uniformément répandus à une profondeur convenable et régulière. Les plantes sont mieux éclairées et aérées, les sarclages et les binages sont possibles et on réalise une économie de 30 % sur la semence.

Souvent dans le Finistère, les champs sont envahis par les mauvaises herbes, par suite de la médiocre préparation de la terre. Un remède existe, c'est le traitement du blé par l'acide sulfurique. Des expériences, portant sur d'importantes surfaces ont été faites, en 1922, et ont donné d'excellents résultats. Les Sociétés d'Agriculture multiplient les champs de démonstrations et cèdent avec ristourne de 30 % de nombreux pulvérisateurs aux divers syndicats agricoles.

Les façons culturales ont une importance considérable pour la production. A l'École Nationale d'Agriculture de Rennes, une pièce de terre, ensemencée en froment, a rapporté 33 quintaux en 1922 et 35 quintaux en 1921 à l'hectare, alors qu'une pièce voisine, de nature identique, ensemencée de grains achetés à l'École, mais moins rationnellement travaillée, n'a produit que 15 quintaux en 1922 et 18 quintaux en 1921.

Il faut augmenter la production du froment. L'intérêt national l'exige. Mais il est en désaccord avec l'intérêt privé des cultivateurs.

(1) J. CABILLIC : *Rapport sur le concours de blé*.

Un agriculteur bien connu de la région de *Châteaulin*, calculait en 1924, que dans sa propriété un hectare semé en blé lui avait rapporté 2.000 francs net, tandis que le produit d'un hectare de pommes de terre avait été de 10.000 francs net.

Il est bien évident qu'il est impossible dans ces conditions, de compter sur une grande extension des surfaces sous blé.

C'est seulement par l'adoption de méthodes de culture intensifiant le rendement, que le Finistère arrivera à accroître sa production de froment.

2^o LE SEIGLE

Le seigle (1), ce froment des pays pauvres, était autrefois la céréale la plus cultivée de toute la Basse-Bretagne. Le sol schisteux et granitique du pays lui convenait, et, dans les terres légères de l'intérieur, rebelles au blé, cette culture était indispensable à la vie de l'exploitant.

Peu à peu, à mesure que les terres se sont améliorées et ont pu produire le froment, celui-ci a pris sa place. Au début du XIX^e siècle (2), le seigle occupait 104.580 arpents et le blé 61.974. En 1840, le seigle était encore un peu plus répandu que le froment et se trouvait dans un sixième des terres à céréales. En 1923, il en occupe à peine un douzième.

On peut constater dans la statistique suivante (page 194), cette constante régression.

Actuellement, cependant, le Finistère est encore le seizième département français pour les espaces cultivés en seigle. L'aire de cette culture est impossible à délimiter. La plupart des exploitations font du froment dans les terres chaudes et du seigle dans les terres froides. Il y en a cependant très peu au Nord des Montagnes d'Arrée, dans la région septentrionale du Département. On le trouve dans les Montagnes Noires et d'Arrée, dans la région intérieure de la Basse-Cornouaille, en général, dans toutes les régions pauvres et de sol ingrat.

Le seigle est fort utile dans les campagnes finistériennes. Jadis, il représentait, grâce aux possibilités de panification qu'il offre, une des bases de l'alimentation rurale. Toutes les fermes cuisaient d'énormes pains noirs, excellents du reste, dans des fours exté-

(1) « Segal » en breton.

(2) Annuaire statistique de 1803.

Seigle

Années	Superficie cultivée	Production totale		Production moyenne par hectare		Poids moyen de l'hectol.	Valeur du grain	
		de grain	de paille	de grain	de paille		moyenne du quintal	Total
	Hectares	Quintaux		Quintaux		Kilog.	Francs	Francs
1840	33.633	469.835	»	13.97	»	71	14,71	6.973.775
1882	27.804	338.097	842.461	12.16	30.30	72.40	17,41	5.885.548
1892	30.871	406.551	920.985	13.17	29.8	71.20	14,37	5.810.355
1902	27.564	356.558	996.374	12.93	36.14	70.47	15,69	5.595.950
1907	25.195	354.745	856.630	14.08	34	72	18,81	6.677.630
1912	24.020	263.500	816.700	10.97	34	69	20,87	5.499.200
1913	24.900	286.850	871.500	11.52	35	72	19,44	5.576.360
1917	21.220	233.420	676.040	11	32	71	42	9.803.640
1919	13.450	147.820	403.500	10.99	30	70	53	7.834.460
1920	12.980	133.690	415.360	10.30	32	69	78,40	10.481.300
1921	13.750	185.490	522.500	13.49	38	71	45	8.347.050
1922	13.920	179.856	473.280	12.92	34	68	52	9.352.533
1923	13.180	187.156	514.020	14.20	39	69	65	12.165.140

rieurs à la maison. Ce pain, qui se conservait frais très longtemps, servait pendant des semaines. Depuis les premières années du ^{xx}^e siècle, le pain de froment s'est partout répandu et le pain de seigle est menacé de disparition. Le grain sert également à la nourriture des animaux. Une des grandes utilités du seigle réside dans sa paille, fort abondante et la plus estimée de toutes. En dehors de ses usages industriels et de son utilisation pour les animaux, elle fournit d'excellents liens pour les gerbes.

Mais quelle que soit l'utilité de seigle, sa culture déclinera de plus en plus dans le département, comme du reste, dans l'ensemble de la France. Il est à souhaiter que ce déclin soit rapide dans le Finistère, car ceci permettra une plus grande extension de la culture du froment, beaucoup plus rémunératrice et prouvera les améliorations apportées au sol.

Néanmoins, le seigle occupera toujours une certaine place dans l'agriculture finistérienne, dans les terrains défrichés, par exemple, ou dans certaines terres trop éloignées d'une voie de communication, pour pouvoir être suffisamment améliorées.

Le rendement à l'hectare est faible dans le Finistère. Nous étions à ce point de vue, en 1919, 1920 et 1921, au vingt-cinquième, cinquantième et trente-quatrième rang de la France. C'est que la préparation du sol n'est pas faite avec assez de soin et que les variétés locales utilisées ne semblent pas être de premier ordre.

3^e L'ORGE

L'orge a toujours occupé une certaine place dans l'agriculture du Finistère. Sa culture, comme celle du seigle, décline.

En 1882, le Finistère occupait, en France, le sixième rang des départements producteurs d'orge. Actuellement, il occupe en moyenne la dixième place pour le rendement total et la dix-septième place pour la superficie cultivée.

Le rendement est, par conséquent, très satisfaisant, supérieur de 3 à 6 quintaux par hectare à la moyenne française. C'est que l'orge est surtout cultivée dans les terres fertiles de la ceinture dorée. C'est pour cette raison, du reste, que cette culture décline, car elle ne convient pas aux défrichements et aux terres froides, mais à une terre substantielle que le cultivateur préfère consacrer au blé d'un rendement égal et de prix plus élevé.

Orge.

Années	Superficie cultivée	Production totale		Production moyenne par hectare		Poids moyen de l'hectol.	Valeur du grain	
		de grain	de paille	de grain	de paille		Moyenne du quintal	Totale
Hectares	Quintaux		Quintaux		Kilog.	Francs		
1840	26.092	535.294	»	»	62	13,54	7.237.949	
1882	27.131	404.794	613.161	14.92	22.60	63.90	17,94	7.222.014
1892	22.155	341.852	519.511	15.45	23.40	63.90	14,04	4.800.609
1902	17.281	266.722	366.491	15.43	21.20	65.08	14,53	3.879.177
1907	16.327	280.824	391.848	17.20	24	60	18,25	5.123.855
1912	16.990	310.900	407.800	18.30	24	61	18,15	5.642.800
1913	17.880	321.480	375.480	17.98	21	62	17,14	5.510.170
1917	18.940	378.800	416.680	20	22	64	42	15.903.600
1919	13.160	171.340	197.400	13.02	15	62	80	13.707.200
1920	13.630	218.080	231.710	16	17	62	75	16.356.000
1921	13.110	239.130	288.420	18.24	22	64	55	13.152.150
1922	14.260	241.542	285.200	17.01	20	63	55	13.284.830
1923	14.840	370.851	296.800	24.99	20	65	78	28.924.425

Le bord de la mer est la plus grande région de l'orge. Ses champs couvrent le littoral de Pont-l'Abbé jusque dans la région de *Landerneau*.

Les variétés sont l'orge à deux et quatre rangs. On en trouve à six rangs sur le littoral immédiat.

La rouille et surtout le charbon sont ses grands ennemis. Les procédés de culture laissent à désirer : L'orge est assez délicat ; il exige une terre bien ameublie et rendue saine par une culture nettoyante. De l'observation des procédés modernes et rationnels résulterait certainement un gros accroissement du rendement pourtant satisfaisant déjà.

L'orge est utilisé pour la nourriture des animaux, des porcs surtout. On en exporte, notamment, de *Plogastel-Saint-Germain*, pour la brasserie.

4^e L'AVOINE

L'avoine (1) a une très grosse importance dans le Finistère, pays de grand élevage hippique. Après le blé, elle représente la principale culture du département. C'est également une de celles où le plus de progrès serait à réaliser.

En 1803, l'avoine occupait 104.580 arpents du département et venait à presque égalité avec le seigle, immédiatement après le blé noir. En 1840, elle occupait déjà dans la culture des céréales, la première place qui ne lui a été ravie par le froment qu'en 1918.

Les besoins en avoine toujours plus grands de la campagne ont fait monter d'une façon régulière la production du département jusqu'à la guerre. Il est probable que la diminution depuis cette époque, constatée d'une façon générale pour toutes les céréales ne sera que temporaire. D'année en année depuis 1919, l'étendue des surfaces productives d'avoine augmente. Au point de vue de l'étendue consacrée à cette culture, le Finistère occupe à peu près la vingt-cinquième place en France.

Le rendement à l'hectare, pour être légèrement supérieur à la moyenne française, n'est cependant pas satisfaisant.

Dans les dernières années, le Finistère a produit environ une douzaine de quintaux à l'hectare, tandis que la moyenne décennale du pays a été de 11 q. 37. Il est bien loin des 20 quintaux à l'hectare de la Seine-et-Marne, des 19 q. 68 du Nord en 1921.

(1) « Kerc'h » en breton.

Avoine.

Années	Superficie cultivée	Production totale		Production moyenne par hectare		Poids moyen de l'hectol.	Valeur du grain	
		de grain	de paille	de grain	de paille		moyenne du quintal	Totale
Hectares		Quintaux		Quintaux		Kilog.	Francs	
1840	45.582	553.717	»	12.14	»	47	12,70	7.035.744
1882	52.758	540.242	1.334.777	10.24	25,30	49	16,73	9.041.664
1892	61.504	708.526	1.500.698	11.52	24,40	51	15,52	10.994.821
1902	60.375	724.401	1.643.148	12	27,21	49,36	17,92	12.991.437
1907	62.781	998.845	1.820.650	15.91	29	49	21,24	21.188.810
1912	63.120	901.400	1.767.400	14.28	28	47,50	21,10	19.019.500
1913	64.120	843.820	1.731.240	13.16	27	47	20,40	17.213.930
1917	57.130	685.560	1.371.120	13	24	46	42	28.793.520
1919	51.800	569.800	1.087.800	11	21	46	85	48.433.000
1920	53.870	430.960	1.185.140	8	22	38	50	21.548.000
1921	54.010	795.030	1.512.280	14.72	28	46	56	44.521.680
1922	55.340	619.255	1.438.840	11.19	26	45,50	58	35.916.790
1923	55.130	761.619	1.543.640	13.77	28	45	64	48.743.616

C'est également dans la médiocrité des procédés de culture qu'il faut chercher ici les causes de cette situation.

Les progrès ont été cependant sensibles, si nous nous reportons à ce qu'était la situation il y a une trentaine d'années. La production à l'hectare était alors sensiblement inférieure à la moyenne dans le Finistère.

On cultive surtout de l'avoine d'hiver, environ les deux tiers. C'est soit de l'avoine grise de Bretagne, celle qui, d'après les expériences, a donné le meilleur rendement, soit de l'avoine noire de Belgique. L'avoine noire de Bretagne est la variété de printemps la plus répandue. Depuis quelques années, on introduit la variété américaine Ligowo, d'un rendement considérable, mais un peu légère, ce qui fait que le cultivateur la produit plutôt pour la vente que pour son usage personnel. L'O. D. A. se préoccupant de l'amélioration à apporter à ces diverses espèces a mis des semences sélectionnées à la disposition des Sociétés agricoles.

L'avoine est cultivée dans tout le département. Mais on la rencontre d'une façon plus dense sur la ceinture dorée et dans la région centrale du département, dans la Montagne. La terre médiocre lui convient à condition que le sol soit bien préparé et elle n'a besoin que de peu d'engrais ; ce sont ces deux raisons qui expliquent la faveur dont elle jouit dans le Finistère.

Elle vient souvent dans l'assolement après une plante épuisante. On a intérêt alors à faire intervenir les engrais azotés et potassiques. La culture que l'avoine suit le mieux est celle du trèfle. Dans le Finistère, les récoltes d'avoine sont souvent amoindries par la rouille. La seule chose à faire pour atténuer ses ravages est de choisir des variétés résistantes à cette maladie.

L'élevage considérable du Finistère utilise une partie de la récolte, mais laisse encore cependant des quantités importantes disponibles pour l'exportation. L'avoine, réduite en farine, est également utilisée par les Finistériens pour leur alimentation. La « youd Kerc'h » ou bouillie d'avoine est un plat traditionnel breton, fort goûté dans toutes les classes de la population.

5° LE BLÉ NOIR

Le blé noir (1) ou sarrasin, est la céréale traditionnelle de la

(1) *Ed du*, en breton.

Basse-Bretagne, où il fut introduit au ^{xv}^e siècle. Au début du ^{xix}^e siècle encore, c'était la culture dominante, celle qui, avec le seigle, fournissait presque toute la nourriture des campagnes. Elle a occupé pendant le cours de ce siècle une superficie, à peu de choses près, immuable.

Blé Noir

Année	Superficie cultivée	Production de grain, totale	Production moyenne par hectare	Poids moyen de l'hectol.	Valeur moyenne du quintal	Valeur totale du grain
	Hectares	Quintaux	Quintaux	Kilog.	Francs	Francs
1840	35.552	383.721	10.79	64	13,47	5.170.968
1882	34.458	382.139	11.09	66.80	17,01	6.498.777
1892	38.876	486.338	12.51	66.20	13,34	6.481.352
1902	37.273	460.531	12.35	64.19	16,24	7.482.940
1907	36.374	481.955	13,26	63	21,23	10.234.964
1912	23.450	354.600	15.12	63	22,84	8.099.100
1913	23.100	315.080	13.64	62	16,54	5.211.420
1917	20.900	313.500	15	63	42	13.167.000
1919	16.800	184.800	11	62	85	15.708.000
1920	16.870	269.750	15.99	62	75	20.231.250
1921	15.500	155.000	10	61	68	10.540.000
1922	15.980	234.746	14	65	56	13.145.776
1923	15.790	190.269	12.05	56	80	15.221.520

La culture du blé noir est donc en sérieuse décroissance. De 1910 à 1911, la surface cultivée sous cette céréale a passé de 38.620 à 23.110 hectares, soit une diminution de plus de 15.000 hectares. Depuis, elle a continué à se restreindre.

Il faut en voir la cause dans l'intensification générale de la production qui laisse moins de place pour cette culture dérobée. D'autres céréales sont venues occuper la place qu'elle tenait jadis, plus aptes à répondre à ce qu'on leur demandait.

De plus, le blé noir est une plante délicate, qui redoute également les gelées tardives, les fortes chaleurs et les pluies persistantes, d'où un rendement extrêmement variable.

Malgré cette diminution, la place du blé noir reste importante dans le Finistère. Ce Département est le septième de France pour

l'étendue des espaces cultivés. Pour la production totale, il arrive toujours après les Côtes-du-Nord, le Morbihan et l'Ille-et-Vilaine, quelquefois après la Loire-Inférieure et la Corrèze. Le rendement obtenu à l'hectare est excellent et le Finistère tient à ce point de vue la tête de tous les départements où la culture du blé noir est de quelque importance.

Il est à souhaiter que le blé noir conserve toujours une certaine place dans l'économie agricole du Finistère. Plante bouche-trou, il utilise la terre disponible pour peu de temps. Il ne lui faut pas plus de 100 jours, en effet, de juin à fin septembre, pour aller de la levée à la maturité.

Dans les années où son rendement est satisfaisant, il rapporte autant que le froment, par suite des prix élevés pratiqués.

De plus, il se contente d'une terre médiocre. En somme, on peut dire que là où on ne peut mettre autre chose, on peut toujours semer du blé noir. Dans la rotation des cultures, plante étouffante, il constitue un excellent précédent pour toutes les plantes.

Cultivé dans tout le Sud, particulièrement entre Carhaix et Châteaulin et dans la région de Quimper, on le rencontre peu dans le Nord.

On utilise à la ferme la farine de blé noir, pour la confection de ces savoureuses crêpes, mets national breton que l'on fait sur de grandes plaques rondes, chauffées par un feu d'ajonc. On en confectionne aussi de la bouillie.

Pour la nourriture et l'engraissement des animaux, surtout des porcs, le blé noir donne d'excellents résultats. Ses grains sont utilisés pour la basse-cour. Céréale traditionnelle du pays bas-breton, le blé noir a sa place marquée dans l'exploitation de cette région et il est à souhaiter que le Finistère égale les autres départements de Bretagne, dans une culture rapportant bien et d'usage étendu.

CHAPITRE III

La culture maraîchère et les plantes sarclées

I. — *La culture maraîchère. — Répartition de la culture maraîchère.*

1° Les divers légumes et leur culture.

2° Les régions maraîchères :

Roscoff, Saint-Pol-de-Léon,

Plougastel-Daoulas,

Pont-L'Abbé,

Baie d'Audierne,

Ploaré.

II. — *Les plantes sarclées.*

1° La pomme de terre.

2° La betterave.

3° Les cultures diverses :

Rutabagas et choux-nevets, carottes et navets fourragers, les panais.

I

La culture maraîchère

A côté des terres arides où le roc affleure et perce en maint endroit la surface du sol, c'est un étrange contraste que font les riches régions maraîchères, où la terre fertile, aidée par la douceur du climat, donne des récoltes multipliées et d'une extraordinaire précocité.

Les grandes régions maraîchères du Finistère ont été étudiées plusieurs fois d'une façon approfondie. Nous nous contenterons d'en esquisser la physionomie et nous étudierons avec un peu plus de détails les petites régions maraîchères de formation plus récente.

Les trois grandes régions primitives sont celles de *Plougastel-Daoulas*, *Roscoff-Saint-Pol-de-Léon*, et, *Pont-l'Abbé*.

Dans le fond de la baie d'Audierne et à Ploaré, près de *Douarnenez*, se sont constituées de petites zones qui s'adonnent également à cette même culture.

Celle-ci n'a cessé d'occuper une place chaque jour plus grande dans le département. Les petites zones citées plus haut se sont développées à une époque relativement récente.

La zone de *Roscoff* a débordé sur les cantons environnants. A *Lesneven* et *Plouescat* l'élevage recule devant la culture maraîchère. *Cléder*, sur la côte du canton de *Plouzévédé*, s'y adonne également. A l'est de *Roscoff*, cette extension est grande. A *Taulé*, elle fait reculer le blé. Elle s'introduit sur les côtes des cantons de *Morlaix* et de *Lanmeur*.

La guerre a ralenti à peine ce mouvement, qui s'est amplifié à son terme. Alors qu'en 1907, les cultures maraîchères occupaient 4.075 hectares, leur étendue était déjà, en 1913, de 6.420 hectares rapportant 7.704.000 francs.

Ce chiffre tombait à 6.200 hectares en 1919 pour rebondir en 1921 à 8.160 hectares rapportant 58.668.900 francs.

En 1923, enfin, on comptait sous culture maraîchère 10.542 hectares dont le rapport était d'environ 116 millions de francs, supérieur de plus d'un tiers à celui du blé.

*
* *

1. — Examinons d'abord les produits les plus répandus et les plus largement distribués, réservant ceux qui sont l'apanage d'une région à l'étude de cette région même.

Les choux-fleurs viennent en tête, couvrant en 1921, 1.600 hectares et produisant 192.000 quintaux d'une valeur de 10.560.000 fr. C'est une culture spéciale aux pays maraîchers et particulièrement à celui de *Roscoff-Saint-Pol-de-Léon*, d'où elle est partie pour se répandre dans les autres régions. On fait des choux-fleurs et des brocolis. Cette culture est fort intéressante au point de vue rapport. Un cultivateur nous avouait, en 1923, être presque effrayé des bénéfices réalisés par lui dans cette culture.

Les petits pois en cosse doivent leur extension considérable aux gros bénéfices réalisés pendant la guerre par l'industrie de la conserve alimentaire.

En 1882, les petits pois récoltés tant en vert que secs n'occupaient pas plus de 293 hectares et rapportaient 144.835 francs, chiffre qui fait sourire aujourd'hui. En 1902, l'étendue cultivée montait à 602 hectares.

En 1921, la statistique agricole de l'année, nous donne les chiffres de 1.150 hectares et de 2.012.500 francs.

En 1923, l'augmentation est encore considérable et 2.540 hectares de petits pois rapportent 10 millions et demi de francs.

Cette culture n'est, du reste, pas pratiquée seulement dans les régions maraîchères. Toute la région Sud s'y emploie, notamment à Scaër, Bannalec. Concarneau, Fouesnant, Rosporden et Douar-nenez.

Vers le Cap-Sizun et dans les cantons bigoudens, où, dès avant la guerre, la culture des petits pois était fort répandue, une extension plus grande lui a encore été donnée. Il faut rechercher la cause de ce développement dans le fait que presque toutes les usines de conserves de poisson se sont mises à industrialiser les petits pois, que de nouvelles maisons de conserves de viandes ou de légumes se sont fondées, et que, les anciennes, grâce aux bénéfices réalisés, ont pu s'étendre.

Une demande accrue a eu pour conséquence des prix rémunérateurs, qui ont incité les cultivateurs à augmenter leurs espaces productifs de pois.

Ils y mirent même de l'excès dans certains pays et la conséquence fut que, pendant la campagne de 1923, les usines ne purent absorber la récolte et que les prix s'avilirent à un certain moment, au point de ne plus rémunérer les frais de production.

Cette leçon, il faut l'espérer, sera salutaire. Le temps de cueillette est très court et la main-d'œuvre doit être nombreuse. Les débouchés sont, d'autre part, restreints. Cette culture ne pourra jamais être que secondaire.

Elle est à maintenir cependant, parce que n'occupant la terre que peu de temps, et, d'excellent rapport. L'hectare de terrain sous cette culture a rapporté de 10 à 12.000 francs dans le Cap en 1922, alors que le blé ne rapportait nulle part plus de 3 à 4.000 francs.

Les haricots verts utilisés également par les usines, sont en plein progrès. En 1921, 160 hectares ont rapporté 486.400 francs. En 1923, 210 hectares, 771.750 francs. Le rapport est encore supé-

rier à celui des petits pois en cosse et cette culture semble destinée à prendre beaucoup d'extension.

Les pois et les haricos secs ne sont guère cultivés que pour l'usage personnel de l'habitant, très souvent dans des jardins. Les haricots secs ont été récoltés dans 130 hectares en 1923. Les fèves ne sont guère représentées que dans quelques potagers, et, les lentilles, complètement inconnues.

Le *Finistère* vient en tête des départements français pour la production d'oignons et d'échalottes. Nous reviendrons sur cette culture, qui, répandue un peu partout, a son centre de grande production et d'exportation à *Roscoff*. Citons simplement quelques chiffres.

En 1917, le *Finistère* a produit 32.000 quintaux d'échalottes valant 1.024.000 francs et 60.000 quintaux d'oignons valant 1.920.000 francs.

Ces deux cultures ont rapporté, en 1919, respectivement 2 millions 160.000 francs et 4.653.000 francs.

En 1923, les échalottes occupaient 290 hectares et les oignons 520 hectares, et le rapport de ces deux cultures atteignait presque 11 millions de francs.

Les fraises sont l'apanage de *Plougastel-Daoulas* où nous les étudierons.

L'*artichaut* a eu dans le *Finistère* des fortunes diverses. A la fin du XVIII^e siècle, toutes les régions maraîchères du *Finistère* le cultivaient déjà. C'est que ce légume a besoin d'un climat doux et humide et que celui de la Bretagne lui est, par conséquent, très favorable. En 1892, on comptait 513 hectares d'artichauts dans le département. Mais la difficulté de trouver des débouchés suffisants amena une crise et la culture fut considérablement restreinte avant la guerre. Depuis 1914, elle a repris une importance sans cesse grandissante.

En 1917, 8.500 quintaux d'artichauts valant 680.000 francs furent produits. En 1921, 320 hectares étaient occupés par cette plante potagère, 370 hectares en 1922 et 420 en 1923.

L'augmentation se poursuit donc régulièrement. Des régions, qui avaient abandonné cette culture, l'ont reprise. D'autres en ont tenté l'essai. Il est à craindre, si le mouvement s'amplifie, qu'une crise de surproduction, analogue à celle d'avant la guerre, se produise.

Il semble bien, en réalité, que l'artichaut en Bretagne, ne soit

intéressant que comme primeur. Sa vente ensuite, vu l'éloignement des centres de consommation, devient trop difficile.

Les asperges, après avoir connu une certaine faveur dans le Finistère, n'y sont plus guère cultivées aujourd'hui, l'agriculteur trouvant leur rendement insuffisant pour les soins qu'elles nécessitent. Elles seraient cependant utilement introduites dans certaines régions sablonneuses, par exemple, dans la palue de *Tréguennec*, *Saint-Jean-Trolimon* et *Plomeur* (1), où elles remplaceraient fort bien la culture des petits pois.

Les carottes et navets alimentaires trouvent des terrains très propices et un climat favorable à leur production. La statistique agricole de 1913 dénombre 580 hectares de carottes ayant produit 78.3000 quintaux. Les navets (2) devaient être en quantité à peu près équivalente. Depuis cette époque, les prix élevés atteints par ces légumes n'ont pu qu'accroître leur production.

Les choux, qui sont l'objet d'une importante culture fourragère, sont également produits pour l'alimentation humaine. La statistique de 1892 — la dernière qui dénombre à part les choux alimentaires — leur donnait une superficie cultivée de 939 hectares, ayant produit 177.193 quintaux d'une valeur de 768.611 fr.

Certains écrivains agricoles — M. CROCHETELLE notamment — préconisent la confection de la choucroute dans le Finistère, région favorable à la culture du chou. Ce serait un aliment de fabrication simple qui pourrait être l'objet d'un certain commerce avec les centres avoisinants, forcés actuellement de s'approvisionner très loin.

Les légumes, dont nous venons de parler, peuplent également les jardins et les potagers pour la consommation familiale dans la plus grande partie du département.

Ils sont l'objet d'un commerce qui, après avoir approvisionné les marchés du pays, exporte largement le surplus de sa production, vers l'Angleterre et vers Paris (3), notamment. La qualité de la terre, la douceur du climat permettent à ces régions de produire ces légumes avant la saison normale de leur maturité et de faire une exportation rémunératrice de primeurs.

(1) Canton de Pont-l'Abbé.

(2) La statistique agricole de 1892, la dernière qui dénombre à part les navets culinaires comptait 1.081 hectares occupés par cette culture et celle des panais alimentaires.

(3) Du canton de Lanmeur, par exemple.

* * *

2. — Étudions maintenant les diverses régions de production du primeurs et de culture maraîchère.

La région de *Roscoff* s'est étendue à un tel point qu'elle englobe presque toute la côte, de *Plouescat* à *Plougasnou*. Ce sont les cultivateurs de *Roscoff* et de *Saint-Pol-de-Léon*, qui ont apporté dans toute cette vaste zone, leurs méthodes bientôt imitées.

Le noyau central se trouve à *Roscoff* et à *Saint-Pol-de-Léon* et englobe les communes de Santec, Sibiril et Plougoulm. Il semble que la culture maraîchère soit pratiquée depuis fort longtemps. CAMBRY écrivait, en 1794 : « Les habitants de *Roscoff* cultivent la terre la plus riche et la plus féconde ; elle produit une incroyable quantité de légumes de toute espèce, qui naissent en plein champ, oignons, choux, navets, panais, choux-fleurs, asperges, artichauts (1). »

Il semble bien que le commerce ait été d'abord purement local. La difficulté des communications entravait l'exportation. Pourtant, le Roscovite avait le désir d'élargir son champ d'action. En 1830, pour la première fois, un cultivateur alla de *Roscoff* à Paris avec sa charrette chargée de légumes et son exemple fut suivi.

Aujourd'hui, l'exportation tant par terre que par mer est considérable.

Le groupe de *Saint-Pol-Roscoff*, doit sa fertilité à l'abondance des engrais marins, d'une part, à sa situation de presqu'île, qui le fait bénéficier du climat le plus maritime, et, ensuite, à la protection que lui procure l'île de Batz.

« Contre les vents du Nord et du Nord-Ouest, auxquels les primeurs ne résisteraient pas, écrit M. PICAUD (2), la nature a construit à la place exacte qui convenait, c'est-à-dire du Nord-Ouest de *Roscoff* à 2 kilomètres en mer, une immense digue de 4 à 5 kilomètres de longueur, l'île de Batz, qui abrite complètement toute la région. »

Le climat est en moyenne de 6° en janvier et de 16° en août, très tempéré par conséquent.

La caractéristique de cette région est la diversité de la produc-

(1) *Op. cit.*, I, p. 121.

(2) Culture des primeurs dans les communes de Plougastel-Daoulas, Saint-Pol-de-Léon, *Roscoff-Rennes* 1912, p. 74.

tion et le travail incessant de la terre, dont aucune parcelle n'est perdue et qui fournit couramment deux récoltes chaque année.

Brocolis, choux, pommes primes, artichauts, pommes de terre, oignons et choux-fleurs se succèdent sans interruption.

Les brocolis et les choux-fleurs sont semés dans des terres déjà fumées pour des cultures antérieures, car l'adjonction d'un fumier nouveau à la terre favorise le développement de la tige et des feuilles de la plante au détriment de la pomme.

Dans les intervalles laissés par les plants, on cultive des oignons et des pommes de terre.

On procède, vers le début de juillet, à un repiquage des plants. La récolte a lieu de janvier à mars et s'intercale entre celle de *Saint-Malo*, qui la précède et celle d'*Angers*, qui la suit.

L'exportation est considérable. Elle est dirigée vers Paris, pour une certaine part, et, vers l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique et la Hollande. En 1911, il avait été ainsi expédié 13.871.000 choux-fleurs (1), ce qui, à 25 francs le cent, donnait un rapport de 3.467.750 francs.

Nous n'avons pas de chiffres précis pour la période actuelle. Cependant, si l'on considère qu'en 1922, le chou-fleur dans le département a produit plus de 10 millions et qu'on peut compter dans ce total le groupe Saint-Pol-Roscoff, au moins pour les trois cinquièmes, on voit ce que le chou-fleur peut rapporter à cette région.

Pour donner une idée du mouvement produit par cette culture, il faut considérer que pendant la saison, elle met chaque jour en route 1.500 charretées de choux-fleurs de 800 à 1.000 kilos chacune.

L'écoulement de ces produits se fait, soit par terre ou par chemin de fer, soit par mer, en empruntant les ports de *Roscoff* et même de *Morlaix*.

Les oignons d'été et d'hiver et les échalottes sont également l'objet d'une culture et d'un commerce actif ; l'espèce la plus répandue est l'oignon rouge. On engraisse abondamment la terre avec du fumier de ferme et du goémon. On sème en pépinières, puis on repique les plants.

L'Angleterre, où les prix sont beaucoup plus avantageux qu'en France, reçoit une grande partie de la production par le truche-

(1) PICAUD, *op. cit.*

ment de ces vendeurs d'oignons migrants, dont nous avons parlé dans un chapitre précédent (1). Les quantités exportées atteignent parfois jusqu'à 8.000 tonnes. Nous avons dit plus haut que le Finistère était le premier département français pour la culture des oignons. Cette situation est due à la région de Roscoff, qui fournit la presque totalité de cette production.

Les artichauts, délaissés avant la guerre, sont rentrés en faveur. C'est l'artichaut camus de Bretagne, précoce et productif, qui est cultivé. Chaque plant fournit deux récoltes par an, la première de mai au début d'août, la seconde, du tiers de la première, en septembre. Entre les tiges, on cultive des oignons et des panais.

Cette culture est devenue d'un excellent rapport. En 1922, à Roscoff, le prix de chaque tête d'artichaut était de 0 fr. 50. Si l'on calcule que dans une bonne terre de la région, un plant occupant 0 m² 90 à 1 mètre carré de terrain, produit cinq à six têtes, on voit que le rapport d'un hectare d'artichauts fut cette année-là, voisin de 30.000 francs, sans compter le produit des récoltes intercalées.

Des essais d'exportation en Angleterre, n'ayant pas réussi, par suite du peu de goût des habitants du pays pour ce légume, le plus grand commerce se fait avec *Paris* et le reste de la *France*.

Les pommes de terre primes de la région, par contre, sont l'objet d'envois importants vers l'Angleterre où elles précèdent de près d'un mois, les premiers tubercules de cette sorte, produits dans le pays.

Elles s'obtiennent, en faisant germer dans l'obscurité, avant la plantation, les tubercules de semence sur des rayons en bois, spécialement fabriqués pour cet usage.

Les principales espèces sont, en dehors de la *hollande jaune*, des espèces anglaises, *Duc d'Albany*, *Uptodate*, *Early rose*.

L'île de Batz surtout, est grosse productrice de ces pommes de terre. Avant la guerre, elle en exportait à la fin de mai jusqu'à 4.000 kilos par jour (2).

L'activité de production et de commerce du noyau central Roscoff-Saint-Pol s'est transmis aux régions avoisinantes. *Ploujean*, près de *Morlaix*, exporte ses choux-pommes à *Paris* ; à l'Est de *Roscoff*, *Plougasnou*, la presqu'île de *Taulé*, à l'Ouest, toute la

(1) Voir première partie, chapitre VII.

(2) C. VALLAUX, *op. cit.*, p. 185.

région de *Cléder*, *Plouescat*, jusqu'à la côte du canton de *Lannilis* même, donnent les mêmes produits maraîchers, qui sont dirigés aussi vers l'Angleterre et vers Paris.

Les besoins toujours plus grands de la consommation, le prix élevé des produits agricoles, la prime à l'exportation que représente la baisse du franc, facilitent cette surproduction, mais un changement dans les circonstances économiques serait désastreux.

Nous retrouvons dans la région de *Plougastel-Daoulas*, les mêmes éléments de prospérité qu'à Roscoff et Saint-Pol-de-Léon. Ici, nous sommes encore dans une presqu'île, abritée des vents du Nord et Nord-Ouest par la masse du Bas-Léon.

Ici, également, la culture maraîchère se pratique depuis longtemps. Dans la région de Plougastel, en 1794, CAMBRY (1) a vu de nombreux arbres fruitiers descendant jusque dans la mer, des fraises, des framboises, des melons en plein champ, des petits pois.

Il constate que les légumes y devancent de six semaines la production concurrente.

Ce n'est que vers le milieu du XIX^e siècle, que l'on commença à exporter timidement en Angleterre les fruits et les primeurs du pays.

La zone maraîchère proprement dite est formée de la commune de Plougastel et d'une partie de celles de Daoulas et de Loperhet. Elle tend à s'étendre du reste. C'est ainsi que la culture de la fraise envahit Logonna-Daoulas.

Elle est habitée par une population fort intéressante et originale entre toutes. Le Plougastel, qui a la fierté de sa race, accueille volontiers l'idée d'une origine exotique, qu'on lui a supposé et qui en ferait un petit peuple à part, différent de ses voisins. Il porte un costume très particulier. La caractéristique la plus marquante de son caractère, est l'amour passionné de « sa » terre, de la terre de *Plougastel*, qui, produisant merveilleusement, est l'objet d'un véritable culte. Aussi son prix atteint souvent des chiffres invraisemblables, qui interdisent à celui qui la cultive, l'accession à une propriété de quelque importance.

La copropriété familiale est assez répandue dans le pays. Les

(1) *Op. cit.*, II, p. 211.

unions consanguines sont fréquentes, et, depuis la guerre, beaucoup de veuves ont épousé leur beau-frère. Ces mariages ont lieu, pour que cette terre si désirée ne sorte pas de la famille.

Cet amour, générateur d'un rude travail, fait rendre au sol les plus beaux résultats.

La fraise est la grande culture de la région. L'étendue qu'on lui assigne s'étend progressivement. De 200 hectares en 1875, elle passait à 300 hectares en 1882 et à 570 hectares en 1902 (1). La zone de production, assez restreinte, est située presque partout dans le voisinage de la mer.

Les espèces les plus répandues sont la « fraise de la Mayenne », très précoce, la « Royale Sovereign », fort appréciée des Anglais, de bon rendement et de belle apparence, le « Docteur Maurère », qui produit moins mais donne des fruits meilleurs.

Les rendements sont extrêmement variables, selon les terrains et les espèces. Ils sont généralement inférieurs à ceux obtenus dans le Midi et dans les environs de *Paris*. Les fraises ne rapportent pas la première année, on met dans l'intervalle des plants de salade, ou bien on sème des petits pois. Parfois également, on ensemence de blé la terre où les fraisiers viennent d'être plantés.

Cette culture fait la richesse du pays. Emballés dans de petites caisses de bois blanc, de forme très particulière ou dans des paniers d'osier, qui les remplacent de plus en plus, les fruits partent pour l'Angleterre et pour *Paris*, ou bien ils sont transformés sur place en confiture.

Son produit est important. En 1922, des champs plantés en fraisiers ont rapporté jusqu'à près de 200 francs l'are.

On s'est demandé parfois, pourquoi cette région de *Plougastel-Daoulas* était la seule du Finistère produisant des fraises. Il semble que, sur certains points de la côte Sud, cette culture pourrait aussi s'implanter. Il serait intéressant de tenter une expérience à ce sujet.

La production a décliné pendant la guerre. Descendue à 4.600 quintaux en 1919, elle est remontée à 9.500 quintaux en 1921. Cette culture a rapporté en 1923 près de 2 millions au pays.

Les débouchés sont divers. Des usines établies dans le pays achètent les fruits, font de la pulpe de fraise en conserve, qu'elles transforment l'hiver en confitures. Le marché de *Brest*, qui fut

(1) Y. PICAUD, *op. cit.*

jadis le seul atteint, est approvisionné ; celui de *Paris* important, autrefois, puisqu'en 1875, les envois atteignaient 2 millions de kilos (1), n'a plus, aujourd'hui, que peu d'intérêt pour Plougastel, par suite de la concurrence des maraîchers de la banlieue parisienne et du Midi.

C'est, avec l'Angleterre, que le commerce se fait surtout, déterminant comme à Roscoff, une émigration temporaire des vendeurs (2). En juin et juillet, les vapeurs anglais se succèdent dans les petites criques de la côte et emportent des cargaisons de fraises vers la Grande-Bretagne.

La framboise se rencontre également dans quelques fermes et semble susceptible d'une certaine extension.

En dehors de ces cultures, la région produit toutes sortes de primeurs.

Les petits pois sont renommés. Ils sont utilisés par les usines locales et expédiés en Angleterre. Leur culture s'étend beaucoup. Outre son produit rémunérateur, elle offre de grands avantages dans cette région. Semés vers le 10 mars, les petits pois sont récoltés avant le 25 juin et la terre peut recevoir une autre culture : navets, betteraves ou rutabagas.

Les haricots verts, qui sont récoltés trois mois après avoir été semés, sont également mis en conserves.

Les laitues, piquées en bordure des parcelles ou entre les lignes de fraisiers sont produites au nombre d'environ 500.000 têtes par an.

Les choux précoces, les pommes de terre primes sont l'objet d'une active exportation.

On commence, depuis la guerre, à faire l'artichaut malgré les dangers que présente cette culture au point de vue de l'absorption de ses produits.

La ville de *Brest*, offre à toute la région d'importants débouchés, mais c'est vers l'Angleterre qu'elle se tourne surtout. En 1921 les exportations vers ce pays lui ont rapporté trois millions ; malheureusement, les besoins du marché ne sont pas constants et il est impossible de compter d'une façon certaine sur lui pour l'écoulement des primeurs.

La région de *Pont-l'Abbé* qui forme également une presqu'île,

(1) C. VALLAUX, *op. cit.*

(2) Voir première partie, chapitre VII.

constitue un milieu naturel favorable, très intéressant à étudier par suite de l'évolution qui paraît s'y dessiner.

Actuellement, ce pays produit surtout la pomme de terre, prime et ordinaire. Le canton de *Pont-l'Abbé* serait même le premier canton de *France* pour cette production qui est si importante, qu'elle forme la base de la valeur locative de la terre.

Il semble que jadis, la production maraîchère y était d'une beaucoup plus grande variété. CAMBRY (1) écrit : « Les environs de *Pont-l'Abbé* sont d'une extraordinaire fertilité. C'est une terre de promission. On vante les beurres de ce pays ; les fruits de toutes espèces y sont délicieux et très communs ; les jardins, couverts de choux, d'oignons, d'haricots, d'asperges, de melons, d'artichauts, de panais, sont très nombreux. Pour obtenir ces riches productions, il ne faut qu'effleurer la terre... Le maire de *Pont-l'Abbé* m'a dit avoir mesuré dans les campagnes des artichauts de 21 pouces de circonférence et des choux-fleurs de 25 à 26 pouces de diamètre. »

Aujourd'hui, il semble bien qu'on aille vers un renouveau de ce côté. On essaye les artichauts et les choux-fleurs, on préconise l'asperge. Il faudrait, pour assurer le succès de ces cultures, des variétés plus hâtives que vers Roscoff, à cause des conditions de climat moins favorables. Depuis longtemps, du reste, les petits pois sont une des importantes cultures du pays. On les utilise sur place dans les nombreuses usines qui transforment également les produits de la pêche et on les exporte par mer vers certains ports du littoral de l'Atlantique.

Les pommes de terre primes sont exportées. La majeure partie de la production part pour l'Angleterre par les petits ports de *Loctudy* et de *Pont-l'Abbé*.

Le rendement à l'hectare est considérable. Le cultivateur de ces régions pratique la germination préalable. Ses procédés de culture, exécutés avec le plus grand soin, obtiennent le rendement le meilleur.

Malheureusement, l'exportation en Angleterre, ne donne pas toujours d'excellents résultats. En, 1922, les prix étaient tombés si bas qu'ils ne dépassaient pas, pour des frais d'exploitations quadruples, ceux d'avant-guerre. Si ce fait se reproduisait encore, il serait de nature à faire naître une culture importante de choux

(1) *Op. cit.*, III, p. 44.

fleurs et artichauts, particulièrement vers *Plobannalec* et *Tréffiagat* et à diminuer la surface des terres annuellement ensemencées en pommes de terre.

Le commerce de toute cette région est extrêmement actif. M. C. VALLAUX constatait en 1904 que le bigouden était uniquement cultivateur, « qu'aucune classe trafiquante particulière ne s'était greffée sur les classes de producteurs ». La situation a bien changé, surtout depuis la guerre. Aujourd'hui, dans la région maraîchère de *Pont-l'Abbé*, comme dans celle de la baie d'*Audierne* que nous étudierons plus loin, s'est formée une classe de commerçants et d'intermédiaires abandonnant le costume traditionnel et ne répugnant plus comme jadis aux voyages commerciaux lointains.

Cette classe a, du reste, beaucoup à apprendre. Elle s'est formée pendant la guerre et son manque d'expérience des affaires commerciales la met dans un grave état d'infériorité.

A côté de ces grandes zones maraîchères que nous venons de passer en revue, un certain nombre d'autres d'importance moindre et de formation plus récente, se sont créées. Ce sont, notamment, celles de la baie d'*Audierne* et de *Ploaré*.

La région de la baie d'*Audierne* comprend une étroite bande côtière de un à trois kilomètres de large, dans les communes de *Plozévet* et de *Plouhinec*. A *Plovan*, également, la culture maraîchère commence à être pratiquée. Ces terres extrêmement fertiles, font partie de la *Ceinture Dorée*. Elles sont admirablement travaillées et une fumure abondante de goémon et de calcaire se trouve à proximité.

Les petits pois se sont fort répandus dans cette région, où des usines de conserves de plus en plus nombreuses les traitent. La pomme de terre y occupe, également, des surfaces étendues.

Les cultures maraîchères proprement dites, couvrent environ 170 hectares à *Plozévet* et 50 hectares à *Plouhinec*. La pomme de terre prime occupe 40 hectares. La variété employée est la « chave » appelée dans le pays « gouel yann » ou « pomme de la Saint-Jean » parce qu'on la récolte dès cette époque. On la plante à la fin de janvier ou au commencement de février.

Les choux-fleurs et les brocolis occupent 15 hectares à *Plozévet*. Les choux-fleurs proprement dits, sont semés en pépinières en mars, et, plantés en juin-juillet. Ils viennent dans l'assolement

après les pommes de terre primes, les carottes et les brocolis, et sont récoltés d'octobre à décembre.

Les brocolis semés en pépinières en avril-mai, sont piqués en juin et juillet, et, récoltés depuis fin décembre jusqu'en avril.

Les choux occupent 50 hectares dans l'ensemble de la région. Ils sont récoltés d'avril à juillet. Les choux de Milan et Cabus sont les principales variétés. A signaler aussi une petite culture du chou de Bruxelles.

La carotte potagère occupe une cinquantaine d'hectares. La nature sablonneuse du sol lui convient fort bien et elle est fort estimée dans toute la région. On récolte des carottes tardives de septembre à février et des carottes hâtives de mai à la fin juin.

L'oignon couvre dans 45 hectares dont 30 à Plozévet. A côté de l'oignon du pays, on cultive l'oignon blanc. Les produits sont surtout vendus aux usines de conserves de petits pois.

Quelques maraîchers font également en petite quantité les salsifis, les laitues et les scorsonères.

Presque tous ces produits sont écoulés sur le marché de Quimper que la région de la baie d'Audierne alimente pour la plus grande partie, et, le vendredi soir, veille du marché hebdomadaire de Quimper, on peut voir sur la grande route de Quimper à Audierne de longues files de chars à bancs, où le chapeau de velours bigouden, s'entremêle au large béret des Capistes.

La région maraîchère de Ploaré (1) alimente d'abord l'importante ville de Douarnenez, et, pour le surplus de sa récolte, devient un foyer d'exportation qui prend une certaine importance.

La culture des pommes de terre se développe de plus en plus. La gare de Douarnenez en 1922 en a expédié 2.800 tonnes.

Les choux-fleurs d'automne et les brocolis avaient respectivement vers 1923, 80 et 40.000 pieds cultivés, l'artichaud 35.000 pieds. Cette culture a fortement augmenté depuis la guerre.

Les choux hâtifs et tardifs sont produits sur une grande échelle. On évalue la récolte annuelle à 5 à 600.000 pieds, qui alimentent tous les marchés des villes du département et sont expédiés jusque dans le Morbihan et la Loire-Inférieure.

Les oignons blancs, dont la récolte atteint 10.000 quintaux environ, sont utilisés par les usines qui fabriquent des petits pois.

Les carottes primes occupent environ 15 hectares à Ploaré.

(1) Renseignements communiqués par la direction des Services agricoles.

Ces cultures, très variées semblent destinées à prendre une importance de plus en plus grande, au fur et mesure que se créeront des débouchés nouveaux.

* * *

Comme ce rapide exposé a pu le montrer, les cultures maraîchères occupent une place importante dans l'économie agricole du Finistère. Celle-ci pourra devenir encore plus grande, quand le cultivateur se sera pénétré d'un certain nombre d'idées essentielles pour la réussite de ses affaires.

D'abord, il doit adapter sa production au goût du client. Les choux-fleurs, par exemple, ne seront pas produits de la même façon selon qu'ils seront destinés à l'*Angleterre* ou à la *France*. Dans le premier cas, ils seront petits, car l'Anglais mange en même temps que la tête les feuilles du chou-fleur. Dans le second cas, ils pourront, sans inconvénient, atteindre une forte taille.

Le maraîcher trop souvent s'attache à tort à expérimenter l'introduction d'espèces nouvelles trop variées. Il semble travailler pour l'art, plus que pour le profit, et, ceci est le propre du caractère français, chercheur admirable, toujours en quête de nouveautés, mais sachant peu profiter de ses découvertes. Au contraire, il serait utile de se cantonner dans un petit nombre d'espèces, ayant fait leurs preuves.

Une certaine spécialisation est à recommander. Trop souvent, dès qu'une culture paraît donner de bons résultats, les cultivateurs abandonnent les autres, dans lesquelles ils étaient passés maîtres pour entreprendre celle-là. Il en est ainsi en ce moment, des petits pois et des artichauts qui sont « à la mode » et risquent d'engorger le marché, si la progression de leur culture continue.

Enfin, il y a, pour le département du Finistère, nécessité d'organiser les débouchés. Isolé du reste du continent, forcé de recourir à des transports coûteux, il compense dans une certaine mesure cette infériorité, par la proximité de l'*Angleterre*. Mais ce marché a été parfois mauvais et peut l'être encore. Il importe de se ménager des débouchés accessoires, susceptibles d'augmenter d'importance.

Le Bas-Breton a beaucoup à apprendre au point de vue commercial. Il considère trop souvent uniquement le bénéfice immédiat et essaye de l'augmenter par des moyens propres à compromettre l'avenir. Vendant un panier de fraises, il mettra parfois les plus belles dessus, tandis que les fruits de dimension inférieure

occuperont la partie inférieure du colis. La loyauté est essentielle pour réussir dans des affaires de quelque importance.

Malgré ces critiques nécessaires, il faut constater que le chemin parcouru dans les dernières années a été grand et que l'avenir offre des perspectives de succès plus considérables encore.

II

Les plantes sarclées.

Après les produits maraîchers, examinons maintenant les plantes sarclées, dont le rôle dans l'alimentation des bestiaux est devenu depuis une cinquantaine d'années, de plus en plus considérable.

* * *

1^o *La pomme de terre.*

La pomme de terre est peut-être la culture essentielle du Finistère. Elle remplit un rôle mixte, utilisée aussi bien pour les hommes que pour les animaux de la ferme. Dans l'alimentation des uns et des autres, elle tient une place considérable. Elle est également l'objet d'une grande exportation vers le reste de la *France* et vers *l'étranger*.

Après en avoir parlé au point de vue maraîcher, c'est-à-dire lorsqu'elle est vendue comme primeur, nous allons examiner sa culture d'une façon générale.

On a prétendu que la pomme de terre était connue en Bretagne bien avant PARMENTIER, mais c'est en tout cas vers la fin du XVIII^e siècle, que sa culture s'introduisit réellement en Basse-Bretagne, grâce à des réfugiés acadiens et irlandais. LE DÉAN, de Quimper, et Mgr de la MARCHE, évêque du Léon, firent beaucoup pour sa propagation. « Les pommes de terre, méprisées jadis en Bretagne, sont cultivées avec succès dans quelques cantons », écrit CAMBRY en 1797. Ailleurs, il situe leur introduction dans le district de *Pont-Croix*, vers 1795.

Le sol et le climat favorable, les bénéfices que retirèrent bientôt les cultivateurs de cette culture, lui donnèrent une rapide extension.

Nous reproduisons ici, les chiffres que donnent au point de vue superficie et rendement, les diverses statistiques agricoles.

Années	Superficie cultivée	Produit moyen par hectares	Produit total	Prix moyen du quintal	Rendement total
	Hectares	Quintaux	Quintaux	Francs	Francs
1840	21.031	»	»	»	8.046.475
1882	16.027	53	849.431	7,30	6.200.846
1892	23.858	130	3.095.597	4,70	14.637.402
1902	23.291	109	2.539.126	5,78	14.701.330
1907	23.433	105	2.460.465	6,50	15.993.022
1912	25.780	85	2.191.300	8,00	17.530.400
1913	28.300	110	3.113.000	8,00	24.904.000
1917	32.070	130	4.169.100	20,00	83.382.000
1919	22.760	120	2.731.200	30,00	81.936.000
1920	23.250	110	2.557.500	25,00	63.937.500
1921	23.370	180	4.206.600	30,00	126.198.000
1922	27.950	160	4.472.000	18,00	80.496.000
1923	26.360	125	3.295.000	36,00	118.620.000

La superficie cultivée varie fortement d'année en année, mais reste dans l'ensemble à peu près constante.

Pendant la guerre, l'accroissement de la demande et les achats rémunérateurs effectués par l'Intendance, avaient imprimé à sa culture un développement considérable. Elle est redevenue aujourd'hui, à peu près ce qu'elle était avant la guerre.

La pomme de terre, dans le Finistère, se rencontre dans chaque exploitation, si humble soit-elle.

La région de l'intérieur la cultive surtout pour sa consommation personnelle. Le pays maritime, au contraire, en exporte de grandes quantités. C'est dans cette dernière zone, que la culture de la pomme de terre se pratique avec le plus d'intensité et le plus rationnellement aussi. Dans les îles, à Molène, Ouessant, Sein, et surtout Batz, elle réussit bien.

Au voisinage de la mer, en effet, se rencontrent les terrains sablonneux, qui lui conviennent le mieux. C'est là aussi et là seulement, que les apports de goémon et d'engrais calcaires sont possibles.

Aussi généralement les terres à pommes de terre y sont-elles bien engraisées et bien fumées, tandis que dans l'intérieur, qui

ne se sert guère que du fumier de ferme, elles laissent à désirer souvent sous ce rapport. Les engrais complémentaires appropriés seraient à répandre dans cette région.

Généralement, les façons culturales et les soins d'entretien sont bons sur la côte. À l'intérieur, le sol est au contraire généralement mal préparé, les labours ne sont pas assez profonds et la terre n'est pas hersée au moment de la levée des plants.

Une importante critique est à adresser à l'une et l'autre régions. Au moment de l'arrachage, on ne sélectionne guère les tubercules qui devront servir à la reproduction. L'Office Départemental Agricole a porté son effort de ce côté en 1922. Il a organisé un concours de pommes de terre dont le but était de récompenser les meilleures cultures et aussi d'en tirer des semences sélectionnées à mettre à la disposition des cultivateurs.

Ce concours a donné de bons résultats. Les semences produites sont restées dans le département, où elles ont donné l'année suivante une quantité de tubercules suffisamment importante pour qu'une partie ait pu être livrée aux départements qui recherchent des plants indemnes de toutes maladies de dégénérescence (1).

Le verdissement et la germination des tubercules destinés à la semence se pratiquent assez souvent sur la côte, où l'on fait de la pomme de terre hâtive, tandis que ces procédés sont inconnus dans l'intérieur des terres.

Presque partout les pommes de terre sont butées, mais elles ne sont pas binées et sarclées avec assez de soin. L'arrachage se fait généralement à la main, ce qui permet une récolte plus complète qu'avec l'arrachage à la charrue, mais a l'inconvénient d'employer un nombreux personnel.

Beaucoup de variétés employées sont d'origine anglaise. Sur le littoral nous trouvons les variétés hâtives Hollande jaune et Flucke. Comme pommes de terre de consommation les plus répandues dans l'ensemble du département, nous trouvons la Saucisse, la Fin de Siècle (2) et la Chardonne ; comme pommes de terre fourragères, la Professeur Maercker, la Belle Silésienne et la Géante bleue.

En 1922, 12.300 kilos de tubercules de semence avaient été mis à la disposition des cultivateurs par l'O. D. A. C'étaient surtout pour les variétés locales des Saucisses, Institut de Beauvais

(1) Office départemental agricole. Rapport sur les travaux effectués en 1922.

(2) Variété anglaise « Up to Date » introduite par M. Soulière.

et Industrie, pour les variétés importées d'Angleterre, la Fin de Siècle.

Dans l'ensemble, les espèces de pommes de terre récoltées dans le département sont bonnes, mais le cultivateur devrait les varier davantage.

Trop souvent, en effet, il sème plusieurs années de suite dans les mêmes terres, les mêmes variétés, ce qui a une influence pernicieuse sur le rendement.

La pomme de terre dans le Finistère n'a pas à souffrir de la plupart des maladies : filosité, frisolée, etc. qui ravagent d'autres régions. La seule qui sévisse, causant d'ailleurs de grands ravages, est la pourriture. Celle-ci pourrait être victorieusement combattue par des pulvérisations de solutions cupriques. Ce traitement est malheureusement trop peu répandu, sauf dans certaines régions du littoral. Il est pourtant d'une importance primordiale et l'on a vu, par exemple, en 1924, des terres très médiocres où le traitement avait été fait, donner de bien meilleurs résultats que d'excellentes terres, où le pulvérisateur n'avait pas passé.

En somme, les procédés culturaux, déjà fort avancés sur la côte, doivent être perfectionnés à l'intérieur, si les cultivateurs de ces régions, moins bien partagés par la nature, veulent obtenir des résultats se rapprochant de ceux réalisés sur le littoral.

Le rendement à l'hectare du département, considéré dans son ensemble, est nettement supérieur à la moyenne française. L'année de guerre 1917 vit le Finistère en tête des départements français pour la production globale. Seul, le Nord, l'a dépassé pour la production à l'hectare.

De semblables résultats sont loin d'être obtenus tous les ans. Néanmoins, si nous considérons que la moyenne française a été de 1901 à 1910, d'à peu près 85 quintaux à l'hectare, nous voyons que le Finistère où les rendements de 120 à 160 quintaux à l'hectare ne sont pas rares, se maintient dans un bon rang.

Les améliorations culturales dont nous avons parlé l'augmenteraient encore, et le traitement des maladies, sources d'un déchet parfois si grand, ferait disparaître l'instabilité des rendements.

Dans l'économie rurale et dans l'activité commerciale, la pomme de terre occupe une place considérable. Sa culture a rapporté plus de 126 millions aux cultivateurs du département en 1922.

L'alimentation humaine l'utilise largement. Des pommes de terre et du beurre, voilà un repas courant dans les campagnes finistériennes et dont le cultivateur ne se lasse jamais !

Pour l'alimentation animale, son utilité est grande et elle constitue pour le porc, la base de l'engraissement.

Cette consommation locale laisse encore de grandes quantités de tubercules disponibles pour l'exportation.

L'Angleterre, nous l'avons vu, absorbe une partie de la production des régions maraîchères en pommes de terre primes. Des envois considérables sont dirigés vers le reste de la France. L'Algérie et certaines contrées du Midi, importent de Bretagne des tubercules pour la semence, la pomme de terre dégénérant rapidement dans leur sol.

Dans quelques exploitations, sur le littoral surtout, la pomme de terre représente le bénéfice net de l'année, le reste des cultures étant à peu près uniquement utilisé pour la vie de la ferme elle-même.

Pendant la guerre, le Finistère a été un vaste réservoir, jamais épuisé, où l'intendance venait puiser largement pour la subsistance des armées en campagne, et ce ne fut pas un des moindres mérites de ce département, pendant ces années, d'avoir réussi, avec sa population agricole d'enfants, de femmes et de vieillards, non seulement à maintenir sa production de cette denrée indispensable à la vie du front, mais encore à l'augmenter.

* *

2^o *La Betterave.*

La betterave est un excellent aliment pour le bétail. On a coutume de dire qu'elle « paye bien son engrais ». Dans les régions où sa culture est répandue, les animaux augmentent de force et de poids et la masse de fumier produite devient plus considérable.

Le Finistère, sans être un des départements gros producteurs de betteraves, cultive largement cette plante pour l'alimentation de son nombreux bétail.

La superficie cultivée, qui avait atteint son maximum dans les années qui précèdent la guerre, a légèrement diminué. C'est que la betterave exige beaucoup de main-d'œuvre, mais son utilité est si grande qu'elle a déjà commencé et continuera sans doute à regagner le terrain perdu.

Année	Superficie cultivée	Produit m. à l'hect.	Produit total	Prix du quint.	Rendement total
	hectares	Quint.	Quintaux	francs	francs
1882	7.065	277	1.957.005	1,94	3.796.590
1892	7.813	252	1.987.434	2,30	4.693.180
1902	15.680	271	4.247.879	1,96	8.337.304
1907	16.341	240	3.921.840	1,50	5.882.760
1912	19.040	350	6.664.000	1,50	9.996.000
1913	19.500	250	4.875.000	1,60	7.800.000
1917	15.150	380	5.757.000	4	23.028.000
1919	15.510	320	4.963.200	6	29.779.200
1920	16.060	330	5.299.800	6	31.798.800
1921	14.450	240	3.468.000	6	20.808.000
1922	15.880	280	4.446.400	3	13.339.200
1923	16.280	345	5.616.600	3	16.849.800

Le rendement devrait être meilleur. Les terres du Nord, qui sont, il est vrai, exceptionnellement favorables à cette culture, produisent 520 quintaux en moyenne, celles du Pas-de-Calais 430 quintaux.

Le Finistère, lui, n'a guère qu'un rendement moyen de 300 quintaux.

Il est vrai que la betterave est une plante exigeante, ayant besoin d'une terre substantielle et d'une bonne fumure, ce qui ne se rencontre pas dans toutes les exploitations.

Mais ce que la betterave demande surtout, ce sont des travaux d'ameublissement du sol très poussés et un binage complet. Lorsque le cultivateur n'a pas la main-d'œuvre suffisante pour l'exécution de ces travaux, il ferait mieux de diminuer la surface cultivée et d'augmenter la production de ce qui reste par de meilleurs soins culturaux.

Mais le rendement utile de la betterave est encore plus faible que son rendement apparent dans le Finistère et ceci tient au fait que le cultivateur a tendance à rechercher les espèces très volumineuses, sans se préoccuper assez des principes nutritifs qu'elles renferment.

Au lieu des grosses betteraves qui renferment seulement 3 à 4 % de sucre, le cultivateur aurait intérêt à employer les demi-sucrières, qui, pour un rendement à peine moindre, lui donneraient une quantité presque double de principes alimentaires.

De même, on a tendance dans le Finistère à semer les betteraves trop espacées. Gorgées d'eau, elles atteignent un développement considérable, mais sans augmenter pour cela leur richesse nutritive.

Les betteraves n'ont pas d'utilisation industrielle dans le département. Elles servent à l'alimentation d'hiver des vaches et des moutons. On en donne aussi aux chevaux, mais la capacité trop réduite de leur estomac, ne leur permet pas d'en utiliser une quantité suffisante pour leur nourriture. Les feuilles sont également employées, mais ne représentent qu'un fourrage de peu de valeur.

* * *

3° *Les cultures diverses.*

Les Rutabagas et choux-navets.

Cousins très proches, les rutabagas et les choux-navets ne se distinguent que par la couleur de leur chair, jaune pour les premiers, blanche pour les seconds.

Leur culture est la même que celle de la betterave, mais plus rustiques qu'elle, ils se contentent d'une terre légère pourvu qu'elle soit saine. Les défrichements leur conviennent particulièrement bien. On les fait venir souvent en culture dérobée. Cultivés en 1882 sur 5.003 hectares, en 1892 sur 7.464 hectares, leur culture s'est fort développée jusqu'à la guerre. A cette époque les choux-navets couvraient environ 10.000 hectares et les rutabagas 3.000, ce dernier chiffre représentant à peu près le quart de la superficie totale occupée en France par cette culture.

Comme la betterave, ces produits sont en légère régression, toute temporaire d'ailleurs, semble-t-il.

Depuis la guerre, cette double culture occupe un peu plus de 10.000 hectares. Elle a rapporté en 1923, la somme de 22.660.000 fr.

Les carottes et les navets fourragers.

Ces plantes sont dans leur pays d'élection. Elles trouvent à peu près en Basse-Bretagne, le même climat qu'en Angleterre, où leur culture est fort répandue : ciel brumeux et atmosphère humide. De plus, les terres légères et sablonneuses qui, bien fumées, leur conviennent particulièrement, abondent dans la région.

Le Finistère est le troisième département français pour la production des carottes. La carotte blanche à collet vert est une des espèces les plus répandues.

Le rendement qui vers 1882-1892 était d'environ 180 quintaux à l'hectare, s'est amélioré grâce à des méthodes de production plus rationnelles. Ils atteignait en moyenne 221 quintaux avant la guerre et pourrait être porté jusqu'à 400 quintaux grâce au milieu favorable.

Les statistiques de 1892 donnent 3.055 hectares occupés par les carottes. On réserve dans chaque ferme un petit espace de terrain pour les carottes et les navets destinés aux bestiaux. Ceux-ci s'en montrent extrêmement friands. Les chevaux y trouvent une nourriture hygiénique, qui rompt heureusement la monotonie de leur alimentation. Ils font produire aux vaches un lait riche et un beurre bien coloré.

Le panais.

Cette culture est pratiquée presque uniquement en Bretagne et dans le Nord. Le Finistère était avant la guerre le plus gros producteur de panais de toute la France. Depuis cinquante ans, la surface cultivée variait entre 9 et 10.000 hectares. Elle est brusquement tombée dans ces dernières années.

En 1923, elle n'occupait plus que 2.310 hectares.

Ce déclin, qui du reste a été constaté dans l'ensemble de la France, a pour cause ses exigences culturelles.

Le panais a d'excellentes qualités. Ne donnant tous ses résultats qu'à proximité de l'Océan, c'est bien une plante convenant au Finistère. Il n'exige pas énormément de fumure. Ses utilisations sont nombreuses. Autrefois, il servait à la nourriture de l'homme. Aujourd'hui, il est réservé aux animaux. Il est excellent pour les porcs, qui le consomment cuit. On le recherche pour les bœufs à l'engrais et même — en petite quantité — pour les chevaux qui en sont friands. Il augmente les quantités de lait et de beurre produits par les vaches. Ses feuilles, coupées en octobre font du fourrage, tandis que les racines attendent dans le sol, leur arrachage, qui a lieu à mi-novembre.

Ses qualités sont certaines et reconnues par l'Angleterre, par exemple, où le panais est de consommation courante.

Mais il lui faut d'abord une très bonne terre, un sol tenace et profond. Le travail de préparation du sol est considérable. Il faut une grosse main-d'œuvre pour l'arrachement.

D'ailleurs, si l'on compare la betterave et le panais, on doit constater l'infériorité de cette dernière racine, comme rendement.

Le panais est de plus en plus délaissé et les cultivateurs considèrent sa culture comme onéreuse et exigeante, ne laissant aucun profit.

Citons encore les *topinambours*, très peu cultivés, qui n'occupent guère qu'une soixantaine d'hectares et produisent 10 à 1.200 quintaux par an.

CHAPITRE IV

Les prairies et les fourrages

- I. — *Les Prairies naturelles.*
- II. — *Les Prairies temporaires.*
- III. — *Les Prairies artificielles.*
- IV. — *Les Fourrages annuels.*
- V. — *Les Pâturages et Pacages.*

« Si tu veux du blé, fais du pré », dit un vieil adage, montrant bien le rapport étroit qui unit l'agriculture à l'élevage.

De riches prairies, une culture fourragère développée, ceci veut dire, en effet, non seulement du beau bétail et de beaux chevaux, mais encore du fumier abondant, offrant des possibilités plus grandes d'amélioration du sol.

On évaluait jadis la richesse d'un cultivateur finistérien selon la hauteur de son tas de fumier. Celui-ci est resté, grâce aux difficultés que présente l'introduction des engrais chimiques, le principal engrais.

Nous étudierons successivement les prairies naturelles, les prés artificiels et temporaires, les fourrages annuels, les pâturages et pacages (1).

I

Le Finistère est assez pauvrement doté en prés naturels. Ceux-ci n'occupent guère que 11 % du territoire agricole finistérien, alors que la moyenne pour l'ensemble de la France est de 17 %. Au point de vue physique, la situation n'est pas favorable. Sur les pentes abruptes l'eau ruisselle avec trop d'abondance à certaines époques, tandis qu'elle fait défaut à d'autres moments.

(1) Nous réservons la culture de l'ajonc, qui présente le triple caractère de plante fourragère, de litière et de combustible.

Le fond des vallées est souvent transformé en marécage envahi par les plantes aquatiques et l'imperméabilité du sol empêche dans bien des endroits la constitution de bonnes prairies.

Dans le bassin central, par exemple, les prairies manquent d'eau en été, tandis que les plateaux voisins imperméables en ont trop.

De plus, la nature du terrain n'est pas favorable à la richesse minérale des plantes qui y poussent. Ici encore, il est nécessaire de donner à la terre l'acide phosphorique et la chaux qui lui manquent. Et c'est de cette situation que résulte, à climat à peu près semblable, la grosse infériorité de la Basse-Bretagne sur la Normandie, au point de vue prés.

L'accroissement du nombre de têtes de bétail a eu pourtant comme conséquence, une extension constante de la superficie des prairies naturelles.

Année	Nombre d'hect. cultivés	Production en quintaux
1840	37.383	1.544.194
1882	44.891	1.846.290
1892	46.907	1.754.859
1913	49.050	2.158.200
1919	49.050	1.962.000
1922	49.510	1.960.400
1923	49.820	2.192.080

Cette extension, pour existante qu'elle soit, est bien peu considérable dans son ensemble et montre toutes les difficultés que peut rencontrer dans son labeur la race des rudes travailleurs qui peuple le département.

Deux choses sont nécessaires, d'abord, améliorer les prairies existantes, ensuite, en créer d'autres.

Les eaux stagnantes nuisent, les eaux courantes fécondent. Il faudra donc dessécher et drainer dans certains cas, il faudra irriguer dans d'autres.

Faire une bonne prairie est une chose extrêmement délicate. Si le terrain est marécageux, il faudra, avant toute irrigation, abolir entièrement l'humidité stagnante, il faudra éviter en établissant les rigoles, qu'elles conduisent l'eau trop vite ou qu'elles la laissent sur place.

Le drainage est une opération difficile, mais très avantageuse dans les sols froids et compacts, de nature imperméable. Il modifie le terrain, le rend plus pénétrable à l'air et à la chaleur.

Pour créer ou améliorer les prairies, on aura intérêt à recourir à des ouvriers spécialisés. Nous avons vu à l'Hôpital-Camfrout d'admirables prairies, sur un sol en forte pente, parfaitement irriguées par des ouvriers spécialistes de Saint-Derrien.

Des écoles de drainage ont été installées par l'O. D. A. Deux nouveaux centres ont fonctionné ainsi en 1920 à Plougonven et à Loqueffret (1). Leur but est double. D'abord, la création de drainages rationnels, pouvant servir d'exemple à une région ; ensuite, la formation d'ouvriers et de maîtres-draineurs.

« Avec de l'eau, on fait de l'herbe », dit un proverbe. L'eau est abondante dans le Finistère. C'est son utilisation qui est difficile.

On trouve du reste facilement des terres qui se prêtent à des créations nouvelles. Les prairies marécageuses et les tourbières sont nombreuses. En 1892, les premières couvraient 11.655 hectares, les secondes, 2.636. De plus, des terrains en pente, convenablement irrigués, peuvent donner de belles prairies.

La pauvreté du sol exige, outre les composts, une abondante fumure. Elle est généralement insuffisante, d'où un rendement médiocre et un fourrage de faible valeur nutritive, consommé en vert ou en sec ; d'où, par conséquent, un mauvais développement des animaux.

Si la potasse se rencontre souvent dans le sol, les engrais azotés dans les prairies bretonnes ne doivent pas être négligés. S'ils donnent un fourrage un peu grossier, ils augmentent le poids de l'ensemble.

Ce sont surtout les engrais phosphatés et calcaires, qui doivent être apportés dans le sol où les éléments qu'ils renferment manquent totalement : ce sont eux qui favorisent le développement des légumineuses qui apportent un très bon élément dans le foin.

Grâce à ces soins, on pourra augmenter d'une façon considérable le rendement du fourrage, sa valeur nutritive, et on pourra modifier la flore qui le compose dans un sens excellent.

Depuis la guerre, l'activité du cultivateur, désireux d'augmenter

(1) A Loqueffret, une dizaine d'ouvriers et un chef de travaux ont suivi les cours en 1922.

la superficie cultivable de son exploitation, semble se tourner vers des créations de prairies autant que vers le défrichement.

Toute la région nord, *Saint-Thégonnec*, *Ploudiry*, *Plouescat*, est en progrès. C'est du reste dans cette partie du département — la région de *Landivisiau*, *Saint-Thégonnec*, surtout — que se trouve la plus grande région d'élevage du département.

Dans la zone centrale les prairies sont, en général, beaucoup moins bonnes. On signale quelques rares drainages dans le canton du Faou, et quelques prairies améliorées vers *Huelgoat* et *Carhaix*.

Dans toute la région sud, cette question préoccupe vivement les cultivateurs qui possèdent peut-être les meilleures prairies du département.

On remarque un peu partout — dans l'arrondissement de Quimperlé, notamment — des assèchements, des drainages et des irrigations de prairies, mais ces travaux sont encore isolés et le manque de spécialistes compétents se fait sentir dans toute la région.

Un travail intéressant de conquête de terrain sur la mer, entrepris sur la côte allant de *Guilvinec* à *Loctudy* (1), a livré à la culture de nombreux hectares de prairies, créées ainsi de toutes pièces.

C'est seulement la qualité médiocre des prairies, qui empêche les races bretonnes, chevalines et bovines, d'atteindre la force et le poids des autres races. L'activité du cultivateur devra donc se porter activement, malgré les difficultés considérables qu'il rencontre, vers l'extension de leur étendue, et surtout leur amélioration.

II

Les prairies temporaires sont celles qui n'occupent le sol que pendant un temps limité. Elles sont composées dans le département ou de graminées seules, ou d'un mélange de graminées et de légumineuses.

Leur superficie est relativement peu importante. En 1882, elle était de 5.075 hectares. Elle varie depuis de longues années entre 7 et 8.000 hectares. En 1923, elle était de 7.810 hectares et avait produit 359.260 quintaux de fourrage valant 10.777.800 fr.

(1) Canton de Pont-l'Abbé.

III

Les prairies artificielles remédient dans une certaine mesure, par leur développement, à l'insuffisance des récoltes de foin.

Leurs produits sont une excellente nourriture pour les animaux. De plus, elles constituent la base des bons assolements. Aussi leur étendue n'a cessé de s'accroître. En 1840, elle était de 11.202 hectares, en 1882, de 17.503, en 1913 de 29.050 et en 1923 de 30.480.

Malheureusement la pauvreté du sol nuit grandement à leur extension. Ainsi la luzerne, le meilleur et le plus productif de tous les fourrages, qui tient une si grande place en Normandie dans les prairies artificielles, ne trouve pas dans le sol les éléments calcaires qui lui sont nécessaires. On ne la rencontre guère que dans la zone côtière, mais les luzernières y durent peu, alors que le grand mérite de cette plante est d'occuper généralement le sol pendant plusieurs années sans se dégarnir. Elle était cependant en progrès jusqu'à la guerre, passant de 86 hectares occupés en 1882 à 730 en 1908. Actuellement l'espace cultivé est de 430 hectares. Pour les mêmes raisons que la luzerne, le sainfoin est à peu près inconnu dans le Finistère.

Les prairies artificielles sont presque uniquement occupées par le trèfle (1).

Année	Surface cult. en hectares	Rendement		Valeur	
		Moy. h.	Total	du quint.	Total
1882	16.875	51.5	689.063	4,80	4.171.502
1892	18.588	45	836.460	4,87	4.073.560
1902	19.212	65.35	1.255.602	4,30	5.409.297
1907	21.224	46	979.304	6	5.857.824
1912	25.420	45	1.143.900	12	13.726.800
1917	29.800	40	1.192.000	30	35.760.000
1919	29.100	40	1.164.000	45	52.380.000
1921	29.220	32	935.040	30	28.051.200
1922	30.160	41	1.236.560	32	39.569.920
1923	30.050	45	1.352.250	30	40.567.500

(1) Il s'agit simplement ici du trèfle commun, le trèfle incarnat étant compris dans les fourrages annuels.

Cette culture s'est développée surtout dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. L'enquête agricole de 1814 nous apprend qu'il y en avait très peu dans le Finistère et qu'on ne le desséchait pas pour l'hiver. En 1840, il y avait environ 11.000 hectares sous trèfle dans le département et une dizaine d'années plus tard, M. de Pompery insistait sur l'importance de cette culture.

La progression s'est poursuivie sans arrêt depuis cette époque.

Le trèfle vient bien en Bretagne. Les terrains granitiques lui conviennent pourvu qu'ils reçoivent un amendement calcaire. Aussi les rendements obtenus dans le département sont-ils en général satisfaisants.

Le trèfle est semé souvent dans une céréale de printemps, après que le blé a été hersé. On le sème aussi parfois au printemps sur céréales d'hiver.

Il a à souffrir assez fréquemment de maladies. L'orobanche, par exemple, lui fait beaucoup de mal.

IV

Les fourrages annuels remplissent le même rôle que les produits des prairies artificielles, mais occupant moins longtemps la terre que ceux-ci, ils prennent plus facilement place dans la rotation des cultures.

Divers fourrages annuels sont cultivés dans le Finistère. Le trèfle incarnat, les choux fourragers, le seigle et l'avoine en vert, les dravières, le maïs-fourrage.

Comme pour les prairies artificielles, la superficie occupée par les fourrages annuels a crû sensiblement depuis une cinquantaine d'années, ainsi que le montrent les chiffres suivants tirés des statistiques.

1882.....	14.198 hectares
1892.....	11.957 —
1907.....	21.059 —
1913.....	22.090 —
1923.....	24.980 —

Sauf pour les choux-fourrages, qui ont fait l'objet de tableaux distincts dans les diverses statistiques, il est impossible de savoir la place que tiennent les diverses plantes dans les prairies artificielles.

Les 11.957 hectares dénombrés en 1892 se divisaient ainsi :

trèfle incarnat.....	6.039	hectares
choux fourragers.....	3.987	—
seigle en vert.....	1.404	—
dravières	318	—
escourgeon en vert	47	—
maïs fourrages.....	5	—
divers	157	—

Le trèfle incarnat n'a pas besoin d'un aussi bon terrain que le trèfle commun, mais le sol doit être bien fumé et préparé. Il est hâtif, mais moins nutritif que l'autre. De plus, il ne donne qu'une seule coupe. Il s'est répandu dans tout le Finistère et c'est lui qui fournit, avec les choux, la plus grande partie des fourrages annuels.

Seuls ou mélangés avec des légumineuses, on cultive également le seigle et l'avoine que l'on fauche en vert pour la nourriture des bestiaux.

On fait quelques dravières, c'est-à-dire des vesces mêlées à des céréales dont la tige leur sert de support.

Le maïs ne mûrit pas en Bretagne. Il est quelque peu cultivé comme fourrage, surtout dans la région de Pont-Croix et de Douarnenez.

Les choux-fourragers ou choux-vaches méritent une étude particulière.

Années	Superficie cultivée	Pr. moyen par hect.	Produit total	Valeur du quintal	Valeur totale
	hectares	quintaux	quintaux	francs	francs
1882	3.950	216	853.200	2,60	2.218.320
1892	3.987	159	634.021	2,32	1.470.546
1907	6.126	350	2.144.100	1,50	3.216.150
1913	6.770	580	3.926.600	1	3.926.600
1917	7.300	600	4.380.000	1,50	6.570.000
1919	7.260	400	2.904.000	4	11.616.000
1921	7.200	310	2.232.000	6	13.392.000
1922	8.900	440	3.916.000	5	19.580.000
1923	8.860	330	2.923.800	5	14.619.000

Convenant à toutes les terres, ils donnent d'excellents résultats en Bretagne. Leur consommation augmente la quantité de lait produite par les animaux et les engraisse. Ils constituent

une nourriture verte précieuse pour le bétail en hiver et en automne. Leur production est surtout abondante dans la région côtière, au climat doux et humide. De plus, c'est une plante qui nettoie le sol.

Ces qualités ont fait augmenter l'importance de la culture.

La variété la plus employée est le chou-cavalier, dont la très haute tige donne un aspect si particulier aux champs de la Cornouaille maritime, aux approches de l'hiver.

V

Il nous reste à dire un mot des pâturages et des pacages, qui occupaient, d'après la statistique de 1923, une superficie de 20.540 hectares. Il faut comprendre en outre, dans cette catégorie, toutes les terres que certains assolements laissent « se reposer » pendant une ou plusieurs années et qui sont livrées au bétail. L'introduction toujours croissante des engrais chimiques fera peu à peu disparaître, du reste, cette pratique pour le plus grand bien de la production agricole.

Au surplus, les terres en repos ne donnent au bétail qu'un bien maigre aliment, car celui-ci broute chaque pousse, qui pointe et en empêche le développement. Il vaudrait beaucoup mieux ne l'y conduire qu'à des époques espacées ou bien plutôt, transformer ces jachères, grâce à une fumure convenable, en prairies artificielles.

Il faut compter encore dans ces pâturages presque tous les incultes, landes et marécages qui produisent une maigre végétation dont se contente la sobriété des races animales originaires du pays.

*
* *

On voit par cet exposé rapide, l'importance des cultures fourragères dans le Finistère. Elle n'a pas échappé aux autorités agricoles du département, aussi un concours de cultures fourragères et un concours de prairies artificielles et naturelles ont eu lieu en 1923. Leur but était de récompenser les agriculteurs qui obtiennent le meilleur rendement et de faire connaître leurs méthodes de culture.

Les prairies et les fourrages doivent retenir l'attention des pouvoirs publics, car il est à prévoir que la crise de la main-d'œuvre amènera une extension de plus en plus grande de l'élevage.

Or, le Finistère, nous l'avons vu, est un pays assez pauvre en prairies naturelles, tant comme quantité, que comme qualité.

Le climat convient pourtant aux fourrages, qui profitent des fumures des plantes qui les ont précédées et poussent fort bien partout où le sol s'y prête.

Les cultures fourragères s'étendent de plus en plus pour remédier à l'insuffisance des prés naturels. Il faut en faire la culture dominante, dans la merveilleuse région d'élevage qu'est le Finistère

C'est seulement ainsi qu'on arrivera à obtenir une taille plus considérable chez les animaux et un engraissement plus rapide pour ceux qui sont destinés à la boucherie.

C'est également par ce moyen que la nourriture des vaches laitières sera mieux assurée pendant la période hivernale, où le lait et le beurre atteignent les prix les plus rémunérateurs.

CHAPITRE V

La pomologie, le cidre et les arbres fruitiers

I

La Pomologie et le Cidre.

- 1^o *Importance de la production ;*
- 2^o *Les régions de culture du pommier ;*
- 3^o *Mode de plantation du pommier ;*
- 4^o *Pomologie du Finistère ;*
- 5^o *Progrès à réaliser. — Les coopératives cidricoles ;*
- 6^o *Les plantations de pommiers sur route ;*

II

Les arbres fruitiers.

I

LA POMOLOGIE ET LE CIDRE

1^o *Importance de la production.*

Si la culture de la vigne n'est pas pratiquée dans le Finistère (1), ce département, par contre, peut revendiquer une des premières places parmi les départements cidricoles français, pour la quantité et surtout pour la qualité des produits.

Il semble bien que la culture du pommier ait été introduite en Bretagne par les Normands. Elle s'est développée lentement.

(1) Elle le fut jadis dans quelques endroits. Il y a une quarantaine d'années existait encore à Quimperlé un propriétaire amateur qui faisait chaque année une petite quantité de vin.

En 1796, dans le district de *Quimper*, le cidre ne suffisait pas à la consommation des habitants.

En 1882, les pommiers et poiriers avaient produit une récolte de 242.040 hectolitres de fruits valant 1.427.564 francs. En 1892, 610.248 hectolitres de pommes à cidre étaient récoltés.

Les chiffres à une époque plus récente ont été les suivants :

Années	Pommes récoltées	Valeur totale
	Quintaux	Francs
1902	203.937	2.019.850
1907	238.850	5.254.700
1912	217.000	2.170.000
1913	848.000	2.968.000
1917	950.000	7.600.000
1919	850.000	21.250.000
1920	693.600	18.727.200
1921	865.000	20.760.000
1922	980.000	19.600.000
1923	360.000	9.360.000

Certaines de ces pommes sont vendues et exportées. D'autres sont transformées sur place chez le propriétaire ou dans les cidreries industrielles (1) du département.

Voici le nombre d'hectolitres de cidre produits dans le Finistère d'après les statistiques agricoles :

Année	1840		79.774 hectolitres
—	1902		135.500 —
—	1907		113.800 —
—	1912		141.000 —
—	1913		478.000 —
—	1917		638.527 —
—	1919		571.160 —
—	1920		368.684 —
—	1921		594.258 —

La moyenne décennale de production est de 309.202 hectolitres pour la période de 1910 à 1920.

(1) Il en existait vingt-deux en 1920.

La production du cidre augmente. C'est que cette boisson est d'une vente facile et d'un excellent rapport. Celui-ci a été de plus de 23 millions en 1920 et de 35.655.480 francs en 1921 (1).

* * *

2^o Les régions de culture du pommier.

La culture du pommier tend à prendre une place chaque jour plus grande dans nos exploitations rurales. Trois régions sont à distinguer.

Dans la région du Nord, elle est nulle à Plouzévédé, Saint-Pol-de-Léon et Landerneau, insignifiante à Lannilis et Ploudiry. Si les variétés sont plantées au petit bonheur dans les cantons de Sizun, Landivisiau et Saint-Thégonnec, en revanche, des progrès sensibles ont été réalisés dans les cantons de Morlaix, Plouigneau, Lanmeur et Daoulas, où la production s'améliore par la sélection des espèces et l'influence d'une culture plus rationnelle. Le cidre de Plouégat-Guerrand est fort bon.

A Plougastel-Daoulas, renommé par la culture du fraisier, le pommier à cidre n'est pas cultivé mais on y exploite une variété de pommes à couteau, dite *pomme de châtaigne* qui se reproduit sans greffe.

Dans la région du centre, la production est très importante à Châteaulin, dans la région de Saint-Coulitz, Saint-Ségal, Dinéault et une partie des cantons de Crozon et du Faou. Dans cette dernière localité, la récolte comprend un tiers de fruits à couteau. La culture du pommier à cidre qui commence à s'implanter à Telgruc et Coray, prend de l'importance dans le canton de Carhaix ; elle est moyenne à Châteauneuf, Pleyben, Landeleau et, insignifiante dans le canton de Huelgoat.

La région sud est vraiment la terre privilégiée du pommier à cidre.

Cette culture est de première importance dans les cantons de Fouesnant, Concarneau, Quimperlé et Pont-Aven, et, en augmentation sensible, dans le canton de Rosporden.

Elle est moyenne dans les cantons de Brieç, Douarnenez, Pont-l'Abbé (communes de Combrit et Tréméoc seulement), Plogastel-Saint-Germain et Scaër où la production ne suffit pas à faire face aux besoins locaux.

(1) Statistiques agricoles annuelles de 1920 et 1921.

Les plantations sont en progrès dans le canton de *Pont-Croix*.

Il est à noter que, dans la contrée de *Fouesnant*, des fermes de 25 hectares rapportent dans les bonnes années de 100 à 200 barriques de cidre avec une moyenne de 40 à 50 barriques par année. Un cinquième environ des terres des exploitations est planté de vergers.

Dans l'arrondissement de *Quimperlé*, des fermes de 10 hectares produisent annuellement jusqu'à 7 à 800 hectolitres de cidre. La commune de *Saint-Thurien* consomme ou livre 4.000 barriques par an.

* * *

3^o *Mode de plantation du pommier.*

Après avoir indiqué la place occupée par la culture du pommier dans l'exploitation rurale, il est intéressant de noter le mode de plantation du pommier.

Dans les très bonnes terres, les plantations sont faites en vergers ou établies en bordure des champs. La même terre ne pouvant produire deux récoltes à la fois, il est dommageable de les planter en quinconce, à moins de ménager de larges espaces entre les lignes et entre les arbres dans chaque rang.

S'il en est autrement, l'arbre nuit par son ombre et ses racines au développement des récoltes.

Dans les terres médiocres, les vieilles méthodes de plantation peuvent être maintenues, car la production fruitière renforce et améliore le rendement d'une terre productive d'une maigre récolte.

* * *

4^o *Pomologie du Finistère.*

M. CROCHETELLE qui fut pendant plusieurs années professeur de physique, de chimie et de technologie, à l'école d'Agriculture du Lézardeau, a consacré huit ans à l'étude de la production pomologique du Finistère. A son arrivée dans le département, il a été frappé de voir combien la qualité du cidre livré dans les hôtels, cafés, débits et même chez les particuliers, s'écartait de la qualité des pommes. Il n'a pas compris qu'on livre des pommes au lieu de cidre à d'autres régions ou pays et même en *Allemagne*, laissant ainsi une excellente matière première aller se transformer ailleurs.

Il a visité les vergers, organisé et suivi des concours et des expositions, analysé et étudié plus de 2.400 variétés de pommes, fabriqué des cidres d'expérience et constaté que nos cidres bretons peuvent rivaliser avec les meilleurs.

Le résultat de ses travaux a paru dans une brochure intitulée : *Pomologie du Finistère*. Il y traite de l'arbre, de sa forme, de ses qualités de fertilité, de rusticité, de vigueur, des caractères extérieurs et internes des fruits de pressoir, de leurs caractères organoleptiques et chimiques qu'il a fixés dans une analyse exacte et minutieuse.

Les variétés les plus appréciées dans le nord du département sont la *douce Normande*, la *douce d'Anjou* et la *douce Evêque* à Morlaix, la *douce Rousse* à Plouigneau, la *Fréquin écarlate* et la *Fréquin de Leslach* à Lanmeur, la *person Plouégat* (ou *douce rousse Bian*) à Plouégat-Guerrand et environs de Morlaix, la *Ty-prons* ou *Typrévest*, la *Dor-dor mélen*, l'*amer rouge*, l'*amer blanc* dans la région de Châteaulin, l'*amère blanche* au Faou, la *belle Normande* à Carhaix, la *Frequin rouge* à Carhaix et Scaër, la *Médaille d'or* à Rosporden et Pont-l'Abbé.

Près de Quimper, la commune de Plomelin produit un cidre renommé obtenu par le mélange à quantités égales des espèces suivantes : *Féro-bris*, *Féro-ru*, *Prat-Yod*, qui combinent leurs excellentes qualités, pour produire une boisson d'un goût exquis ; on y brasse également la pomme dite : *Sac'h Biniou*.

Avec les cidres du Pays de Fouesnant et ceux de la région de Quimperlé, nous touchons à la perfection et à l'extra. Les pommes des deux régions donnent des produits de choix à la fois *sucrés*, *amers* et *parfumés*. C'est en parlant des bons cidres de Cornouaille, que le poète GUYADER, un fils du terroir breton, a écrit ces lignes : « Nous sommes les premiers à rendre hommage aux cidres Normands, aux cidres de la Haute-Bretagne, mais en toute sincérité, il y a là, de l'Isole à l'Odet, un jardin des Hespérides où il fait bon naître, vivre et mourir. »

Les cidres de Fouesnant sont essentiellement pommeux. Ils ont plus de fond, de corps, de velouté et peut-être plus de parfum que les cidres de Quimperlé ; mais ces derniers ont de la finesse, de la gentillesse, de la distinction. D'eux, on peut dire ce qu'écrivait RABELAIS en vantant le vin de son pays, doux à boire comme le taffetas est doux au toucher : « Oh gentil vin blanc ! et, par mon âme, ce n'est que vin de taffetas. »

Tandis que les cidres de Fouesnant offrent par leurs qualités constitutives de l'analogie avec le pommard bourguignon, les cidres de Quimperlé rappellent les qualités du vin bordelais.

En tête des variétés de Quimperlé, M. CROCHETELLE plaçait sans hésiter la *Kermerrien*, une pomme douce-amère, qui brassée seule, donne un cidre excellent, tandis que pour les gens qui aiment le cidre amer, on peut réhausser son tannin par addition de *Lost-cam* ou de *Stang-ru*. Tandis que ces deux variétés sont amères, les autres variétés les plus recommandables de la région sont, en pommes douces : *douce rousse-bian*, *douce rousse braz*, *douce glass bian* et, en douces amères : *douce Evêque bris*, *Kerc'h ru* et *douce Louët*.

A Baye, on trouve la *Michellic*, à Moëlan, la *bonnic bihan*, à Clohars-Carnoët où triomphe la *Kermerrien*, on trouve dans son entourage la *douce-mel* (douce Miel), la *douce-moen*, la *douce-mignonne*, la *douce-questen*, la *ru-cariau*.

A Fouesnant, la *C'huero-Bris* se signale comme la reine des pommes. Brassée seule, elle suffit à donner un cidre supérieur ; pour rehausser son coloris on l'associe en proportions convenables avec des pommes au jus rouge, telles que *C'huéro-ru*, *Béléien*, *Bouteille-Bihan*. Parmi les autres pommes, les plus recommandables, on peut énumérer : *Douce-Bloc'hic*, *Glaz Kérandéon*, *Parquer*, *Rous-Coumoulen*, *C'huéro-Guen*, *Douce-Blohic*, *Trojen-Hir*.

* * *

5^o Progrès à réaliser. Les coopératives cidricoles.

Les Bretons de la Cornouaille ne tirent pas un parti suffisant des remarquables ressources de leur sol si riche en variétés précieuses.

Des progrès indispensables sont à réaliser, qu'il s'agisse de la cueillette des fruits, de leur conservation jusqu'à maturité sous un abri propice, de leur lavage rapide avant le brassage, de la préparation et de la fermentation des moûts. Il faudrait encore laver avec soin par des procédés efficaces les instruments tels que broyeurs, pressoirs, cuves, brocs, pelles. L'emploi du bisulfite de chaux à 5 % est recommandable avec rinçage ensuite à l'eau bouillante. Les fûts destinés à recevoir le cidre doivent être désinfectés avec le plus grand soin et soufrés. On a coutume,

dans le pays de Fouesnant, après le rinçage, d'en humecter l'intérieur avec une décoction de grains de genièvre ou de feuilles de pêcher pour communiquer au bois une odeur agréable.

Pour obtenir le cidre de luxe ou le pur jus, il est bon de ne presser que des pommes sélectionnées et de procéder à des soutirages répétés.

Il est désirable que les méthodes de fabrication du cidre se perfectionnent et s'unifient pour donner à l'ensemble de la clientèle des cidres semblables, reliés entre eux par des rapports frappants d'analogie. Ainsi s'établirait la réputation solide des cidres d'une région que garantirait bientôt contre des imitations frauduleuses, la protection légale de leur marque d'origine.

Il est désirable que le cultivateur-brasseur devienne un vrai pomiculteur.

Sitôt élevé à cette dignité nouvelle, il aurait l'ambition d'un ordre de choses nouveau. Nous n'avons pas parlé de la coopération qui, pour la production vinicole, réalise aujourd'hui des miracles dans le Midi de la France et en Algérie.

M. TRUELLE définit ainsi le but de la coopération (1). « La cidrerie coopérative ne serait autre qu'une cidrerie modèle, fondée et entretenue par des producteurs de fruits — propriétaires et fermiers — mais tous coopérateurs et dirigés par un spécialiste chargé de la partie technique, c'est-à-dire de l'application pratique de toutes les méthodes recommandées à l'aide de l'outillage le plus perfectionné. Elle aurait pour but la vente des produits, cidres, poirés et eaux-de-vie fabriqués avec les fruits récoltés par les coopérateurs seulement. A cette vente s'ajouterait celle des résidus tels quels ou transformés (marcs, et cidrapes). Cette industrie du cidre est à créer, notamment, en vue de l'exportation ».

L'obstacle au progrès coopératif repose sur la routine. L'agriculteur veut faire son cidre, il veut surtout le livrer lui-même au client de la ville, aubergiste ou bourgeois.

Chaque voyage entrepris à la ville est assaisonné d'un repas à l'auberge qui le distrait de son milieu un peu monotone et devient pour lui, prétexte à une adorable flânerie, vraiment reposante après la tension des travaux de la culture et de la brasserie.

(1) *Agriculture moderne*, 18 août 1901.

* *

6° *Les plantations de pommiers sur routes.*

M. Georges le BAIL, Conseiller Général, avait pris l'initiative il y a 23 ans, de demander au Conseil Général de faire l'essai de plantations de pommiers sur les chemins vicinaux de Grande communication, alors routes départementales.

Les chemins vicinaux de G. C. 49 et 62 ont été plantés à titre d'expérience.

Les pommiers viennent bien, mais ils sont mutilés tous les ans, par les charretiers, les camions automobiles, les gamins et les maraudeurs. D'autre part, les pommes sont volées avant maturité et ce qui reste ne vaut pas la peine d'être recueilli et utilisé.

II

Les arbres fruitiers.

Les arbres fruitiers n'ont qu'une importance secondaire.

Les pommes et les poires à couteau sont utilisées pour la consommation familiale, un peu au petit bonheur et ne sont l'objet d'aucune exportation importante.

4.200 quintaux valant 168.000 francs ont été recueillis (1) en 1923.

Les autres cultures fruitières ont donné en 1923, pour les cerises, 420 quintaux, les châtaignes, 1.480 quintaux et pour les prunes, 500 quintaux.

Les pêches mûrissent dans quelques endroits et d'excellentes figues vertes sont produites sur tout le littoral.

L'horticulture fruitière et florale occupe 90 hectares et les pépinières 50.

(1) Statistique agricole de 1923.

CHAPITRE VI

Les bois, l'ajonc et les textiles

I. — *Les bois et forêts.*

II. — *L'ajonc.*

III. — *Le lin et le chanvre.*

Il nous reste à passer en revue au point de vue culture, diverses manifestations de l'activité agricole finistérienne — les bois et les forêts dont l'importance est secondaire, l'ajonc très utilisé dans ce pays d'élevage et d'incultes nombreux, et, enfin, les textiles, dont la culture est en pleine décadence.

I. — *Les bois et les forêts.*

Jadis, une immense forêt couvrait la Basse-Bretagne comme le reste de la Gaule. Il ne semble pas à vrai dire, qu'elle ait jamais atteint les sommets des crêtes gréseuses des Montagnes Noires et de l'Arrée, rebelles de leur nature à toute végétation forestière, mais cependant jusqu'à la fin du moyen âge, elle occupait la majeure partie du pays.

Sa disparition fut rapide. Elle avait de nombreux ennemis, les défricheurs d'abord qui, ici comme dans toute la *France*, lui portèrent les plus rudes coups, puis certaines petites industries, celles par exemple qui jadis exploitaient le minerai de fer avec les ressources locales de bois, ou les sabotiers qui utilisaient les hêtres.

Les besoins de la Marine à *Brest* contribuèrent aussi à ce déboisement. CAMBRY attribue à cette cause la grande disette de bois, qui existait déjà à la fin du XVIII^e siècle aux alentours de *Morlaix*.

Les besoins d'argent des nobles y furent aussi pour beaucoup.

Le père TOUSSAINT de *Saint-Luc* écrit en 1664 (1) :

« Le milieu de la Bretagne paroïstroit plutost un désert qu'un pays habité, si les forest estoient ruinées comme on y travaille beaucoup, les seigneurs particuliers vendant leurs bois pour faire du fer, ce qui leur rend à la vérité de grandes sommes d'argent présentement, mais c'est pour en épuiser la source et n'y pouvoir plus retourner. »

De plus, l'écobuage et les habitudes de la vaine pature contribuèrent beaucoup à cette destruction.

Toujours est-il qu'en 1852, le Finistère ne possédait plus que 43.293 hectares de bois et forêts. Cette superficie a du reste continué à décroître d'une façon régulière jusqu'à nos jours. En 1892, les bois occupaient 34.185 hectares, en 1912, 29.546 hectares et en 1923, 28.910 hectares.

Ces chiffres sont très peu importants. La France a 18 % de son étendue occupée par les forêts, le Finistère 4,4 % seulement.

Voyons d'après la dernière statistique des forêts de France, publiée par le Ministère de l'Agriculture, en 1912, quelle est la situation forestière du Finistère.

Sur les 29.546 hectares de bois et forêts du département, on compte 3.604 hectares de bois domaniaux et 16 hectares seulement de bois communaux.

Les 25.942 hectares, qui restent, appartiennent à 10.157 propriétaires, qu'on peut ranger dans les catégories suivantes :

Catégorie	Nombre de propriétaires	Surface totale
moins de 10 ha	9.829	16.857 ha
10 à 50 ha	300	6.446
50 à 100 ha	18	1.366
100 à 200 ha	9	1.057
Plus de 200 ha	1	216

Les forêts domaniales sont au nombre de 10, dont les plus importantes sont celles de Carnoët (749 hectares), près de Quimperlé, de Fréau (692 hectares), près de Poullaouen, de Cranou (607 hectares), près de Rumengol, et la forêt de Huelgoat, qui fait

(1) Cité par J. LEMOINE et H. BOURDE DE LA ROGERIE.

partie de cet ensemble merveilleux, qu'on a appelé le Fontainebleau breton, et à qui ne manquent pas, comme à l'autre, les sources jaillissantes et les cascades écumantes.

La Bretagne est « la terre de granit recouverte de chênes ». Celui-ci entre pour 60 % dans les essences qui composent les bois domaniaux et pour 70 % dans celles des bois particuliers, le reste étant surtout représenté par des hêtres et des pins.

Les bois domaniaux sont surtout traités en futaie (2.950 hectares sur 3.604 hectares) généralement tous les 30 ans, les taillis simples eux sont exploités lorsqu'ils ont de 5 à 20 ans.

Les taillis simples dominent dans les bois particuliers. Ils occupent 22.734 hectares sur 25.926 hectares et sont généralement exploités à très courtes révolutions.

Voici la production annuelle de ces bois en 1912.

Catégories de bois	Production totale	Bois d'œuvre	Bois de feu
Bois domaniaux...	9.720 m ³	4.667 m ³	5.053 m ³
Bois particuliers ..	76.070 m ³	4.509 m ³	71.561 m ³
Bois communaux ..	33 m ³		33 m ³

Production 85.823 mètres cubes dont 9.176 mètres cubes de bois d'œuvre et 76.647 de bois de feu.

On peut se rendre compte par ces chiffres de la place tout à fait secondaire qu'occupe l'exploitation du bois dans l'économie rurale finistérienne. Aussi, dans certains endroits, il est insuffisant pour la consommation familiale et on doit recourir à la bouse de vache séchée et à la lande montée pour se procurer du combustible.

A vrai dire, la pratique qui consiste à planter des arbres sur les fossés vient jusqu'à un certain point remédier à cette pénurie. C'est elle qui donne également à certaines régions du département, vers Fouesnant et Pont-Aven, particulièrement, un aspect boisé et riant fort agréable aux yeux.

Mais on déboise aussi malheureusement les fossés, à cause du prix offert pour le bois et parce que le cultivateur se plaint que l'ombre donnée aux champs nuise à leurs récoltes ; d'autre part, le fossé a une tendance à disparaître.

En somme, considéré dans son ensemble, le Finistère ne peut se suffire au point de vue bois qu'en entamant chaque année un peu plus de ses réserves.

D'autre part, sur les pentes dénudées des Montagnes Noires ou d'Arrée, les eaux des pluies ruissellent violemment, entraînant la terre végétale et faisant jaillir le roc à nu. Des bois retiendraient ces eaux et les répartiraient peu à peu. Aussi la question du reboisement dans le Finistère présente-t-elle un vif intérêt, d'autant plus que ce département renferme beaucoup de terrains qui seront toujours rebelles à la culture et qui pourraient être utilisés de cette façon.

Avant la guerre, on remarquait une légère tendance au reboisement, surtout dans les environs de la mer, par le pin maritime. Cet arbre fournissait, en effet, des poteaux de mine, auxquels l'Angleterre offrait de vastes débouchés. Le quart de l'exportation totale dans ce pays était fourni par la Basse-Bretagne, le reste par le département des Landes. Ces envois semblent avoir fortement diminué depuis la guerre.

Quelques efforts étaient également tentés au point de vue reboisement dans les Montagnes Noires.

Ce mouvement a eu pour effet de permettre au Finistère de sortir de la période de guerre, si néfaste pour la forêt française, sans une diminution très notable de ses espaces boisés.

Aujourd'hui malgré les efforts tentés par l'Administration, le reboisement est insignifiant.

En vain, le Conseil Général a-t-il porté en 1918, la somme qu'il accordait pour chaque hectare reboisé de 25 à 50 francs. Le montant de ces primes, et, partant, les espaces mis sous bois n'ont cessé de décroître, ainsi que le prouve le tableau suivant :

Primes accordées pour les surfaces reboisées :

25 francs par hectare.....	}	1914	520 fr.
		1916	665 fr.
		1917	1.325 fr.
50 francs par hectare.....	}	1919	290 fr.
		1922	95 fr.
		1912	20 fr.

Il est curieux de remarquer en passant, combien la prime est

incapable de lutter contre un ensemble de circonstances économiques.

Quelles sont donc les raisons qui empêchent les Finistériens de planter en nombre suffisant ces beaux chênes, qui les abriteraient l'été de l'ardeur du soleil, et qui l'hiver, brûlant dans les hautes cheminées, les protégeraient des morsures du froid?

D'abord, il s'en faut de beaucoup que toutes les surfaces incultes puissent être reboisées. Les crêtes des Montagnes Noires et d'Arrée n'ont jamais porté d'arbres, même aux époques primitives. Ailleurs, le vent de la mer est trop fort. C'est ainsi que sur la côte de la baie d'Audierne, quelques essais entrepris par des particuliers ont subi un échec complet.

D'autre part, la plantation est une opération à longue échéance.

« Passe encor de bâtir, mais planter à cet âge ! ».

Il faut attendre 25 à 30 ans avant de toucher le produit de sa terre.

Et puis ici la lande est en lutte avec la forêt. Sur les incultes pousse, en effet, une végétation spontanée, de l'ajonc, de la bruyère et des fougères, qui ont une valeur marchande relativement grande, comme litière ou comme aliment pour les bestiaux. Un simple labour suffit pour semer de l'ajonc, qui rapporte tous les ans.

D'autre part, le reboisement, pour être vraiment intéressant, doit être pratiqué sur de vastes étendues et par des gens capables d'attendre les résultats pendant un certain nombre d'années. Ces conditions se trouvent rarement remplies dans le Finistère, pays de petite propriété et de petite culture.

Aussi la solution nous apparaît plutôt dans l'intervention de l'Etat que dans les efforts des particuliers. Ceux-ci aiment bien recevoir dans un délai restreint le salaire de leur peine, car ils ne savent point de quoi demain sera fait, tandis que l'Etat, à durée illimitée, peut prévoir des résultats fort lointains.

Mais l'Etat achètera-t-il des terres pour les exploiter lui-même? Cette solution paraît présenter bien des difficultés. Ne vaudrait-il pas mieux se rallier à une intéressante proposition faite jadis au Conseil Général : le département se substituerait au propriétaire du fond, ferait les avances et partagerait dans une proportion à déterminer, les bénéfices avec lui : ce projet, dont les modalités seraient à étudier sérieusement pourrait peut-être combattre efficacement l'indolence des propriétaires.

Les obstacles au reboisement sont multiples et on doit le regretter profondément. Non seulement les bois sont indispensables à la vie locale et pourraient augmenter le rendement de certaines terres, mais ils ont encore l'influence la meilleure sur le régime des cours d'eau et sur la température.

Des efforts doivent être tentés. Quelques symptômes favorables apparaissent. L'Office départemental agricole travaille énergiquement dans ce sens. Il a entrepris des expériences à Saint-Goazec et à Leuhan, sur les pentes des Montagnes Noires, région la plus favorable au reboisement. En 1922, il a effectué 7 hectares de semis de pins maritimes.

On peut réussir. CAMBRY déclare sous la Révolution qu'il n'existe pas plus de 125 hectares de taillis dans les 30 communes du district de Pont-Croix. Toute cette région s'est depuis couverte de bois de pins.

Une propagande active, montrant aux cultivateurs où est leur intérêt, pourra ajouter cette richesse insuffisamment exploitée, à celles que le Finistère, possède déjà.

II

L'ajonc.

Cette plante des terres incultes a trouvé son utilisation dans l'économie agricole finistérienne. Le défrichement de la lande armoricaine a passé par trois phases. « Dans la première, écrit M. C. VALLAUX, elle a été en butte aux efforts des défricheurs, qui voulaient la transformer tout entière en cultures permanentes. Dans la seconde, les colons ne sont contents de lui demander des moissons de temps en temps sans plan arrêté, sans méthode d'ensemble. Dans la troisième, qui est la phase moderne, la lande a été utilisée et exploitée comme lande (1). »

Quels sont les usages de la lande. D'abord, elle est broutée, sur place par les bestiaux, ce qui n'entrave pas sa poussée, ensuite, elle est dans les premières années, coupée et employée, après avoir été confiée au broyeur, à la nourriture des animaux de la ferme. Dans la montagne et dans les régions pauvres, la lande est selon le mot de M. VALLAUX « la luzerne du pays ». Agée de 4 ou 5 ans,

(1) *Op. cit.*, p. 88.

son usage est différent. On l'emploie pour la litière des animaux, pour le chauffage et pour la cuisine, particulièrement pour la confection des crêpes, qui exige un feu très particulier.

L'ajonc se rencontre dans deux états différents. Tantôt spontané, on le trouve dans tous les terrains incultes à terre peu profonde ; tantôt il est cultivé comme une plante ordinaire et il prend alors le nom de lande.

L'ajonc est, par excellence, un produit de terres médiocres. Dans une bonne terre, il cesse d'être dur et épineux et perd la plus grande partie de ses qualités nutritives. Le granit lui convient particulièrement. C'est là que sa végétation spontanée est la plus touffue et la plus vigoureuse. Dans les landes gréseuses, le sous-sol imperméable contrarie son développement.

A l'état cultivé, l'ajonc est d'un rendement très intéressant pour les terres médiocres. Il a pu rapporter jusqu'à 2.500 francs l'hectare et après le labour, sa culture n'exige plus aucun travail. En 1921, d'après la statistique agricole, les 6.500 hectares qui étaient sous lande, avaient produit 975.000 quintaux et rapporté 7.800.000 francs. Si l'on ajoute à cela la valeur des landes poussées sur les incultes, on arrive à un chiffre considérable.

L'ajonc est très souvent semé sur les fossés. Il permet de ne pas laisser inculte cet espace souvent important et forme une clôture infranchissable.

Le genêt est aussi fort cultivé dans une partie du Finistère. Il a moins d'application que l'ajonc. On en fait des balais rustiques et il sert de litière aux animaux. Il est recherché par les boulangers comme combustible des fournées.

III

Le lin et le chanvre

La culture du lin a présenté, autrefois, une grosse importance, surtout pour la région du Léon.

A la fin du XVII^e siècle, les Léonards semaient de lin « la plus grande partie de leurs terres ou pour mieux dire, celles qui y étaient propres » (1). A ce moment, le commerce de la toile blanche

(1) *Mémoire sur la province de Bretagne en 1698*, déjà cité.

était avec celui du papier et l'élevage des chevaux, une des principales ressources du Léon.

Au XVIII^e siècle, les états de Bretagne cherchèrent à encourager la construction de moulins à huile pour traiter sur place les graines de lin récoltées dans le pays. CAMBRY (1) signale qu'un actif commerce de graines de lin, atteignant 500.000 livres par an, se faisait par Roscoff à la fin de l'ancien régime.

L'importance de cette culture, d'après M. DE POMPERY (2), était encore grande au milieu du XIX^e siècle et la statistique agricole de 1840 donnait le chiffre de 3.896 hectares sous lin.

Depuis la culture du lin est allée en déclinant, malgré les efforts tentés et les primes offertes pour les surfaces ensemencées. En 1882, le lin n'occupait plus que 1.798 hectares, que 1.201 en 1892 et sa superficie cultivée descendait à 749 hectares en 1908.

La guerre a amené une certaine réaction qui semble persister à cause des hauts prix offerts. En 1921, le Finistère compte 909 hectares de lin, en 1923, cette étendue passe à 930 hectares, rapportant à l'hectare pour les graines et la filasse environ 11.000 francs.

Mais il est à prévoir que la culture du lin recommencera bientôt à décroître. C'est une plante essentiellement épuisante, exigeant un sol particulièrement riche, que les cultivateurs préfèrent utiliser d'une autre façon.

Les primes par lesquelles on essaye de soutenir la culture du lin n'arriveront pas à lui rendre une importance quelconque.

*
* *
*

Le chanvre avait jadis sa place dans toutes les exploitations agricoles, au temps où chacune d'entre elles produisait presque tout ce qui était nécessaire à ses travaux, et à la vie de ses habitants. C'est ainsi qu'en 1840, le Finistère comptait 2.218 hectares sous chanvre.

En 1892, il n'y en avait déjà plus que 982, et depuis, cette culture, après une très légère reprise pendant la guerre est arrivée à disparaître à peu près complètement, puisque d'après la statistique de 1921, elle n'occupait plus que 3 hect. 47 et 2 hectares seulement en 1923.

Son déclin a procédé des mêmes causes que celui du lin. Néces-

(1) CAMBRY, I. 119.

(2) Quelenou var labour pé gonideguez an douar Brest 1851.

sité d'une terre riche, d'une fumure forte et répétée, plus grande commodité à se procurer chez un marchand ce qui est nécessaire à la vie, qu'à le fabriquer soi-même.

Les rouets sont immobiles au coin de l'âtre, et si, sur le pas d'une porte, quelque vieille fileuse en coiffe de jadis tient encore la quenouille en main, c'est en même temps l'évocation poétique du passé et la vision de nécessités économiques mortes qu'elle fait surgir devant nos yeux.

L'élevage.

L'élevage est d'une importance considérable dans le Finistère. Il ne faut pas oublier qu'il est de tous les départements français, celui qui compte le plus grand nombre de chevaux et de bêtes à corne.

Ces animaux, il est vrai, sont de petite taille et généralement inférieurs comme poids à ceux qui peuplent le reste de la *France*.

Mais les qualités de races indigènes compensent cette infériorité, qualités de rusticité et de sobriété en général, de robustesse et d'endurance pour les chevaux, de productivité beurrière et laitière pour les vaches.

Les régions du pays, où le grand élevage ne peut être pratiqué, ont cependant des chevaux et des bovidés d'excellente qualité. Elles élèvent de plus des moutons et surtout des porcs, très facilement nourris par les produits du pays.

La guerre a porté un coup très rude à l'élevage ici comme dans le reste de la *France*. Pourtant, peu à peu, les troupeaux se reconstituent et le nombre des chevaux s'accroît.

Mais on ne s'occupe pas seulement dans le Finistère de la quantité. De gros efforts sont poursuivis en vue de réaliser une qualité et une sélection meilleure.

Certes, le Gouvernement s'était toujours préoccupé du cheval, à cause de son utilité militaire, mais ses efforts avaient été dirigés souvent très malencontreusement. Il semble être revenu de ses errements.

C'est surtout pour la race bovine que les progrès sont sensibles. L'œuvre des divers syndicats d'élevage sous la direction de l'Office Départemental agricole a produit des effets considérables.

L'élevage du porc, fort touché par la guerre, a repris une importance très grande.

Pour l'Élevage, comme pour l'Agriculture, le Finistère est en pleine évolution. Sa situation autrefois était déjà fort brillante. On voit les belles perspectives qui s'ouvrent devant lui pour l'avenir.

CHAPITRE VII

Le cheval

I. — *Le développement de l'élevage hippique dans le passé.*

II. — *La situation actuelle.*

1^o Le postier.

2^o Le cheval de trait breton.

3^o Le cheval de sang.

4^o Le bidet et le double bidet.

III. — *Nourriture, élevage et commerce des chevaux.*

IV. — *Les stations d'étalons.*

Le cheval est le grand élevage du Finistère. Traditionnellement, ses habitants ont eu le goût, la « passion » du cheval. D'excellentes races, propres à la Bretagne et répondant admirablement à ses nécessités, se partagent le pays. Le Finistère est actuellement le premier département français pour le nombre des chevaux et nous pouvons soutenir sans aucun parti pris, qu'il peut légitimement prétendre au premier rang au point de vue de la qualité des produits.

Cette situation est rendue plus intéressante encore par le fait, signalé par M. GAST (1), que *la Bretagne est peut-être le seul pays au monde, qui offre, dans une étendue aussi restreinte, une carte d'échantillons presque complète de la race chevaline.*

Gros trait et trait léger, postier, sang et demi-sang, bidet resté très près de la race primitive, rien n'y manque et comme le Finistère s'est classé dans presque tous les concours à la tête des départements bretons, pour les races originaires de l'ancienne province, on voit quel intérêt présenterait une étude approfondie de la question. N'ayant ni le temps, ni la compétence nécessaire pour l'entreprendre, nous nous contenterons d'étudier sommaire-

(1) A. GAST : *Essai sur la Bretagne hippique*, p. 7.

ment le cheval, à la place qu'il occupe dans l'élevage finistérien, à la première.

I

Il aurait été particulièrement intéressant de rechercher l'origine des races locales. Les renseignements anciens manquent malheureusement. Nous pouvons cependant à travers les âges, retrouver d'intéressants témoignages de l'activité de l'élevage chevalin en Basse-Bretagne. Le petit bidet bas-breton, semble bien avoir été le cheval primitif du pays.

Un chroniqueur du ^{xv}^e siècle parlait déjà de « la foison de bons petits chevaux que l'on trouve en *Bretagne* ».

La région fournissait alors deux sortes de chevaux : le *roussin*, cheval de route, robuste, ancêtre du cheval de sang et le *sommier*, propre surtout au transport à bât et à la culture, ancêtre du trait breton.

Les chevaux de guerre plus fins et plus rapides n'étaient guère produits, semble-t-il, dans le pays, pas plus que les chevaux de trait, inutiles par suite de l'absence de routes carrossables.

Ce n'est que vers le ^{xvii}^e siècle que les États de Basse-Bretagne s'occupèrent de régénérer la race chevaline. 2.419.000 livres furent allouées par les États, de 1667 à 1787 (1) pour l'achat d'étalons. Des commissaires-inspecteurs « choisis dans les familles ayant traditionnellement le goût du cheval », furent nommés pour surveiller leur emploi.

C'est que le Roi, pour les besoins de ses guerres, puisait largement en Bretagne.

M. DE MOINTEL (2), intendant, déclare, en 1698, « qu'il est sorti de la province, année commune, de 10 à 12.000 chevaux pendant la guerre (3). »

La guerre à laquelle fait allusion M. DU MOINTEL, ayant duré neuf ans, cela représente une exportation d'environ 100.000 chevaux pendant cette période, considérable pour l'époque.

Ce n'est donc pas d'aujourd'hui seulement, que la *France*, aux

(1) J. LEMOINE et H. BOURDE DE LA ROGERIE : *Introduction à l'Inventaire des Archives départementales*.

(2) *Mémoire sur la Province de Bretagne en 1698*, par M. DU MOINTEL, Intendant.

(3) La guerre de la Ligue d'*Augsbourg*, que mena Louis XVI contre l'Europe coalisée de 1688 à 1697.

heures de péril, se tourne vers la *Bretagne* pour équiper ses escadrons et ses batteries.

Ce même intendant signale, également, à cette époque, que, dans les Évêchés de Léon et de Tréguier, on comptait 20.000 chevaux et qu'il s'en faisait un trafic intense vers la Normandie. « Il se tient de très grandes foires dans l'Évêché de Léon. Celle qu'on appelle la foire de la Martyre et qui est la plus grande, commence le deuxième lundi de juillet et dure jusqu'au jeudi. Il y vient beaucoup de marchands, surtout de Normandie, qui y apportent toutes sortes d'étoffes, de draperies et de merceries et qui achètent une grande quantité de chevaux et de bestiaux, qu'on y amène des autres cantons de la Bretagne. Il s'en tient une autre au Folgoët (1) qui commence pour les chevaux au 29 août... »

Un peu plus tard, au XVIII^e siècle, on recherchait déjà comme chevaux de bât et de transport à dos, les bidets et doubles bidets de Cornouaille.

Les États de Bretagne faisaient de méritoires efforts pour relever la race. Ils introduisirent, en 1784 et 1786 des étalons anglais, normands et danois. Le cultivateur bas-breton, à cette époque, conduisait ses juments à n'importe quel étalon, sans se soucier de ses défauts et de ses tares, mentalité malheureusement encore trop répandue de nos jours.

On voulut leur imposer des étalons royaux.

A la fin du XVIII^e siècle, il y avait deux dépôts d'étalons en Cornouaille, l'un au Hilguy, l'autre à Kersalaün en Leuhan (2) et trois dépôts d'étalons dans le Léon, à Lannilis, au Conquet et à Saint-Pol-de-Léon.

Les paysans montrèrent peu d'empressement à faire saillir leurs bêtes par ces étalons royaux, dont les produits ne convenaient guère à l'usage local.

Nous voyons s'élever, dès l'ancien régime, contre les méthodes des haras, ce concert de plaintes qui devait continuer jusqu'à une époque relativement proche.

Dans leurs cahiers de doléances de 1789, écrit M. SAVINA (3), les paysans d'Esquibien demandent la liberté de faire pouliner leurs juments par des étalons non royaux. Ceux de Goulien et de Primelin déclarent « qu'on leur amène des étalons étrangers dit

(1) Canton de Lesneven, actuellement.

(2) Canton de Châteauneuf-du-Faou, actuellement.

(3) J. SAVINA, Plogastel-Saint-Germain, *op. cit.*

barbars, dont les produits ne conviennent à aucun marchand et qui ne sont ni propres, ni utiles au pays, où les fourrages ne sont pas abondants ».

CAMBRY (1) trouve cependant quelques années plus tard la race superbe « la première de *France*, peut-être » dit-il. Il se plaint du manque d'étalons de choix existant dans ces régions. « En 1790, on en fit venir douze du Holstein ; ils ont été vendus à des étrangers ». C'est peut-être parce que les éleveurs Léonards se souciaient peu de semblables étalons.

CAMBRY (2) dit encore « que *Landivisiau*, à la fin de l'ancien régime, vendait des chevaux de choix jusqu'à 2.000 et 2.400 fr. ». Le commerce avait fortement augmenté d'importance puisqu'il signale ailleurs que les Normands enlevaient ordinairement 12.000 chevaux par an de ces régions pour les vendre à Paris.

Il célèbre la beauté des chevaux du pays :

« J'ai vu sur la route de Morlaix à Saint-Pol-de-Léon, un cheval de trois ans, portant une paysanne et des choux. Son poil était lisse et brillant, sa taille haute, sa jambe fine ; son œil était étincelant. Jamais, dans les écuries de *Versailles*, de *Chantilly*, dans les haras du grand Duc de TOSCANE, je ne vis un plus fier, un plus bel animal ».

Ce sont ces chevaux robustes et résistants, qui fournirent pour la conquête de l'Europe, une remonte unique aux armées de Napoléon. Les chevaux bretons, soit de selle, soit de trait, furent les seuls à résister aux souffrances de la retraite de Russie, méritant ainsi leur surnom de « cosaques de *France*. »

Le XIX^e siècle, dans sa première moitié surtout, a été une période de tâtonnements, féconde du reste, puisque, de toutes les expériences de croisements souvent malheureuses, on a réussi à dégager la formule qui semble être la meilleure.

De plus, nous voyons, vers cette époque, les conditions de l'élevage changer complètement. Des routes se créent et les petits bidets d'autrefois, uniques dans les mauvais sentiers du pays, deviennent insuffisants. Ce n'est plus des porteurs qu'il faut seulement, ce sont des animaux capables de traîner une charge.

Continuant les errements du siècle précédent, sur une échelle beaucoup plus vaste, les haras essayèrent d'accroître la force et la

(1) *Op. cit.*, I, 95.

(2) *Op. cit.*, II, 204.

taille de la race en introduisant des étalons percherons, ardennais, bourbonnais et normands. Ceux-ci réussirent généralement assez mal, les herbages du Finistère ne présentant pas une richesse équivalente à celle de leur contrée d'origine.

Vers 1837, la situation, s'il faut en croire M. ÉLEOUET (1), n'était guère brillante. Pour une bonne bête, on en comptait cent mauvaises. A cette époque, presque tous les jeunes mâles étaient vendus à l'âge de six à dix-huit mois aux éleveurs de Normandie et du Perche. Douze mille bêtes partaient ainsi annuellement des arrondissements de *Brest* et de *Morlaix* et le pays manquait de reproducteurs.

Des stations nouvelles d'étalons royaux étaient créées. L'arrondissement de Morlaix en avait quatre, à *Morlaix*, *Plouénan*, *Lanmeur* et *Lannéanou*, contenant dix étalons dont cinq anglo-normands et trois normands.

La région de Saint-Pol-de-Léon tenta vers 1850 l'élevage du cheval de sang. L'expérience ne fut pas heureuse. On revint alors à la race du pays et on l'améliora par l'introduction d'étalons Norfolk, dont le premier venait d'être importé, en 1844. Ce croisement fut heureux, donnant « des animaux bien greffés, amples, musculeux, près de terre, d'action haute et énergique (2) ».

Le postier breton, dans sa forme définitive, sortit de cet alliage.

Mais si l'introduction de ce sang prudemment infusé améliorait la race et créait un nouveau type, qui devait faire la fortune de la région, les croisements inconsidérés continuaient par ailleurs. On s'adressait un peu à toutes les races, aux percherons, aux bourbonnais, aux chevaux de sang.

Le Montagne avait particulièrement à souffrir de ces mélanges, qui en ont fait un véritable manteau d'arlequin de variétés différentes.

Les races locales, cependant, résistaient bien dans leur ensemble.

« Malgré les croisements et les étalons de races diverses, le type primitif persiste et prédomine toujours », écrivait M. DE POMPERY, en 1850 (3).

Dans le Bas-Léon, notamment, la prudence des paysans maintenait, intacte, malgré les efforts des haras, la belle race de gros

(1) *Les races équestres et bovines du Finistère*. Publication de la Société d'agriculture de Morlaix. *Morlaix*, 1837.

(2) GAST, *op. cit.*, p. 35.

(3) *Op. cit.*, p. 201.

trait, contre l'introduction d'un sang percheron, qui, de l'autre côté du département, vers la lisière des Côtes-du-Nord, imprégnait fortement les races du pays.

L'élevage hippique prenait, du reste, de plus en plus d'extension dans le Finistère. Le nombre des chevaux qui était évalué dans les premières années du XIX^e siècle à 60.000 environ, passait à 105.530 en 1840 et à 111.451 en 1868. L'armée continuait à s'approvisionner dans la région. En 1827, une succursale du dépôt de remonte de Guingamp fut établie à Morlaix. Les prix payés à cette époque d'après M. GAST (1), étaient peu rémunérateurs. En 1837, la remonte payait les chevaux de quatre ans entre 390 fr. et 590 francs en moyenne, prix qui passèrent en 1843 aux environs de 6 à 900 francs.

Peu à peu, du reste, les haras ont modifié leur façon de procéder. Les qualités des races indigènes s'imposant de plus en plus, ils ont compris que leur rôle était, en grande partie, un rôle de sélection. Aussi remplacent-ils peu à peu dans leurs stations, les étalons étrangers par ceux des races locales.

II

Examinons maintenant la situation actuelle de l'élevage chevalin dans le Finistère.

La guerre a forcément diminué le nombre des chevaux dans des proportions très grandes. Les recensements qui accusaient 134.210 têtes en 1913, n'en dénombrent plus que 109.300 en 1923.

Ce nombre élevé s'explique par le fait que de très bonnes races de chevaux existent dans le département, faisant l'objet avec toutes les parties du monde, d'un commerce étendu et rémunérateur.

D'autre part, dans ce pays de petite propriété, le coût modique d'un cheval permet son achat à beaucoup de petits propriétaires et fermiers ; sa sobriété rend son entretien facile.

Ces chevaux sont, du reste, inégalement répartis dans le département et comme qualité et comme quantité. Le Léon est la terre d'élection de cet élevage. Les meilleures races y ont leur berceau. La densité chevaline de cette région était, en 1912, d'une tête par 3 hect. 1/2.

(1) *Op. cit.*, p. 17.

Par contre, la Cornouaille est loin de posséder une homogénéité comparable à celle du Léon. On y trouve cependant d'excellentes bêtes et des ilôts étendus sont le siège d'un élevage soigné.

Les chevaux du Sud-Finistère accusent généralement plus de sang que ceux du Nord, qui sont, par contre, plus volumineux.

Deux races principales se partagent les parties les plus riches en pâturage du département, la race de trait breton et la race postière ou Norfolk breton. Le bidet breton se maintient, parfois croisé, mais gardant toutes ses qualités originelles dans une partie de la Cornouaille. On compte également quelques régions restées fidèles au cheval de sang.

Toutes ces races, du reste, sont forcément mélangées. Le trait léger est très près du postier. De même, certaines variétés de bidets et doubles bidets leur sont proches.

* * *

1° *Le postier*. — Aujourd'hui, le postier se rapproche de plus en plus du trait. Le postier léger, dit « de luxe », n'est plus aussi demandé. On a dû sacrifier un peu de son élégance au profit de sa force. Ce qu'on recherche aujourd'hui surtout, c'est une bête de travail ayant cependant de la vitesse et le postier correspond tout à fait à ces désirs.

M. BLEAS (1), directeur de la *Bretagne hippique*, qui fait autorité en la matière, donne du postier la définition suivante :

« C'est un cheval de 1 m. 54 à 1 m. 58 et 620 kilos environ, de forme plaisante, rustique, bréviligne, ample, musculeux, près de terre, bien planté sur des membres assez forts, réunissant énergie et robustesse, associant des actions élégantes à de la trempe, donnant aux moins avertis une impression très sentie de force, de vigueur, en même temps que de légèreté, apte à faire tous les travaux d'exploitation agricole et à traîner rapidement toutes sortes de véhicules ».

Cette race a été formée par le croisement du trait léger et du Norfolk, qui, vers le milieu du siècle dernier, a commencé à se substituer à l'anglo-normand, qui n'avait donné que de médiocres résultats.

Les étalons étrangers n'ont été importés que peu à peu et en assez petit nombre, puisque de 1844 à 1890, une centaine seulement

(1) M. BLÉAS : *Les chevaux bretons*, p. 67.

ont été introduits dans le Finistère. On voulait éviter que le Norfolk anglais modifie trop profondément la race locale et lui enlève de son étoffe.

« On ne l'a fait fonctionner, écrit M. BLEAS, qu'entouré d'une escorte, accrue chaque année, de postiers plus ou moins imprégnés eux-mêmes de son sang et se reproduisant très bien (1). »

La région de Saint-Pol-de-Léon est le berceau du postier, ainsi que celle de Plouescat et Lesneven, où son poids le rapproche davantage du trait. Dans les cantons de Landerneau, Ploudiry, Landivisiau, Plouzévédé et Taulé, il occupe une place très importante dans l'élevage hippique.

Dans le sud du département, vers Elliant, Scaër et Bannalec ainsi que dans les environs de Quimper, il s'est formé une région d'élevage du Postier, dont les produits sont remarquables.

A Douarnenez et à Briec, il commence à supplanter le bidet, mais recule devant le trait dans un certain nombre de régions, vers Morlaix et Saint-Thégonnec dans le Nord, à Daoulas, Le Faou et Châteaulin dans le Centre. Par contre, la région d'Elliant et de Scaër lui reste très fidèle.

Le postier breton jouit d'une réputation mondiale. Son élégance et ses allures brillantes, ses succès dans les divers concours, en avaient fait le cheval à la mode. Au point de vue pratique, il était regardé comme le producteur idéal du cheval d'artillerie moderne, apte au trait et à la selle, rustique et capable de traction rapide en même temps que d'un travail prolongé.

Aussi les remontes de nombreux états étrangers s'approvisionnent-elles dans le Finistère. D'autre part, le nombre d'étalons s'accroît sans cesse dans les haras. Il y a une vingtaine d'années, d'après M. INIZAN (2), il n'atteignait pas 100 ; il dépasse aujourd'hui 800.

* * *

2° *Le trait*. — Les chevaux de trait bretons correspondent à deux types différents, le trait léger et le trait lourd.

Occupons-nous d'abord de ce dernier.

Le cheval de trait lourd est plus étoffé et plus vigoureux que le postier, mais moins rapide. Il n'atteint pas la grosseur des autres

(1) *Op. cit.*, p. 63.

(2) V. INIZAN : *L'élevage du cheval dans le Finistère* ; art. dans *l'Exportateur Français*.

racés françaises de trait, percherons ou boulonnais, mais il est plus rustique, plus facile à élever et trouve sa subsistance dans des terres où ces races dépériraient. De plus, apte à traîner de lourds fardeaux, il possède également des qualités de tracteur rapide ; comme le postier il a deux fins et fait un excellent cheval d'attelages d'artillerie.

« C'est, dit M. BLEAS, un cheval de 1 m. 59 et 690 kilos environ, fort, musculeux, trapu, ramassé, près de terre, doué d'un certain influx nerveux, capable de remplir les fonctions de limonier, de cheval à tout faire et de trotteur accéléré. »

Le cheval de trait actuel est simplement le cheval indigène transformé par des croisements, et surtout, sélectionné. Nous avons vu déjà que les divers étalons importés n'avaient obtenu dans le Finistère qu'un médiocre succès. Ils n'ont guère laissé d'empreinte sur la race, sauf pourtant dans le Trégorrois, vers Lanmeur et Plouigneau, où se rencontre, comme dans la partie avoisinante des Côtes-du-Nord, un cheval plus fort et plus épais, assez fortement imprégné de percheron.

Dans tout le reste du Nord-Finistère, malgré les efforts faits jadis par les haras et grâce au nombre d'étalons privés qui s'y trouvaient, la race locale n'a été qu'assez peu entamée.

Entêtés l'un comme l'autre, l'homme et la bête se sont unis pour résister, l'un par sa volonté, l'autre par la vigueur de sa nature même et c'est une palme de plus à décerner à la race que la constatation de cette puissance extraordinaire qui lui a permis, à travers ces vicissitudes, de résister aux croisements, de rester toujours elle-même.

Dans le Bas-Léon — cantons de Ploudalmézeau, Saint-Renan, Plabennec et Lannilis — la race locale s'est ainsi conservée très pure. La partie de cette zone qui avoisine Brest, recherche surtout un gros volume.

Il semble bien qu'ici l'excès doit être évité, car il ferait perdre au cheval breton, des qualités précieuses, qui sont son apanage.

Plouescat, Lesneven, Landivisiau et Plouzévédé élèvent le trait concurremment avec le postier.

Le trait léger ne saurait être localisé si aisément ni comme race, ni comme aire. C'est un cheval qui se place entre le trait lourd, le postier et le bidet. Imprégné de sangs différents, il participe tantôt du caractère de l'une de ces races, tantôt de l'autre. Ses

aspects sont, par conséquent, très divers et il est impossible d'en donner une définition exacte.

Il est répandu à peu près dans tout le Finistère. Dans la Montagne, vers Carhaix, Châteauneuf, Huelgoat même, il est sorti d'un croisement avec le bidet indigène. Dans le Nord, il est l'intermédiaire entre le postier et le trait lourd. Dans les arrondissements de Quimper et Quimperlé, on le trouve partout, surtout dans les régions montueuses.

C'est généralement une excellente bête. Plus étoffé que le postier, moins lourd que le gros trait, il se répand de plus en plus.

Il faut remarquer, du reste, que ces progrès se traduisent moins par la substitution d'une race à une autre, que par l'évolution du postier, pour lequel on demande aujourd'hui plus de force.

Ce que veut l'agriculteur breton, c'est un cheval vraiment marchand. Comme l'écrit M. INIZAN (1), « le cheval de luxe pur voit s'amoindrir chaque jour son rayon d'action, pendant que grandit celui du bon cheval, qui peut avoir son utilisation pratique ».

C'est ce qui fait que le postier évolue vers un type compact, même dans les régions où il était demeuré le plus pur comme à Saint-Pol-de-Léon, où il tend, selon le mot d'un agriculteur de la région, à devenir *complet* en acquérant plus de force.

Il semble donc bien qu'on tende en ce moment vers la confusion du trait et du postier. Des concours annuels permettent de se rendre compte de l'évolution très nette subie par la race.

Est-ce cependant à dire que le postier proprement dit, léger et robuste en même temps, est appelé à disparaître ? Est-ce à dire qu'il est inutilisable sous sa forme actuelle ?

Beaucoup d'éleveurs protestent contre la défaveur dans laquelle est tombé celui qu'on ne pouvait jadis assez louer, et qui, pendant la guerre, a montré tout ce qu'on pouvait attendre de lui.

La vérité est que ces deux races, merveilleusement à leur place dans le pays, rustiques et faciles à élever, au demeurant assez rapprochées l'une de l'autre, ont toutes les deux leur place dans l'activité agricole finistérienne.

L'une a plus de vitesse et d'élégance, l'autre plus de puissance, mais elles sont, il faut bien insister là-dessus, l'une et l'autre à deux fins et la faveur égale dont elles jouissent en France et à

(1) V. INIZAN, *op. cit.*

l'étranger montre bien que l'une ne pourra jamais supplanter l'autre, surtout si les éleveurs de postiers savent se plier aux exigences de l'heure.

Les races dont nous venons de parler sont les grandes races finistériennes, fortement évoluées, ayant acquis des qualités qui les rendent presque parfaites.

* * *

3^o *Le cheval de sang.* — Le cheval de sang est loin d'occuper une place aussi considérable dans l'élevage du département.

On le rencontre sur un certain nombre de points de la Cornouaille du Sud, principalement dans les environs de Quimper, Rosporden et Scaër.

Excellent sauteur, il est robuste et peut parfaitement servir de cheval de selle pour poids lourds.

La remonte française en tire un bon cheval de cavalerie. Croisé avec de bons sujets du pays, postier ou trait léger, il donne souvent des produits réussis.

Cependant, ce n'est pas de ce côté que doit se tourner l'élevage breton, car il n'offre qu'un débouché restreint. Le cheval de luxe a été remplacé par l'automobile, mais, par contre, le cheval de travail sera toujours utile.

* * *

4^o *Le bidet breton.* — C'est l'ancêtre de tous les chevaux bretons, le bon petit animal, qui trottait l'amble, courageux et infatigable, unique dans les mauvais chemins ravinés et à peine tracés de la Basse-Bretagne. On l'avait cru un moment disparu, fondu dans des races nouvelles parce que ne correspondant plus aux nécessités de l'époque, et, on l'a retrouvé, demeuré à l'état pur, malgré la coalition des races mieux adaptées, prouvant comme le trait l'avait déjà prouvé, l'extraordinaire résistance à l'assimilation du cheval breton.

Sa robe est souvent alezan lavé, parfois gris truité ou isabelle. On y rencontre encore parfois, les raies de mulet et les zébrures aux membres de la race primitive.

Sa taille varie de 1 m. 40 à 1 m. 50, son poids de 400 à 450 kilos. Les plus légers rentrent dans la catégorie des bidets de selle, les plus lourds dans celle des double-bidets ou bidets de meuniers.

Le bidet de Briec a été justement célèbre. Du reste, toute la

région des Montagnes Noires, où se retrouvent encore beaucoup des anciennes difficultés de communications, est son pays d'élection.

On le retrouve, à l'état plus ou moins pur, il est vrai, se rapprochant parfois beaucoup du trait léger, dans presque tout l'arrondissement de Quimper, surtout dans les régions les plus âpres, dans le cap Sizun, dans les pays bigoudens de Plogastel-Saint-Germain et de Pont-L'Abbé. La nature rebelle demande là-bas beaucoup à l'homme pour produire. La bête s'associe à l'effort tenace de son maître, sobre et peu exigeante comme lui, et aussi dure à la peine.

Il faut voir les charrettes des maraîchers de Plozévet ou de Plouhinec, partir lourdement chargées toutes les semaines, le vendredi soir à la brune, pour la foire ou le marché de Quimper. Il faut voir les petits bidets trapus, revenir le samedi soir au grand trot, en longues files sur les routes, traînant dans le char-à-bancs allégé de son pesant chargement du matin, les paysannes graves et les hommes solides, tache blanche de la coiffe, chapeau de velours dont les rubans volent au vent de la course.

Le lendemain, attelés à la charrue, les bidets bretons retourneront la terre rocailleuse d'un effort patient et continu. Les rudes gars de la Cornouaille ont là les serviteurs qu'ils méritaient.

Citons aussi une race de chevaux toute particulière, qui existait à Ouessant. Véritable curiosité naturelle à cause de la petitesse de sa taille, due à la maigreur des pâturages de l'île, elle a complètement disparu à la fin du XIX^e siècle.

III

La Basse-Bretagne ne renferme pas les grasses prairies dont s'enorgueillit la Normandie, et le volume relativement restreint de ses races hippiques vient en grande partie de là.

Souvent les chevaux n'ont à brouter que les herbages temporaires que laisse en jachères la rotation de l'assolement.

Les racines fourragères viennent ajouter un appoint précieux à l'alimentation des chevaux ainsi que l'ajonc si abondant dans le Finistère, qui, hâché avec de la paille d'orge ou d'avoine, fait un aliment dont ils sont extrêmement friands.

* * *

Quelle est maintenant l'utilisation de ces animaux. Nous avons assez insisté sur leur emploi à la ferme pour qu'il soit inutile d'y revenir. On peut dire que le cheval breton va aussi bien à la voiture légère qu'à la charrette lourdement chargée, qu'il peut porter et tirer en même temps, ce qui explique sa valeur comme cheval d'artillerie, et que, d'autre part, il est apte, à tous les travaux des champs.

On habitue jeune le poulain au trait et à la terre. Le dressage commence vers l'âge de quinze mois, et, en peu de temps, il est apte à accomplir ce qu'on lui demande.

Les chevaux sont l'objet d'un commerce considérable. Les qualités des races bretonnes attirent des acheteurs des contrées les plus éloignées de la *France* et de l'*Etranger*.

Les agriculteurs qui s'occupent du cheval se divisent en deux catégories, soit qu'ils ne conservent que les juments et vendent leurs poulains dès l'âge de six mois à un an, soit qu'au contraire, ils gardent leurs poulains et en achètent d'autres pour les élever.

Les premiers sont de simples *naisseurs*, les autres, à proprement parler, des *éleveurs*.

Un certain nombre de grosses fermes disséminées un peu partout dans le Finistère, font l'élevage des mâles, mais on peut dire qu'il n'est vraiment pratiqué sur une grande échelle que dans le Haut-Léon, à Guiclan (1) et dans les cantons de Saint-Thégonnec et de Landivisiau.

Les habitants de cette région, habiles maquignons, parcourent les foires de tout le département et en ramènent de jeunes chevaux qui, convenablement traités et nourris, élevés sur un sol riche, deviendront de beaux sujets.

Toute la Cornouaille est ainsi drainée par eux. Le Bas-Léon leur vend ses traits lourds, Lanmeur et Plouigneau leurs bretons croisés de percherons. Tout ce que ces régions, véritable pépinière de chevaux, peuvent produire, vient grandir et s'engraisser chez eux.

Scaër et Bannalec, terres de riches pâturages, élèvent aussi en partie les produits de leurs fermes. Sur le littoral de la Baie d'Audierne, des cultivateurs achètent également des bidets d'un an pour les revendre à trois ans élevés et dressés.

(1) Canton de Taulé.

*
* *

L'exportation est considérable. Le cheval breton est un étalon de premier ordre et son influence améliore rapidement une race.

Avant la guerre, 150 wagons de chevaux quittaient chaque mois le Finistère, à destination des pays les plus divers.

Pendant la guerre des Balkans, la Grèce avait fait une importante commande et le corps d'occupation du Maroc utilisa le bidet breton, reconnu très propre au service dans ce pays.

Les gros clients à ce moment étaient l'Espagne, qui introduisait le postier en Catalogne, l'Italie et la Suisse. L'Allemagne également puisait largement dans les campagnes bas-bretonnes. En 1908, elle achetait, en quinze jours, 2.000 chevaux pour le service de son armée.

Le trait breton était demandé en Allemagne et en Suisse surtout, mais également en Espagne, en Belgique et en Italie.

Le bidet de Briec et de Plogastel partait vers les Pyrénées et l'Espagne, pour être croisé avec les juments muletières.

La Russie elle-même importait le postier.

Les diverses races bretonnes étaient très demandées en France. De nombreux dépôts d'étalons recevaient le postier breton. Les régions peu fertiles, les Landes, le Jura, les Pyrénées françaises, achetaient dans le Finistère, soit des étalons pour l'amélioration des races locales, soit des chevaux de service.

Les prix, à ce moment, se tenaient pour le postier aux environs de 1.300 francs, comme cheval de service. Les haras payaient leurs étalons entre 3.500 et 4.500 francs. Le lauréat du concours central de Paris en 1907, fut acquis par la Suisse au prix de 16.000 francs.

Le trait léger courant variait entre 750 à 1.050 francs. Pour le trait, le prix des animaux de service était de 1.000 à 1.200 francs et l'État payait ses étalons de 2.800 à 4.000 francs.

Depuis la guerre, une clientèle nombreuse vient toujours s'approvisionner dans le Finistère.

La Pologne a dernièrement acheté, dans la région de Plouescat, vingt-trois producteurs à 10.000 francs pièce.

Les Espagnols, les Italiens, les Belges, les Suisses continuent à fréquenter le marché bas-breton.

En 1923, un lot de quatre-vingt-trois chevaux entiers de deux à trois ans comprenant quarante-quatre postiers et trente-neuf chevaux de trait a été acquis par les haras royaux espagnols.

*
* *

Les échanges s'effectuent dans des foires, qui sont extrêmement nombreuses, surtout dans les pays de grand élevage. Traditionnellement, depuis des siècles, ces foires sont les lieux de réunion de tous les éleveurs de la région. Elles sont un prétexte à s'assembler et apportent une distraction dans la vie un peu sévère du cultivateur.

Dans le Nord du département, tous les centres importants ont des foires de chevaux, soit mensuelles, soit répétées plusieurs fois dans l'année. Les foires mensuelles de Landivisiau sont très importantes. La foire haute de Morlaix est la première de toute la Bretagne. Des milliers de chevaux y sont échangés.

A citer encore, la foire du 15 avril à Quimper, celle de Confors, en Meilars (1), surtout pour les jeunes chevaux, celles du Folgoët et de la Martyre, pour le postier et le gros trait, celles de Carhaix, où se trouve un beau choix de bidets et de trait léger.

IV

Les stations d'étalons sont nombreuses dans le département. Il serait utile qu'il s'en établisse encore davantage. Dans le Nord, on trouve à foison d'excellents reproducteurs privés. En Cornouaille, ils sont plus rares et dans bien des endroits encore, le cultivateur fait saillir sa jument par la première bête venue, sans se préoccuper de ses tares.

On a remarqué, et de nombreux correspondants nous ont signalé le fait, que la création d'une station d'étalons donnait, au bout de peu de temps, un grand essor à l'élevage. Les multiplier serait donc combattre la routine et introduire dans des pays encore arriérés à ce point de vue, les méthodes incomparables qui ont fait la fortune du Léon.

Voici la liste des stations de monte des haras et le nombre d'étalons affectés à chacune.

(1) Canton de Pont-Croix.

Station	Nombre d'étalons	Station	Nombre d'étalons
Bannalec	8	Lesneven	15
Beuzec-Conq	5	Morlaix	7
Brasparts	5	Melgven	6
Briec	6	Pleyben	9
Carhaix	8	Plonévez-Porzay	2
Châteaulin	6	Ploudalmézeau	8
Châteauneuf	5	Plouescat	11
Coray	5	Plougastel-Daoulas ..	6
Elliant	8		
Fouesnant	4	Plounéventer	9
Guipavas	8	Pont-l'Abbé	6
Guerlesquin	6	Quimper	7
Le Faou	14	Quimperlé	9
Lambézellecd	8	Saint-Pol-de-Léon ..	19
Lanmeur	6	Saint-Renan	7
Lannilis	9	Scaer	9
Landerneau	10	Taulé	8

Soit dans l'ensemble du département 33 stations avec 271 étalons répartis dans 263 box et 8 stalles.

* * *

Un Stud-Book de la race de trait avait été ouvert en 1890. Il ne subsista que peu de temps, mais fut repris en 1910. La race postière eut également le sien en 1911. Il faut encore lutter ici contre l'indifférence de certains éleveurs, qui ne comprennent pas que c'est le seul moyen de former une race et d'augmenter sa valeur marchande en donnant aux sujets qui la composent une garantie d'origine.

De nombreuses Sociétés se sont formées, qui s'occupent de l'amélioration de la race chevaline.

Des sommes importantes sont versées à ces Sociétés par l'État et par le département, soit pour l'organisation de concours, soit pour l'attribution de primes de conservation aux étalons, aux pouliches, poulains et poulinières.

Nous étudierons dans notre troisième partie, le fonctionnement de ces diverses Sociétés et la répartition de ces subventions.

Celles-ci montrent par leur importance tout l'intérêt que présente l'élevage du cheval dans le Finistère.

Le Finistère est donc un merveilleux pays d'élevage hippique.

Les races bretonnes indigènes sont faites pour le sol. Celui-ci est pauvre et dur à travailler. Les chevaux bretons sont peu exigeants pour la nourriture et doués d'une « force extraordinaire de démarrage et de traction ».

Quelques dosages de sang étrangers, savamment combinés leur ont apporté les éléments qui leur manquaient.

Les efforts des pouvoirs publics combinés avec le sens hippique inné chez les éleveurs bretons, ont produit de merveilleux résultats. La faveur dont jouit, de par le monde, l'élevage breton à une heure de crise en est, en même temps que la consécration, la légitime récompense.

CHAPITRE VIII

L'espèce bovine

I. — *Les races finistériennes.*

La pie noire.

La pie rouge et l'armoricaine.

Tentatives d'amélioration de ces races par le croisement, la sélection, l'amélioration de l'alimentation, le contrôle laitier.

II. — *Importance de l'élevage et répartition des races dans les diverses parties du département.*

III. — *Utilisation et commerce des bêtes à cornes.*

Comme l'élevage du cheval, l'élevage du bovin est de grande importance.

Le Finistère est le premier département français pour le nombre des bêtes à cornes. Celui-ci était en 1913 de 408.970. La guerre le fit descendre à 389.550 en 1917. Dès 1920, les pertes étaient comblées et le cheptel finistérien était reconstitué largement à 412.160 têtes.

Ce chiffre, en constante augmentation, passait à 423.160 têtes en 1923.

Ces nombres sont très forts, surtout si l'on considère que le département comptait, en 1803, seulement 174.544 bovidés et 289.164 en 1840.

L'accroissement des espaces cultivés et le développement des cultures fourragères a permis cette progression.

I

Le Finistère comptait primitivement deux races : la race *pie noire*, qui occupait la partie sud du département et la race *pie rouge* qu'on trouvait surtout dans la partie nord.

On parle souvent dans le Finistère de la « race *froment du Léon* » et on identifie parfois la race *pie rouge* avec elle.

La race *froment du Léon* serait, s'il faut en croire les agriculteurs les plus compétents du département, une création purement artificielle et son Herd-Book de 300 têtes formé avant la guerre par certaines personnalités agricoles des Côtes-du-Nord, comprendrait des animaux qui ne présentent dans leur ensemble aucun des caractères constitutifs d'une race distincte. Quoi qu'il en soit, les *pie noires* et les *pie rouges* s'accommodaient fort bien du sol et présentaient des qualités de premier ordre, comme laitières et surtout comme beurrières.

Leur grand défaut résidait dans la petitesse de leur taille. L'acide phosphorique et la chaux qui manquent aux terres du Finistère sont les éléments les plus importants de la formation du squelette.

Cette taille petite n'avait qu'une importance relative dans les régions où l'on recherche surtout la production laitière et beurrière, soit pour la consommation intérieure de la ferme, soit pour le commerce de ces denrées ; elle était, par contre, très préjudiciable aux agriculteurs, qui élevaient leurs bêtes pour la boucherie.

Ils tentèrent donc, tout naturellement, d'améliorer leur race locale, en la croisant avec des reproducteurs possédant les qualités recherchées.

Malheureusement, ici, comme pour le cheval, aucune méthode rationnelle n'a, au début, dirigé ces tentatives. On s'est adressé à des races diverses, incapables souvent de s'adapter au pays, et, les produits obtenus, qui ne possédaient plus toutes les qualités des races locales, perdaient également au bout de deux à trois générations, celles des sujets étrangers.

Sous l'ancien régime, les États de Bretagne importaient déjà des reproducteurs de l'Anjou et du Poitou, et s'il faut en croire DU CHATELIER, de Madagascar même !

En 1759, ils achetaient dans le Poitou, 54 taureaux à 50 livres la pièce et, en 1766, une somme de 10.000 livres était affectée à l'achat de reproducteurs bovins et ovins (1).

M. DE POMPERY (2) signalait également, en 1851, les vains efforts tentés pour améliorer les petites races et les résultats

(1) DU CHATELLIER, *op. cit.*, p. 173.

(2) DE POMPERY, *op. cit.*, p. 174-176.

funestes obtenus par ces croisements, où l'on prenait tantôt un type, tantôt un autre.

Des Normandes et des Hollandaises qui reproduisent avec des formes et un poids considérablement supérieurs la pie rouge et la pie noire, ont été introduites dans quelques fermes, mais y ont rapidement dégénéré et y ont occasionné fréquemment des accidents de saillie, dus à la différence de taille des sujets.

Il semble donc bien que, jusqu'à une époque récente, toutes ces tentatives n'aboutirent qu'à l'abâtardissement des races locales.

Aujourd'hui on a tendance à abandonner ces errements.

Des formules différentes ont été adoptées pour l'amélioration des deux races. Nous les examinerons successivement après avoir étudié les caractéristiques les plus saillantes des types originaux.

La race pie noire est petite. Sa taille dépasse rarement 1 m. 10 à 1 m. 20 pour les taureaux et 1 m. à 1 m. 10 pour les vaches. Elle est fine, sèche, l'œil est vif, les plaques noires et blanches de sa robe sont nettes, non grisonnées, les membres sont blancs dans leurs parties inférieures.

Les os et les cornes sont d'une grande finesse.

Cette vache n'a pas assez de poids pour la boucherie, mais sa rusticité est grande. Dans la lande maigre, au bord des talus des routes, elle trouve une nourriture suffisante.

Sa production en lait et surtout en beurre est, proportionnellement à sa taille, supérieure à celle de presque toutes les autres races.

Après vêlage, elle donnera de 8 à 10 litres de lait, quelquefois plus, et, à la vente du veau, à six semaines, elle donnera encore de 7 à 8 litres ; ce dernier chiffre se maintient assez longtemps (1).

Son lait contient environ 45 grammes de matière grasse par litre, alors que celui de la Flamande n'en contient guère que 30 et celui de la Normande une quarantaine. Comme race plus productive en beurre, il n'y a guère que la Jersyaise qui la dépasse avec jusque 50 grammes de matière grasse au litre.

Une bonne vache pie noire peut donc donner dans certaines périodes tout près d'un demi-kilo de beurre par jour.

Sa rusticité et sa productivité en matières indispensables à la vie de la ferme, la rendent extrêmement précieuse dans les petites exploitations, ainsi que dans celles qui se sont spécialisées dans

(1) A. GRAU : *La petite vache bretonne*. Journal d'Agriculture pratique.

l'élevage de la bête de boucherie, par exemple, et ont besoin par ailleurs de beurre et de lait pour l'alimentation de leur personnel.

La race pie noire, par suite de croisements inconsiderés, est malheureusement fort abâtardie. Ses qualités originelles ne se retrouvent plus que dans un nombre restreint de sujets. Aussi a-t-on entrepris la reconstitution de la race en l'orientant vers un double but.

L'obtention de beaucoup de lait, riche en beurre et, partout où c'est possible, un plus grand développement de la taille et du poids.

Abandonnant les croisements qui n'ont jamais donné de bons résultats, par suite de la pauvreté de la région d'élevage de la pie noire, on régénère la race par elle-même, en sélectionnant les bons sujets et en essayant de sauver de la boucherie les bons reproducteurs.

Très différente est la situation pour la pie rouge. Cette race à l'état pur, a à peu près complètement disparu, par suite de croisements nombreux. Elle a été remplacée par l'« Armoricaïne » qui résulte de son croisement avec la race anglaise « Durham ».

Les Durham anglais sont les descendants d'un troupeau créé à la fin du XVIII^e siècle par Charles Colling, grâce à des procédés méthodiques de nutrition destinés à rendre « précoces » les animaux d'élevage. Certains troupeaux furent orientés uniquement vers la production de viande de boucherie ; dans d'autres, on s'efforça par sélection de développer aussi les facultés laitières.

Cette race avait été introduite dans la Sarthe, le Maine-et-Loire et la Mayenne et c'est de ce dernier département que provenaient les premiers Durham, qui furent importés dans le Finistère vers la fin du Second Empire.

Depuis, l'introduction de reproducteurs venant de ces départements ou de l'Angleterre, s'est régulièrement poursuivie. La « race armoricaïne » qui en est résultée est donc au point de vue zootechnique plutôt un croisement qu'une race. Mais l'État n'accordant de subventions qu'aux races, ce terme a été un peu arbitrairement préféré.

Ici, à l'inverse de la pie noire, il ne s'agit plus seulement d'améliorer la race par elle-même, il faut lui infuser constamment un nouveau sang Durham.

De plus, il faut la sélectionner par le choix et la conservation des meilleurs reproducteurs nés dans le département.

Beaucoup d'agriculteurs déplorent du reste la disparition de la pie rouge, qui est sobre, bien à sa place dans le pays et qui possède des qualités beurrières de premier ordre.

Les caractères de la race armoricaine sont les suivants (1) :

« Tête courte ; front large ; joues fortes ; cornage moyen, arqué en avant et clair ; cou épais et bref ; gorge réduite, sans fanon ; corps ample et long ; poitrine large et profonde ; épaules pas trop proéminentes, bien musclées, compactes, larges au sommet ; dessus droit ; côtes relevées ; rein très large, épais et court ; hanches développées et peu saillantes ; grande longueur de croupe ; ligne de dessous à peu près parallèle à celle du dos et se prolongeant jusqu'en bas de la culotte ; cuisses épaisses et descendues ; queue grosse et bien attachée ; membres et avant-bras puissants ; jarrets larges ; membres bien proportionnés ; peau souple ; poil fourni ; couleur rouge, rouge et blanc, ou rouan ».

Cette race semble produire de bons résultats. Elle donne plus de viande et plus de fumier que la race primitive.

Elle a gardé de plus une bonne aptitude laitière, car on a soin de choisir les reproducteurs dans les tribus de Durham laitières d'Angleterre. Aussi gagne-t-elle sans cesse du terrain. Elle s'étend peu à peu dans toutes les parties riches du département. Cependant, comme elle a besoin de beaucoup de nourriture, ce serait une erreur de chercher à l'introduire dans les régions peu fertiles, où elle subirait une dégénérescence rapide.

Pour l'une comme pour l'autre race, la situation, il y a peu de temps encore, était assez mauvaise. Seuls, quelques rares cultivateurs pratiquaient un élevage rationnel.

Depuis la guerre surtout, les efforts de sélection et d'amélioration par croisements se sont coordonnés et si l'élevage finistérien a beaucoup à faire pour parvenir à son but définitif, on doit constater que les premiers résultats obtenus sont encourageants.

La première grande difficulté était de faire comprendre à la masse des agriculteurs qu'une bête sélectionnée ayant des origines et des papiers, était supérieure à une bête quelconque.

Pour eux, un taureau était un taureau, sans plus, quelle que fussent sa robe et ses formes, quels que fussent ses ascendants.

(1) Règlement de la Société des éleveurs de la race armoricaine.

On s'adressait donc à l'étable la plus proche, et, il y a quelques années encore on se serait refusé à faire un ou deux kilomètres de plus pour trouver un reproducteur de race.

Dans les pays de grande culture, le progrès pénètre rapidement. Dans le Finistère sa diffusion fut forcément plus lente, à cause du nombre considérable de petits exploitants qu'il fallait atteindre.

C'est à cette tâche que s'employèrent les diverses Sociétés agricoles du département, aidées et subventionnées par l'O. D. A.

Un herd-book fut créé pour chaque race, permettant de doter les bons sujets de papiers d'origine.

Dans presque tous les cantons se formèrent des syndicats d'élevage. Des concours itinérants répartirent des primes nombreuses et des concours départementaux permirent de rassembler les plus beaux animaux du département et d'exciter l'émulation des éleveurs.

Les primes de conservation ont été largement réparties. Elles ont pour but d'encourager le cultivateur à garder ses bons reproducteurs mâles et femelles au lieu de les livrer à la boucherie.

Nous étudierons plus loin le détail de cette organisation. Qu'il nous suffise de dire ici que l'effort financier a été important.

Une cinquantaine de mille francs sont répartis ainsi chaque année entre les éleveurs.

En 1923, les 50.045 francs effectivement versés ont été ainsi distribués :

<i>Brest</i>	13.145 fr.
<i>Morlaix</i>	9.465 fr.
<i>Carhaix</i>	1.915 fr.
<i>Châteaulin</i>	6.345 fr.
<i>Quimper</i>	12.660 fr.
<i>Quimperlé</i>	6.515 fr.

D'autre part, le concours départemental de la race Armoricaine, qui se tenait à Carhaix, a reçu une subvention de 25.000 francs et le concours spécial départemental de la race pie-noire, qui avait lieu à Quimperlé a reçu 16.000 francs.

Pour répandre les bons reproducteurs, l'O. D. A. a donné aux syndicats d'élevage, qui ont acheté des reproducteurs et les ont livrés aux éleveurs une ristourne de 20 % sur le prix d'achat.

Ainsi furent fournis :

1^o *Pour la race armoricaine.*

En 1919. — 8 taureaux Durham.

En 1920. — 8 taureaux Durham et 3 armoricains.

En 1921. — 2 taureaux Durham et 7 armoricains.

En 1922. — 3 taureaux Durham et 13 armoricains.

2^o *Pour la race pie-noire.*

En 1919. — 3 taureaux.

En 1920. — 4 taureaux.

En 1921. — 7 taureaux.

En 1922. — 2 taureaux.

En 1923, pour 19 reproducteurs achetés par les syndicats, le total des sommes ristournées, s'est élevé à 9.110 francs.

Une subvention de 10.000 francs fut accordée en 1921 à la Société des Durham pour qu'elle place deux taureaux Durham, de race laitière, dans le Finistère.

Au début, pour la formation de la race armoricaine, les reproducteurs étaient demandés à des éleveurs étrangers au département, notamment à ceux de la Mayenne, de la Sarthe et du Maine-et-Loire, où existe un beau troupeau de Durham, de souche anglaise.

En 1922, l'O. D. A. n'eut pas à introduire de taureaux venant de l'extérieur et le directeur des Services Agricoles constatait que le Finistère, centre d'élevage de geniteurs de premier ordre, était le fournisseur attitré des départements voisins.

Les efforts accomplis ont donc été couronnés de succès, puisqu'aujourd'hui le Finistère peut non seulement se suffire à lui-même mais encore exporter ses reproducteurs.

Ce mouvement suivi d'abord avec un peu de scepticisme par les cultivateurs n'a pas tardé à les intéresser. Des communes ont acheté par l'intermédiaire de l'O. D. A. des reproducteurs sélectionnés qui, placés dans les fermes, sont utilisés par les éleveurs voisins.

Les cultivateurs ont trouvé, grâce aux primes, un profit immédiat à la conservation des bêtes de race. Ils arriveront à comprendre, peu à peu, l'intérêt plus lointain qu'ils trouveront lorsque les races bovines bretonnes reconstituées seront sur les marchés extérieurs, dans la situation privilégiée, où se trouve la race chevaline.

Ce mouvement est tout nouveau et il faudra sans doute bien des années d'efforts, de lutte contre la routine tenace, pour arriver au résultat cherché.

Mais si le croisement et la sélection sont deux éléments importants de la reconstitution et de l'amélioration d'une race, il en est un troisième, malheureusement trop négligé, c'est le régime alimentaire.

On peut introduire dans le Finistère les meilleurs reproducteurs. Leurs produits peuvent être parfaits. Si leur alimentation est négligée ou mal appropriée, ils ne tarderont pas à dégénérer, et c'est au fond la seule cause des échecs successifs subis par les éleveurs dans leurs tentatives d'amélioration de la race par la taille et le poids.

C'est cette insuffisance de nourriture qui est la cause de la faible production en viande des races locales.

La taille des sujets placés dans des conditions différentes, s'accroît rapidement. C'est ainsi qu'à *Pont-L'Abbé*, dans certaines exploitations où la terre est fertile, on trouve des vaches et des taureaux pie-noire de race absolument pure et de taille très grande.

Certes, dans bien des régions pauvres du Finistère, cette bonne alimentation est difficile à atteindre, mais pourquoi ne pas imiter l'exemple du Danemark, le pays le plus riche du monde en bétail, où celui-ci est nourri presque exclusivement à l'étable, notamment les vaches laitières.

Le développement encore plus grand des cultures fourragères pourrait donc obvier dans une certaine mesure au manque ou à la pauvreté de prairies. Les betteraves sont très bonnes pour le lait. Il en est de même des choux-fourragers, bien qu'ils passent pour donner un léger goût au beurre.

Il semble que l'alimentation des bovins ne soit pas assez azotée. L'emploi des tourteaux est à recommander (1). L'essai expérimental de tourteaux d'arachides a permis de constater une certaine augmentation du nombre de litres de lait, mais au point de vue pratique, il ne semble pas avoir donné tous les résultats attendus.

Quoi qu'il en soit, l'influence de la nourriture sur l'animal

(1) L'O. D. A. en 1922 a livré 2.025 kilos de tourteaux d'arachides avec ristourne de 20 % sur le prix d'achat, aux éleveurs de la région de Carhaix, pour les familiariser avec l'emploi de cet aliment.

est considérable, surtout à l'époque de la croissance. Une alimentation abondante et rationnelle est le meilleur moyen pour régénérer une race par elle-même.

Le contrôle laitier, introduit dans le Finistère pendant la guerre, peut aussi donner d'intéressants résultats.

Pour les bêtes inscrites au Herd-Book, trois séries de traites ont lieu après le vêlage et les échantillons sont envoyés aux laboratoires pour la détermination de leur richesse beurrière.

Une sélection s'opérera peu à peu entre les meilleures productrices et le rendement de la race en beurre sera considérablement accru, ainsi que cela s'est produit au Danemark, où les éleveurs ont augmenté en 4 ou 5 ans, grâce au contrôle laitier, la productivité beurrière de leurs vaches de 30 à 50 livres par an.

II

Le Finistère n'est pas dans toute son étendue un pays de grand élevage bovin. S'il renferme tant de bêtes à corne, c'est que leur prix d'achat relativement bas et leur rusticité permettent aux plus humbles exploitants d'en élever.

La région *Nord* du département, pays de la pie-rouge, est le grand centre de l'Armoricaine.

L'extension de cet élevage ne date d'ailleurs pas de plus d'un siècle. Autrefois, on faisait du blé surtout et du lin dans le Léon, réservant les prairies pour les chevaux, qui restent encore aujourd'hui le grand orgueil et la grande préoccupation du Léonard.

Il suffit de voir dans cette région, la différence entre les étables basses et négligées et les écuries propres, spacieuses, divisées en box et très souvent pavées pour être édifié sur ce point.

Cependant c'est la région nord, qui constitue le grand pays d'élevage avec de belles prairies, où une race relativement forte trouve une nourriture abondante.

Certes, les cantons de Taulé, Saint-Pol-de-Léon, Plouzévédé, Saint-Thégonnec préfèrent le cheval à l'intérieur, de même que la côte s'adonne plus volontiers à la culture maraîchère, mais le bovin se répand cependant fortement dans cette région et il domine nettement dans tout le reste du Léon, sauf peut-être dans les cantons de Saint-Renan et Ploudalmézeau, qui ne sont pas de grandes régions d'élevage.

A Landivisiau, il supplante le cheval. Une tendance intéressante vers la sélection de la race se développe à Ploudiry, à Lannilis, à Plouescat.

Par contre, il semble diminuer vers Sizun.

Dans le Trégorrois, les environs de Morlaix cherchent à obtenir de gros sujets pour la boucherie. L'élevage est peu important dans le canton de Plouigneau, il l'est davantage dans celui de Lanmeur.

Dans la région *centrale* se mêlent les deux races pie-noire et armoricaine.

Cette dernière gagne dans toute cette région beaucoup de terrain.

Dans le canton de Daoulas, la pie-noire a à peu près complètement disparu. Elle recule dans tous les cantons qui se trouvaient autrefois à la lisière des deux races, vers Carhaix, Huelgoat, Châteauneuf-du-Faou, Pleyben et Châteaulin.

Crozon, par contre, région où le bovin est élevé en petite quantité et pour l'économie intérieure de la ferme, reste fidèle à la pie-noire.

Châteauneuf-du-Faou et Carhaix sont depuis longtemps des centres importants d'engraissement de bétail.

« Le plus grand commerce, qui s'y fait, écrivait M. du MOITEL (1) en 1698, est celui des bestiaux ; comme c'est un pays abondant en paturages, il s'y produit une très grande quantité de nourriture et l'unique application du paysan est d'en élever. Ils se vendent dans les foires d'été à des marchands de Normandie, qui les paient comptant ».

Dans le canton de Châteaulin, les bovins représentent les deux tiers de l'élevage de la ferme. Ils sont en progrès dans le canton du Faou, mais tendent à être supplantés par le cheval à Pleyben.

La région *sud* pratique traditionnellement l'élevage de la race pie-noire.

Depuis quelques années l'armoricaine tend cependant à y prendre une place de plus en plus grande.

Partout où le sol est riche et les prairies nombreuses, partout en somme où l'élevage atteint une grande importance, elle s'implante.

(1) *Op. cit.*

Scaër, Bannalec, Elliant, une partie du canton de Quimperlé forment un important îlot de la race armoricaine.

Même dans des cantons surtout laitiers, à Douarnenez, à Briec, à Fouesnant, celle-ci s'introduit.

Par contre presque toute la côte reste fidèle à la pie-noire. Cette race convient très bien à cette région, aux pâturages maigres, plutôt adonnée à la culture qu'à l'élevage et qui recherche surtout la production laitière et beurrière.

Pour les mêmes raisons, la pie-noire prédomine sans conteste à *Arzano* et à *Briec*.

Si nous considérons l'ensemble du département, nous y voyons donc un mouvement très vif vers la race armoricaine.

Certains cultivateurs résistent cependant et regrettent les qualités des races primitives. La vérité est qu'il faut se garder ici autant d'un engouement exagéré que d'un dénigrement systématique.

Le cultivateur veut faire de la viande, source de gros profits. Il s'adresse à la race armoricaine et il a raison, s'il trouve dans son sol la possibilité de nourrir cette race délicate et mangeant beaucoup. Sans cette condition essentielle, il faudra un afflux constant de sang Durham, toujours onéreux, pour empêcher la dégénérescence de ses produits.

Or il paraît certain que dans la plus grande partie des terres du Sud-Finistère, l'Armoricaine aura du mal à s'implanter et donnera de cruels mécomptes aux éleveurs.

Peut-être ceux-ci auraient-ils parfois plus d'avantage à s'adresser aux races locales et à les améliorer par une sélection constante et une meilleure nourriture à l'étable.

La sagesse veut que les agriculteurs bretons conservent la pie-noire et la pie-rouge (cette dernière, malheureusement, presque disparue) pour les petites exploitations et les terres médiocres et ne se tournent vers l'Armoricaine que dans les régions fertiles et de grand élevage.

III

Le bœuf est de moins en moins utilisé dans les travaux des champs. En 1803 on en comptait 33.678 employés à la charrue. En 1882, il n'y en avait plus que 9.287, nombre qui tombe en 10 ans à 5. 995, chiffre de la statistique de 1892.

Actuellement, il y en a certainement beaucoup moins encore dans l'effectif des 11.310 bœufs adultes dénombrés en 1923. Dans la région d'Huelgoat, où il y a une quarante d'années, ce mode de labourage était très répandu, on ne compte plus qu'un seul cultivateur, à Plouyé, qui l'utilise encore.

Les chemins meilleurs, la diffusion du cheval sont les causes de cette disparition.

On élève donc actuellement les bovins pour la boucherie d'une part, le lait et le beurre de l'autre.

Les bêtes sont petites et peu productives de viande, d'un prix par conséquent peu élevé.

En 1840 (1), en moyenne, un bœuf valait 101 francs, une vache 52 francs et un veau 9 fr. 60. Le poids brut des animaux abattus était de 227 kgr. pour les bœufs, 177 kgr. pour les vaches et 35 kgr. pour les veaux.

L'ensemble du cheptel bovin du département valait 14 millions 314.711 francs à cette époque.

Voici le tableau de comparaison du poids et de la valeur des bœufs à l'engrais et des vaches dans le Finistère et dans l'ensemble de la France en 1892.

	Poids moyen		Valeur moyenne	
	Dans le Finistère	En France	Dans le Finistère	En France
Bœuf à l'engrais ..	377 kg.	532 kg.	263 fr.	432 fr.
Vache	215 kg.	335 kg.	137 fr.	239 fr.

Le poids moyen a augmenté depuis 1840, mais il est encore bien inférieur à celui de l'ensemble du pays.

Depuis cette époque, les croisements et la sélection ont augmenté la taille et par conséquent la valeur des animaux. La guerre a haussé considérablement les prix. Une vache que l'on payait 400 francs avant la guerre, en vaut 1.500 aujourd'hui, un bœuf de 450 francs en vaut 1.700 aujourd'hui.

L'utilisation locale du cheptel au point de vue alimentation a subi de grandes transformations. Il y a une vingtaine d'années,

(1) Statistique Agricole de 1840. Imprimerie royale.

on n'abattait guère que pour la consommation des villes et on exportait le surplus. On rencontrait rarement des bouchers dans les bourgs. Maintenant, tous ceux de quelque importance en possèdent et la viande de bœuf paraît sur toutes les tables rurales à côté de celle de porc, seule usitée jadis.

La statistique agricole de 1892 signale dans le Finistère 128.650 bovins abattus pesant 10.533.879 kgr. et valant 11.901.031 francs.

L'exportation des animaux sur pied et de la viande vers le reste de la France est considérable.

L'exportation des bovins est très forte. En 1921, un total de 29.231 bœufs et vaches a quitté le Finistère, dont 19.999 par le réseau de l'Etat, qui dessert les riches régions d'élevage du nord du département, et 9.232 par l'Orléans, qui draine la partie sud.

La Villette reçoit annuellement de 4 à 5.000 bovins du Finistère pour l'alimentation de Paris. L'exportation ne porte du reste pas seulement sur des animaux de boucherie. La vache pie-noire est très recherchée pour ses qualités de rusticité et de productivité dans les régions pauvres de la France, ou dans les exploitations agricoles, ayant besoin de quelques laitières et beurrières. D'autre part, les reproducteurs armoricains du Finistère font prime dans les départements voisins.

L'arrondissement de Quimperlé expédie des pie-noires vers les Landes, les Basses-Pyrénées.

Les cantons de Douarnenez, Plogastel-Saint-Germain et Châteaulin, la région de Plouénan exportent des animaux en Vendée, en Alsace, en Belgique et jusqu'au Japon.

C'est de ces bêtes exportées et de leur croisement avec les Hollandaises, qu'est née la race Bordelaise.

Pour la boucherie tout le Trégorrois, Saint-Thégonnec et la région de Carhaix exportent des bœufs gras.

Daoulas, Landivisiau en expédient sur Paris.

Rosporden, Plonéis (1) et Briec font également du bœuf.

Le commerce local préfère le bœuf de grosseur moyenne, car dans les bourgs la clientèle est limitée et le débit doit être rapide.

Les bœufs sont généralement abattus vers 2 ans et demi ou 3 ans. Les veaux le sont beaucoup trop tôt, vers trois semaines

(1) Canton de Plogastel-Saint-Germain.

ou 1 mois, afin de pouvoir récupérer plus tôt le lait des mères. Le résultat est que la viande de veau est, dans le Finistère, molle et sans consistance. Il serait souhaitable qu'on ne livre pas les veaux à la boucherie avant 6 semaines.

Le lait et ses sous-produits sont des éléments importants de l'économie rurale finistérienne. Au XVIII^e siècle, on ignorait le fromage en Basse-Bretagne, mais on exportait déjà beaucoup de beurre, de graisse et de suif.

Actuellement le fromage n'a qu'une importance tout à fait secondaire. En 1892, 11.500 kgr. avaient été produits. Il existe 26 fromageries dans le département.

Le Finistère produit une grosse quantité de lait que la statistique de 1892 évaluait à 2.107.673 hectolitres (1) valant 21.076.730 francs.

Le commerce du lait est localisé autour des villes et des grosses bourgades. Pourtant ce marché a tendance à se développer même dans les bourgs, où se forme un noyau sédentaire de commerçants et d'artisans, n'exploitant pas assez de terre pour nourrir des vaches.

Dans les régions éloignées des centres, le lait est utilisé pour l'alimentation familiale, dont il est un élément essentiel et il est surtout transformé en beurre.

Les races locales sont essentiellement beurrières et un gros commerce en est depuis longtemps résulté.

Le beurre breton est très renommé et le serait davantage encore, si des méthodes meilleures et une plus grande propreté dans sa préparation lui assuraient des qualités de conservation et d'inaltérabilité qu'il ne possède pas toujours.

Il est impossible d'évaluer la quantité de beurre qui sort chaque année de Bretagne. Elle est en tout cas considérable. Des marchands en gros parcourent le pays et à jour fixe, les cultivateurs viennent leur apporter leurs produits, qui sont centralisés et expédiés ensuite.

La statistique agricole de 1892 parlait de 4.283.047 kgr. de beurre produits dans l'année et valant 8.523.263 francs.

Nous sommes ici dans le domaine des suppositions, mais sur ces bases on peut calculer qu'en 1923, le beurre a rapporté aux cultivateurs du département plus de 30 millions.

(1) Produits par 175.718 vaches laitières.

L'écémage naturel est remplacé de plus en plus par l'écémage artificiel, grâce à l'emploi d'écémeuses mécaniques. La vieille baratte bretonne disparaît progressivement et fait place à la baratte norvégienne, beaucoup plus perfectionnée. Il faut souhaiter que le malaxage du beurre, qui se fait encore trop souvent à la main, soit enfin remplacé par le malaxage mécanique, plus propre et plus hygiénique.

La consommation familiale est considérable dans les fermes. Les mets favoris, galettes ou crêpes, bouillies, pommes de terre réclamant beaucoup de beurre, et le goût qu'a le Breton pour cet aliment est proverbial.

Le lait qui reste après la confection du beurre, ou « petit lait », est utilisé pour l'engraissement du cochon.

*
* *

Ce rapide coup d'œil jeté sur l'élevage bovin dans le Finistère nous a permis de constater combien grande est son importance. Son produit est déjà considérable, mais il s'accroîtra démesurément le jour où le Finistère pourra présenter des troupeaux sélectionnés et homogènes, dans lesquels auront été poussées au maximum les facultés laitières et beurrières pour la pie-noire et les facultés d'engraissement pour l'Armoricaine.

CHAPITRE IX

Les élevages secondaires

- 1) L'espèce porcine.
- 2) L'espèce ovine.
- 3) La basse-cour.
- 4) L'apiculture.

Il nous reste à passer en revue, les élevages secondaires. Celui du porc d'abord, qui est extrêmement important dans certaines régions du département ; celui des ovidés, qui est par contre en pleine décadence.

Nous dirons ensuite quelques mots des animaux de basse-cour et de l'Apiculture dans le Finistère.

I

Le porc

L'élevage du porc a une très grosse importance dans le Finistère. Dans les régions que la nature n'a pas privilégiées au point de vue des possibilités d'élevage de chevaux et de bovins, le porc est une ressource précieuse, d'autant plus que ces régions sont celles qui produisent avec le plus d'abondance la pomme de terre et le blé noir, excellents aliments pour son engraissement.

La race locale est fort bonne. Elle a cependant quelques défauts de conformation, dans le dos, par exemple, et dans les membres qui manquent un peu de vigueur. D'autre part, elle n'est pas extrêmement précoce.

Pour l'améliorer, on a eu recours à certains croisements. Les races anglaises ont été abandonnées, car ce sont généralement des races à graisse, alors que la producteur finistérien recherche les races à viande.

On s'est porté du côté de la race craonnaise, dite aussi « celtique », originaire de la Mayenne et qui semble devoir donner dans le Finistère de bons résultats. Elle améliorerait la race en lui donnant plus de solidité dans les membres, un dos plus droit et plus long. De plus, c'est une race précoce et qui atteint de gros poids.

En 1920, les Sociétés d'Agriculture, subventionnées par l'O. D. A. ont acheté 16 reproducteurs dans la Mayenne. En 1921, une somme de 9.456 francs leur a été appliquée par l'O. D. A. et leur a permis d'accorder des ristournes pour l'achat de reproducteurs et des primes de conservation aux meilleurs mâles et femelles.

Les résultats de cette importation, qui n'en est encore qu'à son début, ont été bons, mais beaucoup d'agriculteurs, peut-être avec raison, préfèrent s'en tenir à la race du pays, où les bons reproducteurs ne manquent pas. La vérité est peut-être ici dans la régénération de la race par elle-même, grâce à la sélection des meilleurs sujets.

Quelques éleveurs préfèrent aux Craonnais des porcs importés de la Vienne, qui poussent encore plus vite.

L'élevage du porc est pratiqué depuis longtemps en Basse-Bretagne. Les immigrés du Pays de Galles aux ^v^e et ^{vi}^e siècles de notre ère y trouvèrent déjà de grands troupeaux de porcs, qui vivaient dans les bois.

Voici le nombre de porcs, que les statistiques dénombrent à diverses époques dans le Finistère :

1803	55.500
1840	71.857
1868.....	87.472
1892.....	105.706
1913	145.130
1917	101.350
1921	83.900
1923	88.420

Jusqu'à 1913, l'importance de cet élevage a donc régulièrement crû. La diminution actuelle semble surtout imputable à la guerre et ne sera probablement que temporaire.

Du reste, ces chiffres sont fonction de la situation agricole du département, du prix plus ou moins élevé de certains produits du sol. Ils peuvent varier considérablement d'une année à l'autre.

Les régions de grand élevage de chevaux et de bovins font du porc uniquement pour la consommation familiale.

Le Léon suffit à ses besoins et les dépasse même dans les can-

tons de Lannilis et Saint-Renan. Le Trégorrois, particulièrement vers Morlaix et Plouigneau, produit un peu plus.

La région centrale du Finistère n'est pas non plus une grande région de porc. Celui-ci n'est guère produit que pour les besoins des fermes et des bourgs. A Landeleau et à Telgruc, on fait cependant du porc gras. Une partie du canton d'Huelgoat en produit également et l'élevage du porc se généralise dans tout le canton de Crozon ; d'une année à l'autre, selon que les circonstances sont favorables et les prix rémunérateurs, la situation varie considérablement dans tout l'arrondissement de Châteaulin.

La zone sud, par contre, est dans son ensemble un pays qui pratique en grand cet élevage. Si les environs de Pont-Aven, Scaër et Concarneau ne s'en occupent que d'une façon secondaire, Rosporden et Fouesnant y viennent de plus en plus tandis que Bannalec, Quimperlé et la région de Saint-Thurien, en Scaër, produisent de nombreux porcs. Tous les vendredis, jours de marché à Quimperlé, il part quatre à cinq wagons de porcs.

A Bannalec, les fermes moyennes en renferment dix à vingt têtes.

Mais la région où le porc constitue, au point de vue élevage, la ressource la plus importante, est celle où la race bovine pie-noire existe à peu près seule. Toute la partie ouest de la *Cornouaille*, *Briec*, *Douarnenez*, *Pont-Croix*, *Plogastel* et une partie du canton de *Pont-l'Abbé* constituent cette zone. On y fait plutôt le porcelet et le porc moyen mi-gras. Des fermes de 10 à 12 hectares dans le Cap-Sizun produisent jusqu'à 60 porcs par an. Des camions automobiles parcourent chaque semaine la campagne, vont directement dans les fermes et rapportent de pleines cargaisons d'animaux. La grande foire de Pont-Croix doit en grande partie aux porcs, son importance. Dans tout le pays douarneniste et bigouden, la plus humble famille de cultivateurs ou de marins en fait l'élevage et le commerce.

L'élevage du porc, si on le considère uniquement au point de vue commercial, est d'un rapport extrêmement irrégulier. Les cours varient dans des proportions trop fortes pour qu'on puisse tabler sur un bénéfice certain.

Dans le canton de Plogastel, des porcelets, qui, en 1922, se vendaient 70 à 80 francs, en valaient 5 à 600 un an après. Quand les prix sont aussi rémunérateurs, toutes les fermes développent cet élevage, même dans des cantons comme celui de Pleyben,

qui, en temps normal, n'en produisent que pour la consommation purement locale.

La valeur des denrées agricoles est aussi un facteur important de cette extension, quand les pommes de terre, par exemple, sont très bon marché, le cultivateur gagne à élever quelques porcs de plus.

L'intérêt du porc réside dans ce qu'il utilise les déchets et les restes, les petites pommes de terre invendables, les débris des moutures de blé. Les meuniers, qui ont tous ces produits en abondance, en élèvent beaucoup. La pomme de terre et la farine de blé noir abondamment produites même dans les parties les plus pauvres du département constituent le fond de son alimentation.

Une expérience comparative du résultat de l'engraissement du porc par la farine de blé noir et le tourteau, a été tentée par les soins de l'O. D. A.

Elle a donné des résultats très nets en faveur du tourteau. Bien que les prix de ces deux aliments soient sensiblement équivalents, il n'est pas probable que l'emploi du tourteau se généralise.

Le blé noir est une culture bouche-trou, qui a sa place dans l'assolement et ne fatigue pas la terre ; le cultivateur préférera plutôt employer les aliments qu'il a à pied-d'œuvre, plutôt que de se livrer à la double opération de vente de sa récolte et d'achat d'une nourriture qu'il ne produit pas.

Les porcs sont généralement livrés jeunes à la boucherie dans le Finistère. Sur les 88.420 porcins recensés dans le Finistère, en 1923, les reproducteurs verrats et truies comptent pour 22.400 têtes. Les animaux à l'engrais de plus de 6 mois sont 19.240 et les porcs jeunes de moins de 6 mois sont 46.780. Ceci tient au fait que les porcs mangent beaucoup et que le prix qu'on paye les porcelets est déjà très rémunérateur.

Le porc tient une grande place dans l'alimentation des paysans.

Quand on tue un porc dans une ferme, c'est un jour de liesse, *fest ann-oc'h* et l'on invite les parents et les amis à de joyeuses agapes. Dans beaucoup de bourgs, du reste, des charcuteries se sont installées et ont augmenté encore la consommation de cette nourriture en la mettant à la portée de la population rurale non exploitante.

La statistique agricole de 1892 signalait que dans cette année

65.348 porcs valant 9.854.478 francs avaient été abattus dans l'ensemble du département.

Le porc donne lieu à une exportation assez importante. En 1919, 12.274 porcs ont été dirigés sur la Villette et si l'on tient compte de la viande des animaux abattus sur place et expédiée aux halles (1), qui n'entre pas dans ce chiffre, on voit combien les expéditions pour le seul ravitaillement de Paris peuvent être importantes.

En 1921, 57.220 veaux et porcs (2) sont sortis du Finistère, dont 12.762 par les chemins de fer de l'État et 44.458 par les chemins de fer du P. O.

Ces chiffres semblent constituer un notable accroissement de l'exportation, notamment vers Paris, qui recevait avant la guerre rarement plus d'un millier de porcs du Finistère chaque année. Ils confirment bien l'énorme prédominance au point de vue élevage porcin, du sud du département (desservi par le P. O.) sur le nord (desservi par l'État).

Les chiffres actuels montrent que si l'élevage du porc n'atteint pas l'importance de celui des chevaux et des bovidés, il n'en constitue pas moins, une source de richesse précieuse pour le pays. Dans l'alimentation personnelle des cultivateurs, dans le commerce local et dans l'exportation, le porc tient une place d'autant plus considérable, qu'il est facile à produire et qu'il nécessite peu de soins. Le plus humble peut en subsister ou y trouver une source de bénéfices. En sélectionnant et améliorant la race déjà excellente du pays, le cultivateur des régions pauvres du Finistère arriverait à trouver dans le porc un profit presque équivalent à celui qu'il ne peut tirer du grand élevage.

II

La race ovine.

Si le porc tient une grande place dans l'économie rurale finis-térienne, il n'en est pas de même du mouton, qui diminue de plus en plus d'importance et n'exite plus guère qu'à l'état isolé.

(1) 909.100 kilos en 1919 pour bovins et porcins.

(2) Les statistiques fournies par l'Administration des Chemins de fer de l'État et du P.-O. englobent les veaux et les porcs dans la même rubrique. Il semble bien que les porcs représentent la majeure partie du contingent, l'âge auquel on abat les veaux dans le Finistère ne les rendant pas intéressants pour l'exportation.

Vers le début du XIX^e siècle, on évaluait à 30.000, les bêtes, composant le troupeau finistérien. Ce chiffre, après être monté à 100.186 en 1840 a subi depuis une régression constante, tombant à 72.228 en 1868, 55.993 en 1892. A la veille de la guerre, en 1913, il en restait 40.170 bêtes. La statistique de 1923 en recense 22.335 dont un millier de béliers reproducteurs et il est peu probable que ce chiffre se relève jamais.

Le mouton semble pourtant à première vue, être un animal fait pour la Basse-Bretagne, où de vastes landes subsistent encore, et, de fait, c'est dans la région des Monts d'Arrée et des Montagnes Noires qu'on rencontre le plus de moutons.

La grande raison de cette régression, générale en France, du reste, réside dans les dégâts que produit l'animal, qui arrache tout.

De plus, il a besoin d'une surveillance constante, qui n'est pas dans les habitudes du pays, où on laisse les troupeaux errer en liberté.

La disparition des communaux lui a également porté un coup mortel.

Dans les vastes landes incultes même, il est nuisible, car il annihile tous les efforts de reboisement. Partout, on lui préfère la petite vache bretonne, presque aussi peu difficile que lui au point de vue nourriture.

Jadis, on avait fait venir des béliers d'Angleterre. Leur croisement avec la race du pays avait produit, d'après M. DE POMPERY (1) d'excellents résultats vers le milieu du XIX^e siècle, mais ces efforts ont été abandonnés et ne seront vraisemblablement pas repris.

Une race noire de petite taille, figure encore dans les troupeaux à côté de la race blanche moyenne du pays.

C'est dans la Montagne que l'on rencontre le plus de moutons. Vers la fin du XVIII^e siècle, ils étaient très nombreux dans le district de Pont-Croix et vers Plougastel-Daoulas. Ils ont complètement disparu dans cette dernière région et ne subsistent guère pour la première, que dans la région du Cap et à l'état isolé.

Dans les îles, notamment, à Ouessant, vit une race de moutons particulière, devenue trop petite par suite de la nourriture rare, mais dont la chair est particulièrement savoureuse.

(1) *Op. cit.*

La laine est utilisée d'une façon locale, pour divers usages domestiques, le cardage des matelas par exemple, mais les moutons sont surtout élevés pour la boucherie. Pendant la guerre, beaucoup ont été dirigés sur l'intérieur du pays (2.960 sur Paris en 1918, par exemple); ce qui explique l'abaissement de leur nombre.

Les statistiques fournies par les Administrations des diverses Compagnies de Chemin de fer, en 1921, signalent une exportation de 3.488 têtes dont 3.028 par le chemin de fer de l'État.

Ces chiffres montrent que le mouton est encore l'objet d'un certain commerce. Il est à croire pourtant que celui-ci deviendra prochainement purement local.

Dans toute la France, l'élevage du mouton est d'ailleurs en sensible diminution. Dans notre région, il ne faut pas s'en plaindre, car c'est une conséquence de la mise en culture et de l'utilisation meilleure d'une partie du territoire agricole du Finistère.

*
* *

L'espèce caprine est très faiblement représentée dans le Finistère. On a dit que la chèvre était « la vache du pauvre ». Nous avons montré que, grâce aux qualités de rusticité des races bovines locales, le cultivateur le plus humble pouvait avoir sa vache. Ceci explique le nombre restreint des chèvres qui a oscillé depuis le milieu du siècle dernier entre 1.000 et 1.600, et qui, en 1922, était de 1.220.

III

La basse-cour.

Les animaux de basse-cour servent à peu près uniquement, à part de rares exceptions, à la consommation locale.

Le cultivateur qui use un peu plus des volailles, depuis la guerre, pour son usage personnel, en vend la plus grande partie à la ville voisine.

Pour les œufs, ceux qui ne sont pas écoulés dans les marchés locaux, sont livrés à des revendeurs, qui les exportent ensuite.

La statistique agricole de 1882 dénombrait dans le Finistère, avec une précision un peu inquiétante, 352.599 poulets, 12.445 oies et 24.122 canards.

Il n'existe pour tous ces animaux, aucune race spéciale, origi-

naire du pays. Celles qu'on a voulu introduire s'abâtardissent vite, dès qu'elles ne sont plus entre les mains d'aviculteurs compétents.

Ces animaux produits dans le pays sont d'ailleurs robustes et rustiques, ne coûtant presque rien au point de vue nourriture et produisant bien sous le rapport de la ponte.

On ne fait guère de poulets et chapons gras. L'engraissement de l'oie pour obtenir le foie gras est également inconnu.

Il y a très peu de dindes et de pintades et relativement peu de pigeons et de lapins.

En résumé, tous les animaux, qui peuplent les basses-cour, coûtant peu et produisant, sans nécessiter grand soin, occupent une place utile dans l'économie intérieure de la ferme. Ils suffisent également aux besoins des villes et bourgades non agricoles et ne sont l'objet, sauf pourtant pour les œufs, d'aucune exportation notable.

IV

L'apiculture.

L'apiculture est très florissante dans le Département. Elle use encore malheureusement de procédés routiniers qui l'empêchent de produire ce qu'elle devrait. C'est ainsi que les ruches en paille tressée qui forcent à tuer les abeilles pour récolter leur miel sont encore presque partout employées. Les ruches en bois à cadre mobile, commencement seulement à se répandre.

Le Finistère est une région privilégiée pour l'apiculture à cause de sa flore abondante, particulièrement dans les régions de grande culture de pommier.

Aussi depuis très longtemps la production apicole y est-elle considérable. Le miel et la cire rapportaient déjà au milieu du XVIII^e siècle, 60.000 livres à la Bretagne. Notre département en 1803, produisait 3.000 quintaux de miel, dont les deux tiers étaient exportés.

La statistique agricole de 1892 plaçait le Finistère en tête des départements français pour le nombre de ruches avec 63.548 ruches produisant 2.812 quintaux de miel et 291 quintaux de cire.

En 1922, le Finistère a produit 2.450 quintaux de miel valant 400 francs l'un et 980.000 francs pour l'ensemble.

Le miel breton est fort agréable au goût, mais moins estimé peut-être dans le commerce que celui d'autres parties de la France, à cause de sa couleur brune, qui vient des fleurs que le pays offre aux abailles.

Le poète a chanté le charme des

Chastes buveuses de rosée.

L'économiste, lui, ne saurait trop recommander de développer l'apiculture.

Elle fournit aux familles un excellent aliment, qui, dans ces temps de cherté de sucre, peut le remplacer dans certains cas.

D'autre part, l'abeille en butinant, favorise la fécondation des fleurs, ce qui est particulièrement utile dans les régions fruitières.

Actuellement, la France doit importer de l'étranger chaque année, pour une vingtaine de millions de francs de cire et de miel, alors qu'elle est particulièrement apte au développement de l'apiculture et qu'elle devrait être une nation exportatrice :

Et enfin, l'apiculture peut être fort rémunératrice. « Un rucher moderne (1), composé de vingt ruches peut fournir, en année normale, un rendement supérieur à 300 kilos de miel et 40 kilos de cire soit, au cours actuel, un revenu de plus de 1.800 francs avec une mise de fonds modeste et peu d'efforts.

C'est en faisant apparaître aux yeux des cultivateurs finistériens ces avantages, c'est en leur faisant perfectionner leurs méthodes apicoles qu'on arrivera à obtenir le rendement désirable, car l'agriculteur bas-breton, semblable, du reste, en cela, à celui du reste de la France, sait trop souvent mal tirer parti de ce qu'une nature généreuse et féconde a mis largement à sa disposition.

(1) Journal « Le Citoyen », Quimper. — *L'Apiculture à la ferme*, janvier 1923.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les associations agricoles

- I. — Les Sociétés d'Agriculture.
- II. — Les Mutuelles.
- III. — Les Syndicats d'élevage et les Sociétés hippiques.
- IV. — Les Syndicats et les Coopératives agricoles.
- V. — Les Associations diverses.

Le Finistère naît seulement à la vie syndicale, comme à tant d'autres progrès. Mais la croissance est rapide. Jusqu'ici, l'isolement, la difficulté des communications intérieures et l'esprit individualiste de ses habitants l'avaient tenu à l'écart du grand mouvement qui a si profondément modifié les circonstances de la vie agricole dans certaines parties de la *France*.

Une transformation complète des esprits est nécessaire pour que ce mouvement prenne dans le Finistère toute l'ampleur désirable.

Aucun département pourtant n'a plus à attendre de l'association qui, groupant les petits et moyens exploitants, arriverait à transformer leur faiblesse isolée en une force commune.

Les régions les plus évoluées du département ont, du reste, depuis longtemps compris quel était leur intérêt. Des syndicats s'y sont formés depuis un certain nombre d'années. Leur prospérité est grande et leurs militants, déjà rompus au mécanisme syndical par une longue pratique, sont, en même temps que de bons organisateurs, des propagandistes fervents de l'Idée.

Le développement des voies de communication, l'augmentation de l'instruction, le progrès rural, en un mot, amèneront une extension certaine des Associations.

Nous étudierons successivement dans ce chapitre, après un rapide aperçu historique, les associations départementales et d'arrondissement, les associations mutuelles, celles qui s'occupent spé-

cialement d'élevage, et, enfin, les coopératives et les syndicats agricoles proprement dits.

* * *

La première association agricole dont l'histoire garde le souvenir (1) fut la Société d'agriculture fondée à *Rennes*, vers 1775. Elle avait dans chaque Evêché, une commission de six membres correspondants. Le rôle de ceux-ci consistait surtout à introduire de bons animaux reproducteurs et de bonnes semences. Ils s'occupèrent aussi de vulgariser certaines cultures nouvelles, le trèfle et la pomme de terre, notamment.

Cette Société disparut à la Révolution. Plusieurs autres se formèrent dans le courant du XIX^e siècle. Elles eurent des fortunes diverses, les unes florissantes comme la Société d'agriculture de *Morlaix*, qui, vers 1837, fit publier d'intéressants ouvrages agricoles, les autres obscures. Presque aucune d'elles, en tous cas, n'associa la masse des cultivateurs à ses efforts et n'eut d'action sérieuse sur le progrès de l'agriculture. C'était, en somme, des réunions de gros propriétaires terriens, et c'est l'influence personnelle de chacun d'eux plutôt que l'influence de l'association elle-même qui amena certaines améliorations culturelles.

Le mouvement sérieux ne date que des dernières années du siècle dernier. Sans nous attarder dans des détails historiques, examinons la situation actuelle.

* * *

I. *Les Sociétés d'Agriculture départementales et d'arrondissement.*

La Société départementale d'agriculture et les Sociétés d'arrondissement, sont de formation récente. Elles font partie de ce vaste système créé après la guerre pour opérer la liaison entre le Ministère de l'Agriculture et les cultivateurs dans le but d'intensifier la production agricole.

Elles sont composées d'agriculteurs du département désignés par les syndicats agricoles et s'occupent de l'organisation des concours et de la répartition des subventions de l'O. D. A.

Chaque arrondissement a sa Société, sauf celui de *Châteaulin*,

(1) DE LA MORVANNAIS, *op. cit.* p. 13.

qui en a deux, l'une propre à la région de Carhaix, l'autre, à celle de Châteaulin.

Les semences sélectionnées, les appareils et machines agricoles, les animaux reproducteurs sélectionnés, parviennent par leurs soins aux syndicats, qui les répartissent entre leurs membres. Les concours d'hygiène rurale, les concours de blé, de pomme de terre, etc..., rentrent dans leur rayon d'action.

Au point de vue élevage, la Société départementale organise les concours généraux de la race pie noire et de la race armoricaine, les Sociétés d'arrondissement organisent les concours itinérants.

Leur rôle, bien qu'étant surtout un rôle de liaison et de répartition, est donc considérable.

* * *

II. *Les Associations mutuelles.*

La mutualité est une des plus nobles idées humaines.

« L'assurance, a dit Edmond ABOUT, c'est l'élimination du hasard, le concours de tous, pour remédier au malheur d'un seul. »

Cette définition n'est pleinement vraie que pour l'assurance mutuelle. C'est la seule, qui, sans but égoïste de gain d'argent, assure la sécurité à ses membres avec le minimum de frais.

En effet, ici, disparaissent certains éléments, qui forcent une Compagnie d'assurance ordinaire à avoir un taux de primes élevées. Dans une mutuelle, pas de commissions aux courtiers, pas d'immeubles somptueux à amortir, pas de services compliqués à assurer, et, enfin, pas de capital à rémunérer.

Les Compagnies d'assurance ont vu la valeur de leurs actions s'accroître dans des proportions très grandes. Certaines donnent comme dividende, une somme presque égale à la valeur nominale de leurs actions primitives. Ceci est l'indice de bénéfices considérables. Il vaut mieux que ceux-ci ne sortent pas de la poche du cultivateur.

Les assurances mutuelles couvrent, dans le Finistère, trois sortes de risques : l'incendie, la mortalité des chevaux et du bétail, et les accidents agricoles. *Les Mutuelles-incendies* sont au nombre (1) de 76. Les plus importantes, au point de vue du nombre

(1) Les chiffres donnés dans ce chapitre sont ceux de la statistique de 1923, établie par les soins des Services agricoles.

de leurs membres sont celles de *Guipavas* (1) avec 261 membres, de *Plabennec*, avec 260, et de *Plougastel-Daoulas*, avec 219.

Le capital assuré par les membres effectifs se monte à 6 millions 391.500 francs à *Guipavas* et 3.250.175 à *Plabennec*.

Les *mutuelles-incendie*, bien que trop peu nombreuses, jouissent déjà d'une grande faveur. Le nombre de leurs membres expectants (2) le prouve. *Guimiliau* (3) pour 88 membres effectifs a 54 expectants. *Plonéis* pour 11 membres effectifs assurant 215.200 francs a 51 membres expectants devant assurer 1.808.000 f. *Bodilis* a 61 expectants pour 34 effectifs. Ces chiffres font bien augurer de l'avenir des *mutuelles-incendie*.

La plupart de ces caisses locales sont réassurées à la Caisse régionale d'assurances agricoles de Bretagne contre l'incendie.

Le siège de cette caisse est à *Landerneau* ; 122 caisses locales groupant 6.201 membres y sont affiliées.

La situation financière de ces caisses est généralement bonne.

Les Mutuelles-bétail et chevalines sont d'un intérêt particulier. Les pertes des animaux de la ferme risquent, en effet, de ruiner complètement ceux qu'elles frappent. Aussi peut-on s'étonner, à juste titre, de les voir être relativement peu nombreuses dans un département d'aussi grand élevage. En 1923, il existait dans le Finistère 92 *mutuelles bétail*, dont 19 assurant exclusivement les chevaux. Leur importance est très variable.

Celles qui comptent le plus de membres sont :

1^o Pour les *mutuelles-bétail*, celles de :

Plouguerneau (4) avec 427 membres et 1.773.500 francs de capital assuré.

Ploudalmézeau, avec 293 membres et 1.080.500 francs de capital assuré.

Plougasnou (5), avec 223 membres et 1.736.360 francs de capital assuré.

Penmarch avec 220 membres et 344.500 francs de capital assuré.

(1) Canton de *Landerneau*.

(2) On appelle membres expectants ceux qui, liés déjà à une compagnie d'assurance par une police, se sont engagés à faire partie, à l'expiration de celle-ci, d'une caisse locale d'assurances mutuelles.

(3) Canton de *Landivisiau*.

(4) Canton de *Lannilis*.

(5) Canton de *Lanmeur*.

2^o Pour les mutuelles-chevalines, celles de :

Saint-Pol-de-Léon, avec 426 membres et 1.668.496 francs de capital assuré.

Cléder, avec 294 membres et 1.303.700 francs de capital assuré.

Guipavas, avec 248 membres et 1.047.900 francs de capital assuré.

C'est surtout dans le pays du Léon que les mutuelles-bétail sont groupées. Toutes les mutuelles-chevalines en tous cas, ont été formées dans cette région. C'est du reste, la grande région d'élevage. Le canton de Pont-l'Abbé, en Cornouaille, mérite une mention spéciale. Toutes ces communes rurales, au nombre de 11, ont une mutuelle bétail très florissante.

Ces Sociétés assurent généralement à leurs membres de 66 à 80 % de la valeur des sinistres.

Une vingtaine de ces Sociétés groupant ensemble 1.792 membres avec 7 millions et demi de capital assuré, sont réassurées à la Société départementale de réassurance-bétail du Finistère à Landerneau.

Celles du canton de Pont-l'Abbé sont réunies en Fédération, et leurs 11 caisses locales comptent 1.257 membres avec 3 millions et demi de capital assuré. Cette Fédération mérite une étude particulière.

Généralement, les mutuelles établissent le montant des primes annuelles à payer par les adhérents, selon les règles habituelles à l'Assurance. Les frais généraux étant bien moindres, l'avantage est cependant sérieux.

Dans la Fédération de Pont-l'Abbé, les adhérents, au lieu de payer une prime fixe, se répartissent entre eux, à la fin de l'année, le montant des sinistres au prorata du capital assuré.

Si, par exemple, 10.000 francs de sinistres atteignent la Société ayant un million de capital assuré, chaque mutualiste aura à verser un franc par 100 francs assurés.

C'est certainement la forme de la mutualité la plus parfaite, mais les Sociétés qui la pratiquent, doivent être groupées en plus grand nombre possible, pour que le malheur qui frappe une région puisse trouver sa compensation dans l'immunité d'une autre.

D'autre part, l'esprit syndical doit être développé chez les adhérents pour que cette méthode puisse être employée.

L'exemple est encourageant cependant, car la fédération de

Pont-l'Abbé, dirigée par des hommes intelligents et dévoués, fonctionne parfaitement bien.

Les caisses *d'assurance mutuelles contre les accidents du travail agricole*, sont encore peu nombreuses. On n'en comptait guère que 16 au début de l'année 1924 (1). Plusieurs se sont fondées depuis et la loi du 15 décembre 1922 qui engage la responsabilité de l'employeur dans les accidents qui peuvent survenir à son personnel va, sans douter, en augmenter considérablement le nombre. Un propriétaire ou un fermier peut se trouver presque ruiné par la demande d'indemnité d'un travailleur mutilé à son service.

Dans les caisses mutuelles qui existent déjà, citons Briec, avec 83 sociétaires cultivant 2.702 hectares et assurant 500 personnes, et Saint-Pol-de-Léon, avec 146 sociétaires cultivant 1.650 hectares et assurant 500 personnes. Citons également Plabennec où 93 membres assurent 558 personnes.

Les Sociétés d'assurances mutuelles sont loin d'être assez nombreuses dans le Finistère, où cependant d'intéressants résultats ont déjà été obtenus. Le mouvement mutualiste suivra les progrès de l'intelligence et de l'instruction du cultivateur, mais il faudra sans doute bien longtemps avant que règne sur le Finistère cette belle formule, qui doit être la sienne « Un pour tous, tous pour un. »

* * *

III. *Les Sociétés et Syndicats d'élevage.*

Les Associations s'occupent, les unes du cheval, les autres des bovins.

Les Sociétés hippiques sont au nombre de trois, celles de Lesneven, de Saint-Pol-de-Léon et du Sud-Finistère.

Autrefois, l'Administration des haras s'occupait seule de l'élevage chevalin et de l'utilisation des sommes importantes, qui y sont affectées. Mais les haras s'intéressaient surtout aux chevaux propres au service de l'armée, tandis que les éleveurs cherchaient, eux, à obtenir des chevaux pour des fins agricoles. Les éleveurs ont pensé qu'il serait utile d'avoir voix au chapitre et se sont

(1) Le nombre de ces caisses a considérablement augmenté depuis l'époque où nous écrivions ces lignes. En mai 1925, plus d'une centaine de caisses nouvelles avaient déjà été formées.

associés. Aussi ont-ils aujourd'hui à leur disposition une grosse partie des subventions, qui vont à l'élevage hippique. Ces Sociétés organisent notamment deux concours annuels, l'un dans le Sud et l'autre dans le Nord-Finistère. La Société hippique de Lesneven a été subventionnée pour l'organisation du Championnat départemental du cheval de trait.

La Société du Stud-Book du cheval breton, dont le siège est à Landerneau, s'occupe des inscriptions aux livres d'origine. Un Stud-Book avait été ouvert pour le trait en 1890. Cet essai ne dura que quelques années, mais il fut repris en 1910.

Un Stud-Book pour la race postière a été également ouvert en 1911.

Il existe aussi une *Société des raids hippiques du Finistère* subventionnée par le département.

D'autres Sociétés et Syndicats s'occupent des bovins. Citons d'abord *la Société des Eleveurs de la race bretonne pie-noire*, commune au Finistère et au Morbihan et *la Société des Eleveurs de la race armoricaine*, commune aux Côtes-du-Nord, au Finistère et au Morbihan.

Toutes deux ont leur siège à Quimper et ont pour but l'amélioration, la propagation et la défense de ces races.

Des syndicats d'élevage existent dans chaque canton. Ils ont été créés en 1920 pour la plupart, et font partie du plan tendant à l'intensification de la production agricole.

Leur rôle consiste à inscrire au Herd-Book les meilleurs reproducteurs du canton, avec l'aide des délégués de la Société des éleveurs, à tenir les livres zootechniques et à délivrer les cartes de naissances.

Le but du Herd-Book est l'amélioration de la race bovine par un choix raisonné des reproducteurs et par la surveillance de leurs produits. Les bons reproducteurs ne peuvent être connus que par leur descendance au bout de plusieurs générations.

On voit quelle est l'importance de la mission dévolue aux syndicats. Ceux-ci organisent également les concours du premier degré où les commissions itinérantes procèdent à l'inscription des animaux.

Les syndicats organisent aussi le contrôle laitier et mettent de bons reproducteurs à la disposition des éleveurs, soit en en gardant la propriété, soit en la rétrocédant à un cultivateur du canton.

Une organisation solide et rationnelle assure la marche de ces associations. Malheureusement, les cultivateurs ne sont pas assez nombreux dans les syndicats. Ils ne comprennent pas bien l'intérêt du Herd-Book et craignent les déplacements qu'entraînent les concours, dans lesquels ils croient ne pas trouver un bénéfice immédiat.

Il y a là dans ce qui touche à l'Association, toute une éducation du cultivateur à faire.

Ce sont surtout les petits éleveurs, qui font le nombre, qu'il faudrait atteindre, et ce sont eux les plus réfractaires.

Si nous prenons les chiffres du début, en 1920, nous trouvons, dans le syndicat du canton de Scaër, 315 bovins appartenant à 20 éleveurs ; dans celui de Bannalec, 220 bovins à 14 éleveurs ; à Landerneau, 600 bovins appartenant à 50 éleveurs. Dans 14 cantons sur 28, la moyenne des agriculteurs inscrits possède plus de 10 têtes au Herd-Book, ce qui prouve que ce sont surtout les gros éleveurs qui sont entrés dans les syndicats.

C'est, sauf à Plouescat, uniquement dans les cantons de race pie-noire, à Pont-l'Abbé, à Pont-Croix, à Plogastel, que l'inverse s'est produit et que les petits et moyens éleveurs sont en nombre dans ces Associations. Cette situation est préjudiciable à la sélection de la race. L'action des syndicats doit pouvoir s'exercer dans la masse pour qu'un résultat intéressant soit atteint.

Si certains syndicats sont embryonnaires, d'autres ont groupé dès l'origine un contingent important de membres.

Ainsi, celui de Lanmeur a 140 membres possédant 1.100 animaux ; celui de Plouescat, 100 membres ; celui de Carhaix, 85 membres possédant 800 animaux.

Les syndicats d'élevage sont subventionnés par l'État et par le département.

Cette organisation est excellente. Il ne s'agit plus ici d'effort isolé. Un cadre définitif a été créé, mais il faut que la masse des agriculteurs le remplisse.

*
* *

IV. *Les Syndicats et Coopératives agricoles.*

Il est assez difficile de différencier très nettement, dans le Finistère, les syndicats des coopératives. Ces mots, sont, du reste,

employés fréquemment l'un pour l'autre. Il existe, en tous cas, très peu de véritables coopératives.

Les syndicats agricoles du département ont été constitués pour l'étude et la défense des intérêts matériels de leurs membres. Leur rôle consiste à provoquer et favoriser des essais de culture, d'engrais, de semence, à faire connaître et à répandre les instruments agricoles perfectionnés.

Ils émettent aussi des vœux près des pouvoirs publics, dans toutes les questions qui regardent l'Agriculture.

L'éducation scolaire et post-scolaire agricole, l'amélioration de la production par de meilleures méthodes de travail, rentrent également dans leurs attributions.

Enfin, certains d'entre eux constituent de véritables coopératives d'achat et même de vente. Ils se chargent, en s'adressant directement au producteur, de procurer à leurs adhérents des engrais, des instruments, des semences, et, généralement, tout ce qui est nécessaire à l'exploitant au point de vue agricole.

Ils se chargent encore parfois de la vente directe et sans intermédiaire des produits agricoles de leurs adhérents.

Les syndicats agricoles sont au nombre de 103 dans le Finistère.

Ce nombre est assez important, bien qu'il soit susceptible encore de beaucoup d'extension, mais il faut remarquer qu'un certain nombre de ces syndicats sont embryonnaires, créés dans un but politique et ne groupant que tout nominalement une partie infime des cultivateurs d'une commune.

La plupart de ces syndicats sont affiliés à l'Union des *Syndicats agricoles du Finistère*, dont le siège est à Landerneau et qui est dirigée avec un incontestable dévouement par M. Hervé de Guébriant. Bien que les tendances conservatrices qu'on prête à tort ou à raison à cette Union aient déplu à beaucoup de cultivateurs, ceux-ci ont dû pourtant y adhérer, à défaut d'une autre organisation englobant l'ensemble du département.

A cette union de Syndicats s'ajoute un « Office Central » qui s'occupe des fournitures aux diverses associations affiliées et de la vente des produits de leurs membres. Ces deux organes forment avec ceux qui s'occupent des Mutuelles, un ensemble qui englobe à peu près tous les genres d'Associations agricoles.

Des syndicats dissidents existent cependant. Deux d'entre eux sont particulièrement forts et viables, malgré la lutte acharnée que

l'Union mène contre eux, parce qu'anciens, bien dirigés et ayant rendu de réels services, peut-être aussi parce que complètement neutres au point de vue politique et religieux.

Le Syndicat des Agriculteurs de l'arrondissement de Quimperlé, que dirige M. Le Gall, date de 1884. Jusqu'à la guerre, il comptait à peu près 500 adhérents et éprouvait de grosses difficultés du fait de l'hostilité des commerçants.

Après la guerre, une nouvelle direction lui donnait une impulsion vigoureuse. De 500 membres en 1919, il passait à 1.400 en 1920 et à 2.400 en 1923. Son rayon d'action est limité à l'arrondissement de Quimperlé, mais son importance est grande dans cette région. Presque tous les cultivateurs dirigeant une exploitation de quelque importance en font partie. De même que l'Union de Landerneau, le Syndicat de Quimperlé, s'est adjoint une coopérative « La Rurale Sud-Finistère » dont le chiffre d'affaires est considérable.

Le Syndicat du Canton de Pont-l'Abbé, de moindre importance, est également florissant. Il a été créé, en 1913, et compte aujourd'hui 541 membres. Il étend son action sur tout le canton de Pont-l'Abbé, et, depuis la fin de l'année 1924, sur une partie du canton de *Plogastel-Saint-Germain*. Le Syndicat n'a pas de coopérative distincte. Il se charge cependant de procurer à ses membres tout ce qui est nécessaire à l'exploitation de leur ferme et il assure également l'écoulement de leur production. Le syndicat est dirigé par un Conseil d'Administration, de 14 membres, tous cultivateurs, ayant à sa tête un directeur chargé de l'administration commerciale, qui est M. Le Corre.

Il met directement en rapport les producteurs avec les marchands anglais, qui viennent s'approvisionner dans les petits ports de Loctudy et de Pont-l'Abbé. On lui a reproché à tort ou à raison d'avoir fait alliance pour la vente des pommes de terre, avec les marchands en gros et de n'avoir pas essayé de se substituer à eux. La vérité est que le Syndicat de Pont-l'Abbé a réussi, en n'attaquant pas les puissants négociants déjà installés dans la région, à s'épargner la dure période de lutte qui marque les débuts de tous les syndicats et leur est souvent fatale.

En tous cas, le syndicat fonctionne à la satisfaction des intéressés et a beaucoup fait pour le progrès agricole de sa région.

Un mot maintenant des coopératives agricoles. Il n'existe dans

le Finistère que trois associations qui revendiquent ce titre. Nous avons déjà parlé de deux d'entre elles l'*Office central de Landerneau* et la *Rurale Sud-Finistère*. La troisième est la coopérative de vente, *La Bretonne*, de Saint-Pol-de-Léon et Roscoff.

L'*Office central de Landerneau* a été créé le 16 septembre 1911, C'est lui qui procure aux syndicats affiliés à l'Union, les denrées. et les machines qui leur sont nécessaires. C'est lui qui, au besoin, se charge également de l'écoulement de la production de leurs membres. Il possède un capital de 640.800 francs. Son chiffre d'affaires a été, en 1923, de 7.937.919 fr. 40 pour 13.500 adhérents.

La Rurale Sud-Finistère joue dans l'arrondissement de Quimperlé, le rôle même de l'Office central dans le reste du Finistère. Son activité est relativement bien plus grande que celle de l'*Office Central*, puisqu'en 1923, pour 2.400 adhérents seulement, son chiffre d'affaires s'est élevé à 2.000.000 francs.

La Bretonne, dont le siège est à Saint-Pol-de-Léon, est la plus ancienne coopérative du Finistère. Sa prospérité est grande et son histoire est particulièrement intéressante à étudier.

Vers 1900, la culture maraîchère prenait dans la région de Saint-Pol et de Roscoff, une extension qui n'a fait qu'accroître depuis. Les produits maraîchers étaient vendus à des négociants, qui expédiaient leurs achats vers l'Angleterre, la Rhénanie, la Belgique et la Hollande.

Les cours normaux, au début, grâce à la concurrence, baissèrent rapidement à la suite d'une entente entre les négociants.

C'est alors que se créa, en 1909, le *syndicat rural du Léon*, dont le but, purement professionnel, était la lutte contre l'intermédiaire, mais qui n'effectuait ni la vente, ni l'achat des produits agricoles.

Cette lutte amena les producteurs à former la coopérative *La Bretonne*, dont le directeur fut M. Berest, fils d'un négociant et très au courant des affaires commerciales. *La Bretonne*, à ses débuts en 1910, avait 30 membres et un capital de 20.000 francs.

Énergiquement combattue par les courtiers et négociants, elle eut des hauts et des bas, et dut, pendant la guerre, faire appel au Crédit agricole.

Actuellement, sa situation est bonne. Le nombre de ses adhérents est de 50 et son chiffre d'affaires, en 1923, a été de 1.800.000 f. Elle a lié partie avec l'*Union des maraîchers d'Angers* qui, écoulant ses produits à une époque différente de l'année, a pu la faire bénéficier de sa clientèle.

Elle a des entrepôts, un personnel de 15 ouvriers auxiliaires. Elle manipule et vend particulièrement en *Angleterre*, la production de ses membres, à qui elle procure, d'autre part, ce qui peut intéresser leur exploitation.

Elle a joué, dans la région, un rôle intéressant de stabilisation des prix.

Le nombre des coopératives est donc peu considérable dans le Finistère et leur rayon d'action est relativement peu étendu.

On ne trouve pas, par exemple, dans ce département, de grand élevage bovin, ces coopératives laitières, qui sont si importantes dans les Charentes.

C'est que la grosse culture est rare et qu'il est beaucoup plus difficile de réunir pour une action commune des petits exploitants nombreux et dispersés.

C'est aussi que la gestion d'une coopérative est très délicate et qu'il est souvent impossible de leur trouver des directeurs assez dévoués ou assez compétents.

Enfin, les cultivateurs sont encore mal préparés à cette nouveauté. L'esprit syndical n'est pas développé en eux. Il leur arrive, par exemple, de vendre à des négociants leurs produits de choix, réservant pour la coopérative, ceux de qualité défectueuse.

Ces difficultés sans nombre que présente la direction de ces associations, les capitaux à engager, les froissements inévitables entre dirigeants et membres, sont les causes de cette carence.

Celle-ci est, du reste, compensée jusqu'à un certain point par le fait que les syndicats se comportent presque tous comme des coopératives d'achat et quelques-uns comme des coopératives de vente.

Examinons maintenant quel a été le rôle des syndicats et ce qu'il devrait être, les progrès accomplis, grâce à eux, et, comment leur action pourrait s'étendre.

Au point de vue moral, ils sont chargés de la défense des intérêts corporatifs, mais leur voix ne pourra se faire entendre utilement que quand ils cesseront d'être, en quelque sorte, des « enfants perdus » et qu'ils représenteront la masse des paysans.

C'est alors seulement qu'ils pourront faire l'œuvre d'éducation nécessaire, en organisant des conférences avec l'aide de professeurs d'agriculture, en répandant des tracts, en essayant, en somme, par tous les moyens, de faire de leurs membres des agriculteurs éclairés et solidaires.

Pour l'accomplissement de cette tâche, le champ syndical de démonstration ou d'essais comparatifs, est de première utilité. La parole passe, les faits s'imposent. Un certain nombre de syndicats dans le Finistère ont compris cette nécessité et ont entrepris toutes sortes de travaux. Des démonstrations destinées à vulgariser l'emploi des engrais, à montrer les effets salutaires du traitement du blé et des pommes de terre y sont pratiquées. On y met à l'épreuve à Quimperlé, notamment, les machines nouvelles. C'est dans ses champs d'expérience, que le syndicat de Pont-l'Abbé a fait l'essai démonstratif des cultures d'artichauts et de choux-fleurs qu'il voulait répandre dans le pays. Enfin, l'enseignement scolaire et post-scolaire agricole, pourrait utiliser avec profit le champ syndical.

Le syndicat, d'autre part, doit devenir une sorte de club avec salle de réunion, où les cultivateurs pourront se rencontrer, prendre contact et où les journaux agricoles seront mis à leur disposition.

Au point de vue plus spécialement utilitaire, le rôle du syndicat est triple. Il doit permettre à ses membres d'acheter, de produire et de vendre le plus économiquement possible.

Presque tous les syndicats sont des coopératives d'achat. Procurer des engrais à meilleur compte et en répandre l'usage, a été la première préoccupation de tous les syndicats. Certains y ont merveilleusement réussi. C'est ainsi que celui de Quimperlé a livré en 1922 un total de 5.000 tonnes d'engrais à ses membres. Le syndicat de Douarnenez fait venir annuellement 4.000 sacs de superphosphate. Il vend, entre autres, un certain nombre de tonnes de nitrate et de sulfate d'ammoniaque, engrais tout à fait inconnus dans la région autrefois.

Une circulaire est adressée à tous les adhérents qui font leurs commandes et qui viennent retirer leurs engrais au siège du syndicat, dès l'arrivée de la marchandise.

Le rôle des syndicats au point de vue engrais, a été triple. Ils ont stabilisé les prix, bien que vendant seulement une petite partie des engrais qui sont employés ; ils ont concouru à la répression des fraudes, dont les cultivateurs étaient jadis si souvent victimes, en examinant la marchandise livrée et en vérifiant les dosages. Ils ont enfin répandu l'emploi des engrais et en ont fait connaître de nouveaux, notamment les engrais composés renfermant les trois éléments nécessaires à la vie des plantes.

Les syndicats ont aussi exercé une utile influence sur la culture,

en développant le machinisme. Achetant les machines en gros, ils ont pu les céder à leurs membres à meilleur compte. D'autre part, en s'adressant à l'O. D. A., ils bénéficient d'une importante ristourne sur les prix de certaines machines, dont l'usage est à répandre. Ils en gardent fréquemment, en ce cas, la propriété et les prêtent à leurs membres. C'est surtout vers l'emploi des trieurs et des pulvérisateurs, que s'est tournée leur activité.

Le rôle des syndicats à ce point de vue, doit encore s'étendre. Il est certain qu'un petit exploitant peut difficilement faire les frais nécessaires à l'achat des appareils et des machines qu'exige la technique moderne et dont le prix est trop élevé pour un seul. Réunis à plusieurs, la chose devient facile. Les syndicats doivent devenir de petites sociétés d'achat en commun de machines agricoles. Il y a là, une grande tâche à accomplir et qui ne peut l'être que par l'association.

Les syndicats vendent encore à leurs membres des semences sélectionnées, du son, des tourteaux, des produits insecticides et anti-parasitaires. Certains même, vendent à leurs adhérents des marchandises destinées à leur usage personnel : du vin, des vêtements. C'est aller un peu loin. Une tâche trop vaste est encore à accomplir au point de vue agricole, pour que les syndicats s'improvisent ainsi coopératives de consommation.

Nous avons déjà signalé que certains syndicats s'étaient adjoint des coopératives de vente de produits du sol. Certains autres, sans organe adjoint, pratiquent les mêmes actes de commerce. *Le syndicat des fermiers fraisiéristes de Plougastel-Daoulas*, fondé en 1906, s'occupe de la vente en commun des fraises et des petits pois produits par ses adhérents. Sa prospérité fut rapide, puisque, ayant 159 membres à l'origine, il en comptait 250 en 1911 (1). Sa marque syndicale F. F. est très estimée sur certains marchés, notamment en Angleterre.

Le Syndicat du canton de Pont-l'Abbé exporte également en Angleterre, les pommes de terre produites par ses membres.

On voit, par cet exposé rapide, l'importance déjà prise par les syndicats et coopératives agricoles dans le Finistère. Ils ne font, en réalité, qu'une très petite partie des affaires, mais ils empêchent les commerçants de vendre trop cher le matériel agricole et les engrais. Leur action, d'ailleurs, contrairement à l'opinion com-

(1) E. PICAUD, *op. cit.*

mune, n'est nullement préjudiciable au commerce, car ils développent considérablement la consommation, et celui-ci en profite par contre-coup.

Les syndicats d'achat s'étendront certainement beaucoup dans les prochaines années.

Quant aux coopératives de ventes, elles se heurtent à trop de difficultés pour qu'on puisse espérer les voir dominer la production dans un avenir rapproché.

En tous cas, une évolution complète se dessine. Tous nos correspondants nous ont signalé l'adhésion enthousiaste de nombreux cultivateurs aux œuvres mutuelles et syndicales. Ils nous ont aussi signalé, avec trop d'unanimité pour qu'on puisse le passer sous silence, le grand danger qui menace l'avenir de l'Association, l'intrusion de la politique dans les syndicats.

On a vu des choses lamentables dans le Finistère, par exemple, des syndicats embryonnaires, créés par des hommes sans aucune connaissance agricoles, dans un but purement politique ou confessionnel, éloigner de l'association les cultivateurs sérieux.

On a vu des syndicats indépendants, puissants et occupant une place considérable dans leur région, perdre une partie de leurs membres, fermiers ou petits propriétaires, qui étaient menacés de ruine s'ils résistaient aux injonctions de personnes acharnées à la poursuite d'un but uniquement politique ou confessionnel.

Un syndicat, pour vivre dans ces régions, où la lutte des idées est si âpre, doit être neutre. La politique et la religion n'ont rien à voir avec l'agriculture.

* * *

Quelques autres associations existent encore.

Les Comices agricoles, qui existaient avant la guerre dans presque tous les cantons, ont été supplantés presque partout par les syndicats d'élevage. Ils ne sont plus guère actifs que dans les cantons de Plogastel-Saint-Germain, Douarnenez, Pont-Croix et Plabennec, où leur réunion coïncide du reste toujours avec celle du concours organisé par le syndicat d'élevage.

Fête traditionnelle de l'agriculture, le Comice réunit les cultivateurs d'un canton et les met en rapport. De plus, il récompense un certain nombre des produits et des catégories d'animaux qui ne rentrent pas dans le cadre des concours du Syndicat.

Un *Syndicat apicole de Bretagne* s'est formé récemment à *Brest*. Il comptait 66 membres lors de sa formation et a pour objet l'étude des questions intéressant les abeilles et la recherche des débouchés avantageux pour les produits apicoles.

Le 25 novembre 1923, s'est également constitué à *Landerneau*, sous la dénomination de *Fédération laitière des Syndicats agricoles du Finistère*, une organisation qui a pour objet de moraliser les marchés du lait, protégeant aussi bien les producteurs conscients que les consommateurs.

*
* *

De cet exposé rapide, il semble résulter que l'Association tient une assez large place dans l'activité agricole du Finistère. Malheureusement, on doit constater que c'est surtout en surface. Il reste bien des Associations à créer et il y a beaucoup à faire pour donner une vie réelle et une ampleur suffisante à celles qui existent.

Dans cette matière, du reste, comme dans presque toutes celles que nous avons étudiées dans cet ouvrage, le Finistère est en pleine évolution. La nouvelle génération, celle de la guerre, a vu les régions les plus évoluées du département, recevoir déjà la récompense de leurs efforts. L'agriculteur est un peu méfiant, il veut voir pour croire. Les premiers résultats acquis sont fort intéressants. Nul doute que dans un avenir très proche, le département comme tant d'autres en France, saura tirer de l'Association, la somme considérable de bénéfices qu'elle peut procurer.

CHAPITRE II

L'enseignement agricole

I. — Dans le passé.

- 1^o L'école d'agriculture du Lézardeau
- 2^o La ferme école de Kerwazek.

II. — Dans le présent.

A) L'enseignement public.

- 1^o L'enseignement primaire agricole ;
- 2^o L'enseignement postcolaire agricole ;
- 3^o Heureuses initiatives de quelques instituteurs ;
- 4^o L'école pratique de laiterie de Kerliver ;
- 5^o L'école d'agriculture de Bréhoulou.

B) L'enseignement privé.

- 1^o L'école d'agriculture du Nivot ;
- 2^o L'école d'enseignement agricole ménager de Le Trévoux.

C'est au Gouvernement de la République que revient l'honneur d'avoir institué et organisé en France l'enseignement de l'Agriculture.

Sans compter la législation antérieure, la loi du 2 août 1918 constitue la charte de notre enseignement agricole ; elle prévoit l'enseignement à toute la jeunesse rurale, garçons et filles, adolescents et adultes.

Malheureusement l'enseignement postcolaire agricole organisé par cette loi ne produit que très lentement ses effets dans le Finistère et cependant ces populations sont avides de s'instruire, mais ce besoin d'instruction que la mère de famille ressent pour son fils ou pour sa fille va surtout aux connaissances primaires qu'on puise à l'école du village. Un vieux proverbe breton dit qu'il est préférable d'instruire son enfant que de lui amasser du bien.

L'intensification de la production agricole est le moyen le meil-

leur d'assurer la rénovation économique de notre pays et de faire baisser le coût de la vie.

Mais pour tirer de l'exploitation de la terre le maximum de profit, il ne suffit pas de suivre les voies routinières, de bien connaître la pratique de son métier, de savoir labourer, herser, semer, faner et moissonner, il faut encore connaître les besoins des plantes, l'emploi judicieux et rationnel des engrais et les exigences des animaux de la ferme. D'où la nécessité d'un enseignement agricole à la fois théorique et pratique, où la théorie éclaire la pratique et où la pratique fortifie la théorie.

I. — DANS LE PASSÉ

1^o *L'Ecole d'agriculture du Lézardeau.*

Il serait injuste de parler de l'enseignement agricole et ménager tel qu'il est distribué dans le présent, sans évoquer l'école d'agriculture du Lézardeau et sans rappeler les services éminents qu'elle a rendus à notre département et surtout aux agriculteurs de la région de Quimperlé.

L'École pratique d'agriculture et d'irrigation du Lézardeau a pour origine l'externat agricole créé par décision du Ministre de l'Agriculture en date du 20 mai 1859 sur la propriété du comte Du Couédic, au Lézardeau, près de Quimperlé.

L'école ayant pris rapidement une sérieuse activité, fut installée en 1867 dans des bâtiments neufs, construits aux frais du comte du Couédic et que l'État prit à loyer, la convention intervenue entre l'État et M. du Couédic expirant le 29 octobre 1881.

En vertu d'un arrêté du Ministre de l'Agriculture en date du 29 juillet 1881 et conformément à la décision prise par le Conseil Général du Finistère dans sa séance du 27 avril précédent, l'école d'irrigation fut alors agrandie et devint l'*École Pratique d'Agriculture et d'Irrigation du Lézardeau*, destinée, suivant les termes mêmes du programme officiel « à donner une bonne instruction professionnelle aux fils de cultivateurs, propriétaires ou fermiers et, en général, aux jeunes gens se préparant à la carrière agricole, ainsi qu'à former des agents spéciaux pour les travaux d'irrigation et de drainage ».

A partir de cette date, l'établissement comprit, outre le domaine proprement dit du Lézardeau, les fermes contiguës de Kerveuzec

et de Kermagout, soit une superficie totale de soixante-sept hectares. M. Baron en devint le fermier, en même temps que le Directeur de l'école.

La durée du cours était de deux années. Un certificat d'instruction était délivré aux élèves ayant subi avec succès l'examen final.

L'État entretenait six boursiers. le département du Finistère quatre. Le personnel enseignant, rétribué par l'État, comptait deux professeurs, deux maîtres, un vétérinaire, un chef de pratique agricole, un chef de pratique jardinier.

De 1882 à 1908, trois cent seize élèves, dont deuxcentsoixante-quatorze du Finistère, sont passés par cette école.

La disparition de cette école a été la conséquence du Décret du 19 janvier 1904, aux termes duquel, dans les établissements de cette espèce, l'État cesserait de prendre à sa charge les dépenses de location des bâtiments scolaires.

A plusieurs reprises, le rétablissement de cette école a été demandé, notamment par le Conseil Général du Finistère et par l'Association des anciens Élèves du Lézardeau. Il était juste d'adresser un souvenir ému à cette école. Elle a formé des élèves qui se sont placés d'emblée à la tête des agriculteurs finistériens les plus réputés, et, elle a été notamment la cause du développement particulier du machinisme agricole dans la région de Quimperlé.

2^o La ferme-école de Kerwazek

Il y a lieu de mentionner la ferme-école de Kerwazek, dirigée sous le Second Empire par M. Louis de Kerjégu, Conseiller général, ancien député, Président de la Société d'Agriculture de l'arrondissement de Brest et du Comice de Châteauneuf-du-Faou.

M. de Kerjégu rend compte dans une brochure publiée en 1870 du régime et des travaux de l'école qui comprend de vingt à vingt-quatre élèves :

« L'enseignement y est gratuit, rien ne se paie, ni les livres, ni le papier, ni le médecin, ni même le raccommodage du trousseau. Bien plus, après avoir été nourri aussi bien et même mieux que ne se nourrit la classe rurale riche du pays, après avoir façonné son bras au maniement des outils et pris part à tous les travaux de l'exploitation, après avoir chaque jour reçu durant une moyenne de deux heures, et souvent de trois, des explications, des leçons élémentaires, mais appliquées à ses travaux, le jeune homme,

au bout de deux ans, passe un examen, et, s'il fait preuve d'un savoir suffisamment complet, il emporte, outre son instruction gratuite, trois cents francs que lui donne l'État.

« Le Directeur ou le sous-Directeur fait un cours sur le sol, sur les moyens de l'améliorer avec ou sans addition de substances, sur le drainage et l'irrigation, sur les amendements et sur les engrais, sur les instruments, les labours, les divers procédés économiques de culture, sur la culture des plantes, sur la physiologie végétale, les pépinières, la culture maraîchère, la taille des fruitiers, sur les assolements, l'arithmétique jusqu'à l'arpentage, sur la comptabilité. »

« Le professeur vétérinaire fait un cours par semaine sur l'hygiène, les soins à donner au bétail.

« Un chef de pratique accompagne l'élève dans tous les travaux.

« Les travaux sont tous exécutés, les animaux soignés par les élèves — il n'y a point en effet d'autres agents qu'eux sur le domaine. »

II. — DANS LE PRÉSENT

A) *L'Enseignement public.*

° 1^o *L'Enseignement primaire agricole.*

Sur l'initiative de M. Georges LE BAIL, Député et Conseiller général du canton de Plogastel-Saint-Germain, un concours d'enseignement agricole et ménager avait été institué plusieurs années avant la guerre entre les élèves, garçons et filles, des écoles publiques du canton.

Chaque année, après l'examen du certificat d'études, les meilleurs élèves des deux sexes, conduits par leurs maîtres et leurs maîtresses, se réunissaient à l'école du chef-lieu et composaient sur des questions d'utilité pratique.

Tandis que l'inspecteur, les maîtres et les maîtresses, les délégués cantonaux et les amis de l'école laïque se réunissaient en un banquet fraternel à l'issue du concours, une abondante collation était servie aux enfants.

Cette tradition, interrompue par la guerre, a été depuis reprise et généralisée.

Dans le *Bulletin de L'Enseignement Primaire* de mars 1923, M. l'Inspecteur d'Académie annonçait dans ces termes cette

renovation : « Bien qu'il y ait déjà dans le programme de l'école primaire une partie consacrée aux enseignements agricole et ménager, qui trouvent leur sanction à l'examen du certificat d'études, il nous paraît nécessaire de renforcer ces enseignements auprès de certains élèves choisis ; cela nous permettrait d'assurer, dès l'école primaire, un bon recrutement dans nos cours post-scolaires agricoles et ménagers, où les élèves ayant pris le goût des choses de la terre, viendront presque naturellement compléter leurs premières notions. D'autre part, nous aurons là un certain nombre de candidats que nous pourrions orienter vers les écoles spéciales d'agriculture et les écoles ménagères. »

D'où le programme d'enseignement agricole ménager, en vue d'un concours à deux degrés, entre les élèves des écoles primaires élémentaires du Finistère.

Grâce à une subvention importante, qui a été généreusement octroyée par l'Office départemental agricole, les élèves qui seront classés en tête de ces concours recevront des prix en nature ou en argent.

Le programme d'enseignement ménager comprend pour les filles : l'économie domestique, l'hygiène de la personne et de l'habitation, la ferme (étable, laiterie, poulailler, clapier), le jardin (légumes et fleurs).

L'enseignement agricole pour les garçons comprend :

- 1^o L'hygiène à la ferme ;
- 2^o La zootechnie ;
- 3^o Les plantes ;
- 4^o Les engrais et amendements.

2^o L'Enseignement post-scolaire agricole

Des cours d'enseignement post-scolaire agricole et ménager ont été organisés dans le département du Finistère, conformément à la loi du 2 août 1918.

Le nombre des cours prévus avait été de trois pour les garçons et de trois pour les filles. Il a été maintenu à trois pour les filles et ramené à deux pour les garçons.

Des subventions ont été accordées par le Conseil Général du Finistère et par l'O. D. A.

Les cours ont été fréquentés au total par une centaine d'élèves.

Il est impossible d'être fixé quant à présent sur l'avenir qui est réservé à ces cours.

Il y a lieu de signaler cependant les cours d'enseignement post-scolaire agricole de Plobannalec et de Tréguennec dus à l'heureuse initiative de MM. Querné et Le Tellier, instituteurs.

A Plobannalec, notamment, vingt-trois jeunes gens se sont fait inscrire pour suivre les conférences. En dehors du programme général des cours, le maître s'est livré à des expériences et à des démonstrations portant sur la destruction des mauvaises herbes dans les cultures de blé par l'acide sulfurique et sur le traitement des pommes de terre par les bouillies cupriques.

Le maître s'est également livré, dans le champ d'expériences de l'école, à la culture de vingt-quatre variétés de graminées et de légumineuses entrant dans la composition des prairies naturelles et artificielles. Il a procédé à des essais comparatifs d'engrais pour la culture de la pomme de terre, s'est occupé d'arboriculture fruitière et a entrepris, pour l'instruction des élèves, d'accord avec M. Le Tellier, un voyage à Roscoff, où maîtres et élèves ont étudié sur le vif les cultures de pommes de terre, d'artichauts et de choux-fleurs.

Depuis ce voyage, ils ont amené les cultivateurs du pays à s'adonner à la culture des artichauts qui ont, dès la première année, donné des résultats satisfaisants.

3^o *Heureuses initiatives d'instituteurs.*

Tandis qu'à Plobannalec et à Tréguennec des maîtres dévoués se faisaient les propagandistes ardents du progrès agricole par l'éducation post-scolaire, d'autres instituteurs dans la région de la Montagne répandaient le goût de l'arboriculture et enseignaient les méthodes du reboisement.

L'un d'eux, M. Grall, de La Feuillée, s'est toujours efforcé de faire bien comprendre à ses élèves l'urgente nécessité de reboiser les pentes si dénudées de la Montagne d'Arrée.

Avec le concours de l'Administration des Eaux et Forêts, il a pratiqué lui-même et il a fait opérer avec succès :

- 1^o Des semis de pin maritime dans les landes incultes ;
- 2^o Des repiquages de pin sylvestre, les plants étant pris dans ses pépinières ou fournis par l'Administration des Eaux et Forêts ;
- 3^o Des plantations de hêtres et de chênes, de sapins et de sycomores.

Sous les auspices et grâce à une légère subvention du Touring Club, M. Grall a fait fonctionner une « Société Forestière » scolaire et post-scolaire, pour solliciter, recevoir, classer et distribuer gratuitement les plants ou les graines concédés et achetés.

Ces plantations, qui sont appelées à devenir la source d'importants bénéfices, servent d'abri aux habitations et aux labours qu'elles protègent contre les vents violents du Nord-Ouest.

Malheureusement, cette initiative heureuse se heurte à la routine invétérée des populations et le reboisement de la montagne n'est encore qu'amorcé.

A Spézet, M. Scouarnec, directeur d'école, fait à ses élèves depuis longtemps des leçons de science appliquées à l'agriculture.

Lors de son arrivée dans la commune, il n'y avait à Spézet que deux ou trois jardins potagers et fruitiers. Le maître a montré par son exemple, en transformant lui-même le terrain nu annexé à son nouveau bâtiment scolaire, qu'un tel terrain méthodiquement travaillé peut devenir un excellent jardin.

Aujourd'hui, grâce à son exemple et à sa propagande acharnée, toutes les fermes et toutes les chaumières de la commune cultivent des jardins, grands ou petits.

Ce novateur entreprenant a fondé une Société de propagande « Le Verger ». Il a lancé la culture du pommier, qui se fait aujourd'hui sur une vaste échelle, apprenant à ses élèves à créer et à entretenir les pépinières, à planter, greffer, tailler les pommiers et les autres arbres fruitiers. Il a complété cet enseignement pratique par la vulgarisation des meilleurs procédés destinés par leur hygiène bien entendue à améliorer la fabrication du cidre.

4^o L'École pratique de laiterie de Kerliver (Hanvec)

Olivier de SERRES a dit que la femme est l'âme de l'agriculture et notre vieux MONTAIGNE, très au courant de l'importance de l'éducation dans un pays, écrivait les lignes suivantes dans ses *Essais* (livre III, chapitre XII) : « La plus utile et honorable science et occupation à une mère de famille, c'est la science du ménage... je requiers d'une femme mariée, au-dessus de toute autre vertu, la vertu économique... »

C'est la même pensée qui inspirait M. Dehaies de Montigny lorsque, par testament olographe du 16 octobre 1878, il instituait la commune de Hanvec sa légataire universelle, à charge de

créer au château de Kerliver une école où les jeunes filles de la commune recevraient gratuitement une instruction en rapport avec l'existence qu'elles doivent mener à la campagne. « Je désire, a écrit le testateur, qu'elles apprennent gratuitement tout ce qu'une femme de la campagne doit savoir, à commencer par le français et y compris les soins à donner aux malades et tout ce qui est nécessaire pour en faire de bonnes maîtresses de maison et pour que ces jeunes filles apportent en rentrant dans leur famille, en sus de ce qu'elles auront appris, des habitudes d'ordre, de propreté, de conduite, de tenue du ménage et des principes de moralité, dont elles donneront à leur tour l'exemple. »

On ne saurait mieux dire et la volonté de cet homme de bien a été réalisée : l'école primaire agricole, créée selon les clauses dudit testament, a été ouverte le 3 mars 1884.

Depuis lors, les jeunes filles de la commune de Hanvec sont admises à Kerliver à l'âge de douze ans pour y recevoir, pendant trois années, une éducation et une instruction conformes aux désirs manifestés par son créateur.

En 1888, la prospérité de l'établissement a inspiré l'idée de le développer en l'ouvrant à des élèves étrangères à la commune et en lui adjoignant un enseignement technique de la laiterie.

A la suite de négociations engagées entre l'État et la commune, une école de laiterie fut annexée à l'établissement par arrêté ministériel d'avril 1890, sous le nom d'« École pratique de Kerliver ».

Elle est destinée à donner une bonne instruction professionnelle aux filles de cultivateurs, fermiers ou propriétaires.

Les élèves sont reçues à l'âge de quatorze ans au moins après un examen permettant de juger leurs aptitudes et leur degré d'instruction.

Depuis 1897 l'école a toujours compté vingt-six élèves ; en raison de l'exiguité des locaux ce nombre ne peut être dépassé.

La durée des études est d'un an. L'enseignement est à la fois théorique et pratique. L'enseignement théorique embrasse les cours et matières ci-après :

- 1^o Technologie laitière ;
- 2^o Économie domestique ;
- 3^o Agriculture ;
- 4^o Hygiène des animaux domestiques ;
- 5^o Hygiène des hommes et premiers soins aux malades ;
- 6^o Instruction primaire complémentaire.

L'enseignement pratique comprend le contrôle du lait, l'écémage par le repos et l'écémage centrifuge, la préparation du beurre et de plusieurs sortes de fromages, l'emballage des produits, le nettoyage des locaux et des appareils, la tenue de la maison, les travaux à l'aiguille, des notions de cuisine, de blanchissage, de repassage, les soins à la basse-cour et des applications au jardin.

Ajoutons que l'étendue du domaine de Kerliver est de quarante-quatre hectares, les bâtiments de l'école admirablement situés sur une hauteur et bien aménagés, remplissant les conditions les meilleures d'hygiène et de salubrité.

L'enseignement de l'école est bien en harmonie avec les besoins de la région, aussi la plupart des anciennes élèves sont restées attachées à la culture, et, une fois mariées, secondent intelligemment leurs maris dans l'exploitation de la ferme où elles se font remarquer par leur esprit d'ordre et de propreté et la mise en pratique des notions d'hygiène apprises à l'école.

5° L'Ecole d'Agriculture de Bréhoulou-en-Fouesnant.

Cette école, qui vient combler le vide laissé dans le département par la disparition de l'École du Lézardeau, a commencé à fonctionner le 1^{er} décembre 1924. Elle est appelée à un bel avenir. Toute neuve et rationnellement aménagée dans toutes ses parties, elle est située dans un pays de remarquable fertilité, que favorise un climat d'une douceur exceptionnelle et d'un charme très prenant.

L'école d'agriculture de Bréhoulou a été créée par délibération du Conseil Général et par arrêté ministériel. Elle est installée sur le domaine légué à cet effet par M. Buzaré. Ce domaine est situé sur la commune de Fouesnant et à cent mètres du bourg ; il a une superficie de terre cultivée de quarante hectares.

En créant cette école, le but du Conseil Général a été de donner une bonne instruction professionnelle à des jeunes gens qui deviendront agriculteurs. L'école recevra surtout des élèves, fils de cultivateurs du Finistère, qui continueront la carrière de leurs parents, feront des agriculteurs intelligents et compétents capables de donner un nouvel essor à l'agriculture départementale.

L'enseignement est à la fois théorique et pratique.

L'enseignement théorique correspond à celui des écoles primaires supérieures, mais avec une adaptation aux applications de

l'agriculture. Il comprend des cours de français, de mathématiques appliquées, de sciences physiques, chimiques et naturelles, de technologie, d'agriculture, de zootechnie, de génie rural, d'horticulture et des notions élémentaires sur la sylviculture.

L'enseignement pratique comprend les travaux pratiques manuels à la ferme, l'administration de la ferme, la conduite d'expériences sur les améliorations à apporter aux cultures de la région, la visite des meilleures exploitations, les travaux pratiques manuels au jardin, les travaux du bois et du fer.

La durée des études est de deux ans ; à la fin de la deuxième année, les élèves qui ont obtenu des notes moyennes satisfaisantes pendant leur séjour à l'école et lors des examens de fin d'année, reçoivent un diplôme.

Ajoutons que vingt-quatre candidats appartenant à toutes les régions du Finistère ont été reçus à l'examen d'entrée.

B) *L'Enseignement privé de l'Agriculture.*

1^o *L'École d'Agriculture Charles Chevillotte, du Nivot, en Lopérec.*

L'école du Nivot, legs de M. Chevillotte, s'étend sur deux communes, Lopérec et Brasparts, et couvre une superficie de 425 hectares.

L'école est destinée, suivant le vœu de son fondateur, à donner une formation religieuse, professionnelle et sociale, aux jeunes gens qui veulent acquérir les connaissances scientifiques et pratiques nécessaires à l'exploitation intensive et rationnelle d'un domaine rural.

Le cours de religion est confié à un aumônier ; des maîtres diplômés sont chargés des cours professionnels, des travaux pratiques à exécuter dans les champs, les prairies, les vergers, etc., et des soins particuliers à donner aux animaux de la ferme.

La cuisine, la lingerie et l'infirmerie sont confiées à trois religieuses.

L'école du Nivot a en ce moment quarante-deux élèves ainsi répartis :

Treize au cours préparatoire ;

Vingt au cours agricole de première année ;

Neuf au cours agricole de deuxième année.

L'école Chevillotte a sous culture environ cinquante hectares.

Le personnel enseignant comprend un directeur et quatre professeurs dont deux ingénieurs agronomes.

2° Cours d'Enseignement ménager agricole de Lanorgard (Le Trévoux).

Son but est de donner à des jeunes filles appartenant à des familles rurales l'instruction agricole et ménagère qui les prépare à leur rôle de fermières et à leurs devoirs de mères de famille.

Le cours est fait dans l'établissement de Lanorgard qui comprend une installation et une exploitation de quelques hectares.

Le programme, qui se compose à la fois d'un enseignement théorique et pratique, comprend les matières suivantes : cours de cuisine, couture, coupe, blanchissage, repassage ; cours d'économie domestique, d'horticulture, d'agriculture, tenue de la ferme ; cours de médecine pratique et d'hygiène ; cours de droit usuel.

Les conditions d'admission sont les suivantes : être âgée de quinze ans et avoir le certificat d'études primaires.

La durée des cours est de deux ans.

Le cours a commencé en octobre 1923 avec seize élèves.

Le personnel de l'école est sécularisé. Le nombre des élèves est peu élevé, malgré une propagande active.

CHAPITRE III

Le Crédit agricole

L'Office National. — Les caisses locales et la Caisse régionale.
Les opérations du Crédit Agricole. — Les prêts à court, à moyen et à long terme.

Activité du Crédit Agricole. — Les réformes nécessaires.

L'application de la loi du 8 décembre 1922.

Une nation ne peut vivre et prospérer, que si elle a une forte classe paysanne, retenue au sol par des liens puissants. Les pays de nouvelle formation éclos après la victoire des Alliés, l'ont si bien compris, qu'ils n'ont pas hésité à exproprier les grands propriétaires fonciers pour donner de la terre à chaque paysan.

La France n'a pas besoin de recourir à des moyens aussi violents. Elle a déjà une forte proportion de propriétaires parmi les cultivateurs qui travaillent son sol.

Leur nombre doit s'accroître encore. Nous avons montré antérieurement tous les avantages de la petite et de la moyenne propriété paysanne.

La possibilité d'acquérir des terres est donnée par le Crédit Agricole.

Le Crédit Agricole a été institué en France par la loi du 5 novembre 1894. Il a pour but de mettre à la disposition des cultivateurs et des Associations agricoles les fonds qui peuvent momentanément leur faire défaut.

Une Caisse régionale de Crédit Agricole existe dans le Finistère depuis 1907.

Son essor est devenu considérable depuis la loi du 5 août 1920, qui a fondé l'*Office National de Crédit Agricole*.

Les avances de l'État sont mises à la disposition des *Caisses régionales* par l'intermédiaire de cet *Office National*. Elles pro-

viennent de certaines redevances que la Banque de France payait à l'État au prorata de ses bénéfices.

Des *Caisses locales*, cantonales ou communales existent, qui servent de liaison entre la *Caisse régionale* d'une part et les emprunteurs, d'autre part. Ceux-ci doivent être affiliés à une *Caisse locale* et souscrire au moins une part de la Caisse à laquelle ils s'adressent.

Au 31 décembre 1923, il y avait, dans le département du Finistère, quarante-neuf caisses locales affiliées et trois mille neuf cent trente-six sociétaires.

Des sociétaires particuliers peuvent également souscrire directement des parts à la *Caisse Régionale*, mais ils n'ont pas le droit d'emprunter.

La *Caisse régionale* est une véritable banque, la banque naturelle de tous les cultivateurs. Elle a un capital souscrit par les agriculteurs ; elle reçoit des dépôts de fonds et de titres, ouvre des comptes courants et fait toutes les opérations de Bourse.

Le capital versé par les souscripteurs n'a cessé de croître.

Il était :

Au 31 décembre	1920 de	280.525	francs.
—	1921 de	435.025	—
—	1922 de	701.600	—
—	1923 de	903.025	—

Cette progression est intéressante à observer. Le cultivateur du Finistère manque totalement de connaissances financières. Il est la proie d'intermédiaires louches, qui râflent ses économies sur la promesse d'intérêts aussi considérables qu'hypothétiques, au profit de Sociétés véreuses, qui ne durent que le temps nécessaire à la souscription des actions.

La *Caisse régionale* pourrait offrir un placement rémunérateur et sûr aux billets de banque qui dorment entassés dans les armoires de la campagne.

* * *

Les opérations de prêts du Crédit Agricole se répartissent en plusieurs catégories :

Prêts à court terme, à moyen terme, à long terme, avances à long terme aux coopératives.

Nous allons étudier successivement le rôle de la caisse régionale dans ces différentes branches de son activité (1).

LES PRÊTS A COURT TERME sont destinés à fournir aux agriculteurs des fonds pour une opération limitée comme durée, telle qu'achat d'animaux, d'engrais, de semences, de machines, avances sur récoltes. Ils sont faits sur billets à ordre renouvelables, soit intégralement, soit après versement d'un à-compte. L'intérêt est supérieur de 0 fr. 50 au taux de l'escompte de la banque de France.

La somme totale des prêts en cours était au 20 octobre 1924 de 5.069.985 francs. Dans le courant de 1923, 638 prêts nouveaux et 1.514 renouvellements avaient été consentis.

Ce genre d'opérations commence à jouir d'une grande faveur à la campagne et les chiffres sont en progression constante d'année en année.

LES PRÊTS A MOYEN TERME sont destinés à l'achat de cheptel, de matériel d'exploitation et à l'aménagement de la propriété rurale. Leur durée est fixée à dix ans et leur maximum à 20.000 francs.

L'intérêt a été porté en janvier 1924 à 6,50 %, taux que les cultivateurs trouvent exagéré ; aussi le nombre de prêts à moyen terme, tout en étant considérable, ne marque pas en 1923 d'augmentation sur les années précédentes.

La somme totale des prêts en cours au 20 octobre 1924 était de 3.410.090 francs. En 1923, cent prêts nouveaux et 1.514 renouvellements avaient été consentis aux cultivateurs.

Dans l'ensemble, les prêts à court et à moyen terme ont vu leur nombre et leur montant grandir continuellement.

Dans ces deux catégories, il avait été présenté à l'escompte :

En 1920	1.150	effets pour	4.243.160	francs
En 1921	1.651	— —	9.126.533	—
En 1922	2.054	— —	11.454.520	—
En 1923	2.558	— —	14.820.675	—

LES PRÊTS A LONG TERME peuvent être consentis pour une durée de vingt-cinq ans au maximum. Ils sont particulièrement intéressants parce que destinés à l'achat ou à l'amélioration de petites propriétés rurales, dont la valeur ne peut dépasser 50.000 francs.

(1) Les chiffres et les renseignements qui suivent sont tirés du compte rendu des opérations publié chaque année par la Caisse régionale et d'une brochure publiée également par la C. R. sur son fonctionnement.

Leur succès a été tel que la Caisse régionale est submergée de demandes et que des réformes énergiques s'imposent.

Il y a deux sortes de prêts à long terme. Les uns, accessibles à tous les cultivateurs, sont consentis moyennant un intérêt de 2 %, les autres, réservés aux pensionnés militaires, aux veuves et aux victimes civiles de la guerre, moyennant un intérêt de 1 %.

Les prêts à 2% ont commencé à prendre une grosse importance dès le lendemain de la guerre. Du 1^{er} juillet 1919 au 1^{er} septembre 1921, les cultivateurs avaient acquis grâce à eux, 2.650 hectares de terres.

La Caisse régionale avait en cours :

Le 31 décembre 1920	89	prêts s'élevant (1) à	386.927	francs
—	1921 227	—	1.819.129	—
—	1922 388	—	3.422.965	—
—	1923 572	—	5.222.327	—

Au 20 octobre 1924, 728 cultivateurs, dont la moitié de journaliers, avaient bénéficié des prêts à long terme à 2 %.

Les prêts à 1% aux pensionnés de guerre sont particulièrement avantageux pour eux. Ils sont remboursables par annuités. Pour un prêt de 10.000 francs, par exemple, remboursable en 25 ans, l'emprunteur aura à payer chaque année comme remboursement du capital et intérêts, une somme de 454 fr. 05.

L'emprunteur doit souscrire à la Caisse des Dépôts et Consignations, une assurance sur la vie à prime unique. En cas de décès de l'emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations remplit ses obligations envers le Crédit agricole aux lieu et place de la famille du décédé.

Ces prêts avaient déjà permis aux mutilés d'acquérir 1.300 hectares de terre du 1^{er} juillet 1919 au 1^{er} septembre 1924.

Comme ceux à 2 %, les prêts à 1 % sont en constante augmentation.

La Caisse régionale avait en cours :

Au 31 décembre 1920	50	prêts s'élevant à	439.929	francs
—	1921 59	—	515.619	—
—	1922 146	—	1.484.534	—
—	1923 207	—	2.171.019	—

Au 20 octobre 1924, 314 mutilés avaient bénéficié des prêts à long terme à 1 %.

(1) En tenant naturellement compte des remboursements effectués dans l'année.

La Caisse régionale peut encore prêter de l'argent à long terme aux Coopératives et Associations agricoles : deux seulement ont profité de ces facilités et le total des prêts s'élevait à 64.818 francs au 31 décembre 1923.

*
* * *

L'activité du Crédit agricole se développe donc de plus en plus. Si nous considérons le total des prêts en cours de toutes catégories, nous trouvons les chiffres suivants :

31 décembre 1921	4.260.140
— 1922	11.234.890
— 1923	15.095.265

Ces prêts jouissent d'une très grande faveur, tout particulièrement les prêts à long terme.

La Caisse du Crédit Agricole du Finistère est la première de toute la France pour les prêts à long et à moyen terme (1). A l'échéance, le paiement des annuités ne donne presque jamais lieu à des difficultés.

Et c'est cette faveur même, qui est la cause de la situation difficile dans laquelle se trouve la Caisse régionale du département.

Les avances de l'État qui étaient de 1.835.759 francs le 31 décembre 1920 ont passé à 12.728.811 francs à la fin de 1923.

Malgré cette progression, la *Caisse régionale* est complètement embouteillée par le nombre de demandes qui lui parviennent.

Certes, elle peut satisfaire au crédit à court terme, où l'argent rentre vite ; elle peut aussi répondre aux demandes du crédit à moyen terme, qui n'augmentent pas très sensiblement.

Par contre, à la fin de 1923, sur un millier de demandes de crédit à long terme, parvenues dans l'année, elle n'avait pu en satisfaire que 244.

Sept à huit cents demandes portant sur cinq millions environ de crédit restent en souffrance.

Cette situation est éminemment préjudiciable à la cause de la petite propriété rurale.

Les redevances spéciales de la Banque de France à l'État, qui avaient été d'abord affectées exclusivement à la dotation du Crédit

(1) La caisse locale de Plouzévédé, que préside M. CAILL, conseiller général, est arrivée en 1922 en tête des caisses du Département avec un chiffre d'affaires de 1.418.100 francs.

Agricole, sont attribuées aujourd'hui en grande partie à d'autres institutions. Elles doivent être rendues à leur destination primitive, ainsi que l'a demandé l'Assemblée Générale de la Caisse-régionale du Crédit Agricole.

Une œuvre d'une importance aussi grande, ne peut être interrompue pour une question de quelques millions, qui rentreront d'ailleurs dans les caisses de l'État, après avoir rendu d'énormes services.

D'autre part, les mutilés de la guerre se plaignent amèrement de la situation qui leur est faite et des difficultés que rencontrent dans leur application les lois du 9 avril 1918 et du 5 août 1920 (1).

Un mutilé achète une propriété de gré à gré ou lors d'une vente par adjudication. Il a 13 ou 14 % de frais et le prix est payable généralement dans un délai maximum de trois mois.

Comme il doit s'être déjà rendu propriétaire pour s'adresser à l'Office Régional, il ne peut faire sa demande de prêt qu'après l'acquisition.

Or, il doit quelquefois attendre un an pour qu'une décision intervienne, de sorte qu'il risque fort de se voir saisi et vendu avant d'avoir une réponse. Le prix de la deuxième vente peut être inférieur à son prix d'achat et s'il a dû emprunter pour payer les frais, il se trouvera non seulement ruiné à plat, mais restera encore débiteur à la fois de son vendeur et de son prêteur.

N'y aurait-il pas une façon de procéder plus logique ?

Le mutilé, se mettant d'accord avec un propriétaire pour l'achat d'une petite exploitation rurale, recevrait une promesse de vente, valable seulement au cas où la Caisse régionale accorderait un prêt.

Le mutilé ferait sa demande de prêt et y joindrait un exemplaire de la promesse de vente. L'affaire étant examinée dans un délai très court, le vendeur serait payé par la caisse, qui bénéficierait d'une subrogation dans le privilège du vendeur, jusqu'à concurrence du prix, d'où une économie sérieuse pour le mutilé et un privilège pour la Caisse au lieu d'une hypothèque.

*
* *

Examinons maintenant les résultats de la loi du 8 décembre 1922, qui accordait aux départements et aux communes des avances

(1) Ces observations nous ont été communiquées par M^e Elie LE BAIL, notaire à Morlaix, Président des Anciens Combattants.

spéciales prélevées sur les fonds du crédit agricole et destinées à acquérir des domaines ruraux pour les lotir et les revendre aux travailleurs.

Cette loi partait d'un principe très généreux et l'on fondait sur elle de grands espoirs. Ils ont été déçus dans le Finistère où, à notre connaissance, cette loi n'a pas eu encore d'application.

Contre les marchands de biens, voraces et retors, contre les convoitises locales, les personnalités désintéressées peuvent bien mal lutter.

On doit espérer pourtant que dans l'avenir, les autorités municipales et départementales sauront utiliser le précieux moyen de diffusion de propriété que la loi a placé dans leurs mains.

* * *

Le Crédit Agricole a rendu d'immenses services dans le Finistère. Grâce à lui de nombreux fermiers et journaliers ont pu accéder à cette propriété du sol tant désirée.

Des critiques, certes, sont à adresser, non pas à la Caisse régionale, qui fonctionne d'une manière satisfaisante, mais à l'institution elle-même. Celle-ci devrait être dotée d'assez d'argent pour pouvoir répondre immédiatement et complètement aux demandes recevables qui lui sont adressées.

Il s'agit ici du simple perfectionnement d'une institution excellente. Nous voulons espérer que les cultivateurs en recueilleront, sans trop attendre, les précieux effets.

CHAPITRE IV

Les encouragements de l'Etat et du Département à l'agriculture

Nous examinerons dans ce chapitre les encouragements de l'État et du Département à l'Agriculture.

Jusqu'à la loi du 9 janvier 1919, le Ministère de l'Agriculture n'avait pas de véritable représentant dans le département. Il existait seulement un Directeur des Services agricoles, chargé d'un cours à l'École Normale et de quelques conférences aux agriculteurs.

En principe, il était l'agent du Ministère de l'Agriculture, mais il était plutôt traité en fonctionnaire de l'Administration et l'agriculture n'avait pas de budget spécial.

Aujourd'hui, la situation a bien changé.

Les Offices régionaux et départementaux ont été créés après la guerre, en vue d'intensifier la production agricole.

Leur rôle est devenu considérable. Guidés et aidés par le Directeur des Services agricoles et par le professeur d'Agriculture qui lui est adjoint, ils ont élaboré un important programme de réformes agricoles. Ils constituent le trait de liaison entre le Ministère de l'Agriculture et les diverses sociétés agricoles, émanation des cultivateurs eux-mêmes.

Le rôle de l'Office départemental agricole a été très grand. A propos de presque toutes les branches de la culture et de l'élevage, nous avons eu l'occasion d'en parler. Nous avons l'intention de jeter ici un coup d'œil rapide sur l'ensemble de son œuvre.

Un mot d'abord de l'Office régional, qui se trouve être à l'ensemble de la région agricole de Bretagne, ce que l'O. D. est au département.

L'office régional a créé un certain nombre de centres :

1° Des centres régionaux d'expérimentation sur la sélection et la culture du blé ;

2^o Un centre régional de sélection des pommes de terre ;

3^o Un centre d'expérimentation des engrais marins et des engrais divers, dont le siège est à Quimper, avec, à sa tête M. Vincent, Directeur du Laboratoire départemental ;

4^o Un centre régional d'améliorations foncières dont le but est de doter d'ouvriers draineurs et irrigateurs, les départements bretons ;

5^o Des centres régionaux de mécanique agricole, pour expérimenter et propager les machines les plus perfectionnées ;

6^o Des centres régionaux d'expérience sur l'alimentation du bétail.

Tous ces centres se livrent à des essais expérimentaux comparatifs, sur une échelle plus grande et d'une façon plus générale que les centres départementaux.

Sensiblement plus vaste a été le rôle de l'O. D. A. Lorsque cette institution a été créée, la France sortait d'une guerre qui avait considérablement diminué sa force de production agricole. Une crise économique terrible se dessinait. C'est pour enrayer cette crise et pour rénover l'agriculture que l'O. D. A. a été créé.

Dans le Finistère, sa tâche était particulièrement vaste. Les procédés culturels des agriculteurs étaient trop souvent fondés sur des habitudes devenues bien périmées par suite de nouvelles circonstances économiques.

Déterminer les meilleures variétés pour les plantes, les meilleurs races pour les animaux, sélectionner les produits obtenus, rechercher les méthodes les plus rationnelles de culture et d'élevage, telle a été la première partie de l'effort à accomplir.

Ensuite, a commencé la diffusion des idées et des résultats nouveaux, tâche très délicate dans le milieu agricole bas-breton, toujours un peu méfiant et fermé. Il ne s'agit pas ici seulement de conférences, mais encore de visites dans les fermes, d'une sorte de campagne individuelle de vulgarisation et puis d'enseignement scolaire et post-scolaire.

Étudios sommairement l'effort de l'O. D. A. au point de vue cultural.

Il a d'abord porté sur l'établissement de champs d'expériences (1) dont on sait toute l'importance. Grâce à eux on pourra bientôt indiquer aux cultivateurs quelles sont les variétés qui

(1) Six ont été créés notamment en 1921 et sept en 1922.

conviennent le mieux aux différents climats et aux différents sols du Finistère.

Les subventions données aux particuliers, qui ont organisé ou travaillé ces champs d'expériences se sont montées à 7.570 fr. en 1923.

L'attention de l'O. D. A. s'est surtout portée du côté des cultures du blé et des pommes de terre. Une fois les meilleures variétés déterminées, grâce aux champs d'expériences, des semences sélectionnées ont été mises à la disposition des cultivateurs par l'entremise des Sociétés d'agriculture avec une ristourne de 20 %.

Des concours de blé et des concours de pommes de terre ont permis de se rendre compte des résultats obtenus.

Le concours de blé a lieu chaque année dans l'une des trois régions du département.

Le premier concours en 1921, groupa 176 concurrents dont 23 furent récompensés.

Des concours de la pomme de terre, des concours de cultures fourragères et de prairies ont été également organisés.

En 1923, la somme de 10.000 francs a été distribuée en prix.

Outre l'émulation que ces concours entretiennent entre les cultivateurs, ils permettent de faire aussi d'utiles constatations sur les meilleures méthodes de culture et permettent encore aux Sociétés d'Agriculture d'acquérir des semences sélectionnées.

Pour obtenir de beaux rendements, il fallait améliorer les procédés de travail et de nettoyage du sol et combattre les maladies des plantes.

L'O. D. A. a procuré aux Sociétés d'Agriculture avec une ristourne de 30 %, des trieurs et des pulvérisateurs destinés à traiter dans les champs de blé, les plantes adventices par l'acide sulfurique dilué, et la pourriture de la pomme de terre par des solutions cupriques.

En 1923, une somme de 5.929 francs a été versée pour cet objet aux Sociétés agricoles de Morlaix, Quimper et Quimperlé, et, une somme de 9.865 francs à la Société départementale d'agriculture pour l'achat de machines destinées à la vulgarisation de l'outillage agricole perfectionné.

Enfin l'O. D. A. s'est occupé du reboisement et du drainage, formant des équipes d'ouvriers spécialisés dans les créations et améliorations de prairies.

Si nous nous tournons du côté de l'élevage, nous constatons aussi qu'une belle œuvre a été accomplie.

L'O. D. A. s'est préoccupé de la sélection des animaux existants et de leur amélioration par l'introduction dans le département de reproducteurs de choix, au point de vue de l'élevage bovin notamment. Le Directeur des Services agricoles fit, en 1920, un voyage en Angleterre, au berceau de la race Durham, et, revenu enthousiasmé par ce qu'il avait vu, en tira d'utiles enseignements.

Des primes sont accordées annuellement pour la conservation des meilleurs reproducteurs et des ristournes de 20 % pour l'introduction de sujets de choix.

Dans chaque canton, des syndicats d'élevage ont été fondés sous le patronage de l'O. D. A. et une subvention variant entre deux et quatre cents francs, leur est attribuée chaque année. Des concours à deux degrés ont été également organisés par lui.

En 1923, l'O. D. A. a dépensé pour l'élevage bovin une somme totale de 59.155 francs.

L'élevage du porc a été, d'autre part, encouragé par l'octroi de ristournes sur les reproducteurs importés et de primes de conservation aux meilleurs mâles et femelles.

La nourriture et l'hygiène des bestiaux ont également intéressé l'O. D. A. Des expériences d'alimentation rationnelle et des concours d'étables ont eu lieu.

Au point de vue économique et social, l'O. D. A. a essayé de remédier dans la mesure de ses moyens à la crise de la main-d'œuvre en récompensant les meilleurs serviteurs demeurés fidèles à la terre.

Un concours de l'hygiène à la ferme est organisé chaque année. Une somme de 15.000 francs a récompensé les lauréats en 1923.

L'enseignement scolaire et post-scolaire est soutenu par des subventions.

L'activité de l'O. D. A. s'exerce donc dans des domaines très divers. En 1923, le total de ses dépenses s'est élevé à 183.676 fr. dont une subvention d'environ 66.000 francs à la Société départementale d'Agriculture et de 87.698 francs aux Sociétés d'arrondissement.

Nous n'avons pas encore parlé de l'élevage hippique parce que les fonds importants qui y sont consacrés sont fournis en majeure partie par l'État et ne sortent que pour une faible part de la caisse de l'O. D. A.

L'État s'est toujours préoccupé particulièrement du cheval, nécessaire pour les besoins de l'armée. Le Finistère qui fournit à l'artillerie des attelages si justement renommés, n'a pas été négligé et est subventionné directement par l'État.

Les trois sociétés hippiques du Finistère ont reçu en 1924 une somme d'environ 15.000 francs, provenant de l'État et de l'O. D. A., pour l'organisation des concours du cheval de trait.

Pour les étalons postiers que l'O. D. A. ne subventionne pas, ces Sociétés ont touché 32.000 francs de l'État.

Les étalons approuvés reçoivent, en outre, des primes sur les fonds de l'État. En 1923, pour cent trente-deux étalons approuvés, 108.562 francs ont été distribués.

*
* *

Le Conseil Général du Finistère, justement soucieux de la formidable richesse que représentent l'Agriculture et l'Élevage dans le département, fait également un effort financier intéressant.

En vue de favoriser l'intensification de la production végétale, à la session de septembre 1924, M. LE BAIL et un grand nombre de ses collègues ont présenté au Conseil Général le projet de résolution suivant.

« Le Conseil Général décide la création d'un personnel agricole chargé de poursuivre, sous les ordres du Directeur des Services agricoles du département, l'intensification de la production végétale et la vulgarisation des moyens propres à l'assurer.

« Ses attributions comprendront notamment : les prises d'échantillons de terre, la sélection et la préparation des semences, les essais comparatifs dans les champs de démonstration, le traitement préventif des maladies de la pomme de terre et des arbres fruitiers, le traitement du blé à l'acide sulfurique, et, en collaboration avec le Service du génie rural, l'établissement de fosses à purin et la réalisation de l'hygiène à la ferme. »

Après un rapport favorable de la Commission de l'Agriculture, le Conseil Général a voté à l'unanimité une subvention de 20.000 fr. pour payer deux Commissaires à l'Agriculture, anciens élèves des grandes Écoles d'agriculture, véritables animateurs qui serviront d'agents de liaison entre la direction des Services agricoles et les instituteurs, secrétaires ou membres des Syndicats agricoles, ou même des agriculteurs désireux de concourir dans les communes à cette œuvre de progrès ou de rénovation agricole.

Mais c'est surtout pour l'élevage que les crédits accordés sont importants.

Chacun des trente-neuf syndicats d'élevage reçoit une somme annuelle et forfaitaire de 500 francs soit 19.500 francs au total.

L'élevage hippique est particulièrement encouragé par l'attribution de primes qui lui parviennent par l'intermédiaire des Sociétés hippiques.

En 1923 ces primes se sont montées à :

33.975 francs pour les poulains ;

50.345 francs pour les pouliches ;

24.870 francs pour les poulinières ;

soit une somme totale de 109.190 francs, sur laquelle 58.665 francs sont allés au demi-sang et 59.625 francs au trait breton.

Enfin, 20.000 francs ont été partagés en 1924, entre les trois grandes sociétés hippiques pour l'organisation de leurs concours.

L'effort accompli par l'État et par le Département, en faveur des agriculteurs du Finistère, est considérable.

On a du moins ici la satisfaction de pouvoir dire qu'il n'a pas été vain. De grands progrès ont pu être ainsi accomplis dans tous les domaines. Une organisation excellente a été créée. Ce sont les agriculteurs eux-mêmes, guidés par un Directeur des Services agricoles et un professeur d'agriculture particulièrement dévoués, qui surveillent l'emploi et la répartition des sommes allouées.

Il faut que cet effort continue. Dans le gouffre du budget, il y a peut-être encore des dépenses improductives, mais la pièce d'or qui va à la terre est semblable au grain de blé : *La récolte obtenue rend dix fois la semence.*

FIN

Vu,
le Président,
J. HITIER.

Vu et permis d'imprimer,
le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPEL.

Le Doyen,
BERTHÉLEMY.

TABLE DES MATIÈRES

LE FINISTÈRE AGRICOLE

(Etude d'économie rurale)

PRÉFACE	IX
INTRODUCTION : <i>Le Finistère physique et économique</i>	1

1^{re} partie

CHAPITRE	I. — <i>L'Economie humaine</i>	13
—	II. — <i>L'Habitation rurale et les voies d'accès</i>	32
—	III. — <i>L'Evolution de la propriété paysanne</i>	52
—	IV. — <i>L'Exploitation rurale</i>	76
—	V. — <i>Les variations de la valeur marchande et locative des terres</i>	104
—	VI. — <i>Le Prolétariat agricole</i>	118
—	VII. — <i>L'Emigration rurale</i>	140

2^e partie

CHAPITRE	I. — <i>Les conditions physiques de la culture et les progrès culturels nécessaires</i>	171
—	II. — <i>Les céréales</i>	186
—	III. — <i>La Culture maraîchère et les plantes sarclées</i>	202
—	IV. — <i>Les Prairies et les fourrages</i>	226
—	V. — <i>La pomologie et les arbres fruitiers</i>	235
—	VI. — <i>Les bois, l'ajonc et les textiles</i>	243
—	VII. — <i>Le cheval</i>	253
—	VIII. — <i>L'espèce bovine</i>	270
—	IX. — <i>Les élevages secondaires</i>	285

3^e partie

CHAPITRE	I. — <i>Les associations agricoles</i>	295
—	II. — <i>L'enseignement agricole</i>	311
—	III. — <i>Le crédit agricole</i>	322
—	IV. — <i>Les encouragements de l'Etat et du Département à l'agriculture</i>	329

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages divers

- ANTOINE (D^r) Une organisation départementale antituberculeuse.
Le Finistère, *Quimper*, 1924.
- AULANIER Traité du domaine congéable, *Saint-Brieuc*, 1828.
- BAUDRILLART La Normandie et la Bretagne.
- BLANCHARD Le fraisier de Plougastel, *Paris*, 1898.
- BLÉAS (E.-M.) Les Chevaux bretons, *Morlaix*, 1913.
- BORDERIE (DE LA) Histoire de la Bretagne, *Paris*, 1899.
- CAMBRY Voyage dans le Finistère en 1794.
- CHATELIER (DU) L'Agriculture et les classes agricoles de Bretagne.
Paris, 1863.
- CHENON Le démembrement de la propriété foncière avant et
après la Révolution, *Paris*, 1923.
- CHOLEAU (J.) Plougastel-Daoulas, *Brest*.
- Condition des serviteurs ruraux bretons, *Paris*, 1907.
- L'Expansion bretonne.
- CROCHETELLE La Pomologie du Finistère.
- DUJARDIN (D^r) Basse-Bretagne et Bas-Bretons (Étude d'hygiène),
Montpellier, 1912.
- ÉLOUET Considérations générales sur la race bovine et la
race équestre dans le Finistère, *Morlaix*, 1837.
- FAIVRE et E. MOREL La question de l'abandon des campagnes, *Paris*.
- FLOUR DE SAINT-GENIS La Propriété rurale en France, *Paris*, 1902.
- GAST (A.) Essai sur la Bretagne hippique, *Saint-Brieuc*, 1907.
- GEFFROY (G.) La Bretagne.
- GUILLOU (J.) L'Émigration des campagnes vers les villes, *Paris*.
- HITIER (H.) Systèmes de culture et Assolements, *Paris*, 1913.
- (J. et H.) Les baux à ferme. — L'échelle mobile des fermages.
(*L'Expansion économique*, avril 1923).
- LE BAIL Rapports sur les Partages d'Ascendants. — *Chambre
des Députés*, 1910.
- Rapport au Conseil Général sur les secours aux fa-
milles nombreuses et nécessiteuses, *Quimper*, 1912.
- LE BAIL FILS (G.) L'Émigration rurale et les Migrations temporaires
dans le Finistère, *Paris*, 1913.
- LE FEBVRE (Y.) Deux Études Pélasgiennes.
- LEMOINE et BOURDE DE
LA ROGERIE Introduction à l'inventaire sommaire des Archives
départementales, *Quimper*, 1902.
- LEROY-BEAULIEU La question de la Population.
- LIMON Usages et règlements locaux en vigueur dans le
Finistère, *Quimper*, 1852.
- LOTH L'émigration bretonne en Armorique, *Paris*, 1882.
- MATHIEZ L'Œuvre sociale de la Révolution (*Grande Revue*,
1920).

MAZÉ	Le Finistère agricole et industriel. <i>Paris</i> , 1911.
M. DE MOINTEL, intendant	Mémoire sur la province de Bretagne en l'année 1698. (Manuscrit Bibliothèque Chambre des Députés).
MORREAU DE JONNES	Étude statistique et agricole sur le département du Finistère, <i>Paris</i> , 1844.
MORVONNAIS (DE LA)	L'Économie rurale de la Bretagne, <i>Rennes</i> , 1894.
PICARD	L'ouvrier agricole de Saint-Pol-de-Léon, <i>Brest</i> , 1904.
PICAUD (E.)	La culture des primeurs dans les communes de Plougastel-Daoulas, Saint-Pol-de-Léon, Roscoff, <i>Rennes</i> , 1912.
PLATEAU (L.-F.)	La condition des lépreux et de leurs descendants, notamment en Bretagne, <i>Rennes</i> , 1909.
POMPÉRY (Th. DE)	Quelennou var labour pé gonnidégues an douar, <i>Brest</i> , 1851.
RENAULT	La tuberculose chez les Bretons, <i>Paris</i> , 1899.
RICHEMONT (Odysse)	Le toit rural.
RIEFFET	Agriculture de l'Ouest de la France.
SAVINA	Plougastel-Saint-Germain au XVIII ^e siècle. <i>Bulletin de la Société archéologique du Finistère</i> , 1920.
SÉE (Henri)	Les classes rurales en Bretagne au moyen âge. <i>Annales de Bretagne</i> , 1896.
—	Les classes rurales de Bretagne du XVI ^e siècle à la Révolution. <i>Annales de Bretagne</i> , 1905-1906.
—	L'administration de deux seigneuries de Basse-Bretagne au XVIII ^e siècle. <i>Annales de Bretagne</i> , 1903.
SOUDRY	Traité du domaine congéable, <i>Rennes</i> , 1899.
SOUVESTRE (E.)	Le Finistère, <i>Brest</i> , 1836.
TOURDONNET (DE LA)	Rapport sur la situation du Métayage en France (1879-1880)
TRÉOGAT	L'immigration bretonne à Paris, <i>Paris</i> , 1900.
VALLAUX	La Basse-Bretagne. Étude de Géographie humaine, <i>Paris</i> .

Statistiques. — Documents divers.

- Annuaire statistique de 1803.
 Enquête agricole de 1814. Notes de M. WAQUET, archiviste départemental.
 Recherches statistiques sur le département du Finistère, 1835.
 Enquête agricole de 1867.
 Statistique agricole de 1840.
 — décennale de 1882.
 — décennale de 1892.
 Statistiques agricoles annuelles de 1902 à 1923.
 — financières des Départements.
 Enquête du Ministère de l'Agriculture sur la petite propriété rurale en France, *Paris*, 1909.
-

Office départemental agricole

Rapport sur la culture du blé en 1923.

— sur les concours de blé

— sur la culture de la pomme de terre.

— sur les travaux effectués en 1919 et 1920.

— 1921.

— 1922.

— 1923.

Herd Book de la Race bretonne pie-noire

— armoricaine.

L'Exportateur français (numéro spécial consacré au Finistère), 1923.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE D'ANGERS. — ANGERS, 4, RUE GARNIER.
